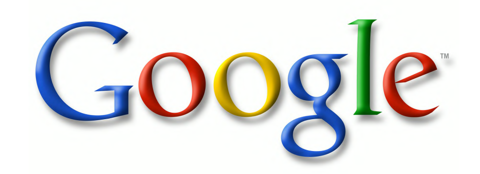
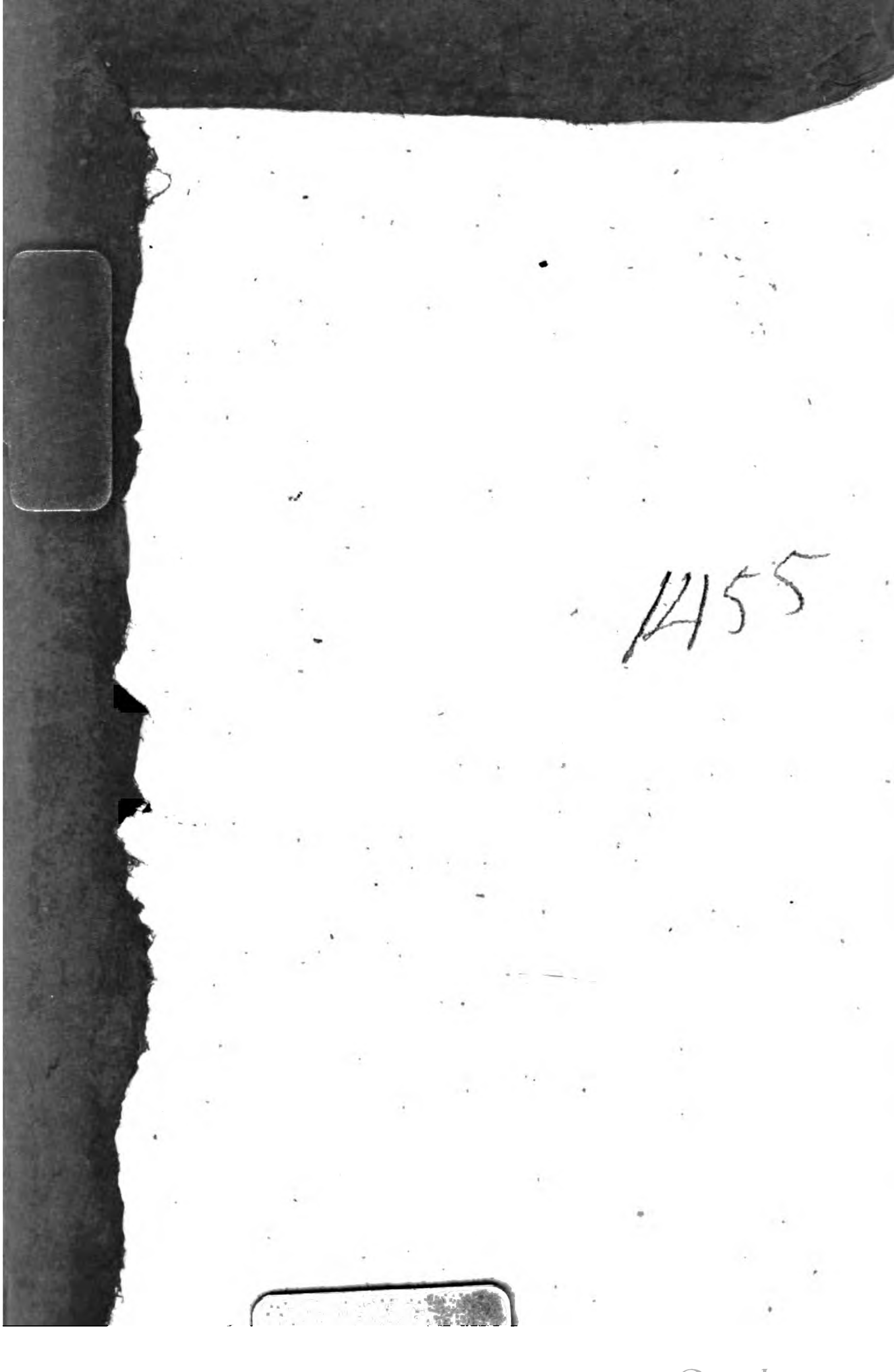
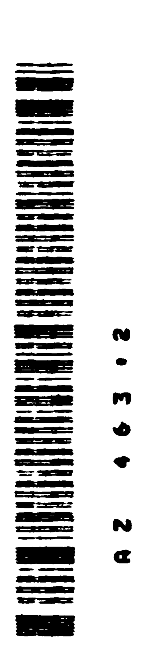

Google




1455



HISTOIRE
D'ALEXANDRE IER,

EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES.

TOME II.

On trouve dans les mêmes Librairies :

Anecdotes originales de Pierre-le-Grand, reçueillies par M. de Staehlin. In-8, 1787................ 5 fr.

Histoire de Pierre III, empereur de Russie, imprimée sur un manuscrit trouvé dans les papiers de M. de Montmorin, et composée par un agent secret de Louis XV à la cour de Pétersbourg; 3 vol. in-8, avec fig., 1799........................... 12 fr.

Tableau général de la Russie moderne; par V. C., avec 2 cartes; 2 vol. in-8................ 12 fr.
— et sans les cartes...................... 9 fr.

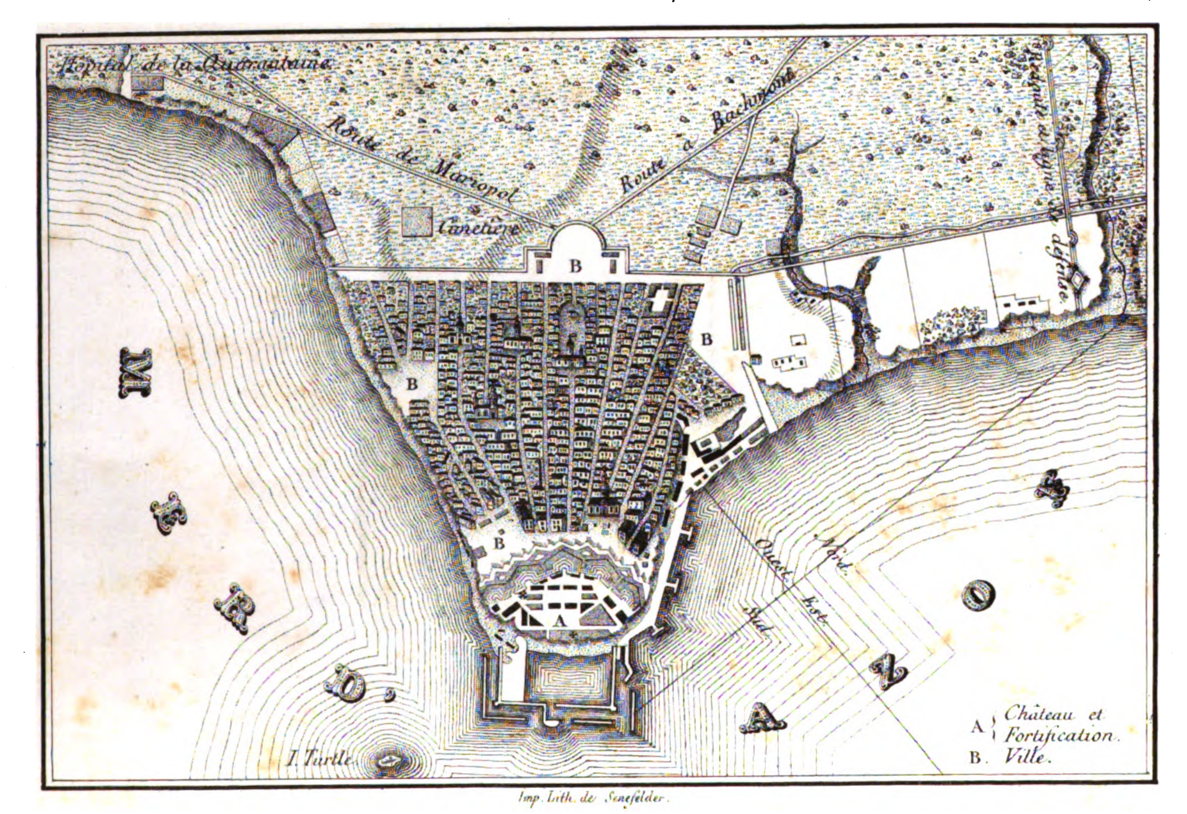
Tableau de Saint-Pétersbourg, ou lettres sur la Russie, écrites en 1810, 1811 et 1812; par M. Muller; un fort vol. in-8, avec un plan de Saint-Pétersbourg. 9 fr.

Mœurs et Costumes des Russes, représentés en 50 planches coloriées, accompagnées d'un texte explicatif; par A. C. Houbigant; vol. in-fol., 1821.. 36 fr.

Recherches sur les principales nations établies en Sibérie et dans les pays adjacens; traduit du russe, par Stollenweck. In-8........................ 3 fr.

Portrait de S. M. l'empereur Alexandre, très soigneusement gravé en taille douce; par Alex. Tardieu. 12 fr.
— Épreuves avant la lettre............... 16 fr.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET
rue de Vaugirard, nº 9.



Imp. Lith. de Senefelder.

VUE DE TAGANROG

HISTOIRE
D'ALEXANDRE IER,

EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES,

ET DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENS
DE SON RÈGNE;

PAR ALPH. RABBE.

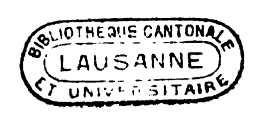
Quidquid delirant reges plectuntur Achivi.
HOR. *Epist.* 2, *Lib.* I.

TOME SECOND.

PARIS,
TREUTTEL ET WÜRTZ, LIBRAIRES,
RUE DE BOURBON, N° 17;
PONTHIEU ET Ce, PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS, N° 252.

A STRASBOURG rue des Serruriers; A LONDRES, 30 Soho-Square.

1826.


BIBLIOTHEQUE CANTONALE
LAUSANNE
ET UNIVERSITAIRE

SOMMAIRES DES CHAPITRES.

TOME SECOND.

CHAPITRE XII. (1811.)

(*Pages* 1 *à* 30.)

Causes de la rupture de la Russie et de la France. — Motifs de la politique de Napoléon à l'égard de cette puissance. — Depuis Pierre-le-Grand, la Russie avait son but en Europe plutôt que du côté de l'Orient. — Diversité des moyens par lesquels elle s'est agrandie. — Opinion de M. Bignon à ce sujet. — Aperçu des accroissemens de la Russie depuis le premier partage de la Pologne. — Pourquoi la ligne de la Vistule n'a pas suffi à cette puissance. — Que tôt ou tard une lutte corps à corps avec la France était inévitable. — Effets du système continental en Russie. — Usurpation de Napoléon pour augmenter l'étendue et assurer l'effet de ce système. — Absorption des États du duc d'Oldenbourg. — Réclamation de l'empereur Alexandre. — Autres causes antérieures de mésintelligence; mariage de Napoléon. — Assertion de M. de Boutourlin à ce sujet. — Tarif des douanes publié en Russie en 1810. — Esprit de ce décret. — Négociations. — Renforcement de l'armée d'Allemagne sous les ordres de Davout. — Renforcement du cordon russe sur les côtes de la Baltique et sur les frontières du duché de Varsovie. — Nouvelles levées. — Pourquoi la guerre n'éclata pas

CHAPITRE XIII. (1812.)

cement du grand désastre. — Opinion de sir Wilson sur les fautes graves et nombreuses commises de part et d'autre dans cette campagne. — Résultats de l'invasion pour la Russie. — Fermeté et vigilance remarquables déployées par Alexandre. — État des affaires des Français en Allemagne. — Murat est forcé d'abandonner la ligne du Niémen.

CHAPITRE XV. (1813.)

(*Pages* 107 *à* 138.)

Actives démarches des agens de l'Angleterre pour reformer une vaste coalition. — Esprit de l'aristocratie autrichienne. — Promesses que fait lord Walpole à la maison d'Autriche. — Erreur de Napoléon fondée sur l'idée qu'il avait du caractère de son beau-père. — Voyage de M. de Bubna à Paris, et protestation de ce mandataire, au nom de sa cour. — L'Autriche affecte le rôle de médiatrice entre la France et la Russie. — Négociations par l'entremise de M. de Metternich. — Défection du général prussien York. — L'armée autrichienne fraternise avec les Russes. — Ceux-ci franchissent l'Oder. — Le vice-roi est forcé d'évacuer Berlin. — Les protestations de fidélité à la France continuent de la part de M. de Metternich. — Il amuse et trompe le négociateur français M. Otto. — Infériorité des diplomates de Napoléon en général. — Restrictions mises par la Russie à l'acceptation de la médiation autrichienne. — Conclusion du traité de la Prusse avec la Russie. — L'Allemagne entière se soulève. — Caractère des proclamations allemandes. — Fausseté du roi de Prusse. —

Suites de la défection prussienne pour l'armée française. — Conditions du traité de Kalisch avec la Prusse. — Traité de Bernadotte avec la coalition. — Marche des armées russes. — Soulèvement des Saxons contre les Français. — Napoléon part de Paris le 15 avril, arrive à Mayence le 16, et se trouve dans la plaine de Lützen le 1er mai. — Forces des Français. — M. de Narbonne à Vienne.—Franchise de M. de Schwartzenberg à Paris. — Lettres de M. de Stackelberg interceptées par la police de l'armée française.

Victoire de Lützen et arrivée de M. de Bubna, avec de nouvelles protestations, au quartier-général de l'empereur. — Nouveau caractère que prend la médiation. — Victoires de Bautzen et de Vurstchen, et modération de l'empereur français; il propose un armistice. — Conséquences fâcheuses de cet armistice pour Napoléon. — L'Angleterre refuse de traiter de la paix sur la proposition de l'Autriche. — Tergiversations de cette dernière puissance relativement aux stipulations de son traité avec la France du 4 mars 1812. — Congrès de Prague. — La Russie s'y fait représenter par M. d'Anstett. — Longues discussions sur les préliminaires; conférences à *Reichenbach* et à Trachenberg. — Le congrès échoue. — L'Autriche proclame enfin sa défection. — Quelles furent les conséquences immédiates, pour la situation militaire des alliés, de l'accession de l'Autriche. — L'Angleterre fournit des subsides aux trois puissances continentales. —Création d'un papier-monnaie, dit argent fédératif. — Position des armées alliées.

CHAPITRE XVI. (1813 ET 1814.)

(*Pages* 138 *à* 176.)

L'armée combinée des Russes et des Prussiens entre en Bohême. — Napoléon ouvre la campagne trop tard. — Il se met à la poursuite de Blücher. — Les alliés marchent sur Dresde; Napoléon y rentre. — Bataille de Dresde. — Mort de Moreau. — Détails sur la position de ce général dans l'armée des alliés. — Lettre de l'empereur Alexandre à madame Moreau. — Les lieutenans de Napoléon sont battus à Gros-Beeren, à la Katzbach et à Kulm. — Bataille de Leipsick. — Les alliés s'avancent sur les bords du Rhin. — Déclaration de Francfort. — Esprit de cette déclaration. — Réfutation d'une assertion de l'auteur de l'*Histoire des Traités de Paix.* — Campagne de 1814.

Congrès de Châtillon. — Alexandre veut à tout prix traiter de la paix après la bataille de Montmirail. — — Causes secrètes qui changèrent ses dispositions. — Dures conditions proposées par les alliés; refus de Napoléon. — L'Autriche fait prolonger les négociations. — Fausse manœuvre de Napoléon pour attirer la grande armée alliée loin de la capitale. — Blücher et Schwartzenberg marchent sur Paris. — L'empereur Alexandre descend chez M. de Talleyrand. — Le duc de Vicence se présente au nom de Napoléon : les souverains alliés refusent de l'entendre.

CHAPITRE XVII. (1814 ET 1815.)

(*Pages* 176 *à* 213.)

Réflexions sur le traité de Paris. — Congrès de Vienne. — Prétentions de la Russie et de la Prusse. — Attitude de la France. — M. de Talleyrand. — Inutiles réclamations en faveur de la Pologne, de la part de quelques publicistes éclairés. — L'Angleterre favorise les prétentions de la Prusse sur la Saxe. — Déclaration de M. de Metternich à cet égard. — Proclamation du prince Repnin adressée aux autorités saxonnes, annonçant l'occupation d'une partie du pays par les troupes prussiennes. — Protestation de Frédéric-Auguste, roi de Saxe.

Indignation du peuple anglais touchant le sort de la Saxe, et reproches adressés aux ministres de la Grande-Bretagne dans le sein du parlement. — M. de Hardenberg propose à l'empereur Alexandre un nouvel arrangement. — Alexandre insiste pour la cession de la Saxe entière à la Prusse. — M. de Metternich propose au lieu de la Saxe des territoires dans les provinces allemandes. — Orageuses discussions; le congrès est sur le point de se rompre. — Le grand-duc Constantin part pour Varsovie. — La France réclame en faveur de la Saxe. — Nouveau projet de partage proposé par M. de Nesselrode, emportant pour première condition la cession du duché de Varsovie à la Russie.

On se concilie enfin dans le moyen terme d'un partage de la Saxe et de la cession du duché de Varsovie à l'empereur Alexandre. — Déclaration de partage. — Nouvelles réclamations de Frédéric-Auguste; il est obligé

de céder. — Fausse satisfaction des négociateurs français; ils se vantent que le principe de la légitimité est sauvé par ce partage qui le tue. — Belle conduite de la Bavière au congrès de Vienne. — Tous les États secondaires de l'Allemagne réclament contre le nouveau plan d'organisation fédérative. — La Russie prend encore la haute main dans l'œuvre de cette nouvelle fédération, et l'empereur Alexandre parle en protecteur de l'Allemagne. — Craintes de l'Autriche. — Remarquable effet d'un voyage de l'empereur Alexandre en Hongrie sur l'esprit du peuple de ce pays. — L'Autriche se console de tout par la possession de l'Italie. — Elle intrigue pour faire annuler le traité par lequel elle avait garanti Murat, et dispute à l'infant Charles-Louis les duchés de Parme et de Plaisance.

Débarquement de Napoléon à Cannes. — Déclaration des puissances assemblées au congrès. Réflexions sur le caractère de cette pièce. — Les lettres adressées personnellement par Napoléon à tous les souverains sont refusées. — Dernier coup d'œil sur la moralité politique des actes du congrès de Vienne, et sur leurs conséquences pour l'avenir. — Opinion de M. de Pradt et de plusieurs autres publicistes. — Ce qu'il eût fallu faire pour assurer la durée du pacte de la Sainte-Alliance.

CHAPITRE XVIII. (1814 ET 1815.)

(*Pages* 213 *à* 235.)

L'empereur Alexandre quitte Paris pour se rendre en Angleterre. — Il s'embarque à Calais avec le roi de Prusse. — Réjouissances extraordinaires occasionnées par l'arrivée des deux souverains à Douvres. — Blücher.

CHAPITRE XIX. (1815 ET 1816.)

Dispositions des vainqueurs dans cette seconde occupation. — Changement total survenu dans les sentimens d'Alexandre à l'égard de la France. — Il se croit personnellement trompé. — Projets sinistres de la coalition. — Raisonnemens des ministres des puissances alliées. — Demande d'indemnités pour le passé et de garanties pour l'avenir. — Nouveau traité proposé par les puissances, entraînant la perte de plusieurs provinces. — Discussion à ce sujet, et vaines subtilités des négociateurs français pour se soustraire à la loi du plus fort.

Projet de la Sainte-Alliance. — Relations de l'empereur Alexandre avec madame de Krudener. — Détails sur la vie et le caractère de cette femme célèbre. — Dispositions d'Alexandre au mysticisme. — Anecdote sur la rédaction du projet de la Sainte-Alliance. — Habileté avec laquelle M. de Metternich adopte et exalte les vues de l'empereur Alexandre pour s'emparer de sa confiance. — Quels avaient été les rapports antérieurs de ce souverain et de ce ministre. — Caractère politique et privé de M. de Metternich. — De la situation morale de l'Autriche et des raisons qu'elle a, plus que toute autre puissance, de redouter le progrès et le triomphe des idées dominantes.

Du dogme de la légitimité. — Examen de la question de savoir si, en se constituant le défenseur et l'apôtre couronné de ce principe, Alexandre faisait une chose conforme aux précédens historiques de son pays et de sa maison.

Effets des révolutions du Piémont, de Naples, du Portugal et de l'Espagne sur l'esprit d'Alexandre. — Pourquoi les congrès furent, par M. de Metternich, mis à

représentative. — Le comte Potocki. — Révolte du régiment de la garde, *Semenowsky*, à Saint-Pétersbourg. — Voyage de l'empereur en Tauride. — Il visite au retour les Cosaques du Don. — Affranchissement des paysans de Courlande et de Livonie. — Congrès d'Aix-la-Chapelle. — Modération généreuse d'Alexandre sur l'article des contributions imposées à la France. Il écrit à ce sujet à lord Wellington.

État de l'Allemagne. — Pamphlet de M. de Stourdza. — Nouvelle profession politico-mystique qui émane du congrès d'Aix-la-Chapelle. — Mémoire adressé à tous les ambassadeurs russes relativement aux affaires d'Espagne. — Kotzebue. — Établissement de la commission centrale de Mayence.

Voyage secret de l'empereur Alexandre à Paris durant les conférences d'Aix-la-Chapelle. — Complot formé pour l'enlèvement de ce prince sur la route d'Aix-la-Chapelle à Bruxelles.

CHAPITRE XXI. (1819 ET 1820.)

(*Pages* 304 *à* 318.)

Conflit de diverses influences dans le gouvernement russe. — Établissement d'un siége épiscopal pour l'administration des communions évangéliques. — Nouvelles mesures prises contre les Jésuites.

Pologne : mécontentement général dans ce royaume. — Le conseil de Varsovie demande au ministre de l'intérieur des explications sur les projets du gouvernement. — Réponse décourageante de ce ministre. — Mesures prises à l'égard des étudians polonais.

Arrestation du banquier de la légation russe, et refus du grand-seigneur à M. de Strogonoff : dernière note de cet ambassadeur : irritation du divan, et démarches conciliatrices des ministres d'Angleterre et d'Autriche. — Départ de M. de Strogonoff. — Note de l'empereur Alexandre aux diverses puissances de l'Europe pour réclamer leur entremise en faveur des sujets chrétiens de la Porte ottomane. — *Ultimatum* adressé à la Porte. — Nouvelles démarches des ambassadeurs de Londres et de Vienne. — Réponse évasive de la Porte à l'*ultimatum* russe.

Continuation des négociations sous l'influence de M. de Metternich. — Obstination du divan et conclusion négative de toutes ces intrigues diplomatiques. — La Russie donne une explication de sa longanimité et du maintien du *statu quo* : article inséré dans la Gazette de Brême. — Faiblesse inconséquente de cette apologie. — Congrès de Vérone. — On y consacre le principe de l'intervention armée. — Refus d'admettre un envoyé de la Grèce dans ce congrès, et démarches auprès du grand-seigneur pour qu'il s'y fasse représenter. — Lord Strangford à Vérone. — Mécontentement de l'empereur Alexandre sur les formes de la médiation employées par ce ministre. — Paroles de ce monarque à M. de Châteaubriand. — Retour de M. de Strangford à Constantinople. — La Porte notifie au ministère russe la nomination des nouveaux hospodars de Valachie et de Moldavie, et demande en retour la restitution des forteresses d'Asie. — La Russie remet en discussion son droit relativement à la cause des Grecs. — Quatre navires russes sont séquestrés dans le port de Constanti-

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.

ALEXANDRE Ier,

EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES,

ESQUISSE DE SA VIE

ET DES ÉVÉNEMENS LES PLUS IMPORTANS DE SON RÈGNE.

CHAPITRE XII.

(1811.)

Nous touchons au moment qui fut témoin du choc des deux grandes puissances rivales. Après tant de récits plus ou moins fidèles, plus ou moins pathétiques et terribles qui lui ont remis devant les yeux le tableau de ce désastre, le lecteur judicieux ne s'attend sans doute pas que nous irons stérilement glaner de lamentables souvenirs, ou des détails stratégiques qui perdraient tout leur intérêt dans un cadre trop resserré. Nous nous bornerons à donner une idée du système de défense que la Russie opposa à l'invasion, et du caractère politique de sa résistance. Mais avant d'en venir aux événemens de 1812, il est indispensable d'exposer sommairement les causes

qui préparèrent cette effrayante collision de deux grands empires.

Entre ces deux empires, la vieille Europe, ou seulement l'Europe du dix-septième siècle, ne connaissait pas de communs intérêts. Au commencement du dix-neuvième, ils étaient arrivés en présence l'un de l'autre, et des causes de deux genres avaient préparé leur rivalité imprévue.

Ces causes étaient générales et particulières : c'est ainsi, c'est par le concours des nécessités générales et permanentes avec les circonstances accidentelles, qu'ont été produits tous les grands événemens du monde politique.

Il est aisé, mais il n'est pas sûr, d'expliquer les choses par un seul mot, par une seule cause : il est trivial, et peut-être absurde, à l'heure où nous sommes, de donner pour raison unique de l'expédition de 1812, l'ambition insatiable de Napoléon. Cette ambition était vaste sans doute, mais non pas insensée; et quoique des hommes graves l'aient osé écrire, on ne croira pas que ce puissant génie fût tombé au-dessous de sa portée ordinaire, au point de concevoir le dessein de conquérir la Russie pour posséder sa conquête, et régner ainsi sur la moitié du globe entier. Na-

poléon avait compris la politique et les destinées de la Russie. Il voyait sa dynastie, son empire, son ouvrage, menacés par les progrès futurs de cette puissance, et par son retour inévitable à la vieille amitié ou plutôt à la loi d'intérêt qui l'unissait à l'Angleterre. Armé de toute sa puissance, il s'avança donc vers elle pour la ranger dans de septentrionales limites; mais elle, menaçante, venait au-devant de lui. La tendance de cet empire et la fortune militaire de la France ne pouvaient tôt ou tard manquer de se rencontrer. Napoléon, ennemi de la prudence qui vit du *statu quo,* et voulant assurer son œuvre avant que les lois de la nature l'eussent poussé dans la vieillesse ou dans le tombeau, précipita l'heure de cette fatale rencontre. Il pouvait être heureux encore une fois. Les fautes de détail qui lui ont été reprochées avec toute justice, n'ont pris de l'importance que dans l'issue malheureuse de l'entreprise. Elles n'étaient pas de nature à décider la question, et le succès les eût effacées si complétement que même les hommes du métier ne les trouveraient pas.

Pour éviter l'effroyable lutte qu'annonçaient tant de sinistres apparences, il aurait fallu qu'au lieu de provoquer une paix tem-

poraire avec la Turquie, le gouvernement russe, tournant subitement toute son ambition et toutes ses forces de ce côté, fît acte de renonciation à toute influence sur le continent, et ne disputât plus rien à la vaste et toujours croissante domination de Bonaparte. Cela eût été possible comme résultat d'une détermination individuelle du souverain : mais les précédens, les traditions du cabinet, et l'orgueil héréditaire de la dynastie de Pierre-le-Grand la rendaient impossible.

La Russie organisée par ce grand homme, surtout depuis l'échec qu'il éprouva sur le Pruth, avait son but en Europe plutôt qu'en Turquie; et depuis lui, l'énergie de cette direction n'avait cessé de se prononcer, sans qu'elle renonçât au dessein de s'agrandir vers le Midi. Pour ce double projet, elle semble avoir eu des moyens d'action différens. Supérieure aux Turcs comme puissance militaire, mais inférieure à toutes les autres monarchies de l'Europe, elle a fait la guerre et remporté des victoires du côté de l'Orient; au contraire, c'est par la souplesse de sa diplomatie et l'habileté constante de ses intrigues, qu'elle s'est agrandie du côté de l'Occident.

Assurément, à moins que d'être historio-

graphe de la cour de Saint-Pétersbourg, on ne donnera pas le nom magnifique de conquête au démembrement de la Pologne, à l'envahissement de la Finlande. Le sang a coulé, il est vrai, et même à grands flots, dans ces entreprises diverses : des populations sans défense ont été massacrées, ou, par des proclamations révolutionnairement captieuses, ont été soulevées contre leurs maîtres; cependant, hors du vocabulaire de la flatterie, ce ne sont point là des conquêtes, ce ne sont que des acquisitions.

Les mariages, les alliances, tout ce qui se fait avec la plume et non par l'épée, a servi à cette puissance pour asseoir profondément sa prépondérance en Allemagne, et détruire en Europe cet équilibre fondé par le traité de Munster, où le nom même de la Russie n'avait pas été prononcé.

Un écrivain célèbre de nos jours, qui a parfaitement apprécié la politique du cabinet russe, a dit :

« La progression de sa puissance est portée « à un tel degré, que, si elle n'est pas limitée « bientôt, l'Europe entière semble ne pas « pouvoir manquer d'être envahie. Cet enva- « hissement est d'autant plus inévitable, que

« chacun des pas qu'a faits le cabinet de Saint-
« Pétersbourg, ménagé avec prudence, n'a été
« aperçu que lorsqu'il ne pouvait plus être ar-
« rêté. Ce n'est point un torrent orageux dont
« le mugissement annonce au loin l'approche,
« et dont l'impétuosité même garantisse le
« peu de durée. Tel a été peut-être, dans
« cette dernière époque, le cours précipité
« de la puissance française, qui semblait pres-
« sée elle-même de tout inonder pour être
« plutôt ramenée à sa source. L'empire russe
« est comme un fleuve immense qui semble
« se reposer quelquefois, mais qui, toujours
« actif dans son apparente tranquillité, mine
« lentement les digues opposées à son pas-
« sage, pour ne plus trouver ensuite d'obs-
« tacles à son débordement. (1)

(1) « Il est nécessaire de reporter un coup d'œil sur « l'immensité du territoire qu'il a successivement oc- « cupé, et surtout depuis moins d'un demi-siècle.

« Les trois partages de la Pologne ont donné à la « Russie,

		Ames.
« Le premier.............	1,300,000	
« Le second..............	3,011,688	5,488,278
« Le troisième	1,176,590	
« L'acquisition de la Courlande........		407,000
		5,895,278

« La marche qui a procuré cet agrandisse-
« ment au cabinet de Pétersbourg n'est pas
« moins remarquable. Il n'est pas une de ces
« acquisitions qui ne soit le résultat d'une
« guerre provoquée ouvertement par la Rus-
« sie ou amenée par ses intrigues : pendant
« ces guerres, il a fallu qu'elle sût endormir
« ou intimider les diverses puissances intéres-
« sées à en prévenir le sinistre dénoûment :
« et ce cabinet, auquel on s'est plu long-temps

Ci-contre........................	5,895,278
« La paix de Tilsitt..................	439,780
« La paix de Vienne en 1809.........	400,000
« Les cessions de la Turquie, en y comprenant divers pays sous la souveraineté de la Porte..........................	1,000,000
« La soumission des Cosaques du Don et de la mer Noire....................	260,000
« Les cessions de la Perse en 1810 et 1811............................	260,000
« La cession de la Finlande suédoise en 1809............................	897,966
« Si l'on ajoute à ces acquisitions récentes celles que la Russie avait faites sur la Suède par les traités de Nystadt et d'Abo en 1721 et 1743, qui donnent.................	1,617,810
« On voit que la population de l'empire russe a été augmentée, depuis 1721, de...	10,770,834

« à supposer peu de lumières, est un de ceux
« qui ont le plus constamment marché vers
« un but fixe qu'il a rarément manqué d'at-
« teindre. On peut l'accuser de violence, d'in-
« justice, d'infidélité à ses engagemens; mais
« quand un gouvernement a réussi dans ses
« projets, c'est une faible consolation que
« celle qu'on trouve à lui reprocher les moyens
« dont il a fait usage. Dans les époques les plus
« récentes, sa méthode est toujours la même.
« A Tilsitt, la Russie signe la paix aux dépens
« de la monarchie prussienne, qu'un traité
« désastreux réduit à la moitié de ses posses-
« sions. Ne pouvant la sauver, elle se saisit
« d'une partie de sa dépouille. A la paix de
« Vienne, sans avoir rien fait pour la France,
« que lui donner par sa conduite équivoque
« de très vives inquiétudes, elle demande le
« prix de sa participation à la victoire, et elle
« obtient, pour s'arrondir, un coin de terri-
« toire dans la vieille Gallicie. Enfin, aujour-
« d'hui, après une guerre générale, que l'on
« a proclamée la guerre sainte, la guerre du
« faible contre l'oppresseur, du juste contre
« l'injuste, de la liberté contre la tyrannie,
« que demande le cabinet de Pétersbourg? Le
« duché de Varsovie. »

Or, si la Russie n'avait eu pour but, du côté de l'Occident, que de se former un boulevart imposant sur la ligne de la Vistule, par l'absorption de la Pologne son ancienne rivale, ce but était atteint depuis Catherine; et l'acquisition actuelle du duché de Varsovie avait de quoi surpasser les vœux des héritiers de cette fière souveraine. Dès-lors les monarques russes, entraînés par une pente de dix siècles, pouvaient aller chercher en Asie les élémens d'un empire oriental destiné à balancer l'empire occidental d'un nouveau Charlemagne; ils pouvaient partager le monde entre eux et la dynastie de Napoléon. Mais en continuant à revendiquer la dictature des États du Nord, on annonçait une évidente prétention à la suprématie européenne, ambitionnée et regardée comme possible sous Catherine et depuis Pierre-le-Grand. Dès-lors il était impossible d'éviter une prise corps à corps avec la France, qui s'avançait irrésistiblement dans la même direction politique, et à qui vingt ans de victoire avaient déjà soumis toutes les contrées sur lesquelles s'était jadis étendu le sceptre conquérant du fils de Pépin.

Tel est l'ensemble des causes générales qui dans un temps ou dans l'autre rendaient iné-

vitable une guerre décisive avec la Russie. Venons maintenant aux causes particulières et plus prochaines qui déterminèrent l'expédition en 1812, et la firent malheureusement coïncider avec un des plus terribles hivers que la Russie elle-même puisse connaître. Ces causes particulières ne furent que des suites forcées du système continental. L'empereur Alexandre l'avait accepté de plein gré, et il avait été imposé aux autres puissances alliées de Napoléon. Mais un système pénible et onéreux n'est jamais voulu jusqu'à ses dernières conséquences que par celui qui l'inventa ou au profit de qui il fut inventé. Du reste, accepté par la peur, ou adopté par la complaisance, les autres s'arrêtent en chemin.

C'est ce qui arriva du système continental. Rigoureusement et universellement exécuté, il pouvait amener la ruine commerciale de la Grande-Bretagne : mais que d'immenses difficultés s'opposaient à son exécution! Dans cette lutte contre les besoins des localités, les habitudes et les passions des hommes, Napoléon fut trahi par ceux mêmes qui avaient le plus d'intérêt à embrasser ses vues, par ses propres frères qu'il avait donnés pour rois à la Hollande et à la Westphalie. Pour s'attirer

l'affection de leurs nouveaux sujets, ces nouveaux souverains fraudèrent le système. Alors Napoléon étendit la main sur les pays et les rivages qu'il leur avait confiés, et de là, de proche en proche, la nécessité de ses nouvelles usurpations depuis le traité de Schœnbrunn.

L'année 1810 avait commencé par l'incorporation du Hanovre au royaume de Westphalie. Le 16 février de la même année, la ville de Francfort et son territoire, érigés en grand-duché, furent donnés au prince primat de la Confédération du Rhin, et par substitution à Eugène Beauharnais.

Le traité de Paris du 16 mars 1810 réunit à la France le Brabant hollandais, la Zélande, une partie de la Gueldre, et ne laissa plus au reste de la Hollande qu'une ombre d'indépendance.

En outre, à la fin de la même année, les pays situés sur les côtes de la mer du Nord, avec les villes libres de Brémen et de Hambourg, ainsi que le duché de Lauenbourg et la ville de Lubeck sur la mer Baltique, furent également réunis à l'empire français.

Par ces diverses incorporations, la nouvelle ligne des frontières, rompant les limites na-

turelles, traversant les rivières et les territoires, enlevait aux provinces du milieu et du midi de l'Allemagne toute communication avec la mer du Nord : elle franchissait l'Elbe, séparait le Danemarck de l'Allemagne, et longeant la Baltique, allait presque rejoindre la ligne des forteresses prussiennes occupées par la France sur les rives de l'Oder.

Napoléon, expliquant à son sénat les motifs de ces grandes mesures politiques, et, puisqu'il faut le dire, de ces grandes injustices, disait, le 10 décembre 1810 : « Les arrêts publiés par le conseil britannique en 1806 et 1807 ont déchiré le droit public de l'Europe. Un nouvel ordre de choses régit l'univers. De nouvelles garanties m'étant devenues nécessaires, la réunion des embouchures de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe à l'empire, l'établissement d'une navigation intérieure avec la Baltique, m'ont paru être les premières et les plus importantes. J'ai fait dresser le plan d'un canal qui sera exécuté dans cinq ans, et qui joindra la Baltique à la Seine. Des indemnités seront données aux princes qui pourront se trouver froissés par cette grande mesure que commande la nécessité,

et qui appuie sur la Baltique la droite des frontières de mon empire. »

Les États du duc d'Oldenbourg avaient été englobés dans la prise de possession du littoral de la mer d'Allemagne. Ce prince réclama la protection de l'empereur de Russie, chef de sa maison. Alexandre ayant réclamé avec vivacité, une négociation fut entamée entre les ministres des deux puissances. Napoléon offrait d'indemniser le prince évincé, par le don de la ville et du territoire d'Erfurt, avec la seigneurie de Blankenhaym, pays qui n'avaient pas cessé d'être occupés par les Français depuis la paix de Tilsitt ; cette proposition ne fut accueillie qu'avec indignation par le duc ; et l'empereur de Russie, de son côté, protesta contre l'usurpation faite sur son parent (1). Mais s'il

(1) Voici la note qu'Alexandre adressa aux différentes cours :

« S. M. I. de toutes les Russies a appris avec surprise que S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, son allié, donnant par un sénatus-consulte de nouvelles limites à son empire, y a compris le duché d'Oldenbourg. S. M. a exposé à l'attention de l'empereur son allié, comme elle le fait à celle de l'Europe entière,

faut en croire quelques écrivains, l'affaire du duché d'Oldenbourg n'aurait pas été la pre-

---

que nommément le traité de Tilsitt assure la paisible possession de ce duché à son légitime souverain.

« S. M. a rappelé à ce monarque, et le fait à toutes les puissances, que la Russie, par le traité provisoire de 1766, et celui de 1773, abandonna au roi de Danemarck tout ce qu'elle possédait dans le duché de Holstein, reçut en échange les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, qui, par des transactions connues, auxquelles plusieurs puissances durent nécessairement prendre part, furent érigés en un duché souverain en faveur d'une branche cadette de cette même maison de Holstein-Gottorp, à laquelle S. M. I. appartient par le lien du sang le plus direct.

« L'empereur juge que cet État créé par la générosité de son empire ne peut être annulé sans blesser toute justice et ses droits. Il se voit, par conséquent, obligé d'user du droit de réservation, et de mettre à couvert, comme il le fait par le présent office, en son propre nom et celui de ses héritiers au trône à perpétuité, tous les droits et obligations qui dérivent des traités ci-dessus mentionnés.

« Quel prix pourraient conserver les alliances, si les traités qui les fondent ne conservaient pas le leur? Mais S. M., afin de ne donner sujet à aucune méprise, déclare ici qu'un grand intérêt politique a produit son alliance avec S. M. l'empereur des Français; que cet intérêt subsiste, et qu'elle se propose, par conséquent, de veiller à la conservation de cette alliance,

mière cause d'une mésintelligence dont l'origine remonterait, selon eux, jusqu'au traité de Schœnbrunn. Le cabinet de Saint-Pétersbourg n'avait pas vu avec plaisir, disent-ils, que la monarchie autrichienne, seule puissance du premier ordre interposée entre la Russie et la France, fût trop affaiblie, ni qu'elle fût placée dans la dépendance absolue de l'empereur français. Il devait surtout concevoir de sérieuses inquiétudes du voisinage nouveau, ou plutôt du contact qui existait entre l'empire français et la Turquie, et dont le résultat le moins fâcheux pour la Russie ne pouvait être que d'opposer un obstacle à ses projets sur cette contrée. C'est par cette raison qu'Alexandre n'avait pris dans la guerre contre François II d'autre part que celle qui

---

et s'attend à un soin pareil et réciproque de la part d'un monarque à l'amitié duquel elle a des droits.

« Cette union de l'intérêt des deux empires, conçue par Pierre-le-Grand, qui dès-lors et depuis rencontra tant d'obstacles, a déjà procuré des avantages à l'empire de S. M., et la France de même en a recueilli de son côté.

« Il paraît donc de l'utilité des deux empires de s'appliquer à conserver cette alliance, et S. M. y consacrera ses soins. »

était strictement nécessaire pour n'être pas accusé de trahir ses engagemens. Cependant sa tiédeur ne pouvait manquer d'exciter le ressentiment de son exigeant allié, et les traces de sa mauvaise humeur se remarquèrent dans l'indifférence affectée avec laquelle les intérêts de l'empereur Alexandre furent stipulés dans cette guerre.

Un autre sujet qui touchait de plus près encore aux intérêts et à l'orgueil des deux potentats, fut, s'il faut s'en rapporter à l'un des deux, la cause principale de leur refroidissement. On voit que c'est du mariage de Napoléon que nous voulons parler. Il a dit depuis (1) qu'il y avait eu concurrence entre la Russie et l'Autriche pour lui donner une épouse après qu'il eut répudié Joséphine, et que la préférence accordée à cette dernière puissance fut pour l'autre le sujet d'une irritation profonde. Un écrivain russe, convenant de la réalité du fait, le présente sous un aspect tout différent. Napoléon, dit-il, jeta d'abord les yeux sur une des grandes-duchesses de Russie; mais les propositions qu'il fit à ce sujet furent si mal reçues à Saint-Pé-

(1) *Voir* le *Mémorial de Sainte-Hélène*.

tersbourg, qu'il dut pressentir que cette négociation n'aurait pas de résultat satisfaisant pour lui. Il dit encore : « Napoléon avait été choqué des difficultés que son projet de mariage avec une des grandes-duchesses avait rencontrées à Saint-Pétersbourg, et il désirait avec ardeur trouver l'occasion de s'en venger, en faisant sentir à l'empereur Alexandre tout le poids de son énorme puissance. » Enfin une cause de mésintelligence plus actuelle et plus positive, fut le tarif des douanes publié en 1810.

La clôture des ports, résultat de la guerre avec la Grande-Bretagne, privait la Russie de tout débouché pour ses exportations qui, consistant uniquement en matières brutes, telles que bois, potasse, chanvre, fer, etc., ne pouvaient être transportées que par le moyen de la navigation. Il en arriva que la balance du commerce se fixa entièrement au désavantage de la Russie, et y produisit une baisse désastreuse dans le cours du change, et une dépréciation du papier-monnaie d'autant plus funeste, que les ressources financières de l'État étaient bien loin, comme nous l'avons vu, d'offrir une perspective rassurante. Pour échapper au danger de la pro-

longation d'un tel état de choses, le ministère russe imagina de restreindre aussi les importations.

Le nouveau tarif prohibait l'entrée de la plupart des marchandises qui jusque-là avaient été la matière du commerce extérieur. La pénalité qui accompagnait cette prohibition était calquée sur celle qu'établissaient les lois françaises, auxiliaires rigoureuses du système continental. Les denrées coloniales furent permises, pourvu qu'elles ne fussent point reconnues propriétés anglaises; mais cette reconnaissance était nécessairement facultative; il était toujours aisé de se tromper ou de fermer les yeux.

La prohibition établie par le nouveau tarif (1) portait avec affectation sur les produc-

(1) « Ayant reconnu, dit l'ukase, par la situation présente de notre commerce, et par la dépréciation considérable du papier-monnaie dans les transactions d'argent, que l'importation des marchandises étrangères a manifestement lieu au détriment de l'industrie nationale, que cette importation surpasse de beaucoup l'exportation des productions russes, et désirant établir, autant qu'il est possible, un équilibre convenable à cet égard; après avoir entendu notre conseil impérial, nous avons jugé convenable d'établir des principes par-

tions du sol ou de l'industrie française. L'empereur français trouvait donc dans l'esprit de cet ukase un juste sujet de plainte. Mais il en aurait pu trouver un plus grave encore, de

---

ticuliers relatifs à l'exploitation de notre commerce extérieur avec les neutres, dont le but est d'arrêter les progrès effrénés du luxe, de diminuer l'importation des marchandises étrangères, et d'encourager autant qu'il est en nous l'accroissement des travaux et de l'industrie de l'empire, etc. » L'ukase restreint ensuite l'importation de marchandises aux ports d'Archangel, de Pétersbourg, de Riga, de Reval, de Libau, d'Odessa, de Feodosia et de Taganrok, et, par terre, aux bureaux de Polangen, Radziwiloff et Dubossary. L'introduction de toute marchandise produit d'un pays ennemi sans distinction, et celle de toute marchandise non spécifiée dans les états joints à l'ukase, est prohibée. Toute marchandise prohibée à l'entrée sera détruite; toute marchandise permise, mais qui sera reconnue propriété ennemie, sera confisquée. Dans les états qui renferment la nomenclature des marchandises permises à l'entrée, on ne trouve ni les étoffes de soie, ni les rubans, gazes, articles de mode, draps, toiles, batistes, dentelles, bronzes, porcelaines, en un mot pas un article fabriqué en France; les vins sont soumis à un impôt de 80 roubles par oxhoft. L'introduction des eaux-de-vie est défendue. Par contre, celle des denrées coloniales est permise; et ainsi la Russie renonce au système continental.

même qu'un moyen de justification pour ses nouvelles levées de 1811, dans l'organisation d'une armée de quatre-vingt-dix mille hommes qui, sous le nom de gardes-frontières, et sous le commandement d'officiers supérieurs tirés de l'armée de ligne, devaient assurer l'exécution rigoureuse des mesures prohibitives.

Ainsi, dès la fin de 1811, l'horizon politique s'était assez rembruni pour faire pressentir l'orage qui allait éclater sur le continent. Il était évident que Napoléon lui-même ne se flattait plus de la continuation de la paix, quoiqu'il eût annoncé, après les discussions auxquelles avait donné lieu la prise de possession du duché d'Oldenbourg, que le repos de l'Europe ne serait pas troublé. Un fréquent échange de courriers entre Paris et Saint-Pétersbourg avait d'abord donné quelque créance à cette promesse; et, à la fin du mois de juin, les nombreux partisans de la paix raisonnaient encore à Paris sur la possibilité d'un arrangement amical. On savait que Napoléon avait proposé à l'empereur Alexandre d'envoyer au prince Kourakin, son ministre à Paris, des pouvoirs pour entrer en négociation sur les griefs respectifs des deux cabinets; mais on ignorait qu'en promettant d'envoyer

le comte de Nesselrode à Paris pour suppléer aux pouvoirs qui manquaient au prince Kourakin, Alexandre n'avait eu pour but que d'éluder cette invitation. Lorsqu'on vit la garnison française de Dantzick portée jusqu'à un effectif de vingt mille hommes, et l'armée d'Allemagne sous les ordres de Davout recevoir successivement de considérables renforts; lorsqu'enfin plusieurs divisions s'avancèrent sur l'Oder, que l'armée polonaise et le corps saxon eurent été grossis par des levées faites à la hâte, tout espoir d'un avenir pacifique fut complétement anéanti.

La Russie de son côté dissipait à grand'-force l'illusion d'une amitié que le sentiment de ses peuples n'avait jamais avouée. La noblesse ne pardonnait pas aux Français une supériorité militaire jusque-là constante; et le peuple, portant tout le poids des prohibitions maritimes, redemandait la mer libre avec les Anglais. Le renforcement du cordon russe sur les côtes de la Baltique et sur les frontières du duché de Varsovie, était donc à Saint-Pétersbourg le sujet d'une satisfaction générale; enfin la guerre que l'on désirait sembla définitivement annoncée par l'ukase du 16 septembre, qui ordonnait une levée de

quatre hommes sur cinq cents, ce qui devait produire un total de cent trente mille hommes. Ces recrues étaient exercées et préparées dans l'intérieur du pays par des officiers et sous-officiers invalides; de sorte qu'en joignant leurs destinations respectives, ces soldats de la veille se trouvaient immédiatement propres au service actif.

La Russie négociait en même temps le traité de Bucharest, et elle était résolue d'acheter à tout prix la faculté de retirer au moins la moitié des divisions qui composaient son armée du Danube.

Dans cet état des dispositions morales et des préparatifs des deux puissances, on s'étonne que la rupture n'ait pas éclaté plus tôt, surtout en songeant combien la désastreuse guerre d'Espagne offrait à la Russie des chances favorables de diversion. D'où vient que la Russie, prête à la guerre depuis les derniers mois de 1811, a perdu en vaines négociations un moment si propice pour commencer les hostilités, occuper, en chassant les Français, toute la ligne de l'Oder, et forcer la Prusse à se décider aussi contre la France?

La situation politique et militaire de l'Europe, dit un écrivain russe, ne permettait

pas à la Russie de prendre l'offensive. A la vérité, les cent cinquante mille hommes que l'empereur Alexandre aurait pu rassembler sur ses frontières occidentales n'eussent probablement point rencontré d'obstacles pour envahir le duché de Varsovie, et s'avancer jusqu'à l'Oder; mais ces succès n'eussent été qu'éphémères; ils n'auraient servi qu'à compromettre les forces de la Russie, en les affaiblissant de tous les corps que l'on eût été obligé de laisser en arrière pour bloquer les places de Dantzick, de Thorn, de Modlin et de Zamosé. Il eût en même temps fallu prévenir les entreprises possibles de l'Autriche, dont les dispositions en faveur de la Russie n'étaient pas alors ce qu'elles ont été depuis le désastre de l'année suivante; se réunir à l'armée prussienne, qui depuis la paix de Tilsitt n'était plus que de quarante mille hommes, ce n'était pas obtenir un dédommagement suffisant de l'affaiblissement auquel on se serait condamné. L'armée russe se serait trouvée en face de l'armée française d'Allemagne, qui, forte de soixante mille hommes, en y comprenant les troupes cantonnées en Hollande, se fût encore augmentée de plus de cent mille hommes de troupes

de la Confédération du Rhin, et de vingt à trente mille hommes de l'armée du duché de Varsovie. Ainsi la course prématurée des Russes sur l'Oder n'aurait eu pour dernier résultat qu'une retraite désastreuse. Il était donc plus avantageux pour la Russie d'attendre l'ennemi sur son propre territoire, où l'explosion d'une guerre devenue nationale pouvait fournir à la défense tant de ressources imprévues. Telles furent les raisons qui déterminèrent l'empereur Alexandre à demeurer en observation sur ses frontières.

Des considérations non moins graves expliquent du côté de la France les retards apportés à l'ouverture d'une guerre depuis plusieurs mois imminente. Malgré toute la puissance des causes qui l'y poussaient, Napoléon hésita long-temps avant de descendre dans la terrible arène où le géant du Nord venait de jeter son gantelet. Tourmenté par les oppositions domestiques qu'avait soulevées le projet de cette invasion (1), il avait peut-être

(1) Il faut lire dans M. de Ségur l'admirable tableau des discussions animées et des fluctuations orageuses qui eurent lieu autour de Napoléon lorsque l'expédition de 1812 fut résolue.

à souffrir d'une lutte encore plus obstinée entre ses pressentimens et sa raison. Il fut enfin entraîné par l'ascendant d'une fatalité impérieuse, au moment où les deux alliés dont le concours lui était le plus nécessaire lui manquaient tous deux à la fois.

Ces deux alliés étaient la Turquie et la Suède. Nous avons, par anticipation, fait connaître au lecteur, dans le précédent chapitre, l'imprévue aberration politique qui fit conclure à la Porte le traité de Bucharest; il nous reste maintenant à exposer les causes de cette autre défection du côté du Nord.

On a vu comment en 1808 la noble persistance de Gustave dans son alliance avec l'Angleterre lui avait coûté la perte de la Finlande : on sait qu'un an plus tard des intrigues auxquelles la Russie n'était certainement pas étrangère le précipitèrent du trône avec violence. Son successeur, après s'être quelque temps débattu sous l'influence oppressive du cabinet de Saint-Pétersbourg, avait été contraint de signer la paix de Friedrichshamn, le 17 septembre 1809, et de subir le système continental. Toutefois il avait excepté de la clause prohibitive le sel, qui manque à la Suède, et les denrées coloniales. Cette réserve

fut écartée par Napoléon, lorsque après l'expédition de Brune, et l'occupation de la Poméranie suédoise, il arracha à Charles XIII le traité de Paris du 6 janvier 1810, par lequel fut terminée la guerre que la Suède soutenait contre lui depuis 1805. Par suite de ce traité, Charles XIII ferma ses ports aux vaisseaux anglais, prohiba l'introduction des marchandises anglaises, et interdit tout commerce avec la Grande-Bretagne. Mais ces mesures, commandées par un traité qui révoltait, furent le signal d'une active contrebande qui s'établit sur des côtes que la nature semble avoir configurées tout exprès pour favoriser ce genre de fraude, et pour être le désespoir des douaniers. Napoléon, profondément irrité et persuadé que la contrebande n'était pas la faute seulement des localités, accusa le ministère suédois d'être vendu à l'Angleterre, et le somma de déclarer formellement la guerre à cette puissance. La Suède se vit forcée de céder encore une fois.

C'est à cette époque, c'est-à-dire à la fin de 1810, que le général Bernadotte fut appelé par le vœu de la nation suédoise à la succession de la couronne. On vit d'abord dans cet événement une nouvelle usurpation de

l'empereur français ; on s'imaginait que le général Bernadotte lui devait son élévation et qu'il ne serait que son lieutenant sur le trône. Mais il fut tout autrement : la nouvelle et subite fortune de Bernadotte ne devait rien à Napoléon. En l'envoyant en Suède à la tête de vingt mille hommes pour réoccuper la Poméranie, l'empereur français était loin de prévoir que dans cet ancien républicain, jadis adversaire obstiné de sa propre élévation au consulat, les Suédois trouveraient les aptitudes monarchiques. Ce fut pourtant ce qui arriva. Le guerrier républicain, comme les lions enfans des latitudes brûlantes qui perdent leur férocité dans les climats du nord, avait, en arrivant en Suède, dépouillé son austérité jalouse et son énergie démocratique. Par sa mansuétude attrayante, par des égards généreux, il charma les Suédois, qu'il avait mission de gouverner militairement.

La loyauté de la nation suédoise fut touchée des caresses de l'un des plus intrépides capitaines de Napoléon. Bernadotte jouissait d'une belle réputation militaire ; le prince héréditaire de Suède venait d'être frappé de mort subite ; on offrit à Bernadotte de remplir le vide que ce coup imprévu laissait dans les es-

pérances de la nation. Napoléon, instruit de cette singulière nouvelle, en conçut un secret ombrage; mais lui, qui devait tout à son épée, ne pouvait pas se constituer en hostilité contre la fortune d'un autre soldat heureux : il laissa faire, et s'efforça de disposer par des bienfaits le cœur du nouveau prince à ne jamais oublier ce qu'il devait à sa première patrie et à son ancien *souverain*.

Or, le démocrate fait prince éprouva le besoin d'une complète indépendance. Pourquoi n'aurait-il pas affranchi de tout hommage envers Napoléon un trône où l'avait appelé, sans l'assistance de celui-ci, le vœu d'une nation libre : la jalousie du républicain contre son ancien compagnon était morte, mais en laissant à sa place une rivalité de roi.

Napoléon, en 1811, demanda plusieurs équipages de vaisseaux à la Suède pour sa flotte de Brest, et l'envoi d'un corps de troupes qu'il solderait. L'élévation de Bernadotte ne lui semblait devoir être pour la Suède qu'une raison d'exécuter plus rigoureusement toutes les clauses du traité de 1810 : toutes ses demandes furent éludées. Lorsque la rupture de la France avec la Russie eut éclaté, Napoléon, devenu plus exigeant, demanda à Bernadotte une po-

sitive déclaration de guerre avec l'Angleterre, et une armée de quarante mille Suédois pour concourir à celle qu'il allait entreprendre. Il offrait en retour sa protection, la Finlande et vingt millions pour une valeur égale de denrées coloniales que la Suède livrerait. Bernadotte répondit en prince indépendant; au lieu de vouloir accepter des conditions il en offrit. Là fut le terme des rapports de Bernadotte avec son ancien chef, et d'une dissimulation que la secrète aigreur et l'inimitié des deux parties rendaient depuis deux ans trop pénible.

« Dans cette grande lutte de la démocratie « contre l'aristocratie, ainsi se recruta cette « dernière de l'un de ses ennemis les plus « acharnés. Bernadotte, jeté presque seul au « milieu des noblesses et des cours anciennes, « ne songea plus qu'à s'en faire adopter : il « réussit; mais ce succès dut lui coûter cher : « pour l'obtenir, il lui fallut d'abord abandonner, au moment du danger, ses anciens « compagnons et les auteurs de sa gloire. Plus « tard, il fit plus : on l'a vu marcher sur leurs « corps sanglans, s'unir à tous leurs ennemis, « naguère les siens, pour écraser son an-

« cienne patrie, et par là mettre sa patrie « adoptive à la merci du premier czar ambi- « tieux de régner sur la Baltique. » (1)

(1) M. de Ségur. *Histoire de la Campagne de* 1812.

CHAPITRE XIII.

(1812.)

Au commencement de 1812, le maréchal Davout, qui commandait les troupes françaises sur l'Elbe et sur l'Oder, entra dans la Poméranie suédoise, occupa l'île de Rugen, et frappa le pays de contributions extraordinaires. Depuis 1811, les corsaires français avaient reçu non seulement la permission, mais encore l'ordre de courir sur les vaisseaux suédois; toutes ces mesures violentes, qui avaient pour but de dégoûter la Suède de son amitié pour l'Angleterre et de la ramener dans la sphère du système continental, ne servirent qu'à la rapprocher plus intimement de cette puissance, de même que de la Russie, et motivèrent la conclusion de deux traités nouveaux.

Le traité de Saint-Pétersbourg avec la Russie, a jeté les fondemens de la prépondérance absolue de cette puissance dans le Nord, en mettant la Suède à la disposition des plans futurs de sa politique. Il a pour ainsi dire re-

nié un siècle d'efforts généreux par lesquels cette vaillante nation avait fondé l'équilibre européen septentrional. (1)

Le traité de la Suède avec la Grande-Bretagne, résultat de la diète d'OErebro, ne fut

(1) Voici quelles furent les principales clauses qui en ont été rendues publiques : Garantie réciproque des États des deux parties contractantes ; elles conviennent de faire une diversion contre la France et ses alliés, sur telle côte d'Allemagne qu'on jugera convenable ; vingt-cinq à trente mille Suédois et quinze à vingt mille Russes y seront employés. L'empereur de Russie s'oblige de réunir la Norwége à la Suède, soit par la voie des négociations, soit à l'aide d'un corps auxiliaire de trente-cinq mille hommes qu'il fournira, et de garantir à la Suède cette nouvelle acquisition à la paix. Comme l'occupation du Danemarck doit être une opération militaire préalable, le corps auxiliaire russe sera mis pour cela sous les ordres du prince royal. On évitera cependant la guerre avec le roi de Danemarck ; on lui proposera au contraire d'accéder à l'alliance, et de renoncer à la Norwége contre une indemnité pleine et entière, située dans la proximité de ses États d'Allemagne, qu'on s'engagera à lui procurer. S'il refuse, on lui fera la guerre à forces communes. Après la réunion de la Norwége, l'armée suédoise sera transportée en Allemagne, et agira d'après un plan d'opérations dont on sera convenu. Le roi d'Angleterre sera invité à accéder à l'alliance, et à en garantir les conditions.

signé dans cette ville que vers le milieu du mois de juillet suivant, et par conséquent lorsque la campagne de 1812 était déjà assez avancée. Celui de la Grande-Bretagne avec la Russie fut signé le même jour et dans la même ville d'OErebro. Il importe que nous en rappelions ici les dispositions principales (1), de même que l'objet des conférences d'Abo, qui eurent lieu dans le mois d'août, et nous placerons immédiatement à la suite un extrait du traité de la France avec la Prusse, qui, après avoir été longuement négocié durant tout le cours de 1811, fut conclu en février 1812. Nous rappellerons enfin celui de la même puissance avec l'Autriche, du 14 mars 1812. On pourra ainsi saisir d'un coup d'œil l'ensemble des rapports politiques de la Russie, au moment où commença la formidable lutte qui devait décider entre elle et la France la question de suprématie européenne.

Les dispositions du traité sont générales, au moins pour ce qui regarde les articles ostensibles. On convient que les rapports d'ami-

(1) Le général *Pierre de Suchtelen* et le baron de *Nicolaï* signèrent le traité pour la Russie; *Edward Thornton* pour l'Angleterre.

tié et de commerce entre les deux empires seront rétablis sur une base telle qu'elle doit exister entre les nations qui se favorisent le plus.

Si, en haine du rétablissement de la bonne intelligence entre ces deux gouvernemens, une puissance quelconque faisait la guerre à l'une ou à l'autre partie contractante, les deux monarques promettent de s'assister réciproquement.

Les deux parties se réservent de convenir incessamment de tout ce qui a rapport à leur intérêt réciproque, politique et commercial.

Indépendamment des rapports commerciaux, il y avait un objet politique à régler entre ces deux États : c'était la restitution de l'escadre russe que les Anglais avaient prise dans le Tage en 1808. Cet objet doit avoir été réglé par un article secret, ainsi que celui des subsides payés par la Grande-Bretagne. Les feuilles anglaises assurèrent que pour avoir un gage que la Russie ne renoncerait pas à son alliance avec l'Angleterre, et pour que celle-ci ne se vît pas dans le cas d'avoir fait en pure perte des sacrifices considérables, l'empereur avait consenti à envoyer ses flottes en Angleterre, au nombre de dix-huit vaisseaux de ligne et douze frégates.

Tel était, au reste, le besoin de la paix en Russie, qu'un ukase impérial du $\frac{4}{16}$ août ouvrit les ports de l'empire au commerce anglais avant l'échange des ratifications du traité.

A la même époque fut signé avec le conseil suprême d'Espagne, agissant au nom de Ferdinand VII, le traité de Veliki-Louky (1); ce traité, le premier que l'histoire signale entre les monarchies de Charles V et de Pierre-le-Grand, attestait bien, par son étrange nouveauté, cette longue chaîne des ressentimens et des inimitiés qui menaçaient la France. Il faut remarquer que c'était au moment où Wellington gagnait contre Marmont la bataille des Aropyles, et où les affaires de Napoléon dans la péninsule paraissaient désespérées. (2)

Les deux parties s'unissaient provisoirement pour convenir ensuite de l'exécution de l'alliance, et se concerter sur tout ce qui était relatif à leur intérêt commun et à la

---

(1) Petite ville du gouvernement de Pleskoff.

(2) Le négociateur espagnol était don *Francisco de Zea Bermudez*; le chancelier *Romanzoff* signa pour la Russie.

détermination générale de faire une guerre vigoureuse à la France.

L'empereur de Russie reconnaissait expressément les Cortès généraux et extraordinaires réunis à Cadix, ainsi que la Constitution établie par eux.

Ce traité fut conclu le 20 juillet.

Après la clôture de la diète d'OErebro qui avait terminé ses travaux à la même époque, l'empereur Alexandre se rendit à Abo, en Finlande, où le prince royal de Suède devait se rendre également. Il y vint à la fin du mois d'août, et fut accueilli par le monarque russe avec des marques d'estime qui pouvaient le disposer à croire qu'on lui pardonnerait son intrusion à la royauté, pourvu qu'il aidât à renverser celui chez qui le défaut d'aïeux couronnés était un si grand crime. Il est probable en effet que Charles-Jean donna d'utiles conseils sur le système de défense qu'il convenait d'opposer aux plans de son ancien chef, car il était mieux à même que tout autre de les apprécier; quoi qu'il en soit, les résultats patens de cette conférence furent : 1°. que les deux divisions de l'armée russe restées en Finlande pour y maintenir la domination russe, et qui avaient dû être employées à la prise

de possession de la Norwége depuis le traité de Saint-Pétersbourg, seraient destinées maintenant à augmenter les moyens de défense de l'empire russe, ce qui ajournait indéfiniment l'exécution des projets sur la Norwége. Cette condition fut immédiatement exécutée par le transport de l'armée russe en Livonie, où elle servit à renforcer le corps de Wittgenstein et celui du général Essen. Là se borna la coopération de la Suède à la guerre qu'eut à soutenir la Russie. Nous verrons plus tard ce qu'on exigea d'elle, et ce que l'on en obtint au commencement de 1813.

Il nous reste à jeter un coup d'œil sur la situation de la Prusse, de même que sur l'attitude de l'Autriche, et sur les nouvelles transactions qui, malgré les efforts du cabinet de Saint-Pétersbourg, avaient eu lieu entre ces deux puissances et leur redoutable allié l'empereur Napoléon.

La Prusse, considérablement affaiblie depuis le désastre d'Iéna, se voyait aujourd'hui à la veille de périr complétement dans le conflit des deux grandes puissances. Elle était le faible milieu que les deux colosses devaient rencontrer d'abord et broyer dans leur choc. Il fallait donc qu'elle s'assurât l'alliance, c'est-

à-dire la protection de l'une d'elles. Or, comme sa faiblesse ne lui permettait plus de traiter comme puissance nécessairement influente dans le sort de la guerre qui se préparait, et comme d'un autre côté il ne fallait pas s'avilir si l'on voulait obtenir une alliance effective, le succès de cette négociation ne pouvait être que l'œuvre d'une rare habileté. Quant au choix de la puissance dont il fallait réclamer l'amitié, il n'était pas douteux : cerné de tous côtés par les armées françaises qui occupaient le duché de Varsovie, le royaume de Saxe, Dantzick et les places de l'Oder, Frédéric-Guillaume n'avait plus l'alternative. Cependant la situation critique de la monarchie prussienne existant depuis une époque antérieure à celle qui avait vu éclater des signes d'une prochaine rupture entre la France et la Russie, le cabinet de Berlin n'avait pas attendu la confirmation de ces fâcheux présages, pour parler d'une alliance plus intime au marquis de Saint-Marsan, ministre français à sa cour. Mais cette proposition fut mal accueillie, et la supposition d'une guerre avec la Russie qui la motivait fut repoussée comme invraisemblable. D'ailleurs on engagea le cabinet de Berlin à s'expliquer sur la nature de l'alliance

qu'il souhaitait. Frédéric-Guillaume répondit lui-même à ce sujet au général Krusemark, son ministre en France. Il demandait une alliance offensive et défensive, et voulait qu'au prix d'un corps de troupes auxiliaires, fourni par lui, l'indépendance et l'intégrité de l'*état actuel* des possessions prussiennes lui fût garanti par la *puissante assistance* de la France; il souhaitait de plus que l'empereur, par sa haute intervention, fît entrer dans cette alliance les membres de la Confédération du Rhin et le duché de Varsovie. (1)

S. M. Prussienne demandait en outre, en retour de sa *constante déférence* pour S. M. I., qu'en cas de nouveaux engagemens, on lui facilitât les moyens d'y subvenir, vu l'épuisement de son royaume. Elle demandait la restitution de Glogau et l'évacuation des forteresses de l'Oder, encore occupées par les garnisons françaises. Elle demandait qu'il lui fût permis d'augmenter son armée pour faire

(1) Le langage de la Prusse, si hautain depuis, était alors fort humble, et ses prétentions étaient bien modestes. Elle ne songeait qu'à conserver ce que lui avait donné le traité de Tilsitt. Nul cabinet n'a passé avec moins de réserve du ton de la supplication à celui de l'arrogance et de l'orgueil.

face à la défense éventuelle de ses États : elle demandait la neutralisation d'une partie de la Silésie pour lui servir d'asile, ainsi qu'à sa famille, en cas de revers; et en cas de succès, auxquels elle aurait contribué par l'emploi de ses forces et de ses ressources, elle se remettait avec confiance à la justice et à l'amitié de son auguste allié, des indemnités territoriales qui pourraient être le prix de son dévouement.......

Ces ouvertures intéressées, cette proposition d'une alliance offensive et défensive furent éludées par Napoléon. On a depuis voulu, par l'énergie des récriminations contre ce refus, voiler ce qu'il y avait de trop obséquieux dans le langage que l'on tenait alors. La bonne fortune fait aisément rougir des démarches auxquelles nous a condamnés la mauvaise. Or ce refus était très légitime, non pas parce que la Prusse tendait la main en offrant ses faibles services, mais parce qu'elle demandait une alliance hostile pour la Russie, à une époque où l'empereur se flattait encore de maintenir la paix avec cette puissance. Plus tard, c'est-à-dire à la fin de 1811, et lorsque toute espérance pacifique fut évanouie, M. de Hardenberg renouvela ses instances, et alors

la demande de la Prusse fut admise; les deux puissances conclurent une alliance offensive et défensive contre la Russie, et d'après laquelle les places de Glogau, Stettin, Custrin et plusieurs autres devaient être occupées par des troupes françaises.

Par suite de ce traité, le contingent prussien, qui était de vingt mille hommes, se mit en marche sous les ordres d'un général prussien, lequel fut quelque temps après remplacé par un autre dont le dévouement était mieux garanti à la cour. C'était le lieutenant-général d'York. La plus immédiate conséquence de l'alliance fut la prohibition de toutes les denrées coloniales venant de la Russie, et la remise du gouvernement militaire de Berlin à un officier français.

Venons à l'Autriche : L'Autriche n'était pas cernée et à demi occupée comme la Prusse : elle était seulement *mariée*. Or, le cas que depuis cette époque elle a paru faire de cette considération, la facilité avec laquelle elle l'a rejetée dans la classe de ces intérêts domestiques que les âmes magnanimes savent toujours sacrifier aux grands intérêts nationaux et publics, prouve bien qu'il ne tenait qu'à elle d'avoir en 1812 la liberté du choix.

Quoi qu'il en soit, le prince de Schwartzenberg, ambassadeur d'Autriche à Paris, eut ordre de conclure avec la France une alliance défensive contre la Russie, et cette alliance fut signée le 14 mars 1812, aux conditions suivantes :

Les deux alliés se garantissent réciproquement l'intégrité de leur territoire.

En cas d'attaque, elles s'assisteront d'un secours de trente mille hommes avec soixante pièces de canon.

L'article par lequel les deux parties contractantes garantissent l'intégrité du territoire de la Porte ottomane en Europe, est remarquable ; on y stipule les intérêts d'une puissance qui ne prenait pas de part au traité. Mais cette puissance était en guerre avec la Russie, et une pareille stipulation pouvait l'engager à ne pas accepter la paix que celle-ci lui offrait.

Les deux puissances reconnaissent et garantissent également les principes de la navigation des neutres, tels qu'ils ont été reconnus et consacrés par le traité d'Utrecht ; et l'empereur d'Autriche renouvelle, en tant que besoin, l'engagement d'adhérer au système prohibitif contre l'An-

gleterre pendant la présente guerre maritime.

Il est dit à la fin, que ce traité d'alliance, ne pourra être rendu public, ni communiqué à aucun cabinet que de concert entre les deux parties.

Cet acte est suivi d'articles séparés qui ne furent publiés que dix-huit mois après leur signature, à une époque où Napoléon croyait n'être plus dans le cas de ménager l'Autriche.

Par ces articles, la guerre de France contre la Grande-Bretagne et dans la péninsule au-delà des Pyrénées, est exceptée du *casus fœderis;* mais celle qui pourra éclater entre la France et la Russie y est nommément comprise.

Napoléon garantit à l'Autriche la possession de la Gallicie, même pour le cas où le royaume de Pologne serait rétabli.

« Si, le cas arrivant, il entre dans les convenances de l'empereur d'Autriche de céder, pour être réuni au royaume de Pologne, une partie de la Gallicie, en échange des provinces Illyriennes, S. M. l'empereur des Français s'engage, dès à présent, à consentir à cet échange. La partie de la Gallicie à céder sera déterminée d'après la base com-



binée de la population, de l'étendue, des revenus, de sorte que l'estimation des deux objets de l'échange ne soit pas réglée par l'étendue du territoire seulement, mais par sa valeur réelle.

« Dans le cas d'une heureuse issue de la guerre, S. M. l'empereur des Français s'engage à procurer à S. M. l'empereur d'Autriche des indemnités et agrandissemens de territoire qui non seulement compensent les sacrifices et charges de la coopération de Sadite Majesté dans la guerre, mais qui soient un monument de l'union intime et durable qui existe entre les deux souverains. »

Il est en outre convenu que la Porte ottomane sera invitée à accéder au traité d'alliance.

Le commandement du corps auxiliaire autrichien fut confié au prince Schwartzenberg, qui quitta Paris, le 24 mai 1812, pour se rendre à sa destination.

Après avoir ainsi rangé de son côté toute l'Allemagne, Napoléon voulut faire une dernière tentative pour éviter une querelle dont toutes les chances semblaient jusque-là devoir être en sa faveur. Nous sommes encore



trop près de ces temps pour pouvoir prononcer sur la question de sincérité et de bonne foi entre les deux puissances, dans cette négociation nouvelle; nul écrivain de poids n'a encore émis à ce sujet une opinion complétement impartiale; la nôtre serait que ni l'un ni l'autre des deux souverains ne voulut réellement la paix; mais au lieu de perdre du temps à justifier cette assertion, nous allons sommairement rendre compte des faits, et nous les prendrons pour la plupart tels que les donne M. de Boutourlin, écrivain dont la probité naïve a si peu dissimulé ceux qu'il a connus touchant le traité de Tilsitt.

« Le colonel Czernicheff, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, qui avait été chargé de plusieurs communications confidentielles entre les deux souverains, se trouvait à Paris à la fin de 1811. Dès le lendemain de la signature du traité avec la Prusse, Napoléon l'expédia à Pétersbourg, avec la proposition de travailler à faire disparaître les griefs des deux puissances.

« Ces griefs se réduisaient aux quatre points suivans : 1°. les défiances que l'extension du duché de Varsovie avait inspirées à la Russie; 2°. la réunion du duché d'Oldenbourg; 3°. la

législation sur le commerce des marchandises anglaises et les bâtimens dénationalisés; 4°. les dispositions du tarif de 1810.

« Quant au premier point, Napoléon déclarait formellement qu'il ne favoriserait aucune entreprise qui tendrait directement ou indirectement au rétablissement de la Pologne. Pour ce qui regarde l'Oldenbourg, il demandait que l'empereur Alexandre se déterminât ou à renoncer à l'indemnisation du duc, ou à en accepter une, pourvu qu'elle ne fût point composée ni de Dantzick, ni d'aucune possession du duché de Varsovie. Sur le troisième point, la Russie devait s'engager à maintenir sévèrement les stipulations du traité de Tilsitt et les mesures prises contre le commerce anglais, sauf quelques soulagemens pour l'exportation des produits du pays en échange des objets d'importation; c'est-à-dire en adoptant, d'après un accord mutuel, un système de licences, d'après lequel l'avantage du commerce ne serait pas uniquement pour les Anglais, mais serait également réparti entre les deux puissances commerçantes. Enfin, relativement au quatrième grief, Napoléon proposait de conclure un traité de commerce, qui, en main-

tenant le fond du tarif de 1810, l'établit de manière à ménager les intérêts de la Russie, sans blesser ceux du commerce français. »

Après avoir reproduit cette réponse, M. de Boutourlin dit : « Il est évident que cette nouvelle ouverture n'avait été mise en avant que pour faire prendre le change au cabinet de Saint-Pétersbourg. » Nul lecteur judicieux ne sera de l'avis de cette évidence ; mais tout homme sensé approuvera le même écrivain, lorsque quelques lignes plus bas il lui échappe de dire : « Le fond de la querelle qui divisait les deux empires consistait dans la domination que la France s'arrogeait sur toute l'Europe. D'après cela, on n'eût pas avancé grand'-chose par le redressement des griefs allégués : la question principale, celle du pouvoir dictatorial de la France sur toutes les autres puissances, n'était susceptible d'être résolue que par la voie des armes. »

La négociation en était dans ces termes, lorsque l'irruption de Davout dans la Poméranie suédoise, et l'occupation des forteresses de l'Elbe et de l'Oder par suite du traité avec la Prusse, vinrent compliquer les difficultés. L'empereur Alexandre quitta Péters-

bourg et se rendit à Wilna, où le joignit le nouveau négociateur que Napoléon lui avait dépêché avant de partir pour Dresde : c'était le comte de Narbonne. Il reportait, avec quelques légères modifications, les propositions que M. de Czernicheff avait déjà transmises. La réponse n'apprit également rien de nouveau et n'avança rien. Le comte de Narbonne avoua qu'il avait trouvé l'empereur Alexandre dans la meilleure attitude, sans abattement, sans jactance; et la réponse qu'il rapporta à Dresde fut que l'empereur de Russie s'en référait absolument aux communications que son ambassadeur avait faites à Paris, et que ce n'était que sur ces bases préliminaires qu'il pouvait consentir à traiter. M. de Lauriston, ambassadeur français à Saint-Pétersbourg, avait suivi l'empereur Alexandre à Wilna, pour concourir avec M. de Narbonne au rétablissement de la bonne intelligence entre les deux empereurs; mais encore moins heureux que son collègue, il ne fut pas même reçu par Alexandre.

Enfin s'arrêtèrent toutes ces inutiles tracasseries diplomatiques pour une impossible paix. Les troupes françaises s'avancèrent vers la Vistule, et la garde de l'empereur Alexan-

dre reçut l'ordre de quitter Pétersbourg et de se porter sur Wilna.

En même temps, comme le traité de Bucharest, qui allait être conclu, tranquillisait parfaitement l'empereur du côté de la Turquie, il fut ordonné au général Kutusoff de détacher de l'armée de Moldavie plusieurs divisions, pour les diriger sur le point de concentration de l'armée de l'Ouest.

Toutes les forces, rassemblées sur la frontière occidentale, formèrent trois armées partagées en différens corps, et dites première, deuxième et troisième armée d'Ouest.

Ces troupes formaient un total qui ne s'élevait à guère moins de trois cent mille hommes devant agir en première ligne; et si l'on compte ensuite les diverses réserves, les garnisons, les troupes de la marine, on trouvera, avec M. Boutourlin, un total de troupes réglées de plus de cinq cent mille hommes.

Les forces de Napoléon pouvaient être doubles. On porte à plus d'un million celles qui étaient alors sur pied, depuis le Tage et le Tibre jusqu'à la Vistule. Il faut se souvenir que toutes les contrées de l'Europe occidentale fournissaient leur contingent pour ce formidable rassemblement de soldats.

Non content de ces immenses ressources, et *osant* prévoir le cas où elles seraient épuisées, Napoléon, avant de quitter Paris, avait organisé la formation d'une puissante réserve sous le nom de garde nationale, divisée par bans, et les bans par cohortes.

L'armée avec laquelle il allait entrer en Russie, l'une des plus belles et des plus imposantes qui se soient jamais rassemblées sous les drapeaux français, était répartie en quatorze ou quinze corps, chacun sous le commandement d'un chef, prince, roi ou maréchal.

L'armée russe se trouvait, en 1810, partagée en vingt-cinq divisions, formant cinq corps et trois armées. En 1811, cet état militaire reçut une augmentation considérable par l'effet des nouvelles levées, et subit une nouvelle organisation. A la fin de 1811, toute l'infanterie fut partagée en vingt-sept divisions, sans compter la garde qui en forma une séparée; la cavalerie formait deux divisions de cuirassiers, huit de cavalerie, et une de cavalerie de la garde (1). Au 1er jan-

(1) Les divisions de cavalerie étaient de quatre régimens de dragons et de deux de hussards ou de hulans.

vier de 1812, ces forces étaient distribuées ainsi qu'il suit :

En Finlande, le corps du comte Steingell, composé de deux régimens de dragons et des 6e, 21e et 25e divisions, présentait un total de trente mille six cent cinquante-trois hommes.

A Pétersbourg, le corps de S. A. I. le grand-duc Constantin était formé de la division de cavalerie de la garde, de la division d'infanterie de la garde, des deux régimens de cuirassiers de la garde, de deux régimens de grenadiers de ligne, et d'un régiment d'infanterie de ligne, ce qui offrait un total de vingt-huit mille cinq cent vingt-six hommes.

En Livonie et Courlande, le corps du comte Wittgenstein, composé de la 1re division de cavalerie et des 5e et 14e divisions, présentait un total de trente-quatre mille deux cent quatre-vingt-dix hommes.

Dans les gouvernemens de Wilna et de Vitepsk, le corps du général Bagowouth était composé de la 1re division de cuirassiers, de la 2e de cavalerie, et des 1re, 4e et 7e divisions, à l'exception de deux régimens de cuirassiers et de deux de grenadiers; ce qui donnait un total de quarante-sept mille cinq cent vingt hommes.

Dans les gouvernemens de Grodno, Minsk et Mohiloff, le corps du général Essen, formé de la 3e division de cavalerie et des 23e, 3e et 11e divisions, à l'exception d'un régiment d'infanterie de cette dernière, présentait un total de quarante-un mille quarante-cinq hommes.

En Wolhynie et Podolie, l'armée du prince Bagration, composée de la 2e division de cuirassiers, des 4e et 5e de cavalerie, et des 2e, 7e, 12e, 18e, 24e et 26e divisions, présentait un total de cent quatre mille trois cent vingt-deux hommes.

Sur le Danube, l'armée de Moldavie du général Kutusoff était composée des 6e et 7e divisions de cavalerie, et des 8e, 9e, 10e, 15e, 16e et 22e divisions, à l'exception de huit bataillons de la 9e; ce qui formait un total de quatre-vingt-sept mille vingt-six hommes.

En Crimée et dans les environs, le corps du duc de Richelieu, composé de la 8e division de cavalerie, de la 13e division et de huit bataillons détachés de la 9e, présentait un total de dix-neuf mille cinq cent un hommes.

Au Caucase, le corps du général Rttcheff, composé d'un régiment de dragons et de la

19e division, présentait un total de neuf mille neuf cent vingt-huit hommes.

En Géorgie, le corps du général marquis de Paulucci, composé de deux régimens de dragons, et de la 20e division, présentait un total de vingt-trois mille sept cent quarante-cinq hommes.

A Moscou, la 23e division, nouvellement formée, forte de dix mille six cent quarante et un hommes.

Il fallut songer ensuite à assurer la subsistance des troupes rassemblées sur cette vaste frontière occidentale. Les principaux dépôts de provisions de bouche et de fourrage furent établis à Nowogorod, à Sosnitza et à Troubzewsk. L'on forma aussi de grands magasins à Riga, à Dunabourg, à Bobrouïsk, à Kiew, à Wilna, à Zaslawl et Loutzk, et d'autres moins considérables à Drissa, à Veliki-Louky, à Chawli, à Villkomir, à Swentsiany, à Grodno, à Brzest, à Slonim, à Sloutzk, à Pinsk, à Mozir, à Staroïkonstantinow, à Gitomir, à Ostrog, à Doubno et à Kowel.

On a dit que le plan de campagne qui avait été arrêté par les généraux et les ministres russes, à l'époque où les lignes de la Vistule étaient renforcées avec la plus grande activité,

fut abandonné lorsque les Français arrivèrent sur le bord de ce fleuve. Il est probable, en effet, que la première idée avait été de se défendre sur les frontières de l'empire : car si la pensée de combattre en fuyant, à la manière antique des Scythes, et d'attirer Napoléon au cœur de la vieille Moscovie par l'espoir irritant d'une bataille, se fût présentée d'abord, à quoi eût-il servi de garnir d'hommes, de magasins et d'artillerie, des positions que l'on devait abandonner sans coup férir? Wilna était approvisionnée de subsistances pour plusieurs mois : l'armée en se retirant brûla ces riches magasins; était-ce donc uniquement pour les détruire qu'on les avait formés? cela n'est pas admissible : donc il y avait eu changement dans les résolutions du conseil chargé d'organiser la défense. (1)

(1) « Dans la situation présente des choses, dit le quatrième bulletin, si l'armée russe croyait avoir quelques chances de victoire, la défense de Wilna valait une bataille; et dans tous les pays, *mais surtout dans celui où nous nous trouvons*, une triple ligne de magasins aurait décidé un général à en risquer les chances. » Cette phrase prouve d'abord qu'il y avait eu effectivement d'immenses approvisionnemens à Wilna; l'on peut en inférer ensuite que l'irrésolution des généraux

M. de Boutourlin, sans déclarer explicitement ce fait, nous avoue cependant « que la grande-armée russe, disséminée sur une ligne trop longue, ne se trouvait pas en état d'empêcher cette invasion; qu'elle ne pouvait engager partiellement ses corps contre la grande masse de Napoléon, sans mettre les chances de succès du côté des ennemis; que le général en chef, Barclay de Tolly, jugea avec raison qu'il devait éviter le combat avant d'avoir réuni tous les corps qui formaient son armée, et qu'en conséquence tous les chefs reçurent des ordres éventuels pour se mettre en retraite, d'après les directions *qu'on leur donnait*, aussitôt que les hostilités auraient commencé ». Ainsi, les directions de la retraite n'avaient pas été données d'avance, elles faisaient donc partie d'un nouveau plan conçu presque en présence de l'ennemi. Ce plan admettait la possibilité d'une bataille dès que l'on se serait concentré; cependant, après que cette concentration se fut accomplie, lorsque malgré quelques combats partiels les

---

russes influa probablement sur les plans de Napoléon lui-même, et le décida à abandonner aussitôt la ligne de la Vistule.



deux armées dites première et deuxième d'Ouest eurent opéré leur jonction, on évita encore une bataille; on abandonna même le camp retranché de Drissa mis en état de défense par des efforts continuels depuis deux ans. Ce fut donc le succès du plan de retraite, et les rapports que l'on eut sur les embarras et les désastres que l'armée ennemie éprouvait dès le début de l'invasion, qui engagèrent à persister dans ce système de guerre, sinon brillant et glorieux, au moins utile; et des mesures prises sous l'impérieux empire des circonstances, et pour le moment, devinrent ainsi un plan vaste et définitif.

Il était naturel, au reste, que dans une lutte si nouvelle le plan de défense se modifiât par la nature du plan d'attaque; et ce n'est point être injuste à l'égard des talens des généraux et des ministres russes, de refuser de croire qu'ils avaient prévu et le succès d'une retraite continuelle, et l'incendie de Moscou, et la venue prématurée des frimas, et l'irréparable imprudence du séjour prolongé de Napoléon à Moscou. Peut-être avaient-ils calculé d'une manière générale que l'impétuosité de son génie, cherchant une bataille où il pût décider d'un seul coup

le sort de la campagne, s'userait et se briserait devant un système de temporisation qui lui refuserait constamment le combat. Ce système avait d'ailleurs l'avantage de combiner, avec l'étonnement et la lassitude de l'ennemi, toutes les chances du temps, des lieux et du climat. Les parties du plan qui restaient éventuelles furent parfaitement remplies par le hasard, et par l'obstination fougueuse de Napoléon. Les propres illusions de l'ennemi avaient été prises pour auxiliaires, et elles ne faillirent pas.

Napoléon, ayant le 24 juin passé le Niémen sans opposition, reconnut que nulle grande mesure défensive n'avait encore été arrêtée par la puissance dont il venait envahir le territoire. Alors il prononça ces mémorables paroles : « La fatalité entraîne les Russes, que les destinées s'accomplissent! » et dominé lui-même par la plus désastreuse fatalité, il s'avança sur cette terre d'aspect menaçant et sauvage, qui devait être le tombeau de sa Grande Armée.

La nouvelle du passage du Niémen était parvenue au quartier-général de Wilna dans la soirée du 12. Le général Barclay de Tolly se hâta d'ordonner la retraite dans les directions

convenues. Le prince Bagration et le général Platow quittèrent de même leurs cantonnemens respectifs, et le 13 l'empereur Alexandre annonça la guerre à ses troupes par un ordre du jour ainsi conçu :

« Depuis long-temps déjà nous avions re-
« marqué de la part de l'empereur des Français
« des procédés hostiles envers la Russie ; mais
« nous avions toujours espéré de les éloigner
« par des moyens concilians et pacifiques. En-
« fin voyant le renouvellement continuel d'of-
« fenses évidentes, malgré notre désir de con-
« server la tranquillité, nous avons été con-
« traint de compléter et de rassembler nos ar-
« mées. Cependant nous nous flattions encore
« de parvenir à une réconciliation, en restant
« aux frontières de notre empire, sans violer l'é-
« tat de paix, et seulement prêt à nous défen-
« dre. Tous ces moyens concilians et pacifiques
« ne purent conserver le repos que nous dési-
« rions. L'empereur des Français, en attaquant
« subitement notre armée à Kowno, a le pre-
« mier déclaré la guerre. Ainsi voyant que rien
« ne peut le rendre accessible au désir de con-
« server la paix, il ne nous reste plus, en
« invoquant à notre secours le Tout-Puissant,
« témoin et défenseur de la vérité, qu'à

« opposer nos forces aux forces de l'ennemi.
« Il ne m'est pas nécessaire de rappeler aux
« commandans, aux chefs des corps et aux
« soldats, leur devoir et leur bravoure ; le
« sang des valeureux Slaves coule dans leurs
« veines. Guerriers ! vous défendrez la reli-
« gion, la patrie et la liberté ! Je suis avec
« vous. Dieu est contre l'agresseur.

« *Signé* ALEXANDRE. »

Cette proclamation confirmait l'idée, si naturelle d'ailleurs, d'un plan de résistance effectif. Cependant les divers corps de la première armée se mirent aussitôt en plein mouvement de retraite vers la Duina. Mais on ne tarda pas à sentir la nécessité de prévenir le mauvais effet que produisait sur l'esprit du soldat une manière de défendre le sol qui trompait son enthousiasme et échappait à son intelligence. Des murmures universels faisaient craindre que les généraux ne perdissent toute la confiance du soldat. En conséquence l'empereur Alexandre fit paraître l'ordre du jour suivant, daté du 27 juin, anniversaire de la bataille de Pultawa.

« Guerriers russes, vous avez enfin obtenu
« le but que vous vous proposiez. Lorsque

« l'ennemi osa franchir les limites de notre « empire, vous étiez sur les frontières pour « l'observer. Jusqu'à l'entière réunion de « notre armée, il fallut, par une retraite mo- « mentanée et indispensable, retenir l'ardeur « dont vous brûliez pour arrêter la marche « téméraire de l'ennemi. Tous les corps de la « première armée sont enfin réunis dans la « position choisie d'avance. Maintenant une « nouvelle occasion se présente de montrer « votre valeur éprouvée, et de recueillir la « récompense des travaux que vous avez sup- « portés.

« Que ce jour, signalé par la victoire de « Pultawa, vous serve d'exemple! Que le sou- « venir de vos victorieux ancêtres vous excite « à de glorieux exploits! Ils ont d'un bras « puissant terrassé leurs ennemis. Vous, en « marchant sur leurs traces, efforcez-vous de « renverser les projets de l'ennemi, dirigés « contre votre religion, votre honneur, votre « patrie, vos familles. Dieu, qui voit la justice, « vous enverra sa bénédiction.

« Alexandre.

« Au camp de Drissa, le 27 juin 1812. »

La deuxième armée, commandée par le

prince Bagration, qui, d'après la première pensée, se croyait destinée à soutenir les cosaques de Platow pour opérer une diversion sur le flanc droit de l'ennemi, reçut également l'ordre d'opérer sa retraite. Le but ultérieur des deux armées, dans leur mouvement rétrograde, était de se réunir pour opposer à la supériorité numérique de l'ennemi des forces plus égales. Mais poursuivis de très près par la cavalerie française, ils ne purent d'abord réaliser ce projet; fuyant avec la plus grande rapidité, ils étaient forcés de modifier du jour au lendemain un plan né de l'impérieuse nécessité du moment et sans prévoyance des chances de détails. Ainsi, contre l'espérance unanime des Russes et des Français, qui souhaitaient également une bataille, la formidable position de Drissa fut abandonnée par Barclay de Tolly. Bagration, de son côté, faisait tous ses efforts pour éviter un engagement; mais harcelé par Davout, il ne put éviter, après plusieurs escarmouches, de soutenir un combat plus sérieux à Soultanowka, près de Mohiloff. Le 23 juillet il y fut battu, malgré la belle conduite de ses troupes, et poursuivi dans sa retraite.

Au même instant, la première armée signa-

lait également sa retraite par des revers. Le 25 juillet et les deux jours suivans, Murat et Eugène Beauharnais joignirent et attaquèrent à Ostrowno le comte Osterman Tolstoi, qui, à la place de Schouwaloff, tombé malade, commandait l'arrière-garde, dont la destination était d'arrêter les Français, pour que le gros de l'armée pût effectuer sa retraite. Les Russes ont prétendu que, d'un côté et de l'autre, ils avaient combattu avec des forces très inférieures; mais il est évident qu'ils furent trompés sur celles de Davout. M. de Boutourlin a même reproché comme une faute à Napoléon, de n'avoir pas renforcé convenablement le corps de Davout, sur les mouvemens duquel reposait la partie la plus importante de la campagne; puisque du succès de ses opérations, dit-il, dépendait la séparation constante des deux armées russes. Ils n'en est pas moins vrai que les deux armées ne parvinrent à opérer leur jonction qu'à Smolensk, et furent ramenées par des échecs continuels jusque sous les murs de la capitale de l'empire. Mais si, dans ce premier période de l'invasion, les Russes ne brillent pas à raison des opérations militaires de leurs généraux, ils offrent d'un autre côté le spec-

tacle le plus digne de l'intérêt de l'histoire, par ce grand et terrible développement d'énergie nationale, qui commence précisément à l'époque de leurs premières défaites.

On ne peut nier que la courageuse obstination d'Alexandre et les mesures qu'il sut prendre n'aient beaucoup contribué à cet élan universel. Au moment où ses armées abandonnaient Witepsk et Smolensk en les livrant aux flammes, il se rendait à Moscou pour y trouver les moyens d'organiser de puissantes réserves; et voici dans quels termes il s'adressait à ses sujets :

« *A la ville de Moscou, notre première capitale.*

« L'ennemi est entré avec de grandes forces
« sur le territoire de la Russie; il vient rava-
« ger notre chère patrie! Quoique l'armée
« russe, brûlante de courage, soit prête à
« s'opposer aux mauvais desseins de ce témé-
« raire ennemi et à les déjouer, cependant
« notre sollicitude et nos soins paternels pour
« nos fidèles sujets ne nous permettent pas
« de les laisser dans l'incertitude sur le dan-
« ger qui les menace, afin que l'ennemi ne
« tire pas avantage de notre imprévoyance.

« Résolu, en conséquence, à rassembler « dans l'intérieur de nouvelles forces pour « assurer notre défense, c'est à Moscou, an-« cienne résidence de nos ancêtres, que nous « nous adressons avant tout; elle fut toujours « la première des villes de la Russie, et c'est « de son sein que sortirent constamment les « armées qui terrassèrent les ennemis. A son « exemple, et pour la défendre, les enfans de « la patrie refluaient vers elle de toutes les « autres villes environnantes, comme le sang « reflue toujours vers le cœur. Jamais le be-« soin ne fut plus urgent que dans les circon-« stances actuelles. Les dangers de la religion, « du trône, de l'État, exigent tous les sacrifices. « Que les cœurs de notre illustre noblesse et « ceux de toutes les classes se remplissent de « ce véritable esprit des combats, que Dieu « et notre Église orthodoxe bénissent égale-« ment! Puisse ce juste zèle et cette ferveur « générale rassembler de nouvelles forces et « les augmenter, en commençant par Mos-« cou, dans toute l'étendue du vaste empire « de Russie!

« Nous ne tarderons pas à nous rendre au « milieu de notre peuple de Moscou et des « autres endroits de nos États, pour donner

« plus d'union à nos armemens maintenant
« existans, ainsi qu'à ceux qui vont être nou-
« vellement organisés, et pour les diriger de
« manière à ce qu'ils terrassent l'ennemi par-
« tout où il se montrera. Puisse la destruc-
« tion dont il nous menace retomber sur sa
« tête, et l'Europe affranchie du joug de la
« servitude exalter le nom de la Russie !

« ALEXANDRE.

« Au camp près de Polotsk, le 6 juillet 1812. »

Cette seconde proclamation fut accompagnée d'un manifeste adressé à toutes les classes de la nation, et plein d'exaltation patriotique et religieuse. (1)

---

(1) « Nous, par la grâce de Dieu, ALEXANDRE Ier, « empereur et autocrate de toutes les Russies, etc.

« L'ennemi a passé notre frontière et porte ses armes « dans l'intérieur de la Russie, avec l'espoir de trou- « bler par la force et par la séduction la tranquillité de « cette grande puissance. Il a formé le projet méchant « de détruire sa gloire et sa félicité. Avec l'astuce dans « le cœur et la séduction sur les lèvres, il lui porte des « fers et des chaînes éternelles. Après avoir invoqué « l'assistance de Dieu, nous lui avons opposé nos ar- « mées brillantes de courage et du désir de le terrasser, « de le culbuter, et de chasser ses débris de notre sol. « Nous avons pleine confiance dans la force et dans la « fermeté de nos braves; toutefois, nous ne pouvons ni

Ces appels multipliés et pressans au patriotisme russe ne furent pas sans fruit, et la noblesse de la province de Moscou déploya un dévoûment qui sera à jamais son plus beau titre de gloire. S'il est vrai, comme on l'a dit, que l'espoir de trouver dans les passions jalouses et dans les traditions orgueilleuses de cette aristocratie des auxiliaires puissans pour

---

« ne devons dissimuler à nos fidèles sujets que les forces « rassemblées par l'ennemi, et composées de celles de « plusieurs puissances, sont grandes, et que, pour neu- « traliser son audace, il faut une vigilance infatigable. « Pour ces causes, tout en conservant pleine confiance « dans nos vaillantes armées, nous jugeons indispen- « sable de rassembler dans l'intérieur de l'empire de « nouvelles forces, qui, en inspirant une nouvelle ter- « reur à l'ennemi, puissent former une deuxième bar- « rière pour soutenir la première, et pour défendre les « maisons, les femmes et les enfans de tous.

« Nous avons déjà fait un appel à la ville de Moscou, « notre première capitale; maintenant nous nous adres- « sons à tous nos fidèles sujets, à tous les corps de « l'État, à toutes les conditions, tant ecclésiastiques « que civiles, en les conviant à une levée unanime et « générale, pour coopérer avec nous contre tous les « desseins et les tentatives de l'ennemi. Qu'il rencontre « à chaque pas de fidèles enfans de la Russie qui le « combattront avec tous leurs moyens et toutes leurs « forces, en fermant l'oreille à ses artifices et à ses

l'invasion fut l'un des motifs qui poussèrent Napoléon à Moscou, que n'a-t-il dès-lors pu connaître leur conduite! il se serait arrêté. Comme tous les peuples du monde à l'époque où nous sommes, les Russes veulent faire des révolutions, mais non pas avec le secours de l'étranger.

Ces nobles surpassèrent par leurs offres toutes les demandes que le gouvernement

---

« tromperies; qu'il trouve dans chaque gentilhomme « un Pojarskoï, dans chaque ecclésiastique un Palys- « tyn, dans chaque bourgeois un Minin. Illustre no- « blesse tu as été en tout temps le sauveur de la patrie! « Saint synode et clergé, toujours par vos ferventes « prières vous avez appelé sur la Russie la bénédiction « divine! Peuple russe, digne descendant des valeu- « reux Slaves, plus d'une fois tu as brisé les dents des « lions et des tigres qui s'élançaient sur toi. Unissez- « vous tous avec la croix dans le cœur et le fer dans la « main, et aucune force humaine ne prévaudra contre « vous.

« L'organisation primitive des nouvelles levées est « confiée dans tous les gouvernemens à la noblesse, qui « réunira les hommes qu'elle destinera pour la défense « de la patrie, et choisira les chefs dans son propre « sein. L'on enverra la liste des hommes réunis à Mos- « cou, où l'on nommera le chef suprême de toute la « levée. « ALEXANDRE.

« Au camp près de Polotsk, le 6 juillet 1812. »

pouvait leur faire. Instruits de l'arrivée du souverain, ils avaient subitement formé un des bataillons qui marchèrent à sa rencontre. Ils levèrent et équipèrent aussitôt quatre-vingt mille hommes de milice qui furent mis à la disposition d'Alexandre, armés et fournis de provisions pour trois mois aux dépens de leurs seigneurs. Plus tard, près de six cent mille hommes furent enrôlés de cette manière, et une grande partie de ces milices, appelée à servir dans l'armée active, ne se montra pas indigne de cet honneur. (1)

Nous avons dû, en écrivant l'histoire d'Alexandre, rapporter en entier ces diverses proclamations qui constituent et déterminent la part qu'il prit personnellement au plus grand événement de son règne. Elles indiquent d'ailleurs les données les plus exactes

(1) L'armée employée au siége de Dantzick était en très grande partie composée de ces régimens miliciens. Un corps de dix mille hommes de ces levées, venant du Nord, a donné une preuve mémorable de courage. Il avait été réuni à Pétersbourg, et reçut l'ordre de marcher sur Vélikaja, point le plus rapproché de l'avant-garde française dans cette direction. L'empereur les passa en revue avant leur départ, et l'on dit qu'il versa des larmes en entendant les expressions de leur dévoû-

que l'on puisse présenter sur le caractère de la nation : elle recevait ces paroles de son souverain comme les ordres d'un père et les oracles d'un Dieu.

Revenons aux opérations des deux armées :

Elles avaient opéré leur jonction à Smolensk ; et Napoléon, désespérant de les prévenir dans cette ville, s'était arrêté à Witepsk pour donner le temps aux corps qui étaient en arrière de rejoindre, et aussi pour procurer quelque repos aux troupes qui venaient de traverser un pays dévasté ; car les Russes ne laissaient derrière eux que des débris et des cendres.

Les deux armées russes, après leur jonction, présentaient une force de cent vingt mille combattans. L'on tint un conseil de guerre, où le projet de prendre l'offensive fut

---

ment, comme s'il eût prévu le sort qui les attendait. Arrivés à leur destination, Wittgenstein ne put détacher des troupes pour les soutenir ; il leur envoya ordre de reculer jusqu'à une certaine distance ; mais ils répondirent qu'ils avaient promis à l'empereur, leur père (Batuschka), de ne pas fuir devant l'ennemi, et qu'ils voulaient tenir leur parole. Effectivement ils se firent presque tous tuer : huit mille hommes restèrent sur la place, victimes d'un courage mal raisonné.

convenu; mais il ne fut pas exécuté. La crainte d'être prévenus sur Smolensk avait précipité la retraite des généraux russes. Napoléon passa le Dnieper presque aussitôt qu'eux; Ney et le roi de Naples les joignirent à Krasnoé, où se livra un combat dont le succès fut déterminé par les belles charges de la cavalerie des corps de Nansouty, de Grouchy et de Bordesoult. Les dragons de Karkow, d'ailleurs inférieurs en nombre, plièrent, et ils eussent été écrasés si le général Néwérofskoi ne les eût recueillis entre ses colonnes par la formation d'un carré plein.

On combattit de nouveau à Smolensk. Les Russes firent une vigoureuse résistance, qui sembla toutefois, comme les engagemens précédens, n'avoir pour but que de s'essayer contre l'ennemi et de ralentir la marche de l'invasion. En sortant de cette ville, les Russes l'incendièrent, et les Français ne triomphèrent que sur des décombres fumans. Cette ville avait été munie et approvisionnée pour une longue résistance, et l'on prétend que ce nouveau sacrifice fut l'objet d'un assez vif dissentiment entre les généraux en chef Bagration et Barclay de Tolly. Ce fut l'opinion de ce dernier qui prévalut. Mais bientôt, soit

que cette manière de défendre le pays trouvât une opposition trop forte dans le peuple et dans l'armée, soit que dans des circonstances si graves, la qualité d'étranger de ce général fût une cause plausible du manque de confiance en lui de la part des soldats, après les combats de Smolensk et de Valontina, le vieux maréchal prince Golénitscheff-Kutusoff vint prendre le commandement général des armées russes. M. de Boutourlin dit, pour expliquer cette mesure, « que l'utilité reconnue de la centralisation de tous les moyens entre les mains d'un seul chef avait nécessité cette nouvelle nomination; que d'ailleurs, pour nationaliser davantage la guerre, il devait être très avantageux de placer un nom russe à la tête de tous les armemens. »

Kutusoff, vieillard septuagénaire, venait de conquérir la paix avec la Porte ottomane. Il se prépara au commandement qui lui était confié par des actes de dévotion qui augmentèrent la confiance de l'armée et relevèrent le courage de la nation.

Kutusoff jouissait parmi ses compatriotes d'une réputation d'habileté non contestée. Il réunissait, dit M. de Boutourlin, les qualités les plus nécessaires pour contrebalancer la

fortune de Napoléon. Doué d'un esprit vaste et pénétrant, il joignait aux lumières de sa propre expérience celles des grands capitaines ses devanciers, dont l'histoire avait été pour lui l'objet d'une étude approfondie. « Sage comme Fabius, artificieux comme le premier Philippe de Macédoine, il devait deviner et renverser les projets du moderne Annibal, qui n'avait que trop souvent triomphé jusqu'alors par un heureux mélange de ruse et d'impétuosité. »

Cependant la tâche réservée à Kutusoff n'était pas facile. L'armée n'était plus qu'à cinquante lieues de Moscou. A cette distance de la capitale, on ne pouvait la sauver que par une victoire. D'ailleurs une bataille était devenue indispensable; elle était le vœu de l'armée, qui regardait la conservation de Moscou comme son premier devoir, et ne voulait plus de mouvement rétrograde. Cependant, comme les positions occupées ne parurent pas favorables à Kutusoff pour tenter le sort d'une grande bataille, il fit continuer la retraite jusqu'à Borodino, sur les bords de la Moskwa. Cette position très avantageuse fut immédiatement entourée de palissades et de retranchemens.

En préparant leurs soldats à cette grande journée, les chefs mirent en usage les moyens les plus propres à électriser leur courage; mais Napoléon avait peu de chose à dire. L'armée était fatiguée, exténuée; elle voulait une bataille, elle allait enfin l'obtenir : les paroles de la courte harangue qui lui fut adressée furent imposantes comme la situation des choses, pressantes comme la nécessité. Elles sont trop connues pour que nous les rappelions ici.

Kutusoff, qui était de l'école de Souvaroff, s'adressa au fanatisme pour enflammer les siens. Dans la journée du 25, il fit porter en procession dans tous les rangs de l'armée une image réputée miraculeuse qui avait été sauvée de Smolensk. Les soldats, humblement agenouillés, mêlèrent aux chants religieux leurs ferventes prières pour la patrie, au salut de laquelle ils allaient faire le noble sacrifice de leur sang. Cette cérémonie produisit un effet extraordinaire. « Chaque soldat se crut appelé à venger la patrie en remportant la victoire, ou à mériter la palme du martyre en périssant pour la plus belle des causes. »

Dans cette mémorable journée, de part et d'autre furent prodigués le sang et le courage,

le mépris exalté de la mort, l'amour effréné de la gloire, et enfin tout ce que la nature et l'opinion peuvent mettre dans le cœur de l'homme d'acharnement héroïque et de vertu belliqueuse. Des soldats accablés de longues fatigues, vaincus de la faim, retrouvèrent des forces pour combattre comme des lions. La cavalerie française, affrontant les boulets et la mitraille qui tombaient comme la grêle du ciel, s'élança sur les hauteurs, pénétra dans les redoutes; et les Russes, non moins obstinés, non moins intrépides, périrent sous le sabre de nos cuirassiers sans désemparer leur poste. On voyait les canonniers frappés sur leurs pièces, d'une main embrassant le canon, et de l'autre serrant encore la poignée de leur sabre.

Cette bataille est une des plus furieuses et des plus meurtrières dont les annales militaires modernes présentent le récit. Il y fut tiré plus de cent vingt mille coups de canon. La perte des Russes fut immense, celle des Français presque égale, et près de cent mille hommes y tombèrent avec un très grand nombre d'officiers et de généraux. L'armée française eut surtout à regretter Auguste Caulincourt, qui fut tué en entrant dans la

grande redoute, à la tête du 5e de cuirassiers; jeune guerrier qui avait assisté à plus de batailles qu'il n'avait d'années; et l'intrépide Montbrun, digne successeur du général Lasalle, et, comme lui, l'honneur de notre cavalerie légère. Le nombre des généraux tués ou blessés s'éleva à quarante-trois de notre côté. Un froid subit tomba sur le champ de bataille, et que l'on juge combien le bivouac dut être cruel pour tant de malheureux que le boulet ou la mitraille avait mutilés! Le lendemain l'ennemi, désespérant de reprendre les redoutes qu'il avait perdues, abandonna sa position, et c'est alors que l'on put juger de l'étendue des funérailles que coûtait cette sanglante journée. « En par« courant le plateau sur lequel on avait « combattu, dit un témoin oculaire (1), « nous trouvâmes, sur une étendue d'en« viron une lieue carrée, la terre couverte « de morts et de blessés, les intervalles « entre ces monceaux de cadavres étaient « remplis par des débris d'armes, de lances, « de casques ou de cuirasses, et par des bis-

(1) Eugène Labaume, *Relation complète de la Campagne de Russie;* sixième édition, 1820.



« cayens aussi nombreux que des grêlons « après un violent orage. Le plus effrayant à « voir était l'intérieur des ravins : presque « tous les blessés, par un instinct naturel, s'y « étaient traînés pour éviter de nouveaux « coups; là ces malheureux, entassés l'un sur « l'autre et noyés dans le sang, poussaient « des gémissemens horribles, nous deman- « dant la mort pour mettre fin à leur supplice. « Les ambulances étaient insuffisantes, notre « stérile pitié se bornait à déplorer les maux « inséparables d'une guerre si atroce. » On peut la dire inhumaine en effet, cette guerre, et surtout cette journée de la Moskwa ! Toutes les batteries ennemies furent enlevées par notre cavalerie; c'est le sabre qui assiégeait et prenait les palissades et les retranchemens. Cependant tant de sang fut répandu presqu'en pure perte. Kutusoff se vanta de la victoire, fit chanter le *Te Deum* de son côté, et si cette jactance paraissait ridicule, elle prouvait du moins que notre demi-victoire ne l'avait pas accablé. Cent soixante-dix mille Russes avaient combattu, et Kutusoff, encore à la tête de forces imposantes, semblait n'avoir perdu que ses retranchemens et quelques lieues de terrain. Les Français avaient désormais le che-

min libre pour aller à Moscou, et ils s'y précipitèrent, tandis qu'une résolution magnanime et terrible allait les priver des ressources immenses que leur promettait l'occupation de cette capitale. L'armée russe l'évacua, et se repliant ensuite sur la route de Kalouga, elle alla former son camp et rallier ses forces à Taroutino.

CHAPITRE XIV.

(1812.)

Le cadavre fumant de Moscou, les provinces de Byalistock, de Grodno, de Wilna, de Courlande, de Minsk, de Witepsk, de Mohileff et d'une partie de celle de Smolensk, étaient au pouvoir des Français; cependant les Russes n'étaient pas vaincus. Toutes ces pertes ne pouvaient avoir d'influence décisive sur l'état général de la guerre tant que leurs armées conservaient une attitude menaçante. La grande armée arrivée à Taroutino avait repris cette attitude en réorganisant de nouveau les corps qui avaient échappé au massacre de Borodino, et en occupant une position qui devait donner de la jalousie à l'ennemi pour ses propres communications. Les armées secondaires n'étaient pas dans une position beaucoup moins favorable. A la vérité, le corps du comte de Wittgenstein était trop faible pour expulser de Polotsk l'armée de Saint-Cyr; mais posté derrière la Drissa, il lui présentait du moins un front assez re-

doutable pour le contenir et l'empêcher de s'étendre au-delà de Polotsk.

D'un autre côté, une troisième armée d'Ouest, qui avait été placée dans la partie la plus méridionale de la ligne de défense pour surveiller l'Autriche, couvrir le Danube, et protéger les communications avec l'armée de Moldavie, avait parfaitement réussi dans ses opérations. Le prince de Schwartzenberg, chargé de la tenir en échec, n'avait pu ou voulu réussir, et Tormasoff était parvenu à opérer sa jonction avec l'armée du Midi. Les deux armées, ainsi réunies, furent commandées par Tchichagoff, qui, dès-lors, prit une attitude menaçante contre la retraite très présumable de l'armée française.

L'armée appuyée sur Kalouga tirait sa subsistance des magasins de cette ville, facilement alimentés par les ressources des gouvernemens les plus fertiles de la Russie. Les marchands des principales villes de l'empire s'étaient aussi rendus au camp, et y avaient ouvert de riches marchés où l'officier et le soldat pouvaient se pourvoir à bas prix des objets les plus nécessaires. En un mot, tout, dans ce camp des vaincus, respirait l'abondance et le bon ordre, inestimable fruit

d'une discipline exactement observée. Le maréchal Kutusoff avait mis à profit la suspension momentanée des grandes opérations pour laisser reposer les troupes, qui, depuis l'ouverture de la campagne, n'avaient cessé d'exécuter les marches les plus fatigantes, et pour faire exercer la milice et les recrues qui venaient de renforcer l'armée.

La grande armée russe demeurait dans l'inaction. Mais l'ennemi n'en fut pas moins fortement inquiété par la petite guerre que de nombreux détachemens de partisans, lancés sur les différentes routes qui mènent à Moscou, et principalement sur celle de Smolensk, lui faisaient de la manière la plus active.

D'ailleurs, si les guérillas d'Espagne, qui n'étaient composées que de paysans armés, avaient obtenu des succès, que ne devait-on pas attendre de partis formés de troupes réglées, ou de cette milice belliqueuse et infatigable que les rives du Don fournissent aux armées russes, et dont le caractère et les habitudes sont singulièrement propres à ce genre de guerre ?

Les opérations des partisans étaient favorisées par les dispositions hostiles des habitans des campagnes envers l'ennemi. L'inva-

sion du territoire de la patrie, généralement regardée comme un attentat sacrilége, avait rallié tous les cœurs russes à un même sentiment de haine et de vengeance contre ses auteurs. Dans les premiers jours de la campagne, l'armée de Napoléon ne s'était point ressentie du mauvais effet de ces dispositions. La population de la Lithuanie, que vingt années d'une administration tolérable avaient familiarisée avec la domination de la Russie, avait résisté aux suggestions de quelques seigneurs qui jugeaient l'occasion favorable pour secouer le joug; mais les liens de gratitude qui unissaient une partie de la population au gouvernement russe ne suffisaient pas pour suppléer à l'énergie du patriotisme, qui seule peut enfanter le miracle du dévoûment. Les paysans lithuaniens ne se soulevèrent point contre les Russes; et intimidés par la présence de l'ennemi, ils laissèrent à sa disposition les ressources de leur pays.

La scène changea de face lorsque Napoléon eut dépassé Smolensk. Partout sur son passage il ne trouvait que des villages déserts ou des débris enfumés. Aucun sacrifice ne coûtait à des cœurs ulcérés. L'homme énergique qui s'arma de la torche pour brûler Moscou ne

fit qu'accomplir un devoir dicté par la nation, et dont elle avait déjà donné des exemples. L'on avait vu des cultivateurs, à l'approche de l'ennemi, mettre le feu à leurs propres greniers, et se réfugier ensuite dans les bois avec leurs familles et leurs troupeaux. La perte de Moscou, loin d'abattre les esprits, ne fit que les exaspérer davantage. Les paysans ne se contentaient plus de fuir, ils se rassemblaient en bandes nombreuses, et armés de fourches et de mauvaises piques, ils attaquaient les individus et les détachemens qu'ils rencontraient. Tous ceux qui tombaient entre leurs mains étaient impitoyablement massacrés. Dans plusieurs endroits, les femmes mêmes prenaient part à ces exploits consacrés par une sainte haine pour le joug étranger. Ils ne respiraient tous que guerre et vengeance!

La situation de l'armée française devenait précaire. Éloignée de près de deux cent cinquante lieues des frontières de ses alliés, isolée au milieu d'un peuple soulevé, menacée sur ses communications, et gênée dans son approvisionnement, elle commençait à laisser percer les premiers indices de la désorganisation qui, plus tard, amena sa ruine. Pendant que l'abondance régnait au camp de Tarou-

tino, la misère et la pénurie étaient le partage des troupes de Napoléon. Les partisans et les paysans russes, enhardis par des succès répétés, étaient devenus si entreprenans, que les fourrageurs osaient à peine s'écarter à cinq verstes de leurs camps. La petite guerre qui se faisait avec acharnement n'avait pas seulement pour résultat de miner par des pertes journalières les forces des ennemis, elle circonscrivait encore leurs moyens de subsistance au peu de provisions qu'ils pouvaient trouver dans le rayon étroit qu'ils occupaient autour de Moscou. La garde seule était encore approvisionnée assez régulièrement. Les autres corps ne recevaient plus de distributions, et ne vivaient que de ce que chaque individu en particulier pouvait se procurer; de là tout naturellement l'indiscipline qui devait hâter la dissolution de cette armée naguère si brillante. La cavalerie surtout souffrait infiniment. La plus grande partie des chevaux étaient morts d'inanition; d'autres avaient été tués pour servir d'aliment aux hommes : ceux qui restaient encore étaient dans un tel état d'épuisement qu'ils n'avaient plus la force de courir. Les chevaux de l'artillerie éprouvaient le même sort.

Napoléon, sur les ruines embrasées de l'antique capitale des tzars, dévorait ses inquiétudes, et cherchait encore à conserver une attitude menaçante. Il n'avait d'espoir que dans le découragement où il supposait que la perte de Moscou jetterait le cabinet de Pétersbourg. Dans ces tenaces illusions, il s'apprêtait déjà à dicter en maître les conditions d'une paix glorieuse pour lui ; mais les Russes étaient loin d'avoir les dispositions pacifiques qu'il leur supposait. Déjà vingt jours s'étaient écoulés depuis la prise de Moscou, et cependant aucune proposition d'accommodement de la part des Russes n'était venue encore flatter son oreille. Ce silence l'alarma. Il résolut de provoquer un rapprochement en envoyant le général Lauriston au maréchal Kutusoff, sous le prétexte de négocier un échange de prisonniers. Le 23 septembre au soir, Lauriston eut une entrevue avec le maréchal au village de Taroutino, quartier-général de l'armée russe.

Le prince Kutusoff affecta de recevoir M. de Lauriston au milieu de ses généraux, probablement pour ne pas laisser à Napoléon la ressource de lui prêter d'autres dispositions que celles qu'il allait manifester. « Je ne suis

point autorisé, dit-il, à écouter aucune proposition de paix ou d'armistice; quant à la lettre adressée à sa majesté, je ne m'en chargerai pas. Je dois vous déclarer que l'armée russe a trop d'avantages pour les sacrifier : elle n'a pas besoin d'armistice. »

Lauriston observa que la guerre ne pouvait être éternelle; qu'elle devait avoir une fin, surtout quand elle se faisait d'une manière aussi cruelle.

« Sans doute, répondit le prince, la guerre ne sera pas éternelle; mais il ne faut pas songer à la paix tant que les Français seront endeçà de la Vistule. Jusque-là, il ne serait d'ailleurs au pouvoir de personne, ni peut-être de l'empereur lui-même, d'arrêter le développement de la guerre nationale, et de donner une autre direction à l'opinion publique. Le peuple russe regarde la guerre présente comme une invasion de Tatars, et croit que c'est un devoir sacré pour tout citoyen de défendre le sol de ses ancêtres.

« La Russie, continua le vieux général, n'a point provoqué la guerre. Ses tentatives pour l'éviter ont été inutiles. Votre empereur est entré en Russie sans la déclarer. Il a dévasté une partie de l'empire. *Il n'a pas été invité*

à venir à Moscou; il faut qu'il en sorte comme il pourra. Nous lui ferons tout le mal que nous pourrons; c'est notre devoir. Il a proclamé que la campagne était terminée à Moscou; nous voyons la chose tout différemment; nous croyons qu'elle ne fait que de commencer. Si vous ne vous en doutez pas, nous vous en convaincrons incessamment. »

En terminant la conférence, Kutusoff se montra cependant plus traitable, et promit de prendre les ordres de sa majesté touchant la proposition faite par l'empereur Napoléon, d'envoyer Lauriston à Pétersbourg.

Mais la nouvelle de l'entrée des Français à Moscou ne fit point à Pétersbourg l'impression que Napoléon en attendait. Ce désastre ne fut envisagé par l'empereur Alexandre que comme une cause de nouvelles et plus irrévocables obligations de venger l'honneur du nom russe par la ruine des armées ennemies qui avaient osé fouler le sol sacré de la patrie. Le gouvernement central était dirigé par des mains trop fermes pour que son action pût être altérée par la commotion violente que la perte de Moscou pouvait imprimer à la machine de l'État; on redoubla de vigueur pour accélérer les armemens qui s'exécu-

taient sur tous les points de l'empire. Au point extrême où en étaient les choses, nul parti pusillanime ne pouvait trouver d'accès auprès d'un souverain dont les résolutions généreuses étaient soutenues par le dévoûment de la nation; aussi les propositions sur lesquelles Napoléon fondait toutes ses espérances furent-elles repoussées. L'empereur Alexandre était si déterminé à ne prêter l'oreille à aucun accommodement, qu'il désapprouva même que l'on eût reçu le général Lauriston au quartier-général russe, et en témoigna son mécontentement au prince Kutusoff, par la lettre suivante qu'il lui adressa :

« Prince Michel Larionowitcz, le rapport « que j'ai reçu de vous par le prince Wol- « konsky m'a appris l'entrevue que vous avez « eue avec l'aide-de-camp français Lauriston. « Les entretiens que j'ai eus avec vous, au « moment même de votre départ pour les « armées confiées à vos soins, vous avaient « instruit de mon désir ferme d'éviter avec « l'ennemi toutes négociations et toutes rela- « tions tendantes à la paix.

« Maintenant, après l'événement sus-men- « tionné, je dois vous répéter, avec la même « résolution, que je désire que ce principe

« adopté par moi soit observé par vous dans « toute sa latitude, et de la manière la plus « rigoureuse et la plus inébranlable.

« J'ai appris pareillement, à mon extrême « mécontentement, que le général Beningsen « a eu une entrevue avec le roi de Naples, et « cela sans qu'aucun motif pût même l'y in- « citer.

« Après lui avoir fait sentir l'inconvenance « de cette démarche, j'exige de vous une « surveillance active et sévère pour que tous « les autres généraux n'aient point d'entre- « vues avec les ennemis, ni encore moins « de conférences semblables, qu'il faut éviter « avec le plus grand soin.

« Toutes les notions que vous avez reçues « de moi, toutes les déterminations consi- « gnées dans les ordres qui vous ont été adres- « sés par moi, en un mot tout doit vous « convaincre que ma résolution est inébran- « lable, et que dans ce moment aucune « proposition de l'ennemi ne pourrait m'en- « gager à terminer la guerre, et à affaiblir par « là le devoir sacré de venger la patrie lésée.

« Je suis, etc.

« ALEXANDRE.

« Saint-Pétersbourg, le 9 octobre 1812. »

On a dit que depuis l'époque où Napoléon avait prévu la rupture avec Alexandre, il s'était ménagé des intelligences au cœur de la Russie, et particulièrement à Moscou, et que des Français établis depuis long-temps dans cette ville, devenus agens de ces intrigues, l'avaient flatté d'un soulèvement en sa faveur dès qu'il paraîtrait sous les murs de la capitale de l'ancienne Moscovie. Cette promesse aurait été fondée sur les dispositions d'une partie de la noblesse, qui n'était nullement dévouée aux intérêts des princes de la maison de Holstein-Gottorp. Il existait même de plus antiques motifs de dissidence dans ce foyer des ambitions et des mécontentemens aristocratiques. Là, le génie des anciens boyards moscovites, encore vivant, n'a que difficilement transigé avec tout ce qui s'est fait en Russie depuis Pierre-le-Grand, et surtout il n'a point pardonné à la ruine de leurs priviléges. Ils se souviennent toujours qu'ils étaient anciens *compagnons* de leurs souverains, et plusieurs d'entre eux ne laissent pas ignorer à leurs vassaux que l'illustration de leur nom remonte au berceau même de la monarchie.

Il est donc permis de croire que l'espoir d'un mouvement révolutionnaire à Moscou

fut une des causes de l'obstination de Napoléon à marcher sur cette capitale. Mais cette cause ne peut servir à expliquer l'aveuglement qui l'y retint durant trente jours. L'incendie de cette capitale, soit qu'il fût le résultat de la détermination d'un seul homme ou de la délibération d'une partie de la noblesse, devait mettre les partisans présumés de Napoléon dans l'impossibilité d'exécuter leurs projets.

Quant à l'incendie, on ne l'a point expliqué jusqu'ici dans le rapport qu'il peut avoir avec l'existence d'un complot tramé par des Russes qui auraient été les partisans de Napoléon; mais ce nouveau point de vue fournit à des réflexions qui ne peuvent pas être dédaignées. S'il était vrai que Napoléon eût des intelligences et des amis dans cette capitale, et si le complot avait été deviné, comme la crise où l'on se trouvait ne permettait ni d'en saisir tous les fils, ni de sonder la profondeur du mal, ni surtout de courir la chance d'une révélation publique dans un moment où l'union générale était si nécessaire, quel plus excellent moyen existait-il que de détruire, avec le foyer matériel, toutes les ressources réelles de la conspiration?

La lettre que l'on vient de voir, et qu'A-

lexandre adressa à Kutusoff lorsqu'il fut instruit de l'entrevue de ce général avec Lauriston, est très propre à confirmer l'idée qu'il existait quelque chose de ce genre. Une vivacité d'inquiétude et d'humeur, peu ordinaire dans le ton de ce souverain, perce dans cette lettre. On voit qu'il craint, même pour ceux de ses serviteurs sur lesquels il croit pouvoir compter le plus, le contact des Français.

Cependant les aperçus qui établissent la probabilité de ce complot perdent beaucoup de leur importance, lorsqu'on songe à la conduite exempte de soupçon qu'Alexandre a tenue immédiatement après cette époque. S'il eût craint pour son autorité, se fût-il deux fois éloigné de sa capitale, exposé aux hasards d'une guerre lointaine? on peut croire, à la vérité, que le succès de la résistance nationale en 1812, et son admirable conduite, lui avaient ramené tous les cœurs et concilié toutes les opinions, et que la réussite d'un complot contre son autorité était d'ailleurs subordonnée au succès le plus complet de Napoléon. Quoi qu'il en soit, c'est une partie de l'histoire contemporaine qui doit rester long-temps encore dans la plus profonde obscurité.

L'empereur Napoléon ne perdait pas cependant encore tout espoir d'amener les Russes à un accommodement. En partant de Moscou, il ordonna au maréchal Berthier d'écrire au maréchal Kutusoff la lettre suivante :

« Au quartier impérial, le 8 octobre 1812.

« Monsieur le prince Kutusoff, le général « Lauriston avait été chargé de vous proposer « de prendre des arrangemens pour donner « à la guerre un caractère plus conforme aux « règles établies, et prendre des mesures *pour* « *ne faire supporter* que les maux indispen-« sables qui résultent de l'état de guerre. En « effet, la dévastation de son propre pays est « nuisible à la Russie, autant qu'elle affecte « douloureusement l'empereur. Vous sentirez « facilement, prince, l'intérêt que j'ai de « connaître là-dessus la détermination défini-« tive de votre gouvernement. Croyez, Mon-« sieur le prince Kutusoff, aux sentimens de « ma plus haute considération.

« Le prince DE NEUFCHATEL,
« *major-général.* »

Il était clair que cette démarche n'était qu'une nouvelle provocation pour entamer

une négociation. Le maréchal Kutusoff y répondit de la manière suivante.

« Au quartier-général, le 9 octobre 1812.

« Mon prince, M. le colonel Berthemy, « que j'ai admis dans mes propres quartiers, « m'a remis la lettre dont Votre Altesse l'avait « chargé pour moi. Tout ce qui fait l'objet de « cette nouvelle demande a déjà été soumis « immédiatement à l'empereur mon maître; « et c'est, comme vous ne sauriez l'ignorer, « mon prince, l'aide-de-camp général prince « de Wolkonsky qui en a été le porteur. Ce- « pendant, vu la distance des lieux et la diffi- « culté des routes dans la saison actuelle, il « est physiquement impossible qu'il me « soit déjà parvenu une réponse à cet égard. « Je ne saurais donc que me référer person- « nellement à tout ce que j'ai eu l'honneur « de dire à M. le général Lauriston sur la « même matière. Je répéterai cependant ici « une vérité, dont vous apprécierez sans doute, « mon prince, toute la force et l'étendue, « c'est qu'il est difficile, malgré tout le désir « qu'on peut en avoir, d'arrêter un peuple « aigri par tout ce qu'il voit, un peuple qui « depuis trois cents ans n'a point connu de « guerre intérieure, qui est prêt à s'immoler

« pour sa patrie, et qui n'est point suscep-
« tible de ces distinctions entre ce qui est ou
« ce qui n'est pas d'usage dans les guerres
« ordinaires. Quant aux armées que je com-
« mande, je me flatte, mon prince, que tout
« le monde reconnaîtra dans la manière dont
« elles agissent les principes qui caractérisent
« toute nation brave, loyale et généreuse.
« Je n'en ai jamais connu d'autres dans ma
« longue carrière militaire, et je me flatte que
« les ennemis que j'ai eus à combattre ont
« toujours rendu justice à mes maximes à cet
« égard. Recevez, mon prince, les témoi-
« gnages de ma plus haute considération.

« Le prince KUTUSOFF,
« *feld-maréchal-général.* »

Enfin, après trente-cinq jours de vaine attente, Napoléon se décida à la retraite, et c'est alors que commença, ainsi que Kutusoff l'avait prédit, la véritable campagne des Russes. L'hiver, leur plus redoutable auxiliaire, apparut escorté de tous les frimas du septentrion, et l'on sait le reste. Il est douteux que toutes les ressources de la prévoyance, que toute la puissance du génie même de l'ordre, eussent pu opposer quelque défense

à l'inclémence d'un tel climat; or, que l'on juge combien devait être exposée à la rage du fléau une armée qui sortait de Moscou, dépravée par l'habitude du pillage et de l'indiscipline. Bientôt, lorsque les premières atteintes d'un froid si intense se furent fait sentir, tout lien de subordination et tout ressort moral se brisèrent : l'armée arriva sur les bords de la Bérésina, où devait être le tombeau d'un si grand nombre, dans un état complet de désorganisation. Tout ce que l'on a écrit sur cette malheureuse retraite laisse dans l'esprit le souvenir confus des infinies horreurs d'un enfer de faim et de glace : ici les efforts de l'imagination la plus capable de s'épouvanter de ses propres rêves ne peuvent surpasser la réalité.

Dans les divers engagemens qui eurent lieu entre les Français, fuyant maintenant devant ceux qu'à leur entrée ils avaient poursuivis, la valeur des premiers brilla encore d'un éclat immortel; mais enfin, exténués de fatigue, vaincus par la famine autant que par le froid, comment ne furent-ils pas anéantis jusqu'au dernier : comment quelques milliers de ces infortunés purent-ils arriver jusqu'à Wilna? cette question que chacun s'est faite, sera-ce

par la générosité ou l'impéritie des généraux russes qu'il faudra la résoudre ?

Les généraux russes, et surtout Kutusoff, obéirent au principe qui ne veut pas qu'on réduise au désespoir l'ennemi qui fuit ; il est cependant permis de croire qu'ils auraient pu, sans courir aucun risque, ne pas laisser à un Français la faculté de rapporter ses os dans sa patrie. Ils firent des fautes, c'est l'opinion de l'un des acteurs les plus distingués de cette guerre, qui, ayant fait la campagne avec les Russes, fonde sur une connaissance toute personnelle des faits les reproches suivans :

« On ne pourrait, dit-il, citer dans l'his-« toire moderne, aucune campagne dans la-« quelle chaque adversaire ait eu d'aussi fré-« quentes occasions d'obtenir une victoire « certaine, et d'assurer, en l'attaquant, la « destruction totale de son ennemi, sans au-« cun risque pour lui-même, et à peine avec « quelques pertes. »

Le témoin oculaire qui s'exprime ainsi, homme dont l'opinion doit avoir beaucoup d'autorité dans cette matière, est le général Wilson, qui, faisant partie de l'état-major du général Kutusoff, accusa plusieurs fois la lenteur trop indécise de ce vieux général. Dans

l'examen qu'il a fait des opérations militaires de 1812, soit du côté des Russes, soit du côté des Français, il distribue le blâme aux uns et aux autres par portions à peu près égales.

Par l'effet d'un manque d'énergie, suivant Wilson, dans la direction des mouvemens de l'armée russe, et de cette détermination de ne point faire d'attaque générale et concentrée sur la ligne de marche de l'ennemi, l'armée française aurait regagné sa position sur la Dwina et le Dniéper sans aucune perte bien réelle, si elle n'eût pas entièrement négligé de pourvoir ses chevaux de fers à glace. Les chevaux de Bonaparte furent seuls exceptés de cette imprévoyance, et c'est aux soins de Caulaincourt que Bonaparte dut son salut.

Il reproche aux Russes de ne s'être pas maintenus dans leur camp retranché de Drissa, et par suite d'avoir abandonné sans combat tout le vaste pays situé entre le Niémen et le Dniéper.

Il reproche aux Français d'avoir manqué l'occasion d'exterminer l'armée russe, après la bataille de Smolensk, lorsqu'elle s'était engagée tout entière avec son immense train d'artillerie dans d'étroits défilés. Ce fut la faute de Junot, qui perdit, ainsi que l'observa

Napoléon, le plus beau jour de sa vie : il aurait pu ajouter, et de la sienne.

Le critique anglais affirme encore que la guerre pouvait se terminer par la plus achevée des victoires, lorsqu'après la prise de Moscou les armées russes tournèrent autour des ruines fumantes de leur capitale pour regagner la route de Kalòuga, hors de la ligne de marche, encombrée d'obstacles de toute espèce, et dans cette position présentant le flanc de leurs colonnes à l'armée française concentrée.

Il prétend qu'après la bataille de Malo-Iaroslawetz, si glorieuse pour le prince Eugène et pour son armée d'Italie, si Napoléon avait, le second jour, lancé son avant-garde au lieu de faire un mouvement oblique pour regagner Moscou et la route de Smolensk, toute l'armée russe, conformément aux ordres qu'elle en avait reçus, se serait retirée vers Oka, et, abandonnant un riche pays, aurait laissé à l'armée française une ligne de marche assurée, dans quelque direction qu'il lui eût plu de rentrer en Pologne.

Il soutient qu'à Viasma les Russes pouvaient en finir avec les Français ; mais, dit-il, tandis que Miloradowitch, à la tête d'un seul corps, rencontrait et battait avec un avantage con-

sidérable trois corps de l'armée française, tout le gros de l'armée russe bivouaquait tranquillement aux environs.

A Krasnoé, toujours selon Wilson, l'armée russe, forte de cent dix mille hommes, ayant une cavalerie et une artillerie formidables, se rangea en bataille, et demeura paisible spectatrice des mouvemens de l'armée française, qui défila tout le long de son front pendant vingt-quatre heures, jusqu'à ce qu'enfin les derniers rangs de son arrière-garde se fussent retirés. Cependant cette armée se trouvait déjà dans le désordre le plus horrible; les restes de sa cavalerie étaient hors d'état de quitter la grande route; les débris de son artillerie étaient traînés à force de bras; l'infanterie manquait de munitions; et soit la rigueur de la saison, soit la famine, cette malheureuse armée était réduite à un état si affreux que les cosaques même s'écriaient : « N'est-ce pas comme une légion « de squelettes sortant horribles de leurs « tombeaux! »

Il y eut, à la vérité, des engagemens partiels; le troisième jour, Ney, chargé de protéger la retraite, livra un combat que Wilson nomme *la bataille des héros*, soit à raison

de la fureur de l'attaque, soit pour l'intrépidité de la défense. C'est après ce combat que Ney, retournant sur ses pas pour échapper aux quatre-vingt mille Russes qui étaient devant et autour de lui, emmena les débris de ses régimens à travers un pays inconnu, passa le Borysthène sur les glaçons du fleuve, et rejoignit Napoléon qui le croyait perdu. Cependant Kutusoff avait déjà envoyé un parlementaire à Ney pour l'engager à se rendre, et toute son armée avait déjà pris position pour arrêter le lendemain la colonne française et couper sa retraite.

Enfin à la Bérésina, qui semblait devoir être le terme fatal de cette retraite, Napoléon, renforcé par Oudinot, ne trouva pour l'arrêter, selon le général Wilson, que dix-huit mille hommes sous les ordres de Tchitchagoff, qui, en contravention des ordres qu'il avait reçus, avait dirigé la plus grande partie de ses forces sur un autre point. Et, en effet, le passage, qui fut si funeste, se serait effectué sans malheurs si Wittgenstein n'avait pas été plus ardent à la poursuite que les autres chefs. Le reste de la grande armée russe n'arriva à la Bérésina que deux jours après que les colonnes françaises l'eurent

franchie. Le général Wilson pense qu'en cette occasion, comme dans toutes les précédentes, si les chefs de l'armée russe eussent eu l'habileté ou l'audace nécessaire pour profiter de tous les avantages que leur offraient à la fois la supériorité des forces, celle des positions, la nature du climat, la situation des Français et le dévoûment de leurs troupes, pas un seul homme de l'armée française ne serait échappé à la mort (1). Ajoutons que, dans cette occasion si critique et si désastreuse, Napoléon, de l'aveu même de ses ennemis, retrouva tout son génie militaire, qui, depuis Moscou, semblait sommeiller. « Investi de tous côtés, dit un écrivain russe (Boutourlin),

---

(1) M. Boutourlin, qui s'applique singulièrement à justifier les lenteurs du vieux maréchal Kutusoff, et qui prend en même temps la défense du comte de Wittgenstein, livre absolument l'amiral Tchitchagoff. « Il manœuvra, dit-il, avec une lenteur qui eut une influence funeste sur l'ensemble des opérations. » Enfin, il avoue que l'ensemble des opérations du 16, c'est-à-dire du lendemain du jour où l'armée française avait effectué son passage, donna véritablement prise à la critique contre les généraux russes. « En partageant leurs forces, dit-il, sur les deux rives de la Bérésina, ils énervèrent leurs efforts. » (Boutourlin.)



il trompe par des démonstrations habiles les généraux qui lui sont opposés; et, glissant, pour ainsi dire, entre les armées qui s'apprêtent à fondre sur lui, il exécute son passage sur un point bien choisi, où tout l'avantage du terrain se trouve de son côté. Le mauvais état des ponts, dont il ne dépendait pas de lui d'améliorer la construction, fut l'unique cause qui en ralentissant l'opération la rendit si périlleuse. Ainsi les grandes pertes que les Français éprouvèrent ne sauraient être attribuées à Napoléon, et ne doivent être mises que sur le compte des circonstances malheureuses où son armée se trouvait, et qu'il n'était plus en son pouvoir de maîtriser. »

Quant aux résultats, l'avantage de cette campagne fut très grand pour la Russie, si on le compare à ceux que lui réservait le succès des plans de Napoléon. Sa capitale avait été consumée avec d'immenses richesses; plusieurs de ses provinces avaient été dévastées avec une fureur sans exemple : plus de deux cent mille hommes de troupes réglées avaient péri, mais une compensation bien réelle de tous ces malheurs, réparables par le temps et l'industrie, ce fut d'avoir développé les ressources de l'empire, et d'avoir électrisé

l'esprit du peuple. Ce fut encore d'avoir démontré que si la Russie n'est point à l'abri d'une invasion malgré sa distance, que si ses armées peuvent être vaincues malgré le courage et le dévoûment fanatique de ses troupes, elle reste indomptable par le droit du climat (1).

(1) C'est une vérité qui a été reconnue par Napoléon lui-même. « Il parlait, dit Las Cases, de la situation admirable de la Russie contre le reste de l'Europe, et de l'immensité de sa masse d'invasion. Il peignait cette puissance assise sous le pôle, adossée à des glaces éternelles, qui, au besoin, la rendaient inabordable ; elle n'était attaquable, disait-il, que trois ou quatre mois de l'année, tandis qu'elle avait les douze mois contre nous. Elle n'offrait aux assaillans que les rigueurs, les souffrances, les privations d'un sol désert, d'une nature morte ou engourdie ; tandis que ses peuples ne se lançaient qu'avec ardeur vers les délices du Midi. Outre ces circonstances physiques, ajoutait l'empereur, à sa nombreuse population, sédentaire, brave, endurcie, dévouée, passive, se joignaient d'immenses peuplades dont le dénûment et le vagabondage sont l'état naturel. On ne peut s'empêcher de frémir, ajoutait-il, à l'idée d'une telle masse, qu'on ne saurait attaquer ni par les côtés, ni sur les derrières ; qui déborde impunément sur vous, inondant tout si elle triomphe, ou se retirant au milieu des glaces, au sein de la désolation et de la mort devenues ses réserves, si elle est défaite ; toujours avec la fa-

Napoléon *savait mal sa Russie* et avait été mal informé sur des points d'une haute importance, mais surtout il s'était complétement trompé sur le caractère de son illustre adversaire. L'empereur Alexandre, nullement ébloui par le prestige d'une fortune militaire jusque-là si prodigieuse, opposa une fermeté inattendue à ses premiers revers, se résigna à s'instruire à vaincre par ses défaites même, et fit le serment, comme souverain et comme homme, de ne point traiter avec Bonaparte tant qu'il y aurait un ennemi armé dans son pays.

Alexandre joignit son armée à Wilna (1), et par son exemple encouragea ses sujets à

---

culté de reparaître si la fortune le permet. N'est-ce pas là la tête de l'hydre, l'Antée de la fable dont on ne saurait venir à bout qu'en le saisissant au corps et l'étouffant dans ses bras? Mais où trouver l'Hercule désormais? Il n'appartenait qu'à nous d'y prétendre, et nous l'avons tenté *gauchement*, il faut en convenir. » (*Mémorial*, tome VII, p. 207 et suiv.)

(1) Son premier soin fut de combler de récompenses les plus flatteuses le maréchal Kutusoff, décoré du glorieux surnom de *Smolenskoi* que l'empereur lui avait décerné avant de partir de Saint-Pétersbourg. Le maréchal reçut encore le grand-cordon de Saint-Georges; distinction d'autant plus éminente, dit M. Boutourlin, qu'à cette époque tous ceux qui l'a-

supporter les privations, le froid, la fatigue. Sa présence et son affabilité soutinrent l'enthousiasme de la nation russe, au moment où Napoléon, accablé de tant de malheurs, abandonnait au découragement ses malheureux soldats. Alexandre expédiait lui-même les ordres relatifs à la formation des hôpitaux, des ambulances; il s'occupait avec une ardeur infatigable de la réorganisation des corps décomposés par la guerre, et remplissait enfin de son ardeur conservatrice toutes les parties de son vaste empire.

La nation, touchée d'un si noble exemple, d'une si paternelle sollicitude, répondit par d'immenses sacrifices aux vœux de son souverain. Des contributions volontaires, en hommes, en argent, furent fournies par la noblesse : tout l'empire retentit de cris de triomphe, d'hymnes de reconnaissance, et

vaient eue du temps de l'impératrice Catherine étaient morts, et que depuis l'avénement de Paul Ier au trône elle n'avait été conférée à personne.

Le même jour, 12 décembre, l'empereur fit publier une amnistie générale pour tous les habitans des provinces polonaises russes qui, égarés par les insinuations et les promesses de l'ennemi, s'étaient permis des actes d'hostilité envers la Russie.

quand l'ennemi eut entièrement disparu de son territoire, elle se leva à son tour pour envahir le territoire de son ennemi.

Un essaim de cosaques chargés d'un butin immense, s'avança comme un torrent, des rivages du Don. On voyait chaque jour arriver, parmi les renforts, les adolescens, les vieillards et tout ce qui pouvait soutenir le poids d'une lance.

Cependant la diplomatie européenne se hâtait de profiter des malheurs de Napoléon, et ses douteux alliés abandonnaient sa fortune, frappée à mort dans le Nord et dans le Midi tout à la fois. Le général York, prussien, signait une convention de neutralité avec les Russes, et cette trahison empêchait Murat, à qui Napoléon avait laissé le commandement des restes de la Grande-Armée, de conserver la ligne du Niémen, et même de garder des positions derrière la Vistule. Bientôt la Pologne fut entièrement évacuée, et l'Allemagne, où tant d'espérances étaient soulevées, où tant de haines se fomentaient, allait redevenir le théâtre de la guerre, que lui rapportaient la fortune de la Russie, l'audace de Napoléon et le dévoûment jusque-là inébranlable des Français à la gloire de leur chef.

CHAPITRE XV.

(1813.)

Il était aisé de prévoir après les malheurs de la campagne de 1812, que les alliés de la France ne tarderaient pas à grossir le torrent ennemi qui s'avançait sur les traces d'une armée malheureuse. A la première nouvelle de ces désastres, les agens de l'Angleterre se hâtèrent de réunir les élémens d'une nouvelle coalition qui semblait devoir être la dernière, et dans laquelle cette puissance se présentait comme disposée à d'immenses sacrifices. La haute aristocratie de Vienne, constamment hostile à Napoléon, et ayant à sa tête l'ambassadeur anglais, lord Walpole, commençait la trame de cette lâche perfidie qui devait armer un souverain contre celui qu'il avait appelé son fils. Le monarque autrichien était entouré de tous les genres de sollicitations et de séductions. On lui montrait en perspective les provinces Illyriennes, la restauration de son ancienne suprématie en Allemagne, l'Italie tout entière, et dix millions

sterling de subsides. On promettait tout cela, et l'on assurait, pour étouffer les inquiétudes en même temps que l'on excitait les cupidités, que la France était à la veille d'une grande révolution.

C'est ici que Napoléon fut encore une fois dupe de ce qu'il a lui-même nommé ses sentimens *trop bourgeois*. Il n'ignora rien des intrigues de la cour de Vienne, mais il crut que les sentimens personnels de l'empereur François tiendraient en respect toutes les haines subalternes conjurées contre lui. Accoutumé à faire dominer sa pensée autour de soi, à communiquer son âme à tout ce qui l'entourait, à remplir exclusivement son cabinet, il crut qu'il en était de même des autres souverains. Les démarches par lesquelles l'Autriche s'empressa de prévenir des craintes que probablement elle-même n'eût jugées que très naturelles, achevèrent de le confirmer dans cette idée. En effet, dès qu'on sût à Vienne que Napoléon était de retour dans sa capitale, et qu'on le vit tenant encore une fois dans sa main l'immense faisceau des ressources de son empire, on dépêcha le général Bubna, pour donner les solennelles assurances de la plus inviolable fidélité. « Le

cabinet de Vienne, disait ce général, veut rester inébranlable dans son système. L'alliance est fondée sur les intérêts les plus naturels, les plus permanens, les plus essentiellement salutaires ; elle doit être éternelle comme les motifs qui l'ont fait naître. N'est-ce pas le cabinet autrichien lui-même qui l'a recherchée ? Si elle était à refaire, il la voudrait telle qu'elle est. Ce n'est pas la France, c'est la Russie que craint l'Autriche ; et si les Russes se refusaient à des propositions modérées, l'Autriche emploierait contre eux non seulement le corps auxiliaire stipulé par l'alliance, mais toutes les forces de la monarchie. L'empereur d'Autriche s'engage à n'agir que comme il conviendra à l'empereur Napoléon, à ne point faire un pas à son insu. »

D'après ces protestations, la médiation de l'Autriche ayant été acceptée, M. de Metternich entama une négociation avec l'empereur Alexandre, et Napoléon en attendait avec confiance le résultat, lorsque vint retentir à son oreille la nouvelle de la défection du général York, qui commandait une division prussienne servant d'arrière-garde au duc de Tarente sur le Niémen.

Le roi Murat, pressé de retourner à son

trône, ayant quitté l'armée à Posen, et remis le commandement au vice-roi, la retraite que précipitait son inconsidération fut ralentie et arrêtée par la sagesse et la fermeté de celui-ci. C'est dans ce moment que la défection des Prussiens devient générale, et que les négociations entre les Autrichiens et les Russes commencent ostensiblement. Ces derniers franchissent l'Oder, tandis que d'un autre côté ils entrent dans Varsovie.

Le vice-roi, après avoir fait volte-face un mois durant au poste que son dévoûment avait choisi, s'était vu forcé de se retirer devant les Russes et d'évacuer Berlin. Les armées de Wittgenstein et de Wintzingerode le suivaient à la trace, et il ne put s'arrêter que sur l'Elbe où se trouvaient de nombreux renforts. Mais en ce moment, la trahison du côté des Autrichiens était aussi consommée, car Schwartzenberg ne fuyait plus devant eux.

Cependant l'empereur d'Autriche ne cessait de faire à son gendre les protestations les plus amicales (1). « Nous voulons, disait M. de Metternich, être utiles à la France, car dans un autre temps la France pourra nous

(1) Manuscrit de 1813.

rendre le même service. La France nous a fait beaucoup de mal, mais il est de notre intérêt d'oublier le passé.... Notre alliance avec la France est tellement nécessaire, que si vous la rompiez aujourd'hui, nous vous proposerions demain de la rétablir absolument dans les mêmes conditions. Cette alliance n'a pas été le résultat d'une guerre, ni une condition de paix comme celle de Tilsitt; elle est le produit d'une réflexion mûre; et elle a été préparée par des rapprochemens successifs et spontanés. Posez donc en fait, et considérez comme une vérité incontestable que nous ne cherchons que votre bien; que nous ne redoutons plus la France, mais les Russes, dont vous-même, par vos concessions successives, avez augmenté la puissance. »

Le prince de Metternich, déployant dans cet entretien tout ce qu'il avait de ressources dans l'esprit pour convaincre le ministre français de la sincérité de sa cour, ajoutait (1) « qu'en demandant le rétablissement de la paix, et en intervenant dans l'attitude de la *médiation armée* entre la France et la Russie, l'Autriche n'était pourtant nullement dispo-

(1) *Correspondance de M. Otto.*

sée à favoriser cette dernière puissance, son *ennemie naturelle*. Que l'équilibre de l'Europe, dont plusieurs écrivains ont voulu démontrer depuis quelque temps l'inutilité, n'est nullement une chimère; qu'il est essentiellement fondé dans la nature des rapports d'intérêts entre les diverses nations, et qu'il sera toujours la base de leur politique; que d'un côté la France, l'Autriche et la Porte ottomane, de l'autre la Russie et l'Angleterre rempliront les bassins de cette balance; que malgré cet équilibre apparent, la France conservera toujours une prépondérance qui tient à sa position et à son inépuisable richesse; que cette prépondérance est un fait dont personne n'a pu douter même sous nos derniers rois, mais qu'elle est devenue un motif de jalousie, lorsque à la suite des succès les plus étonnans la France a paru vouloir l'établir en *droit;* que pendant cette marche victorieuse de nos armées, la Russie avait fait des pas de géant vers la domination, et qu'elle était arrivée à son but par les formes les plus insinuantes; qu'ayant acquis beaucoup plus de territoire que nous, elle avait si bien déguisé son ambition, que loin de la haïr, les peuples ont l'air de lui savoir gré de ses em-

piétemens; mais que la France *pacifiée* mettrait un terme à cette importance passagère des Russes, et qu'elle reprendrait tout l'ascendant que sa puissance, ses moyens pécuniaires et sa modération doivent lui garantir à jamais; enfin, que la paix seule sera pour la France et pour l'Autriche son alliée une conquête bien plus solide que ne pourraient l'être toutes celles d'une campagne heureuse. »

« Tels sont, ajoutait M. Otto, parfaitement convaincu de la sincérité de M. de Metternich, tels sont uniformément les principes et les vues de ce cabinet. » Ainsi la destinée de Napoléon était de perdre sur ce terrain de la déception et de l'intrigue, la supériorité qu'il avait sur les champs de bataille! L'habileté de ses négociateurs n'égalait pas la bravoure de ses soldats; ou peut-être ils y allaient avec la franchise et l'imprévoyance que pouvait inspirer l'étonnante fortune de leur maître; car l'illusion de son étoile n'était pas détruite, même après les malheurs de 1812.

Remarquons toutefois que M. de Metternich avait peu de peine à tromper, lorsqu'il disait tant de vérités pour établir un mensonge. Le mensonge, c'était de dire que l'Autriche n'avait pas d'autre pensée que de rester

médiatrice entre la Russie et la France, et, dans tous les cas, amie de celle-ci; mais les vérités étaient toutes les raisons par lesquelles il démontrait la possibilité et la nécessité d'un équilibre, pour prévenir les résultats de l'union de l'Angleterre avec la Russie, et de l'agrandissement illimité de cette dernière. La seule chose qui étonne, c'est que, dans la composition de son équilibre, le ministre autrichien ne disait pas un seul mot de la Prusse.

La Russie accepta la médiation de l'Autriche; mais avec des modifications qui prouvaient combien elle craignait de se compromettre avec l'Angleterre. Elle ne voulait traiter que de concert avec cette puissance : en conséquence, M. de Metternich avait envoyé M. de Weissemberg à Londres, pour employer les moyens les plus décisifs, et jusqu'à des menaces capables d'inquiéter l'Angleterre sur ses intérêts commerciaux.

Mais au fond la Russie était fort éloignée de vouloir terminer; et rien ne manifestait mieux sa secrète pensée, que d'entendre ses ministres demander des *garanties pour la paix*. Ici la bonne foi des négociateurs français s'arrêtait en chemin avec une sorte de sur-

prise : « Que veut dire la Russie ? demandaient-ils ; prélude-t-elle, par ces mots, à la convocation d'un congrès où les principales puissances de l'Europe conviendraient de l'établissement d'un état de choses permanent et sanctionné par chacune d'elles ? Mais la meilleure garantie de la Russie est dans sa position géographique, qui lui permet d'improviser des guerres et de se retirer quand bon lui semble. C'est plutôt contre elle que l'Autriche, la Turquie et l'Allemagne ont besoin d'une garantie, qui se trouvera soit dans la prépondérance de la France, soit dans un accord formel de conserver en commun les limites qui auront été fixées par le traité. » (1)

(1) *Correspondance de M. Otto.*

Pendant que le prince de Metternich amusait ainsi le ministre français, son parti était absolument pris ; et ce qui le prouve indubitablement, c'est une lettre que l'on a citée, écrite par l'empereur d'Autriche lui-même au roi de Prusse dès le mois de décembre 1812, et dans laquelle ce prince dit qu'il n'avait jamais cessé de porter le plus vif intérêt à la Prusse, et à ses efforts pour *secouer le joug qui lui avait été imposé* ; et il conseillait à S. M. de ne pas arrêter le noble élan qui l'avait porté à préparer les moyens nécessaires *pour seconder les efforts que l'empereur de Russie avait annoncés vouloir consacrer au soutien de l'indépendance*

Tandis que se poursuivait cette négociation fallacieuse et vaine, d'un autre côté, sans lenteur et sans préalable, M. de Nesselrode, au nom de son maître, concluait un traité avec le roi de Prusse. La déclaration de guerre de cette puissance suivit de près cet arrangement, et l'empereur Napoléon accepta cette défection comme un juste châtiment de la faute qu'il avait faite à Tilsitt.....

L'Allemagne entière se souleva : les princes allemands s'efforcèrent de donner à cette guerre le caractère d'une insurrection nationale. Ils invoquaient les souvenirs patriotiques; ils remontaient jusqu'à Witikind et Charlemagne. Le général Kutusoff n'avait rien à demander en ce genre à ses traditions historiques; mais ce qu'il y avait de commun et

---

de l'Europe. Ce jour même la détermination de S. M. I. de ne pas séparer ses intérêts de ceux de la Prusse ne pouvait être douteuse. Cette lettre de l'empereur d'Autriche est citée par M. de Metternich, écrivant en 1814 à M. de Hardenberg. (Voyez *Recueil de pièces officielles, par Schoell.*)

Ainsi, dès la fin de 1812, il y avait concert et accord entre les trois souverains, et dans les premiers jours de 1813 Napoléon comptait encore sur deux d'entre eux!

de remarquable dans les proclamations des uns et des autres, c'est le retentissement affecté des mots de patrie, de liberté, d'égalité, de fraternité, enfin de toutes les locutions dont l'ensemble caractérise l'idiome flétri et réprouvé sous le nom de style révolutionnaire, et dont les cabinets ne se servent que dans les grandes et pressantes nécessités.

La défection du général York et celle du général Massenbach, premier élan de l'explosion que méditait en Prusse un ressentiment national qui n'avait cessé de se fortifier et de s'aigrir depuis la journée d'Iéna, fut désavouée par le roi de Prusse. Il en parut indigné à la première nouvelle, et s'écria, dit-on : *Il y a de quoi prendre une attaque d'apoplexie!* paroles qui semblèrent une expression victorieuse de sincérité à l'envoyé français, lequel écrivit à Paris une lettre confidentielle apologétique de la conduite du roi de Prusse.

Que cette trahison fût spontanée, nationale et patriotique, ou commandée par le cabinet, ce que l'histoire n'a point encore éclairci ; ses suites furent terribles pour l'armée française ; elle fut obligée de se remettre en marche en arrivant sur le Niémen. Déjà il lui avait été interdit, par la fatale précipitation du roi de

Naples, de prendre le repos qui lui avait été promis dans Wilna, d'y profiter des immenses approvisionnemens que l'activité prévoyante du duc de Bassano y avait amassés.

Comme l'intensité du froid allait toujours croissant, les malheureux débris de l'armée française ne cessèrent pas de semer de ruines et de cadavres les chemins de leur retraite. L'armée russe elle-même était aussi vaincue par les fatigues et les souffrances; elle avait perdu un nombre d'hommes tel que plusieurs bataillons étaient réduits à moins de cinquante soldats. Les généraux Tchitchagoff et Kutusoff avaient été obligés de s'arrêter à Wilna; il n'y avait à la poursuite des Français que Platoff, les cosaques et les frimas.

Le roi de Prusse, en désavouant le général York, avait fait offrir à Napoléon de remplacer le contingent emporté par cette défection. Peu de jours après cette offre, il signa le traité de Kalisch avec l'empereur de Russie.

Comme tout paraît justifiable en politique, on a dit, pour légitimer la conduite de cette puissance, « qu'elle devait s'attendre depuis long-temps à être effacée par Napoléon de la liste des États européens, et que dans cette persuasion le gouvernement avait pris des

mesures propres à entraver l'exécution des desseins de son ennemi ». (1)

C'est à la fin de février que fut conclue cette alliance offensive et défensive dont le but immédiat et commun était la guerre contre Napoléon, mais la conséquence ultérieure la reconstruction de la monarchie prussienne. L'empereur de Russie s'engagea à fournir cent cinquante mille hommes, et la Prusse quatre-vingt mille, non compris les garnisons des places fortes. L'empereur de Russie promettait de ne pas poser les armes avant que la Prusse n'eût recouvré l'étendue de territoire et de puissance qu'elle possédait avant la guerre de 1806.

Il ne restait plus dans le Nord que la Suède à soulever contre la France. Par le traité de Pétersbourg du 24 mars 1812, conclu par Bernadotte, la Suède s'était engagée à prendre part à la guerre contre Napoléon, mais seulement après qu'on l'aurait mise en possession de la Norwége. L'Angleterre proposa une modification à cette base : elle consistait à ne donner la Norwége qu'après la guerre. Il était naturel qu'en voyant le nou-

(1) Frédéric Schoell.

veau prince de Suède prêt à trahir la cause de celui dont la fortune avait enfanté la sienne, on hésitât à le croire sincèrement ingrat, et que, dans la crainte d'un piége, on ne voulût pas livrer le salaire avant le service. On avait d'abord demandé que l'armée suédoise, transportée en Allemagne, opérât une diversion sur les derrières de l'armée française alors enfoncée en Russie; mais le prince royal allégua, pour rejeter ce plan, le défaut de positions militaires sur les côtes méridionales de la Baltique, et l'inévitable opposition de la Prusse, alors l'alliée de la France. A la fin de 1812, et après la catastrophe de Moscou, on demanda de nouveau à la Suède de concourir à la ruine de l'ennemi commun par une coopération positive aux derniers efforts de la campagne. Il ne s'agissait plus alors de faire une diversion sur les derrières d'une armée de trois cent mille hommes encore entière de force et de courage, mais d'écraser des débris, restes malheureux des lances des cosaques et de la fureur des élémens. Le traité de Stockholm, après quelques difficultés, fut conclu le 3 mars 1813; et l'Angleterre, qui tenait beaucoup à détacher la Suède de la France, et surtout du système continental, lui donna la

Guadeloupe, pour en faire une puissance intéressée au libre commerce des denrées proscrites.

Pendant le cours de ces négociations, l'armée de Silésie, commandée par le général Blücher, réunie au corps de Wintzingerode, et formant l'avant-garde des alliés, traversa la Lusace, et vint prendre position devant Dresde, tandis que Wittgenstein, débouchant par Berlin, s'avançait sur la rive droite et jusque sur le bas Elbe. La grande armée de Kutusoff arrivait presqu'en même temps. Le maréchal Davout, forcé de reculer devant les masses de l'ennemi, pour couvrir sa retraite, fit sauter le pont qui établissait la communication entre la vieille et la nouvelle ville. C'est alors que les dispositions hostiles des Saxons, déjà suffisamment attestées par l'enthousiasme avec lequel ils avaient accueilli les parlementaires de Wintzingerode, éclatèrent avec une sorte de fureur. Le roi de Saxe n'était déjà plus dans sa capitale, où jusqu'au dernier moment il avait noblement résisté à toutes les propositions par lesquelles les alliés avaient voulu l'entraîner dans la coalition.

Les armées étaient en présence; et, du côté des Français, on n'attendait plus pour prendre

l'offensive que la présence de l'empereur. « Parti de Saint-Cloud le 15 avril à une heure du matin, après avoir nommé l'archiduchesse Marie-Louise régente, il arrive à Mayence le 16 à minuit; à Erfurt, le 25; à Nauembourg sur la Sale, le 29; et dans la plaine de Lützen, le 1er mai.»

Napoléon se retrouvait à la tête d'une armée de deux cent cinquante mille hommes. Mais plus d'un quart de ses troupes se composait d'Allemands, Saxons, Westphaliens ou Bavarois, dont les dispositions étaient au moins douteuses. Tout le reste sorti de France était jeune, inexpérimenté, car les vieux soldats avaient péri, et la cavalerie surtout était faible.

Avant de quitter Paris, Napoléon avait envoyé à Vienne M. de Narbonne, en remplacement de M. Otto. Les dispositions que l'Autriche cachait encore sous un langage amical n'échappèrent point à la pénétration exercée du nouveau négociateur, et M. de Metternich eut au moins, au lieu d'une victime, un adversaire. Déjà à Paris la franchise plus militaire que diplomatique du prince de Schwartzenberg avait laissé comprendre que ce mariage, que l'on regardait comme une garantie de la fidélité de l'Autriche, n'ayant été

qu'un résultat forcé des circonstances de 1809, la politique d'aujourd'hui pourrait défaire ce qu'avait fait la politique d'alors. Les renseignemens que l'empereur trouvait en entrant à Dresde concouraient, avec les lettres de M. de Narbonne, à lui montrer son beau-père à demi entraîné par la coalition : le roi de Saxe était rentré dans sa capitale convaincu qu'il ne fallait plus compter sur lui; enfin, la certitude complète de la perfidie du cabinet autrichien fut puisée dans des lettres de M. de Stackelberg, ministre russe, écrites de Vienne à sa cour, et qui furent interceptées par la police de l'armée.

Cependant, après la victoire imprévue de Lützen, la surprise et la peur avaient rendu sa vivacité première au langage de l'amitié; M. de Bubna était venu au quartier-général renouveler les protestations de sa cour, et il avait remis une lettre autographe de son maître, dans laquelle l'empereur d'Autriche disait à son gendre : ....« Le médiateur est l'ami de « votre majesté.... Il s'agit d'asseoir sur des « bases inébranlables votre dynastie dont « l'existence s'est confondue avec la mienne. »

M. de Bubna modifiait toutefois la lettre en avouant que la médiation n'était plus ab-

solument désintéressée, et que l'Autriche subordonnait ses projets de pacification à des prétentions purement personnelles : c'est-à-dire qu'elle se disposait à exiger de la France tout ce que lui promettait la Russie pour prix de sa défection. L'empereur Napoléon exprima de nouveau, en répondant à son beau-père, son désir de la paix, et demanda seulement qu'on ne songeât pas à lui dicter des conditions, lorsqu'il s'abstenait lui-même de se prévaloir de sa victoire.

Les journées de Bautzen et de Wurtchen vinrent bientôt renforcer l'autorité de cette modération extraordinaire, tandis que les alliés forcés à la retraite repassaient l'Elbe avec précipitation. La jeune armée de Napoléon avait comblé son attente ; mais comme si la fortune eût voulu lui faire payer chèrement ces nouveaux prodiges du courage et du dévoûment des Français, il voyait tomber autour de lui ses vieux compagnons de gloire qu'avait jusque-là respectés le boulet ennemi ; et livré à un pressentiment funeste, il disait à Duroc, le jour de la bataille de Wurtchen : « La fortune nous en veut bien aujourd'hui ». Duroc fut tué peu d'instans après. Bessières, autre intrépide *dévoué* de l'empereur, venait

de périr. La perte éprouvée par l'armée était d'ailleurs immense; profondément attristé de ces victoires sanglantes, et peut-être découragé lui-même par cette lassitude de la guerre, qu'au sein même du triomphe ses généraux, regrettant les délices de Paris, ne dissimulaient plus, Napoléon prit le rôle qu'aurait pu lui imposer une défaite, et proposa un armistice. Cependant M. de Caulaincourt s'étant présenté aux avant-postes russes, il lui fut répondu par Alexandre, d'après un plan concerté dans une conférence à laquelle assistèrent les trois souverains, que S. M. l'empereur de Russie était prêt à recevoir M. de Caulaincourt en présence des représentans de ses alliés, l'Autriche, la Prusse, la Grande-Bretagne et la Suède : M. de Caulaincourt se retira. Cette réponse avait été faite après la bataille de Bautzen; mais celle de Wurtchen assouplit la fierté qui l'avait dictée, et le lendemain le général russe Schouvaloff et le général prussien Kleist se présentèrent à leur tour aux avant-postes français, où ils furent reçus sans difficulté; l'armistice de Poischwitz ou Plesswits fut conclu, et l'éternelle négociation recommença.

L'armistice fut une grande faute de Napo-

léon. Il arrêta l'élan de son armée victorieuse, il donna à l'armée russe le temps de se renforcer de plus de soixante mille hommes de réserves que Beningsen tenait prêtes sur les frontières de la Pologne russe, et il favorisa le débarquement à Stralsund de vingt-cinq mille hommes que la Suède avait promis de joindre à l'armée des alliés.

Cependant se dissipaient les brillantes espérances avec lesquelles les alliés étaient entrés en campagne. L'ennemi, maître de la Silésie entière, avait son quartier-général à Breslau, et Hambourg lui avait rouvert ses portes. La conclusion de l'armistice, qui causait une vive satisfaction du côté des Français, augmentait les inquiétudes des peuples allemands, qui, mieux instruits de la pensée de leurs chefs, n'y voyaient qu'un moyen de prolonger la guerre. Tandis qu'arrivaient à flots pressés les réserves russes, l'Autriche continuait ses armemens et prenait toutes les mesures possibles pour restaurer ses finances et recréer ses ressources.

Quatre jours après l'armistice, M. de Bubna revint à Dresde avec une modification aux bases de la première négociation, qui consistait à ne plus envisager la pacification que

comme un arrangement continental, parce que la mission de M. de Weissemberg à Londres avait été sans aucune espèce de succès, et que le ministère britannique ne voulait en aucune façon s'engager à poser les armes. L'Autriche prétendait d'ailleurs que ses fonctions de puissance médiatrice l'affranchissaient de certaines stipulations secrètes de son traité d'alliance avec la France, du 14 mars 1812, et refusait de s'expliquer sur la manière dont elle prétendait suppléer à l'objet de ces secrètes stipulations. Cette réserve faite au traité d'alliance, et le refus de s'expliquer sur les limites de la réserve, étaient un aveu suffisant pour déraciner enfin toutes les espérances de Napoléon. Pour trancher le nœud de ces difficultés sans cesse renaissantes, il offrit de déchirer franchement et complétement le traité que l'on voulait paralyser dans ses conséquences les plus importantes pour lui, puisque c'étaient celles qui l'assuraient des secours de l'Autriche dans le cas du non-succès de la médiation et de la continuation de la guerre.

M. de Metternich fut forcé d'abandonner son astucieuse *réserve* au sujet des articles se-

crets du traité d'alliance (1). L'alliance pour le moment demeura entière; la médiation alla son train, et l'on négocia pour la paix simplement continentale. C'est alors qu'il fut question du congrès de Prague.

Les plénipotentiaires à ce congrès furent : de la part de la Russie, le baron d'*Anstett*; de la part de la Prusse, le baron de Humboldt; et de celle de la France, MM. de Caulaincourt et de Narbonne.

Le congrès de Prague, de même que l'armistice, n'avait été accepté par les alliés que comme un nouveau moyen de gagner le temps dont on avait besoin pour voir effectuer en Espagne la diversion promise par l'Angleterre,

(1) M. de Metternich était venu à Dresde, où il eut avec l'empereur Napoléon une conférence longue et très intéressante, rapportée en détail dans l'excellent ouvrage de M. Fain (manuscrit de 1814). C'est à la suite de cette conversation, qui fut très vive et même un peu orageuse, que Napoléon dit à M. de Metternich : *Combien l'Angleterre vous donne-t-elle pour me faire la guerre?* Mais cette phrase, qui prononcée isolément et de sang-froid eût été hors de toute mesure, était plus que préparée par la chaleur et l'abondance de celles qui la précédaient. Cependant M. de Metternich changea de couleur; mais il garda le silence.

et probablement aussi pour mûrir en France les nouveaux complots dont les germes étaient dès-lors semés. D'abord l'ouverture du congrès fut renvoyée, à cause du retard des ministres de Prusse et de Russie. Le choix de ce dernier, qui était M. d'Anstett, semblait déjà peu propre à inspirer quelque confiance dans les intentions d'Alexandre, parce que M. d'Anstett, né français et devenu russe, avait constamment été employé dans des intrigues contraires aux intérêts et à l'honneur de son pays. Malgré cette grave inconvenance, le désir de la paix et les ordres formels de Napoléon auraient engagé les plénipotentiaires français à passer outre, si les difficultés suscitées par leurs adversaires, sur la forme à adopter dans les discussions, sur la question de savoir si elles auraient lieu verbalement ou par écrit, ne leur eussent fait perdre tout espoir d'aborder le sujet essentiel de la négociation. Les conférences se succédant ainsi à Reichenbach et à Trachenberg, sur des questions purement préparatoires, reculaient d'autant plus l'ouverture du congrès. En attendant, l'Autriche élaborait avec les alliés toutes les conditions de son accession à la coalition nouvelle. Lorsque enfin elle se crut en mesure de

jeter le masque, M. de Metternich, dont le langage n'avait pas cessé jusque-là d'être pourvu des accoutumées *protestations*, et qui parlait encore d'inviolable attachement et d'alliance indissoluble, en faisant passer aux recrues de la Silésie des fusils qui devaient bientôt tirer sur les Français; M. de Metternich, d'accord avec les ministres russes, proposa les nouvelles bases de négociation : ces bases, qui n'étaient rien moins que la demande de tout ce qu'on aurait pu exiger après d'éclatantes victoires (1), furent acceptées par Napoléon; mais les retards, les arguties, les récriminations, tout ce que la mauvaise foi pouvait imaginer de moyens dilatoires, avait

---

(1) Voici ces bases : « La dissolution du duché de Varsovie, qui serait partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse (Dantzick à la Prusse).

« Le rétablissement des villes de Hambourg et de Lubeck dans leur indépendance.

« La reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe.

« La cession à l'Autriche de toutes les provinces Illyriennes, y compris Trieste; et la garantie réciproque que l'état des puissances, grandes et petites, tel qu'il se trouverait fixé par la paix, ne pourrait plus être changé ni altéré que d'un commun accord. »

été mis en usage pour que la réponse de Napoléon ne pût parvenir à Prague que le lendemain du jour de l'expiration de l'armistice; et alors on répondit qu'il était trop tard, bien que par l'effet des positions respectives des troupes deux jours d'intervalle dussent s'écouler encore avant la reprise des hostilités.

Ainsi, le congrès de Prague à peine ouvert fut rompu, et aux subtilités diplomatiques succédèrent de nouveau les coups de canon.

Enfin l'Autriche cessa d'être médiatrice pour devenir une seconde fois ennemie, et proclama son changement de rôle en des termes qui n'ôtaient rien à l'odieux de sa défection. « Les alliés et l'Autriche, disait-elle « dans sa déclaration, étaient déjà réunis de « principes avant que les traités eussent dé- « claré leur union. »

L'ascendant de la Russie sur les destinées de l'Allemagne se manifeste dans ces négociations, où le cabinet autrichien fut le bras, et celui de Saint-Pétersbourg la tête. Nous verrons bientôt les rôles intervertis.

L'accession de l'Autriche à la grande ligue, en augmentant le nombre des combattans, servit encore la cause des alliés, en leur permettant d'établir leur plan de campagne sur

un terrain plus vaste et plus favorable que celui qu'ils avaient jusque-là occupé (1). Dès ce moment il leur fut possible de prendre l'offensive, et en portant leurs principales forces en Bohême, de tourner la base des opérations de l'armée ennemie.

Diverses négociations avaient eu lieu pendant la durée de l'armistice. L'Angleterre, au comble de ses vœux par la formation d'une coalition nouvelle, n'avait pas marchandé à la Prusse le prix de sa défection. Cette puissance devait recevoir (par le traité de Reichenbach du 15 juin) un subside de 666,666 livres sterling, pour l'entretien de quatre-vingt mille hommes. Il lui était en outre promis, par un article secret, que l'Angleterre, dans le cas du succès des armes alliées, insisterait pour le rétablissement de

(1) Jusqu'alors les places de l'Oder, mais surtout celles de l'Elbe, Hambourg, Magdebourg, Wittemberg, Torgau et Dresde, avaient formé la base fortifiée des opérations militaires de Napoléon. Cet avantage cessa aussitôt que les alliés furent maîtres de la Bohême, qui en s'étendant à l'ouest présente un angle rentrant dans le théâtre de la guerre, d'où l'on peut diriger les manœuvres sur l'une ou l'autre rive de l'Elbe.

la Prusse dans les proportions territoriales qu'elle avait avant 1806.

Par un traité qui fut simultanément signé avec la Grande-Bretagne, il était également convenu que cette puissance paierait à la Russie la somme de 1,333,334 livres sterling, pour l'entretien de cent soixante mille hommes de toutes armes, jusqu'au 1er janvier 1814. Ainsi le ministère russe avait jugé prudent de revenir sur la trop généreuse détermination qu'il avait prise, au commencement de la campagne, de continuer la guerre sans demander des subsides à la trésorerie générale de la coalition.

Indépendamment de ces prestations pécuniaires de l'Angleterre, il fut créé un surcroît de ressources par la création de 5,000,000 liv. sterl. d'un papier monnaie, dit argent fédératif, et qui fut garanti par les trois puissances.

Le gouvernement anglais se réservait la faculté d'employer la flotte russe dans les mers de l'Europe, selon qu'elle le jugerait convenable, pour les opérations contre l'ennemi commun. Enfin les parties contractantes s'engageaient à ne pas négocier avec cet ennemi commun. (1)

---

(1) Ce sont les dispositions principales seulement

Quant à l'Autriche, elle était en mesure avec les alliés, même avant la rupture du congrès de Prague; de sorte qu'à Tœplitz il ne fut plus question que de convertir en alliance définitive l'alliance *provisionnelle* qui existait déjà.

La triple alliance de Tœplitz fut le résultat des affaires malheureuses de Gros-Beeren, de la Katzbach et de Kulm : triste et funeste compensation de la victoire de Dresde, par laquelle s'était si glorieusement ouverte cette campagne. (1)

L'empereur de Russie, le roi de Prusse et le prince royal de Suède, Bernadotte, avec les plénipotentiaires d'Autriche et d'Angleterre, s'étaient réunis à Trachenberg en Silé-

---

de ces traités. Ils furent négociés par MM. de Nesselrode et Anstestt pour la Russie, lord Cathcart et sir Charles Stuart pour l'Angleterre, et de Hardenberg pour la Prusse.

(1) J'ai eu ici pour guides, indépendamment de l'estimable ouvrage de M. Fain, où le tableau des malheurs de cette campagne est si dramatiquement présenté, les ouvrages de MM. de Plotho et de Boutourlin, tous deux russes, témoins et historiens des mêmes événemens, ainsi que celui du major d'Odeleben, saxon.

sie, afin de concerter le plan des opérations militaires que l'inutile congrès de Prague ne devait suspendre que quelques jours. Les forces des alliés s'élevaient à huit cent mille hommes, et cette force immense était distribuée ainsi qu'il suit :

Les sept huitièmes de ce total formaient onze armées combattantes, savoir : 1°. *L'armée de Bohême*, commandée par le feld-maréchal prince de Schwartzenberg, et formée de corps autrichiens, russes et prussiens. Les premiers se composaient des troupes du prince Maurice de Lichtenstein, du comte de Bubna, du prince héréditaire de Hesse-Hombourg, des comtes Giulay et Klenau. Les troupes russo-prussiennes, c'est-à-dire le corps russe du comte de Wittgenstein, le corps prussien du général Kleist et les réserves du grand-duc Constantin étaient sous les ordres de Barclay de Tolly. L'armée de Bohême se montait à deux cent trente-sept mille sept cents hommes, ayant six cent quatre-vingt-dix-huit canons.

2°. *L'armée du Nord*, composée de l'armée suédoise du comte de Stedingk, du corps russe du baron de Wintzingerode, des deux corps prussiens de Bulow et Tauenzien (ces

derniers principalement occupés du blocus des forteresses), et du corps détaché du comte de Walmoden, était sous le commandement en chef du prince royal de Suède. Elle se montait à cent cinquante-quatre mille hommes, ayant trois cent quatre-vingt-sept canons.

3°. *L'armée de Silésie*, sous les ordres du général Blücher, forte de quatre-vingt-quinze mille hommes ayant trois cent cinquante-six canons, se composait des trois corps russes du comte de Langeron, du baron de Sacken, du comte de Saint-Priest, et du corps prussien de Kleist.

4°. *L'armée autrichienne sur les frontières de la Bavière*, de vingt-quatre mille sept cent cinquante hommes, avec quarante-deux canons, était commandée par le prince Reuss de Plauen.

5°. *L'armée autrichienne en Italie*, sous les ordres du baron de Hiller, comptait cinquante mille hommes, et avait cent vingt canons.

6°. *L'armée de réserve autrichienne* s'assemblait entre Vienne et Presbourg, sous la direction du duc Ferdinand de Wurtemberg : elle fut portée à soixante mille hommes.

7°. *L'armée de réserve russe en Pologne*,

commandée par le baron de Beningsen, était de cinquante-sept mille trois cent vingt-neuf hommes, avec cent quatre-vingt-dix-huit canons. Nous ne comptons pas une seconde armée russe qui ne sortit pas de la Pologne. De toute cette masse de sept cent onze mille trois cent quatre-vingt-trois hommes, cent quatre-vingt-douze mille étaient occupés à des siéges ou blocus. Il faut observer 1°. que les trois grandes armées étaient organisées de manière que les troupes d'aucune nation alliée ne se trouvaient isolées; 2°. que quoique la Russie eût le mérite d'avoir brisé seule la puissance de Bonaparte, et qu'elle formât encore plus du quart des forces combinées, elle avait néanmoins renoncé au droit de donner un général en chef aux armées de la coalition.

CHAPITRE XVI.

(1813 ET 1814.)

Quatre-vingt-dix mille Prusso-Russes, commandés par Barclay de Tolly, étaient entrés en Bohême dans les premiers jours du mois d'août et se dirigeaient sur la Saxe. L'Autriche avait livré les passages; elle n'avait pas attendu l'expiration du congrès de Prague pour commencer de véritables hostilités. Dès le 10, le mouvement des alliés avait eu pour but d'opérer leur jonction avec l'armée autrichienne.

Napoléon ouvrit sa campagne trop tard de cinq ou six jours. Il ne se mit en marche que le 16 pour s'enfoncer en Silésie, joindre Blücher et l'empêcher de se réunir aux Autrichiens.

Dès que les alliés furent instruits que la présence de l'empereur français ne protégeait plus la capitale de ce royaume, ils conçurent l'espoir de surprendre cette ville par une marche rapide qu'ils effectuèrent en deux colonnes. Napoléon, n'ayant pu rencontrer Blü-

cher qui avait habilement évité la bataille, se hâta de retourner sur ses pas pour secourir Dresde. Il avait laissé dans cette ville le maréchal Saint-Cyr avec le quatrième corps. Mais quand les masses immenses des alliés furent arrivées sur les collines qui dominent la plaine de Dresde, ces moyens de défense, dont l'insuffisance était si visible, n'empêchèrent pas la consternation et la terreur de se répandre parmi les habitans.

Lorsque Napoléon reparut, suivi de l'élite de son armée, la confiance et l'allégresse ranimèrent tous les cœurs. Un seul homme servait de contrepoids à ces menaçans et nombreux bataillons qui apportaient le ravage et la mort. La valeur française, exaltée par les sentimens dont elle était l'objet, redoubla ses prodiges accoutumés sous les yeux d'un chef sublime. La soif de vaincre et le mépris de la mort firent arriver les plus jeunes soldats aux dernières limites de la bravoure; l'ennemi fut écrasé, chassé de toutes les positions, et l'empereur entouré de longues acclamations rentra à la fin de cette sanglante journée dans la capitale qu'il venait de sauver.

Mais cette sanglante journée ne fut que la première; la bataille de Dresde en eut trois

qui furent trois victoires, et la dernière de ces journées fut remarquable par un incident qui semblait imprimer encore une fois au bonheur de Napoléon le sceau d'une mystérieuse fatalité. Moreau, le général Moreau, son ancien rival de gloire militaire, venu d'Amérique pour combattre contre lui, fut blessé à mort d'un boulet de canon parti des batteries françaises.

C'est à la suite d'une détermination prise avec le roi de Suède, dans l'entrevue d'Abo, que l'empereur Alexandre avait écrit à Moreau pour l'engager à venir fortifier la coalition, du secours de son expérience militaire. Le nom de Moreau avait été cher jadis aux soldats français; et peut-être s'était-on flatté qu'en cas de malheur pour Napoléon, ce nom pouvait servir d'excuse à des trahisons nouvelles. (1)

---

(1) « Il était peut-être impolitique, sous plusieurs rapports, d'appeler le général Moreau dans les armées combinées, et de le présenter aux armées françaises placé dans les rangs de leurs ennemis. C'était mal connaître le caractère français et l'esprit de l'armée; c'était compromettre, sans aucun résultat d'utilité possible ni même probable, la gloire, l'influence, la vie d'un homme précieux, dont on aurait pu tirer plus tard un

Moreau, dit l'auteur d'un ouvrage sur les derniers momens de ce général (1), céda aux désirs de S. M. l'empereur de Russie; il céda sans condition, se fiant entièrement à ce souverain, dont il connaissait, disait-il, le cœur magnanime et généreux; il refusa toutes les offres qui lui furent faites par le ministre de S. M. I. aux États-Unis, et ne voulut faire aucune stipulation préliminaire.

A son arrivée en Suède, Moreau avait été accueilli par le prince royal avec l'empressement le plus vif. Il était à dîner chez le commandant, lorsqu'on lui annonça l'arrivée du prince royal. Il vola au-devant de lui; mais aussitôt que le prince l'eut aperçu, il s'élança de sa voiture, le pressa dans ses bras, en lui prodiguant les expressions de l'amitié la plus vive. Vivacité que les témoins de cette scène purent expliquer ou par les souvenirs de l'ancienne fraternité militaire des deux Français, ou par l'excuse qu'ils se prêtaient l'un à

---

grand parti dans d'autres circonstances. » (*Le Conservateur de l'Europe*, *Paris*, 1815.)

(1) *Détails sur le général Moreau et ses derniers momens*, avec une notice biographique; par Paul de Svinine. Paris, 1814.



l'autre dans la situation équivoque où leur haine pour Napoléon venait de les placer.

A peine arrivé au quartier-général des alliés, Moreau, dont la présence était pour ceux-ci le sujet d'une grande joie, fut atteint du coup qui devait leur ravir ses conseils. Il fut frappé presque à côté de l'empereur Alexandre, qu'il avait accompagné sur le champ de bataille, et à qui il communiquait en ce moment quelques observations. L'empereur, profondément ému de cet événement, se hâta de prodiguer lui-même des secours et des consolations à l'illustre transfuge qui mourait pour lui. Mais tout fut inutile : transporté dans la petite ville de Lahn en Bohême, ce général, après avoir supporté l'amputation des deux jambes que le boulet lui avait fracassées, mourut avec calme et fermeté. Il écrivit avant de mourir à l'empereur Alexandre : « Sire, je descends « au tombeau avec les mêmes sentimens d'ad« miration, de respect et de dévoûment que « Votre Majesté m'avait inspirés dès le pre« mier moment de notre entrevue..... » Ici la mort arrêta sa main. L'empereur Alexandre se hâta d'écrire à la veuve du général, femme distinguée, partageant les opinions de son mari, et d'autant plus à plaindre dans

cette circonstance, que ses conseils et ses sollicitations avaient peut-être engagé Moreau à sortir de sa retraite pour venir combattre ces Français avec lesquels il avait autrefois vaincu. Cette lettre, tout empreinte d'une bienveillance affectueuse et pleine de délicatesse, est l'un des traits de la vie d'Alexandre qui méritent de trouver place ici.

« Madame, lorsque le malheur affreux qui « atteignit le général Moreau à mes côtés me « priva des lumières et de l'expérience de ce « grand homme, je concevais l'espoir qu'on « réussirait, par un traitement soigneux, à le « conserver à sa famille et à mon amitié. La « Providence en a autrement ordonné. Il « est mort comme il a vécu, avec l'énergie « d'une âme forte et constante. Il n'existe « pour les grandes souffrances de la vie qu'un « seul remède, c'est d'y voir prendre part « les autres. En Russie vous trouverez, ma- « dame, partout ces sentimens; et s'il vous « convenait de vous y fixer, je chercherais « tous les moyens d'embellir la vie d'une per- « sonne à laquelle je me fais un devoir sacré « d'offrir des consolations et un soutien. Je « vous prie, madame, d'y compter irrévoca- « blement, de me faire connaître toutes les

« circonstances où je pourrai vous être utile,
« et de m'écrire toujours directement; ce
« sera pour moi un bonheur de prévenir vos
« vœux. L'amitié que j'ai assurée à votre
« époux s'étend au-delà du tombeau, et je
« n'ai d'autre moyen de m'acquitter, au moins
« en partie, de ma dette envers lui, qu'en fai-
« sant quelque bien à sa famille.

« Recevez, madame, dans ces circonstances
« tristes et cruelles, ces témoignages d'amitié
« et l'assurance de mon vif intérêt.

« ALEXANDRE. »

Revenons aux résultats généraux de la campagne : ils étaient immenses, la ligue des rois était encore une fois rompue et anéantie. Leurs généraux et leurs soldats, quittant les plaines de Dresde dans toute la confusion de la retraite la plus malheureuse, étaient accablés de fatigues, de dégoûts et de désespoir. Trois fautes et trois échecs simultanés des lieutenans de Napoléon changèrent en cris de joie la désolation qui commençait à se répandre dans la Bohême.

Le maréchal Oudinot, à qui Napoléon avait donné l'ordre le plus précis de marcher sur Berlin aussitôt après l'expiration de l'armistice, et de s'emparer de cette capitale, après s'être

mis en mouvement perdit trois jours à Baruth. Cette inaction devint funeste au succès de son opération, en donnant au prince royal de Suède le temps de concentrer ses forces entre Spandau et Berlin, et de couvrir par conséquent la dernière de ces villes. Lorsque le duc de Reggio attaqua, il n'était plus temps; et malgré quelques succès partiels obtenus par les généraux commandant sous ses ordres, il fut définitivement battu à Gros-Beeren, et après une perte considérable forcé à la retraite. « Oudinot échoua parce que ses dispositions « étaient en opposition avec les vrais principes « de l'art. La direction divergente que de Trebbin il donna à ses trois corps sur Blankelfeld, « Gros-Beeren et Ahrendorf, ne pouvait « manquer de les faire battre en détail. » (1)

Le duc de Tarente, qui avait été chargé de continuer la poursuite de Blücher lorsque l'empereur quitta la Silésie et rentra en Saxe pour secourir Dresde, perdit également-

(1) M. de Boutourlin, *Histoire de la Campagne de* 1813. Cet officier distingué, dont la critique paraît aussi impartiale qu'elle est éclairée, prétend que le prince royal aurait pu tirer un parti encore meilleur des fautes du duc de Reggio.

ment du temps; et Blücher, comprenant que Napoléon avait été forcé par le mouvement de Schwartzenberg sur Dresde d'abandonner ses traces, revint sur ses pas et reprit l'offensive. Les diverses divisions de l'armée de Silésie ne purent à temps se remettre en ligne, et le onzième corps abandonné à lui-même, ayant à lutter contre les forces réunies de Sacken et d'York, essuya une défaite complète dans les plaines qui s'étendent entre Walstadt et la Katzbach.

Le malheur de Vandamme et la défaite de Kulm furent encore plus considérables et plus désastreux.

Les alliés, battus sous les murs de Dresde, s'étaient donné pour rendez-vous général la ville de Tœplitz, et toutes les colonnes ennemies éparses dans les montagnes étaient en marche sur divers points pour déboucher dans la vallée où cette ville est située. Le général Vandamme occupait, dans la direction de la route de Prague, la position la plus favorable pour gêner la retraite de l'ennemi, et l'empereur comptait sur ses succès. Il avait en effet commencé par en obtenir de très remarquables; mais, trop séduit par l'espoir de quelque fait d'armes éclatant, il abandonna

une excellente position pour descendre dans la vallée profonde de Tœplitz et tenter un coup de main contre cette ville. Ce plan audacieux pouvait, s'il eût été plus exécutable, avoir des résultats immenses, en coupant la retraite à une armée de deux cent mille hommes engagée dans des défilés.

Mais la témérité de Vandamme, peut-être plus suggérée par des vues d'ambition personnelle que par un généreux dévoûment, ne fut pas justifiée par ses résultats. Laissons ici parler un moment le digne et éloquent historien de la campagne de 1813. (1)

« A l'approche de Vandamme, le dépôt

(1) L'historien russe que nous avons déjà eu occasion de citer, et dont une grande loyauté est un des mérites éminens, se montre encore plus sévère à l'égard du général Vandamme. « Ce général, dit-il, ne peut « accuser de sa défaite que son imprévoyance et son « opiniâtreté. On ne lui reproche point d'être descendu « des montagnes dans la journée du 27; l'occupation « de Tœplitz pouvait avoir des suites si heureuses, « qu'il était naturel qu'il cherchât à s'en emparer. Mais « les Russes s'étant maintenus dans leurs positions, « rien ne l'excuse de n'avoir pas employé la nuit du 29 « au 30 à se replier sur Peterswalde. Il devait présumer « que le lendemain il aurait sur les bras la masse qui « allait se former à Tœplitz. »

du grand quartier-général allemand et celui du corps diplomatique, les cabinets des souverains alliés, et une foule de grands personnages qui s'étaient entassés à Tœplitz, avaient pris la fuite, les uns du côté de Dutch, les autres du côté de Lahn. Déjà l'avant-garde française n'était plus qu'à une demi-lieue, lorsque l'ennemi, cessant tout à coup de plier, avait opposé la plus vigoureuse résistance.

« Le comte Ostermann, commandant les grenadiers de la garde russe, s'était placé à travers le chemin. Il avait ordre d'arrêter Vandamme à tout prix. L'armée des alliés descendait alors sur Tœplitz par tous les ravins de la montagne. Sa position était critique. Si Vandamme arrivait avant elle, le sort de plusieurs colonnes était compromis; mais quelques heures de délai pouvaient tout sauver. Ostermann et ses grenadiers avaient compris ce que le salut commun exigeait d'eux. Ils s'étaient montrés dignes d'occuper le poste du péril, et le vallon de Tœplitz était devenu leurs Thermopyles. L'élite de la garde russe s'y était fait tuer : Ostermann avait eu un bras emporté; mais Vandamme n'avait pu forcer le passage.

« Cependant Vandamme, une fois engagé,

avait appelé successivement toutes ses forces à son secours. Les sommets de Peterswalde avaient été dégarnis, et le premier corps avait fini par se trouver tout entier entre Kulm et Tœplitz, au pied du Geyersberg. Il était trop tard. Ostermann avait gagné le temps nécessaire; déjà Barclay de Tolly était accouru à son aide avec les premières colonnes arrivées. Schwartzenberg n'avait pas tardé à lui en envoyer de nouvelles; Vandamme, forcé de se retirer sur Kulm le 29 au soir, avait pris position entre les villages de Karwitz et de Pisten.

« Son entreprise sur Tœplitz était manquée; il pouvait y renoncer, et profiter encore de la nuit pour remonter avec toutes ses troupes à Peterswalde. Le conseil lui en avait été donné; mais sa malheureuse étoile l'avait emporté : il s'était décidé à se maintenir dans la position qu'il venait de prendre. Peut-être devait-il croire que l'armée ennemie, poursuivie pendant quatre jours de suite dans les vallées inhospitalières de l'Ertzebirge, ne pourrait en sortir que dans le plus grand désordre : il devait du moins s'attendre à voir les colonnes françaises, non moins actives que les vaincus, arriver assez tôt sur leurs pas pour les empê-

cher de se rallier contre lui. Il n'en a pas été ainsi.

« Le 30 au matin, ce n'est pas seulement l'ennemi de la veille, ce sont toutes les troupes de Schwartzenberg et de Barclay de Tolly qui sont tombées en bon ordre sur Vandamme. On avait tourné sa gauche, d'autres colonnes l'avaient débordé jusqu'à Arbeseau pour lui couper toute retraite; il s'était vu environné par plus de quatre-vingt mille hommes : pas un de ses quinze mille compagnons ne semblait devoir échapper; mais l'intrépidité supplée à tout : nos Français avaient fini par triompher du nombre et des dangers. Vandamme, après avoir soutenu, pendant toute la matinée du 30, les efforts de cette nuée d'ennemis, se retirait sans être entamé, évacuait Kulm, et se disposait, vers deux heures, à remonter à sa première position, lorsque tout à coup un nouvel ennemi apparaissant sur la montagne, et saisissant tous les défilés en arrière, lui avait barré le chemin de Peterswalde.

« Ce nouvel ennemi, c'était l'armée prussienne de Kleist, échappant au maréchal Saint-Cyr, débouchant par les bois de Schonwalde, se glissant à travers le vallon de Telnits, heu-

reuse d'avoir ainsi tourné la position de Peterswalde, et se hâtant de descendre sur la chaussée de Prague, avec tout l'empressement d'une foule qui se sauve de sa perte par un passage inespéré.

« Si Vandamme se fût trouvé à Peterswalde, Kleist et tous ses Prussiens étaient pris. Mais Kleist maître de cette hauteur, au pied de laquelle était Vandamme, c'était ce dernier qui devait être accablé. Cependant les Prussiens, à la vue des Français qui remontaient à leur rencontre, s'étaient crus de nouveau perdus : ils avaient hésité un moment. Les Français, au contraire, apercevant les Prussiens, s'étaient aussitôt élancés sur eux : Corbineau était à leur tête. Rien n'avait pu soutenir leur choc. Passant sur le corps de l'avant-garde ennemie, ils avaient tout culbuté, tout entraîné; et, prodige de fureur aussi-bien que d'audace, ils avaient enlevé aux Prussiens jusqu'à leur artillerie. Cependant les Prussiens, refoulés sur eux-mêmes, s'étaient ralliés, et la mêlée la plus épouvantable avait recommencé.

« Qu'on se figure une chaussée étroite, encaissée sur le flanc des montagnes, et, dans ce creux, deux colonnes, dont l'une monte et

l'autre descend, qui se rencontrent, s'arrêtent d'abord par leur masse, se foulent, se brisent au second choc, et finissent par se faire un passage l'une à travers l'autre. La confusion et le tumulte sont au comble; chacun combat corps à corps, mais ce n'est plus pour vaincre, c'est pour passer. On se culbute plutôt qu'on ne se tue : généraux, officiers et soldats, tout est pêle-mêle. Ici Vandamme est entraîné par les Prussiens, là c'est Kleist dont les Français viennent de se saisir : ils sont pris et repris; Kleist est enfin délivré par les siens : on assurait dans les premiers momens que Kleist et Vandamne étaient restés morts dans la foule.

« Tous ceux qui ont pu se dégager du défilé de la route, et se jeter dans les rochers et dans les bois voisins, parviennent à s'échapper des premiers. Les Prussiens courent se rallier à l'avant-garde de Barclay de Tolly; les nôtres arrivent à Liebeneau, où ils sont recueillis par les troupes du maréchal Saint-Cyr. Bientôt les sentiers de la montagne de Peterswalde se remplissent de soldats dispersés, qui, semblables aux coursiers démontés dans un choc de cavalerie, n'ont rien de plus pressé que de retourner au camp. Le général Corbineau, qui commandait la cavalerie de Vandamme,

arrive jusqu'à l'empereur dont il est aide-de-camp. Couvert de sang ennemi et blessé lui-même, il est encore armé d'un sabre prussien que dans la mêlée il a échangé contre le sien. Les généraux Dumonceau et Philippon sont également sauvés ; mais le général Heimrad, qui venait de passer du service de Bade à celui de France, est resté parmi les morts. Le général Guyot et le général Haxo, que ses blessures avaient forcé de rester à Kulm, sont prisonniers. Quant au général Vandamme, dont l'audace a été si malheureuse, il n'est pas tué; les alliés le traînent en triomphe à Prague : cependant on apprend que la plus grande partie de notre corps d'armée, descendue par les ravins de la montagne, se rallie à Pyrna. Trente pièces de canon et plus de trois cents voitures, caissons d'équipage et d'artillerie, sont perdus pour nous.

« Ainsi, non seulement la grande armée ennemie est sauvée, mais elle l'est par une victoire, et ce sont des trophées qu'elle rapporte de sa défaite de Dresde.

« Napoléon recueille froidement le détail de ses pertes. Ce qu'il ne peut concevoir, c'est que Vandamme se soit laissé entraîner en Bohême. « A une armée qui fuit, répète-t-il, il

« faut faire un pont d'or ou une barrière « d'acier. Or, Vandamme ne pouvait pas être « cette barrière d'acier. » Puis se tournant vers le major-général : « Aurions-nous donc « écrit quelque chose qui ait pu lui inspirer « cette fatale pensée ? Berthier, allez chercher « vos minutes ; Fain, voyons les miennes ; « vérifions tout ce que nous avons écrit. » Le major-général apporte aussitôt son livre d'ordres ; le secrétaire du cabinet représente ses minutes : on relit toutes les lettres, et l'on n'y trouve rien qui ait pu autoriser le malheureux général à quitter sa position de Peterswalde.

L'empereur a vu d'un coup d'œil toutes les conséquences de l'événement ; il les envisage avec calme et même avec une résignation stoïque. « Eh bien ! dit-il au duc de Bassano, « voilà la guerre ; bien haut le matin, et bien « bas le soir :

« Du triomphe à la chute, il n'est souvent qu'un pas. » (1)

---

(1) Nous n'avons pas besoin de faire remarquer au lecteur que dans un ouvrage où le récit des faits militaires n'est en quelque sorte qu'une indication accessoire, nous ne prétendons nullement nous charger de la responsabilité de certains jugemens sur plusieurs officiers généraux, et que c'est pour cela même que nous avons cité textuellement dans cet endroit un écrivain

Les manœuvres diplomatiques marchaient parallèlement aux opérations militaires ; les confédérés sentaient toujours plus vivement le besoin de resserrer les liens de cette union qui seule pouvait faire leur force ; deux nouveaux traités, le premier entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, le second entre l'Autriche et la Grande-Bretagne, furent signés à Tœplitz, en Bohême, dans l'intervalle qui s'écoula entre la bataille de Dresde et celle de Leipsick.

On sait que le sort de cette journée, que précédèrent plusieurs combats, fut en grande partie décidé par l'infâme trahison du général Wrède qui passa à l'ennemi avec tous ses Bavarois ou Würtembergeois, emmenant une artillerie de plus de soixante-dix pièces de canon. Cet événement imprévu empêcha notre victoire plutôt qu'il ne détermina celle de l'ennemi ; cependant Leipsick fut enlevé le lendemain, et les souverains confédérés, c'est-à-dire l'empereur de Russie, le roi de Prusse et le prince de Suède, Bernadotte, y entrèrent par trois portes différentes. Vingt mille prisonniers, plus de treize mille blessés ou malades, quinze généraux, un matériel im-

---

dont les assertions ont le poids d'un témoignage de premier ordre.

mense furent pour l'ennemi le fruit de cette victoire; mais il la paya du moins par assez de sang, et il dut hésiter un moment entre le deuil et le triomphe.

Dans cette affaire funeste, qui amena sur les bords de l'abîme la fortune de la France et celle de son chef, Napoléon est accusé d'avoir commis de grandes fautes (1), soit par fatale imprévoyance, soit par invincible obstination. La première de ces fautes aurait été de se laisser amener par l'ennemi dans une position extrêmement défavorable, ayant sur ses derrières des plaines marécageuses, coupées de canaux, presque sans ponts, et telle qu'il la faudrait pour anéantir dans sa retraite une armée qui devrait céder le terrain. Aussi

(1) « Enfin Napoléon, ce grand capitaine, fut dans cette campagne au-dessous de sa réputation. Toutes ses manœuvres portent un caractère d'irrésolution et de tâtonnement qui étonne d'autant plus, que l'audace et l'activité étaient ses qualités distinctives; il se laisse enlever partout l'initiative des mouvemens; il ne profite pas des avantages que sa position centrale lui procure, et ne rachète ses fautes par aucune de ces belles combinaisons qui font la gloire d'un général, et auxquelles il dut lui-même sa célébrité et la couronne impériale. C'est surtout dans les mouvemens préparatoires de la

celle de l'armée française fut désastreuse. Une terreur soudaine, causée par l'explosion d'un pont sur lequel elle allait franchir l'Elbe, et qu'un sergent fit sauter avant le temps, fut cause que les troupes se précipitèrent à la débandade vers toutes les issues occidentales de la plaine, c'est-à-dire dans la direction de la France, et tout ce qui ne périt pas dans les eaux tomba au pouvoir de l'ennemi.

Napoléon, justifiant dans ses Mémoires les dispositions militaires de Leipsick, impute tous les malheurs de cette bataille d'une part à la défection des Bavarois, et de l'autre à l'événement du pont dont nous venons de parler; il prétend que l'armée française avait été victorieuse le 18, malgré l'échec éprouvé le 16 par le duc de Raguse.

---

bataille de Leipzick, depuis son départ de Dresde jusqu'à la journée du 4 octobre (16), qu'il est inexcusable. Un général secrètement dévoué à la cause des alliés n'aurait pas mieux agi en leur faveur. Ceux qui ne connaîtraient de lui que sa campagne de 1813 pourraient avec raison douter de ses grands talens militaires, et le ranger dans la classe des Daun, des Soubise et des Cobourg. On dirait que son génie militaire se trouvait enchaîné par un pouvoir supérieur devant lequel il se trouvait obligé de ployer. » (M. de Boutourlin, *Campagne de* 1813.)

« Une trahison aussi inouïe, dit-il en par-
« lant des Bavarois, devait entraîner la ruine « de l'armée, et donner aux alliés tous les « honneurs de la journée. Cependant à la fin « de la journée du 18, l'ennemi fit un mou- « vement rétrograde sur toute la ligne, et « prit ses bivouacs en arrière du champ de « bataille qui resta aux Français. » (1)

Les débris de l'armée française, réunis à Erfurt, se réorganisèrent assez rapidement pour résister à soixante mille Austro-Bavarois qui les attendaient à Hanau. Wrède les conduisait; Wrède espérait jeter un peu de gloire sur la honte de sa défection. La vieille garde commandée par Curial l'écrasa; il perdit douze mille hommes, et lui-même fut blessé.

On sait la suite de ces événemens. Toutes les places fortes d'Allemagne occupées par des garnisons françaises tombèrent successivement au pouvoir de l'ennemi. La Hollande fut évacuée, et les alliés s'avancèrent sur les bords du Rhin.

Au Midi, la fortune avait également abandonné les drapeaux français; la péninsule hispanique tout entière était évacuée, et le

(1) Mémoires écrits à Sainte-Hélène; tome II.

maréchal Soult, forcé de battre en retraite devant Wellington, avait repassé la Bidassoa.

Dans cet état de choses, les souverains confédérés annonçaient, par la déclaration de Francfort, « qu'ils ne faisaient point la guerre « à la France, mais à Napoléon; qu'ils vou- « laient que la France fût forte, heureuse, et « plus puissante que sous ses anciens rois ».

Mais cette déclaration fameuse, résultat du même plan qui avait fait proposer l'armistice si funeste de Pleswitz, le congrès de Prague, n'avait pour but que d'ouvrir aux alliés les portes de la France, et d'assurer le succès de l'invasion, en séparant les intérêts des Français de la fortune maintenant si malheureuse de leur chef. Il fallait donner le temps aux indignes Français qui s'étaient faits les auxiliaires secrets de la coalition, d'allumer les torches de la guerre civile. On a dit, on a osé écrire « qu'à l'époque où fut signée la dé- « claration, on pensait encore qu'on pouvait « traiter avec Bonaparte, d'après les bases « convenues à Kalisch, en assignant le Rhin « pour frontière à la France, et en laissant « entre les mains d'un frère de Bonaparte le « royaume de Hollande; mais que la tergiver- « sation que mit le chef du gouvernement

« français à accepter purement et simple-
« ment les bases qu'on lui avait proposées,
« les armemens extraordinaires qu'il ordonna,
« les discours qu'il prononça, les événemens
« arrivés en Hollande, et surtout la fermeté
« du cabinet britannique, convainquirent les
« monarques alliés qu'il fallait transférer le
« théâtre de la guerre sur la rive gauche du
« Rhin, et arracher à la France les provinces
« dont la possession lui permettait sans cesse
« de troubler l'Allemagne, ou de menacer
« l'indépendance de la Hollande. »

L'écrivain qui se permet de telles assertions s'est heureusement réfuté lui-même, dans les pages immédiatement précédentes de son livre; et soit distraction ou remords de conscience, à côté du faux il a placé le vrai. Il ne résulte de la manière dont il a rendu compte des négociations qui précédèrent la déclaration de Francfort, rien autre chose qu'une preuve évidente de la bonne foi de Napoléon, de son désir de la paix, de l'absence de toute tergiversation et de toute arrière-pensée de sa part. La dernière lettre de M. de Caulaincourt, dans cette négociation qui avait été commencée avec une trop noble confiance par M. de Saint-Aignan, est un arrêt incontestable contre

la sincérité des alliés, et la réponse de M. de Metternich aux interrogations pressantes des négociateurs français n'est qu'un faux-fuyant que l'on pourrait qualifier de misérable, si M. de Metternich n'était pas un diplomate digne de tant de respect. (1)

---

(1) Voici cette lettre de M. de Caulaincourt, telle que Schoell la rapporte lui-même, parce qu'il était impossible d'altérer un document aussi grave et aussi public.

« L'empereur ne veut rien préjuger sur les motifs qui ont fait que son adhésion pleine et entière aux bases que votre excellence a proposées d'un commun accord avec les ministres de Russie et d'Angleterre, et de l'aveu de la Prusse, ait eu besoin d'être communiquée aux alliés avant l'ouverture du congrès. Il est difficile de penser que lord Aberdeen ait eu des pouvoirs pour proposer des bases sans en avoir pour négocier. S. M. ne fait point aux alliés l'injure de croire qu'ils aient été incertains et qu'ils délibèrent encore. Ils savent trop bien que toute offre conditionnelle devient un engagement absolu pour celui qui l'a faite, dès que la condition qu'il y a mise est remplie.... D'où peuvent donc provenir les retards? S. M. n'ayant rien plus à cœur que le prompt rétablissement de la paix générale, a pensé qu'elle ne pouvait donner une plus forte preuve de la sincérité de ses sentimens à cet égard, qu'en envoyant auprès des souverains alliés son ministre des relations extérieures, muni de pleins-pou-

« Ce fut alors, continue l'auteur que nous « venons de citer, qu'à la place du plan con« venu à Kalisch, le gouvernement britanni« que proposa l'exécution de celui que Pitt avait « tracé en 1805; on commença néanmoins, à « cette époque, à s'apercevoir que ce plan « même, ouvrage d'un génie sublime, était « incomplet, en ce que sanctionnant l'usur« pation, il préparait de loin la chute des « trônes en minant la base sur laquelle ils « sont construits; on entrevit la possibilité « d'effacer une tache, et de donner ainsi de la « solidité au nouvel édifice politique qu'on se « proposait d'élever. Monsieur, frère du Roi, « débarqua le 27 janvier en Hollande, muni « des pleins-pouvoirs du roi de France, et se « rendit au quartier-général des monarques « alliés, etc. »

L'intention de l'auteur dans ce passage est de donner au principe de la légitimité, consacré

voirs. Je m'empresse donc de vous prévenir, prince, que j'attendrai à nos avant-postes les passe-ports nécessaires pour traverser ceux des armées alliées, et me rendre auprès de votre excellence. »

On sait que M. de Caulaincourt ne reçut pas de passe-ports, et que là se terminèrent les négociations.

depuis, une date antérieure à celle qui appartient véritablement à son éruption dans l'histoire des événemens de cette époque. Que les Bourbons fussent ou non représentés dès-lors au quartier-général des alliés, il est certain que le projet de les rendre à la France n'a été mis en discussion qu'au dernier moment de la campagne de 1814, et même après l'entrée des souverains alliés dans la capitale. L'Angleterre avait pu méditer cette pensée d'assez bonne heure, mais ce n'est que bien tard que l'on conçut l'espoir de la faire adopter à l'empereur Alexandre, chef naturel de la coalition.

Nous n'entrerons pas dans le détail des événemens de la mémorable campagne de 1814, qui replaça le grand homme dans toute sa supériorité militaire, et qui sera à jamais un des plus beaux titres de gloire des armées françaises, quoique la plus noire trahison ait fait avorter les fruits de tant de génie du côté du chef, de tant de patriotisme et de courage du côté des soldats.

Les manœuvres de Napoléon furent si savantes, si promptes, et ses victoires à Champ-Aubert, à Montmirail, à Vauchamp, si décisives, que si chaque Français eût fait son

devoir, a dit un étranger, elles jetaient l'armée alliée, alors réduite à cent vingt mille hommes, avec ses souverains à sa tête, entre la ville de Paris et le canon de l'armée française, sans aucune ligne de communication avec le Rhin, sans magasins intermédiaires, sans munitions, sans provisions autres que celles qui marchaient dans le moment avec l'armée. En vingt jours, l'empereur avait successivement battu tous les corps de l'armée de Silésie, et les avait jetés entre la Marne et l'Aisne, et le vieux général Blücher perdait tout son corps d'armée, si Wintzingerode, accourant de la Belgique, ne l'eût arraché à Napoléon. Alors celui-ci, laissant en présence du Prussien et du Russe les maréchaux Mortier et Marmont, marche avec Victor, Oudinot, Macdonald, conduisant lui-même sa vieille et sa jeune garde sur le flanc de l'ennemi, disséminé à la rive droite de la Seine : les alliés étaient dans une position dont il leur était impossible de se retirer; une main puissante, une main à qui la fortune venait de rendre toute sa force, les avait entourés du cercle impérieux de *Popilius*; et forcés à la retraite sans pouvoir l'opérer, ils allaient se trouver prisonniers au sein de

leur conquête, si la trahison ne fût venue à leur secours.

L'armée qui venait d'obtenir de si beaux succès s'avançait contre eux pleine de confiance. Elle était forte de plus de cinquante mille hommes, depuis que divers corps arrivant d'Espagne s'étaient réunis à elle : personne ne doutait de la victoire ; or, c'est par la certitude d'un pareil résultat qu'il faut apprécier la défection qui le fit manquer.

Cependant les négociations commencées au congrès de Châtillon, au moment où Napoléon venait d'être battu à la Rothière, se poursuivaient avec une égale mauvaise foi de part et d'autre. De chaque côté on cherchait à gagner du temps, dans l'espérance d'avoir pour soi l'autorité de la fortune et le droit de la victoire ; mais, quoique ce droit restât enfin à Napoléon, les conditions proposées alors étaient bien moins acceptables que celles du traité de Francfort, que l'on semblait avoir eu l'intention de prendre pour base en se réunissant à Châtillon. Il y eut même un moment, après la bataille de Montmirail, où l'empereur Alexandre voulut que l'on traitât avec le négociateur français, le duc de Vicence, à quelque prix que ce fût? Si donc les

dispositions des alliés éprouvèrent, malgré les victoires multipliées de Napoléon, un changement si extraordinaire, c'est qu'ils comptaient sur de mystérieux auxiliaires. Au reste, le mystère est aujourd'hui complétement dévoilé, et si l'histoire contemporaine ne peut pas encore dire toute la vérité, elle peut s'en remettre à cet égard à la mémoire indignée du lecteur.

Les souverains confédérés demandaient « que Napoléon renonçât à la totalité des ac« quisitions faites par la France depuis le « commencement de 1792, et à toute in« fluence constitutionnelle hors de ses an« ciennes limites ». Telle était la première et principale clause exprimée dans le nouveau projet de traité. Napoléon le rejeta avec indignation, et ce refus de la paix fut alors aussi magnanime que précédemment son acceptation eût été raisonnable.

Cependant les négociations se prolongèrent par l'influence de l'Autriche, qui ne voulait pas voir le souverain époux d'une archiduchesse, ruiné ni trop humilié.

Les opérations militaires se poursuivaient avec activité; à Nangis, à Montmirail, à Méry-sur-Seine, les Français battirent l'en-

nemi, et le poursuivant jusque dans Troyes, le forcèrent d'évacuer cette ville, qu'ils occupèrent à leur tour. Cependant un prince de la maison de Bourbon était déjà sur le territoire français, et Napoléon prit de tardives et vaines mesures pour comprimer les anciennes affections que sa présence réveillait.

Napoléon, n'ayant pu amener à un engagement général, comme il s'en était flatté, le prince autrichien Schwartzenberg, se vit forcé de morceler son armée pour couvrir les différentes routes de la capitale, qu'un ennemi beaucoup plus nombreux menaçait.

Aussi de tous les combats que lui ou ses maréchaux soutinrent, aucun n'eut de résultat décisif, et des succès partiels équivalaient à des défaites. Les combats de Bar et de la Ferté-sur-Aube, où le maréchal Oudinot se laissa surprendre, et même la bataille de Craone où Napoléon commandait en personne, ayant avec lui les maréchaux Ney, Victor et Mortier, ne furent de même qu'une dépense d'hommes plus onéreuse à nous qu'à l'ennemi. L'empereur attaqua sans succès la ville de Laon, qui servait d'entrepôt aux armées alliées, et le maréchal Marmont, qui arrivait pour le renforcer, se laissa surprendre

pendant la nuit et perdit trois mille prisonniers avec toute son artillerie. Cinq jours avant, la ville de Soissons, rendue prématurément par capitulation, était devenue un point de communication et un commun appui pour l'armée des alliés dite du Nord, et celle de Silésie commandée par Blücher; de sorte que ce général prussien, trouvant les chemins libres devant lui, put s'avancer sur Paris, avec une force d'environ cent mille hommes.

Tandis que ces divers événemens faisaient ainsi pencher la balance en faveur des confédérés, ces souverains renouvelaient et consolidaient pour la troisième fois leur alliance offensive et défensive contre la France. Le traité de Chaumont engageait respectivement les diverses puissances à poursuivre sans relâche la guerre contre la France, dans le cas où les propositions présentées ne seraient définitivement point acceptées par elle.

Elles ne pouvaient pas l'être. Napoléon écrivit à l'empereur d'Autriche; mais l'on entrevit bien moins dans sa lettre l'espoir d'obtenir la paix, que le désir de détacher son beau-père de la cause de ses ennemis. Peu de jours après le congrès de Châtillon

fut rompu, et l'on apprit à Paris l'entrée à Bordeaux de monseigneur le duc d'Angoulême. Le comte d'Artois était déjà arrivé à Vesoul. La présence de ces princes ressuscitait un puissant parti, et les plus dangereux ennemis de Napoléon étaient au sein même de la capitale.

Après le glorieux combat d'Arcis-sur-Aube, Napoléon manœuvra encore avec une grande habileté pour attirer l'ennemi loin de Paris, en se portant sur la Haute-Marne, comme s'il eût persisté dans le projet de couper leurs communications avec le Rhin. Mais alors il était trop faible, surtout en cavalerie. L'ennemi ne fut point dupe de ce stratagème tardif; il savait la force de l'empereur aussi bien que lui-même, et connaissait mieux que lui les faibles dispositions de défense qui avaient été prises à Paris. Laissant donc l'ennemi les attendre sur la Haute-Marne, et débarrassés de Mortier et de Marmont qui reçoivent l'ordre de quitter les bords de l'Aisne pour se réunir à l'empereur, Blücher et Bulow marchent sur la capitale.

Les maréchaux Mortier et Marmont, rencontrés à la Fère-Champenoise par des corps nombreux de cavalerie de l'armée de Silésie,

ne purent parvenir à joindre l'empereur, et furent au contraire battus et rejetés vers Paris.

Napoléon, poursuivi, harcelé par dix mille hommes de cavalerie russe, arrivait à Saint-Dizier, croyant entraîner l'ennemi sur ses traces, lorsqu'il apprit que toute la masse des forces alliées était sous les murs de Paris. Il songea à rétrograder; mais cette fausse spéculation avait décidé le sort de la campagne.

Paris, après une défense de quelques heures, capitula; on n'osa pas sacrifier Paris, quoique l'on eût sous les yeux l'exemple de Moscou. On sauva une métropole et l'on perdit un empire. L'on perdit bien plus, car qui peut dire où en serait la France aujourd'hui, si, par un magnanime sacrifice, Paris n'eût été considérée que comme toute autre ville destinée à subir toutes les conséquences d'une telle guerre? Mais chez les modernes la *maison* tue l'homme, tant il s'y trouve bien : il y a des bourgeois, et non des citoyens.

« A la vue de l'ennemi le riche avait pensé « à capituler, et le pauvre à combattre; les « ouvriers avaient demandé des armes, et « n'avaient pu en obtenir. »

Malgré la célérité de sa marche, Napoléon ne put arriver assez tôt pour intervenir au

moins dans un traité que tant d'hommes puissans en intrigues avaient intérêt à conclure avec la plus grande promptitude. Le duc de Vicence, envoyé à Paris pour voir s'il était encore temps de suspendre cette capitulation fatale, dépêcha un courrier à l'empereur pour lui apprendre que tout était consommé. A cette nouvelle, Napoléon fit aussitôt rebrousser chemin à sa voiture, et alla descendre à Fontainebleau.

L'homme plein d'âme et de talent qui a si bien tracé l'histoire de la campagne de 1814 (1), empruntant dans cet endroit les paroles de Montesquieu, s'écrie avec raison : « C'est ici « qu'il faut se donner le spectacle des choses « humaines : qu'on voie tant de guerres en-« treprises, tant de sang répandu, tant de « peuples détruits, tant de grandes actions, « tant de triomphes, de politique, de con-« stance, de courage, où cela aboutit-il ? »

Les événemens qui se rattachent à cette grande catastrophe, tels que la déplorable défection de Murat et la conduite héroïque du prince Eugène, l'abdication de Napoléon et la dispersion de la famille impériale, sortent

(1) Manuscrit de 1814, par M. le baron Fain.

entièrement de notre sujet, et nous n'avons plus qu'à jeter un coup d'œil sur l'attitude que prit la Russie au milieu de cette coalition victorieuse, et dans la distribution de ces grands résultats politiques auxquels elle avait principalement contribué.

La capitulation de Paris ayant été signée à deux heures du matin par les maréchaux Mortier et Marmont, l'empereur de Russie, le roi de Prusse et le généralissime prince de Schwartzenberg firent leur entrée dans Paris vers le milieu de la même journée. Une déclaration particulière de l'empereur Alexandre, publiée immédiatement après son entrée dans la capitale, confirma les assurances pacifiques déjà exprimées le jour précédent dans la proclamation du généralissime des troupes alliées, en y ajoutant toutefois que les souverains confédérés *ne traiteraient plus avec Napoléon Bonaparte ni avec aucun membre de sa famille*.

On n'avait pas dit cela si clairement la veille, mais alors la capitulation était souscrite; d'ailleurs, il s'était passé dans cet intervalle des événemens dont l'auteur du *Manuscrit* de 1814 rend compte en ces termes :

« Le 31 à midi, l'empereur Alexandre et le

« roi de Prusse avaient fait leur entrée : cette « marche militaire, d'abord paisible, avait « fini par devenir bruyante; des cris en faveur « des Bourbons s'étaient fait entendre, des co- « cardes blanches avaient été arborées; et les « Parisiens étonnés, cherchant des yeux l'em- « pereur d'Autriche, avaient appris avec in- « quiétude qu'il était encore bien loin.

« C'était chez M. de Talleyrand que l'em- « pereur Alexandre était allé descendre. Cet « ancien ministre aurait dû suivre l'impéra- « trice sur la Loire, il en avait reçu l'ordre; « mais il s'était fait arrêter à la barrière, et ra- « mener dans Paris pour en faire les honneurs « aux alliés.

« A peine le tzar était-il installé dans son « logement, qu'il avait tenu un conseil sur le « parti politique que les alliés devaient adop- « ter. M. de Talleyrand et ses principaux con- « fidens n'avaient pas manqué d'être appelés « à la délibération. Vainement le duc de Vi- « cence s'était présenté pour obtenir l'audience « qu'on lui avait promise; la cause de son prince « était déjà perdue, qu'il n'avait encore pu se « faire entendre.

« Au surplus, le public n'avait pas tardé à « être mis dans la confidence; déjà M. de Nes-

« selrode avait écrit au préfet de police de « mettre en liberté tous les individus détenus « pour attachement à leur *légitime souverain;* « et bientôt après les murs de Paris avaient « été placardés d'une déclaration de l'empe- « reur Alexandre, portant qu'on ne voulait « plus traiter des intérêts de la France avec « Napoléon, ni avec aucun membre de sa fa- « mille.

« Le duc de Vicence avait en vain plaidé « non seulement la cause de celui qui l'en- « voyait, mais même celle de l'impératrice « Marie-Louise et de son fils. Les souverains « alliés se refusèrent à toute négociation, at- « tendu que les propositions offertes n'étaient « pas celles que les puissances croyaient devoir « entendre, surtout après la manifestation « éclatante des sentimens de Paris et de toute « la France. »

Les détails du séjour d'Alexandre à Paris, quelque intérêt qu'ils offrent, n'appartenant pas essentiellement à l'histoire des mouvemens politiques, nous les avons placés dans un chapitre consacré, en tête de cet ouvrage, à la partie anecdotique, et nous ne reprendrons l'empereur russe qu'au moment où, s'arrachant à la tendresse des *autocratistes* de Paris,

il partit pour l'Angleterre. Il importe maintenant que nous jetions un coup d'œil sur les suites des événemens qui avaient replacé Louis XVIII sur son trône, et dicté les stipulations du fameux traité de Paris, sans doute trop présent à la mémoire de tous nos lecteurs pour qu'il soit nécessaire de le reproduire ici, en tout ou en partie.

CHAPITRE XVII.

(1814 ET 1815.)

Le traité de Paris avait anéanti vingt-cinq ans de victoires. Comme un fleuve dont les eaux s'abaissent après son débordement, la France était rentrée dans son ancien lit, dans ses limites de 1792. Ainsi réduite, elle aurait encore pu jouer le rôle de puissance prépondérante dans un ordre de choses fondé sur les principes de l'ancien équilibre européen, en le modifiant d'après l'existence de nouveaux élémens dans la balance. Cela pouvait être, si ses divers ennemis s'étaient partagé avec une sorte d'égalité l'excédant de territoire et d'influence qu'elle venait de perdre; s'ils avaient eu assez de grandeur d'âme pour exiler, avec Napoléon, le goût de l'opprimante suprématie dont il avait fourni l'exemple fatal. Il était indispensable de rendre aux anciennes maximes toute leur autorité par la réparation de toutes les injustices, par la restitution de tous les pays usurpés. C'était une grande occasion de reconstituer moralement

et politiquement l'Europe, d'assurer les monarchies par la condamnation des fortunes scandaleuses faites par la fraude et la violence depuis cinquante ans.

Les rois l'avaient promis; une modération libérale et philanthropique avait décoré la solennité de leurs proclamations. Malheureusement ce qu'ils disaient, ils n'avaient pas envie de l'exécuter, et c'était un auguste suicide que l'on n'avait pas le droit d'attendre d'eux. Les premières paroles prononcées au congrès de Vienne révélèrent même que, subissant la loi la plus commune imposée à la marche des humaines cupidités, de royales ambitions unies pour le combat, allaient se diviser pour le partage des dépouilles.

Après un si long déchirement, chacun, comme étonné de survivre à sa ruine, ne pensa d'abord qu'à ressaisir ses dépouilles dans le butin des vaincus: mais on se ravisa bientôt; et soit pour se dédommager de leurs pertes, soit pour augmenter leurs nouvelles acquisitions, faibles ou forts se substituèrent aux prétentions du gouvernement impérial. «On peut dire que, dans ce partage de l'Europe, le droit de conquête fut consacré; en sorte que, loin de rétablir le droit de propriété, en remontant à

l'époque qui précéda les invasions de la France, on admit des points de fait comme points de droit, et les innovations ne firent que changer de forme. » (1)

Déjà la prévoyance des difficultés auxquelles allait donner lieu l'héritage de Napoléon avait fait retarder l'ouverture de la lice où devaient combattre les divers prétendans. Le commencement des opérations du congrès, fixé par le traité de Paris à la fin du mois de juillet, avait été renvoyé au 27 de septembre. Cette détermination fut prise au moment où l'empereur Alexandre et le roi de Prusse recueillaient à Londres les hommages de la nation britannique.

Les principaux objets qui devaient faire le sujet des délibérations du congrès, étaient :

1°. La disposition des territoires auxquels la France renonçait, ainsi que des autres territoires que l'empereur Napoléon avait possédés à autre titre que celui de chef du gouvernement français, ou qui étaient possédés par des individus de sa famille et auxquels il avait renoncé pour lui-même et pour eux.

---

(1) *Considérations sur l'état politique et commercial des puissances européennes*. Paris, 1818.

C'est dans la masse de ces territoires que se trouvent les indemnités, restitutions ou acquisitions réclamées par l'Autriche, la Prusse et la Sardaigne;

2°. La fixation du sort de la Pologne, ou la fixation des acquisitions de la Russie;

3°. L'organisation de la confédération des États d'Allemagne;

4°. La garantie de l'organisation de la Suisse;

5°. Les réglemens relatifs à la navigation du Rhin et de quelques autres fleuves;

6°. L'abolition de la Traite.

A peine le congrès fut-il ouvert, que la Russie et la Prusse se hâtèrent de faire connaître toute leur pensée, comme pour éviter aux ministres des diverses puissances la fatigue d'un inutile arrangement qui ne serait pas d'accord avec leurs prétentions. Ainsi l'on sut que le roi de Prusse projetait ouvertement l'envahissement de la Saxe, et l'empereur Alexandre déclara avec encore plus de hauteur et de franchise que tout le duché de Varsovie était occupé par ses troupes, et *qu'il faudrait l'en chasser*.

Telle était donc l'influence du cabinet, et d'une politique de passion, de convoitise,

et si l'on veut des circonstances, sur un prince dont on avait justement vanté la modération! On avait parlé de reconstituer l'Europe sur ses anciennes bases, c'est-à-dire de fonder la sécurité des trônes sur l'équité des restitutions : or, rendre à la Pologne son ancienne existence était une des premières conditions de cette restauration européenne; mais, il faut le dire, cette grande et généreuse vue ne tomba pas plus dans la pensée du monarque qu'elle aurait immortalisé que dans la prévoyance de ceux qu'elle aurait garantis. S'il y eut quelque incertitude dans les projets d'Alexandre sur la Pologne, ce ne fut que sur la forme à lui donner; c'est-à-dire sur la manière d'opérer son absorption. Il mêlait ensemble, relativement à ce malheureux pays, les idées d'indépendance et d'assujettissement, parlant tantôt de la réunion pure et simple des provinces polonaises à son empire, tantôt projetant un nouveau royaume de Pologne dont un de ses frères serait investi.

Que faisait cependant la France au milieu du conflit de ces prétentions? quelle était l'influence diplomatique ou du moins l'attitude de son ministère?

La France proportionnant la modestie de

ses prétentions à l'abaissement de son rôle, et se gardant d'intervenir dans des questions d'intérêt européen, ne parla, par l'organe de ses représentans au congrès de Vienne, ni de la Pologne ni de la Saxe : elle n'insista que sur la nécessité de purger le trône de Naples d'une illégitime royauté. (1)

---

(1) La France fut représentée à Vienne par M. de Talleyrand; d'abord les ministres alliés témoignèrent quelque velléité de l'écarter du congrès. Il fut cependant admis aux conférences générales; mais ni son habileté ni sa finesse ne lui assurèrent la moindre participation dans les opérations de partage : sa gloire devait se borner à avoir provoqué la déclaration des souverains contre Napoléon, et la mise au ban de l'Europe de l'ancien maître dont il fut le plus dévoué serviteur.

Suivant un écrivain (*), l'opinion de M. de Talleyrand aurait cependant été accueillie sur un point de l'organisation des délibérations du congrès. « M. de Talleyrand, dit-il, avait proposé, les 3 et 5 octobre, que les plénipotentiaires des huit puissances signataires du traité de Paris, ne formassent qu'une commission générale, un comité de proposition chargé de soumettre à l'universalité du congrès les questions sur lesquelles il aurait à prononcer; et que cette commission nommât des comités spéciaux chargés de préparer les travaux. » Il faut croire que cette tentative du ministre français

(*) Schoell.

Des voix généreuses et non sans autorité s'élevèrent pourtant en France en faveur du plus ancien et du plus loyal allié de la monarchie, en faveur de la malheureuse Pologne. Les paroles pleines de sagesse et de prévoyance que de simples publicistes prononcèrent n'arrivèrent pas jusqu'au congrès; mais elles ont mérité de rester dans la mémoire de

---

pour introduire en quelque sorte une division de pouvoirs dans le sein du congrès, et le constituer en deux chambres, reposait sur la conviction que la majorité du congrès aurait été favorable à toutes les propositions de justice. Malheureusement les ministres des grandes puissances voyant le piége, rejetèrent unanimement ce mode d'opérer. Il est au reste très probable que M. de Talleyrand ne s'était pas flatté de plus de succès, et qu'il n'avait émis sa proposition captieuse que pour interrompre le ridicule d'un rôle trop absolument négatif.

Les *réunions générales* furent ajournées à une époque plus favorable, mais elles n'eurent jamais lieu durant le congrès, et il arriva ainsi qu'à la place d'un congrès général composé de tous les États de l'Europe, ce fut le conseil des grandes puissances qui traita toutes les questions, et forma réellement ce qu'on a depuis appelé le *Congrès de Vienne*. Le prince de Metternich en fut élu président par les huit puissances, dans la séance du 30 octobre.

tous les hommes chez qui le sentiment élevé de l'équité se fortifie par les lumières de l'expérience.

Les ministres de Louis XVIII furent autorisés, après coup, à contrarier les vues du cabinet de Berlin en ce qui touchait la Saxe, que la monarchie prussienne convoitait. On devait peu s'attendre à cette opposition, disent les publicistes qui ont voulu bien mériter de la Prusse; et là-dessus ils louent ironiquement Louis XVIII d'avoir su *s'élever au-dessus des ressentimens*, et même d'avoir *étouffé la voix de la reconnaissance*, qui sans doute, ajoutent-ils, ne doit jamais être entendue lorsqu'il s'agit du salut des peuples et de l'humanité. Or, puisqu'il faut que tôt ou tard justice se fasse pour tout le monde, voudrait-on nous dire quelle sorte de reconnaissance la dynastie des Bourbons devait à la cour de Berlin? de quelle époque dataient leurs rapports de bonne amitié et d'affection? La Prusse songeait-elle à eux lorsqu'elle se fit si honteusement battre à Iéna? Etait-ce dans leur intérêt qu'après cet échec et après les humiliations d'Erfurt, elle resta jusqu'en 1812 l'alliée de Napoléon, et qu'elle entra dans le système continental dirigé contre

l'Angleterre qui donnait un asile aux princes de la maison de Bourbon? lorsque Louis XVIII exagérant peut-être la mesure et les termes de *sa reconnaissance*, lui que l'on accuse d'en avoir manqué, déclara qu'après Dieu c'était au prince régent qu'il était redevable de sa couronne, il ne croyait sans doute pas être *ingrat* envers Frédéric-Guillaume.

L'Angleterre disputant à la Russie son influence en Allemagne, favorisa au contraire les prétentions de la Prusse sur le royaume de Saxe, et demanda même pour cette puissance une frontière militaire en Pologne qui pût la garantir des entreprises inquiétantes de la Russie. Du reste, elle reconnaissait le droit de traiter le roi de Saxe en ennemi et de le dépouiller de son patrimoine, afin de mettre la Prusse dans la situation qu'il convient qu'elle occupe pour l'intérêt de l'Europe. « Si la Russie, disait lord Castelreagh, doit être indemnisée aux dépens d'un allié, si elle garde des provinces polonaises qui ont appartenu (1) à celle de toutes les puissances

(1) L'empereur Alexandre voulait conserver non seulement le cercle de Byalistok qui lui avait été cédé en 1807, mais aussi tout ce qui avait formé le duché

qui dans cette coalition a le mieux servi la cause de l'Europe, pourquoi cette même puissance ne serait-elle pas indemnisée aux dépens de celle qui a fait le plus de mal à cette cause? »

Les opposans à ce projet disaient à l'Angleterre, qu'au lieu d'agrandir véritablement la Prusse, la possession d'une province qui n'oublierait pas son ancienne indépendance et son ancien gouvernement ne ferait au contraire que l'affaiblir; que l'acquisition de la Saxe brouillerait la Prusse avec l'Autriche, dont les frontières seraient dès-lors mal assurées, tandis qu'il devait entrer dans les plans du gouvernement anglais d'établir la plus grande union entre ces deux puissances, afin de les opposer aux vues d'agrandissement de la Russie.

La cour de Vienne, ayant pour organe M. de Metternich qui déploya son grand talent et prit le rôle principal dans toutes ces discussions, déclara qu'elle verrait sans jalousie l'agrandissement de la Prusse porté au-delà

---

de Varsovie, ainsi que le pays que jusqu'en 1806 on avait nommé *Prusse méridionale*, *Nouvelle-Prusse orientale*, et *Nouvelle-Silésie*.

des limites qu'elle avait eues à l'époque de sa plus grande dimension : elle consentait à partager avec elle l'influence suprême en Allemagne. Le sujet de ses inquiétudes était tout entier du côté de la Russie (1). M. de Metternich invitait le ministre de Prusse à joindre ses efforts aux siens pour empêcher que cette puissance n'absorbât le territoire entier de la Pologne, et ne devînt maîtresse des points de défense nécessaires aux deux monarchies. Cependant M. de Metternich ne croyait pas que pour parvenir à ce but, de même que pour atteindre celui d'un partage égal d'influence

(1) M. de Metternich se refusait à l'incorporation de la Saxe entière à la Prusse, non pas à cause de l'accroissement de puissance qui résulterait pour cette monarchie d'une telle acquisition, mais parce qu'elle renfermait, selon lui, un obstacle à l'union de la Prusse et de l'Autriche; parce que les principes de l'empereur, les liens de famille les plus étroits, tous les rapports de voisinage et de frontières de l'Autriche s'y opposent; enfin, parce que la France s'était prononcée contre cette réunion, comme avaient aussi fait les princes d'Allemagne. Enfin, parce que la nécessité d'accorder l'Autriche et la Prusse, pour le soutien de cette conquête, tendrait à rendre à la France le protectorat de l'Allemagne qu'on venait de lui arracher.

en Allemagne avec l'Autriche, il fût indispensable que la Prusse s'incorporât toute la Saxe. Il consentait seulement à ce que les provinces saxonnes fussent provisoirement occupées par les troupes prussiennes.

Bientôt, en effet, parut une déclaration adressée aux autorités saxonnes par le gouverneur-général, prince Repnin, où l'on annonçait que par suite d'une convention arrêtée entre la Russie et la Prusse, et du consentement de l'Autriche et de la Grande-Bretagne, la Saxe allait être remise entre les mains de la Prusse, comme mesure préalable de l'incorporation de ce pays à la monarchie prussienne. La publication de cette pièce, qui produisit en Europe un sentiment unanime de douleur et d'indignation, fut bientôt suivie d'une protestation signée par le roi de Saxe à Friedrichsfeld. Frédéric-Auguste y déclarait solennellement qu'il ne consentirait jamais à la cession des États que lui avaient transmis ses ancêtres, et qu'il n'accepterait aucun dédommagement ou équivalent qui pourrait lui être offert.

Ne craignons pas de l'avouer, le protecteur le plus chaud et le plus énergique que trouva ce prince malheureux fut encore la

conscience du peuple anglais. L'opposition somma les ministres de dire s'il était vrai, comme le portaient les proclamations publiées à Dresde, que le cabinet britannique eût consenti à la spoliation de la Saxe en faveur de la cour de Berlin ; les ministres éludèrent une réponse positive, mais effrayés par le cri de réprobation qui se faisait entendre, ils parurent dès-lors se retrancher, pour ce qui touchait la Saxe et la Prusse, dans une sorte de neutralité.

Il fallut alors agir plus directement auprès du cabinet de Saint-Pétersbourg, et se confier de part et d'autre dans les ressources d'une savante négociation. M. de Hardenberg entreprit en conséquence de faire goûter à l'empereur Alexandre un nouveau plan d'arrangement, qui aurait eu le double but de calmer les inquiétudes de la Prusse et de satisfaire l'Autriche. L'Autriche ne voyait pas de sûreté pour la Gallicie, si elle n'y réunissait Cracovie et le cercle de Zamosc, de manière que la Nida formât sa frontière, et elle demandait en même temps pour la Prusse la ville de Thorn et la ligne de la Wartha. M. de Hardenberg eut à ce sujet des conférences avec les délégués de l'empereur, M. de

Czartorynski et le baron de Stein, et avec l'empereur lui-même.

L'empereur répondit que son dessein bien connu de rendre à la Pologne son existence avec un gouvernement particulier, était un motif suffisant de sécurité pour ses voisins. Ses ministres déclaraient de plus en son nom que la Pologne était le seul pays où leur souverain pût trouver un agrandissement proportionné à celui qu'avaient obtenu ses alliés. Que puisque la Prusse, dans l'intention d'avoir une frontière militaire pour sa défense, demandait la place de Thorn et la ligne de la Wartha, il ferait encore ce sacrifice à ses alliés, mais à la condition, *sine qua non*, que l'affaire de la Saxe et la question relative à Mayence seraient décidées par la même négociation et dans même traité, c'est-à-dire que la Saxe dans toute son intégrité serait cédée à la Prusse, et que Mayence serait déclarée forteresse de la Confédération germanique. Quant aux villes de Thorn et de Cracovie, elles devaient dans cet arrangement former, avec des territoires qui leur seraient assignés, des républiques absolument indépendantes.

La question dans cet état fut de nouveau

discutée entre M. de Hardenberg et M. de Metternich. Ce dernier voyant l'empereur Alexandre disposé à sacrifier la Saxe à la Prusse, à renoncer aux villes de Thorn et de Cracovie, et pressé d'en finir à tout prix, commença à tergiverser sur la question de céder la Saxe, et proposa en dédommagement des territoires dans les provinces allemandes, Dantzick et un district en Pologne, emportant ensemble environ trois millions d'âmes. M. de Hardenberg se plaignit, objectant que, par cet arrangement, la Prusse ne recouvrerait pas, à beaucoup près (1), la population qu'elle avait perdue à la paix de Tilsitt. Or, le recouvrement de tout ce qui lui avait été enlevé pouvait seul, selon lui, réaliser le projet adopté, de reconstruire dans l'intérêt de l'Allemagne la monarchie prussienne.

Nous passons sous silence une multitude de détails subsidiaires dans ces discussions, où des populations entières, des millions d'âmes, de vastes contrées, pendantes aux serres sanglantes des aigles de Russie, d'Autriche et de Prusse, voyaient ballotter leur destin avec un

(1) Il s'en fallait d'environ 1,200,000 âmes.

si complet mépris de leur vœu particulier, aujourd'hui livrées à celui-ci, demain jetées à cet autre. Comme nous n'avons voulu que fixer le fait de la suprême prépondérance que la Russie exerça dans ces délibérations, et montrer, par la facilité avec laquelle elle abandonna la Saxe, le peu de crainte que lui inspirait, pour l'avenir, la Prusse, même avec cette considérable augmentation de territoire, il nous suffira de dire que l'empereur Alexandre, mécontent des subterfuges de M. Metternich et du refus qu'il faisait de l'érection de Cracovie et de Thorn en états indépendans, plus courroucé encore de la prétention qu'annonçait le ministre autrichien de connaître par avance la constitution qui était destinée à la Pologne, refusa définitivement la ligne de la Wartha pour la Prusse, celle de la Nida pour l'Autriche, et se mit en mesure de rompre le congrès. Le grand-duc Constantin fut envoyé à Varsovie pour annoncer aux Polonais que leur existence politique serait conservée, et pour les engager à se préparer à la défendre. Enfin une proclamation publiée dans ce sens par ce prince instruisit l'Europe de l'inévitable approche d'une guerre entre les alliés.

La France fit encore un effort en faveur de la Saxe; M. de Talleyrand, exprimant le vœu de Louis XVIII, demandait que l'œuvre de la restauration s'accomplît pour toute l'Europe comme pour la France; que partout et pour jamais l'esprit de révolution cessât (1), et que tout droit légitime fût rendu sacré; que toute dynastie légitime fût conservée ou rétablie, et que les territoires vacans fussent distribués conformément aux principes de l'équilibre politique. La distribution qu'on a prétendu faire du royaume de Saxe, disait-il, pernicieuse comme exemple, le serait encore par son influence sur l'équilibre général de l'Europe. 1°. En créant contre la Bohême une force d'agression très grande, et en menaçant ainsi la sûreté de l'Autriche entière; 2°. en créant, au sein du corps germanique et pour un de ses membres, une force d'agression hors de proportion avec la force de résistance de

(1) L'auteur de l'*Histoire des Traités de paix*, prenant en considération, il faut croire, la nullité du caractère de cette pièce et l'inopportunité des conseils de morale qu'elle renfermait, en a seulement loué *l'élégance du style* et la *noblesse des sentimens.* Ce sarcasme de la diplomatie prussienne ne nous paraît pas absolument de mauvais goût.

tous les autres. L'opinion du ministre français n'était pourtant pas qu'une partie de la Saxe ne dût être cédée à la Prusse, et à cet égard il abondait dans le sens des premières propositions du cabinet autrichien.

Mais M. de Talleyrand se dissimulait moins qu'un autre la profonde inutilité de toute observation venue de la part de la France, et d'après ce qui a transpiré d'une correspondance particulière, il serait même permis de croire qu'il disait tout bas *faites ce que vous voudrez*, à ceux auxquels il adressait officiellement des conseils de modération. (1)

Dans cet état des choses, l'empereur Alexandre voulut faire encore une tentative pour rapprocher les esprits. M. de Nesselrode communiqua, le 31 décembre, aux plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Bretagne et de Prusse, un nouveau projet de partage, qui devint à quelques égards la base de l'arrangement définitivement arrêté plus tard. Les

(1) Une extrême flexibilité de principes, une grande fortune et une longue carrière diplomatique doivent remplacer dans certains hommes le patriotisme par le cosmopolitisme, et les sentimens *vulgaires* de l'équité et de l'ordre par une indifférence profonde sur le sort des trônes et des nations.

conditions principales en étaient : 1°. la cession du duché de Varsovie à la Russie ; 2°. la liberté du cours de la Vistule; 3°. la cession du royaume de Saxe à la Prusse, avec la condition que Dresde ne serait pas fortifiée ; 4°. la formation d'un État séparé sur la gauche du Rhin, et devant comprendre le duché de Luxembourg, les villes de Trèves, Bonne, etc., en tout sept cent mille âmes de population, pour indemniser le roi de Saxe. Mayence et Luxembourg devenaient places de la Confédération; l'Autriche recouvrait en Pologne les districts qu'elle avait perdus par la paix de Schœnbrunn, et une constitution libérale était promise à la Pologne, tant pour les provinces dépendantes de la Prusse et de l'Autriche que pour celles qui relevaient de la Russie.

Ce nouveau plan ne contenta pas M. de Hardenberg. La Prusse prétendait toujours absorber toute la Saxe; cependant c'est alors que l'idée de partager ce royaume pour en laisser au moins la moitié à son légitime souverain fut adoptée comme un moyen de conciliation générale et d'hommage aux principes. La Saxe réunie sous un même sceptre avec la Prusse, aurait, selon M. de Metternich, donné

à cette puissance une force militaire trop dangereuse pour l'Autriche. La translation du roi de Saxe sur le Rhin avait en même temps l'inconvénient de mettre les ressentimens de ce prince à la disposition de l'étranger.

Après avoir pendant quelques jours débattu les conditions accessoires de ce nouvel arrangement, on convint de négocier sur cette base, et il ne fut plus question que d'y faire souscrire le prince que l'on dépouillait. Depuis l'invasion de ses États et les malheurs de son allié, Frédéric-Auguste vivait à Friedrischfeld comme un captif du roi de Prusse. Il se rendit à Presbourg sur l'invitation de l'empereur d'Autriche, et ce fut là que MM. de Metternich et de Talleyrand lui présentèrent le plan convenu. Après plusieurs jours de négociation avec le prince, ces ministres furent forcés de se retirer sans avoir pu obtenir de lui qu'il sanctionnât la transaction qui le dépouillait.

C'est alors que les souverains alliés se constituant accusateurs et juges tout ensemble de la conduite du roi de Saxe dans la dernière guerre, le déclarèrent formellement déchu de ses droits, parce qu'il avait forfait à ses devoirs de prince allemand, en *retournant* vers l'ennemi

le plus cruel de ce pays. Cette démarche, disaient-ils, n'avait point été *forcée*, puisque la puissance qui protégeait alors sa neutralité, lui avait garanti en même temps ses États : ils décidèrent en conséquence que le manque de consentement de la part de S. M. le roi de Saxe ne pouvait arrêter la marche ni la conclusion d'une négociation impérieusement exigée par les droits respectifs des puissances, et par le besoin qu'éprouvait l'Europe de voir sa tranquillité assurée par le partage des différens pays entre les gouvernemens auxquels ils étaient destinés (1). Il fut arrêté qu'il serait incessamment procédé à la séparation des parties de la Saxe qui devaient passer sous la domination prussienne, de celles qui devaient rester à S. M. saxonne, lesquelles demeureraient, disait la déclaration, sous la garde provisoire de S. M. prussienne.

Malgré cette détermination si tranchante et si définitive, Frédéric-Auguste présenta de nouvelles réclamations, convaincu que dans l'état de crise où se trouvait l'Europe il fallait beaucoup attendre du temps. Mais les monarques alliés, devinant sa pensée et obéissant

(1) Martens, Recueil de pièces.

à un pressentiment non moins distinct des difficultés de l'avenir, imposèrent à ce prince malheureux l'obligation d'accepter dans le court délai de cinq jours, à partir du 27 avril. Il céda et signa sa ruine, n'ayant plus qu'à protester dans le secret de son âme, au tribunal de Dieu et à celui de la postérité.

Ainsi la Prusse l'emporta finalement à force d'opiniâtreté. Elle acquit aux dépens de la Saxe une population de sept cent quatre-vingt mille âmes; et la monarchie saxonne se trouva réduite de deux millions d'habitans à treize cent mille.

Les plénipotentiaires français, voulant dissimuler la nullité forcée de leur intervention dans le congrès, affectèrent de présenter comme une sorte de victoire la résolution qui assurait au roi de Saxe la moitié de ses États; ils écrivirent à Paris que la cause de la légitimité était sauvée. Le ministre anglais, admettant de même le principe du démembrement, se flattait d'avoir payé sa dette au principe de la conservation, par cela seul que la monarchie saxonne n'était pas anéantie. Mais l'Europe n'en jugea pas de même (1). La rectitude et l'inflexibilité de la

(1) Le partage de la Saxe fut généralement regardé

conscience universelle des peuples prononcèrent que dans ce drame d'une seconde Pologne, le dogme de la légitimité avait été, par les rois eux-mêmes, démenti, dédaigné et foulé aux pieds.

La Bavière fut la seule puissance qui, conservant un noble caractère au milieu de tant de cupidités réunies en congrès, proposa, dès les premiers momens, d'en venir aux armes, pour empêcher l'exécution des projets de la Russie et de la Prusse à l'égard de la Saxe et de la Pologne. A la vérité, les sentimens généreux qu'elle manifesta marchaient d'accord avec son intérêt; car le système de spoliation,

---

comme une grande injustice. Cependant quelques publicistes ont prétendu en établir l'utilité, et en quelque sorte la légalité politique, par la nécessité de fortifier la Prusse contre la Russie. La Prusse, ont-ils dit, est le seul boulevart qui reste en Allemagne contre le colosse du Nord. Mais il ne paraît pas que le colosse du Nord ait tenu beaucoup de compte des précautions prises contre lui, ni qu'il se soit inquiété des arrangemens qui avaient pour objet de faire la Prusse plus forte, puisqu'il s'est étroitement uni avec elle pour la faire parvenir à cet arrangement. D'ailleurs, suivant les mêmes écrivains, elle n'en est pas devenue plus redoutable. La Russie la presse toujours du côté de Memel et de Kœnigsberg par la pointe de ses États; l'Autriche

admis pour la Saxe au profit de la Prusse, pouvait créer en faveur de l'Autriche des précédens funestes à la sécurité de la Bavière. Cette cause était celle de tous les États du second ordre. La cour de Munich résista avec la même énergie et avec encore plus de succès, lorsqu'il fut question, dans la nouvelle organisation du système fédératif de l'Allemagne, d'exiger des États confédérés la renonciation au droit de légation et à celui de guerre ou de paix. Cet exemple ranima le courage de tous les États dont les intérêts étaient les mêmes : le roi de Wurtemberg, le grand-duc de Bade, le grand-duc de Hesse et les autres princes d'un ordre inférieur se constituèrent

---

la coupe toujours par le milieu de ses possessions; la France l'atteint à l'extrémité de ses provinces : elle est toujours semée par *petits paquets* sur une ligne immense sans adhérence et sans profondeur; en un mot, ajoute M. de Pradt, car c'est de lui qu'il est ici question, c'est toujours cette Prusse dont la longueur et la maigreur faisaient dire à Voltaire que c'était *une paire de jarretières*. La Prusse ressemble aux maisons de Berlin, qui ne sont bâties que du côté de la rue : cet État n'a *encore qu'une façade sur l'Europe*. M. de Pradt aurait voulu qu'on régularisât la construction de cette monarchie par l'incorporation de la Saxe tout entière. (*Voyez le Congrès de Vienne*, tome 1er.)

en opposition aux puissances *démembrantes*, et surtout elles réclamèrent avec force contre le projet injurieux qui, au mépris des traités antérieurs, prétendait les rendre étrangers à la formation du lien fédéral d'où dépendait leur existence.

La Russie prit encore la haute main dans l'organisation de cette nouvelle fédération des petits États germaniques. « Je ne quitterai point l'Allemagne, leur avait dit l'empereur Alexandre, sans avoir assuré votre repos. » L'Autriche ne pouvait considérer sans de sérieuses inquiétudes cette protection si officieusement impérieuse, se substituant à son ancienne suprématie. Elle voyait l'influence de la Russie s'établir autour d'elle, et resserrer et circonvenir sa domination à la faveur de circonstances dont elle n'avait pas prévu le danger. Ainsi, dans un voyage fait en Hongrie par l'empereur Alexandre au commencement du congrès, ce souverain avait paru entouré de sectateurs du rite grec qui sont en grand nombre dans ce pays, et il avait été l'objet de l'empressement des magnats et du peuple; car la nation hongroise, tirant son origine de l'une des plus pures tribus des anciens

Slaves (1), était disposée à voir dans les Russes des frères plutôt que des étrangers et des ennemis, et dans l'avenir peut-être des libérateurs.

L'Autriche trouvait un dédommagement certain et présent à la chance de ces dangers éventuels, dans la possession de l'Italie. Satisfaite d'avoir fait reconnaître le principe que la maison d'Autriche serait restituée dans les possessions qu'elle avait en Italie avant la révolution française, et que l'ancien État de Venise lui resterait en vertu des stipulations

(1) Les habitans de la Hongrie tirent leur origine de différentes nations. Lorsque les armées romaines pénétrèrent dans la Pannonie et la Dacie, ces pays étaient habités par une race slave. Mais dans l'irruption des nations orientales, la Hongrie, qui se trouvait aux portes occidentales de l'Empire, fut successivement foulée par les Vandales, les Goths, les Huns, les Gépides, les Lombards, les Avares, et enfin par les Maygares ou Madjares qui se mêlèrent plus long-temps avec la race aborigène. Cependant la descendance de celle-ci a prévalu. On la désigne sous le nom générique d'Esclavons; mais on y distingue différentes tribus, comme les Croates, les Illyriens, les Russes, les Vandales et les Bohémiens. (De Lucca, *Tables statistiques,* 1793. Slotzer, *Stants aureigen.*)

du traité de Campo-Formio (1), elle n'attendait plus que la décision par laquelle les autres puissances allaient prononcer sur la validité du traité qu'elle avait fait avec Murat (2). En attendant, elle négociait avec l'Espagne relativement aux duchés de Parme et de Plaisance, que revendiquait la cour de Madrid au nom de l'infant Charles-Louis (3), tandis que l'archiduc Ferdinand en prenait possession.

Les choses étaient en cet état, et Murat venait d'être finalement détrôné en principe par les puissances alliées, qui, nonobstant son traité avec l'Autriche, s'étaient accordées à reconnaître Ferdinand IV, avec la seule restriction que des troupes étrangères ne pourraient pas entrer en Italie pour appuyer les droits de ce dernier, lorsque Napoléon débarqua à Cannes.

Il s'en fallait de beaucoup que tous les intérêts fussent satisfaits dans le congrès; et peut-être des espérances que l'on n'avouait pas encore

(1) Par le traité de Campo-Formio, les États de Venise avaient été cédés à l'Autriche en échange des Pays-Bas.

(2) L'Autriche avait garanti Murat de toute attaque contre le royaume de Naples.

(3) C'était le fils de la reine d'Étrurie.

menaçaient l'intégrité de la France ; peut-être les limites que lui accordait le traité de Paris n'auraient pas été long-temps respectées. Mais la crainte réprima toutes les ambitions et fit taire toutes les dissidences.

En considérant l'abdication de Napoléon comme valide, les puissances eurent le droit de faire la déclaration du 13 mars. Mais ce grand procès qu'a jugé la fortune, très probablement la postérité l'évoquera à son impassible tribunal; et, quel que soit son arrêt définitif au fond, il est indubitable qu'elle condamnera la forme de cette déclaration fameuse, où des rois proscrivaient, comme un brigand rebut du monde, un souverain qu'ils avaient tous reconnu comme leur égal; que la plupart d'entre eux avaient flatté comme leur protecteur; dont plusieurs avaient recherché l'alliance; à qui les rois, bien plus que les peuples, avaient des obligations; puisque enfin, comme l'avait dit un de ses orateurs, « en rétablissant le plus ancien trône de l'Europe, ce grand homme avait le premier fermé la bouche du volcan qui les menaçait tous ».

Dans tous les actes des puissances qui suivirent cette déclaration, et, par exemple, dans

le message du prince régent au parlement britannique, Napoléon fut désigné par le titre d'*ennemi commun*. Un écrit du temps, publié à Paris, remarquait à ce sujet, qu'en 1695, Guillaume, en demandant au parlement de nouvelles taxes pour combattre Louis XIV, exhortait dans sa harangue la nation anglaise à redoubler d'efforts *pour réduire l'ennemi commun de toutes les puissances de l'Europe*. « Ainsi la France, continuait l'auteur de cet « écrit, quels que soient les principes qu'elle « défende, quel que soit le monarque qui la « gouverne, doit s'attendre, lorsqu'elle ne veut « pas se laisser avilir, à être déclarée l'ennemi « commun de l'Europe par le gouvernement « anglais et par les principales puissances du « continent. Du moins, dans leur déchaîne- « ment contre la France gouvernée par des « rois, les puissances étrangères admettaient « la possibilité de la conclusion de la paix; « depuis 1792 il en est autrement; depuis « 1792 tous les cabinets n'ont cessé de re- « dire qu'ils n'en voulaient pas à la France, « mais à son gouvernement, avec qui il était « impossible *de faire paix ni trêve*. Et cepen- « dant on fut heureux en Champagne de « conclure *une trêve* avec la Convention na-

« tionale; on eut la condescendance de négo-
« cier à Bâle avec un comité de salut public;
« et à Campo-Formio avec un général en chef,
« signant au nom d'un Directoire exécutif; de
« reconnaître à Lunéville et à Amiens un
« premier consul; de saluer un empereur à
« Austerlitz; de lui demander la paix après
« Iéna, et de l'obtenir à Tilsitt; de lui devoir
« deux fois la paix à Vienne, et de consacrer
« celle de 1809 par la plus auguste des al-
« liances. » (1)

Ces reproches étaient fondés en toute justice; il n'y avait pas de réplique à faire si la fortune l'eût voulu. Mais elle en décida autrement à la suite d'une nouvelle coalition, que toutes les démonstrations pacifiques de Napoléon furent impuissantes à prévenir. Les lettres même qu'il avait personnellement adressées à tous les souverains furent refusées par les différentes cours, comme venant de la part d'un homme que son *crime* avait placé hors de la société.

Avant de passer au récit des événemens

---

(1) Précis de la situation politique de la France, depuis le mois de mars 1814 jusqu'au mois de juin 1815. *Paris*, 1815.

de 1815, il est nécessaire, puisque nous avons indiqué les opérations principales du congrès de Vienne, que nous fixions l'esprit du lecteur sur les résultats définitifs de l'ensemble de ces opérations relativement à la Russie. Nous dirons donc avec M. de Pradt :

« Il était indispensable que la Russie ne « dépassât pas la Vistule. Là était sa limite et « commençait l'Europe. Mais la guerre de l'in- « dépendance de l'Europe contre la France « a fini par l'assujettissement de l'Europe à la « Russie. Ce n'était pas la peine de tant se « fatiguer. C'était contre les agrandissemens « de la Russie que le congrès devait dresser « toutes les forces de sa raison, de ses repré- « sentations et de son opposition (1). En né-

(1) On fit bien quelques tentatives, mais molles et sans vigueur, pour soumettre les plus récentes acquisitions de la Russie à l'examen du congrès; et, par exemple, on témoigna l'envie de lui demander compte de la domination mal déguisée qu'elle exerçait en Valachie et Moldavie, nonobstant les stipulations formelles du traité de Bucharest; mais à ces insinuations faites par les ministres de Londres et de Vienne, le représentant de la Russie répondit avec fierté que ses affaires avec la Turquie ne regardaient aucunement les souverains de l'Europe, et qu'elle avait le droit de les régler sans eux.

« gligeant ce point capital, le congrès s'est « complétement mépris sur l'intérêt principal « de l'Europe.

« Depuis l'occupation de la Finlande, la « Russie ne touche plus à la Suède que sous « les glaces du pôle ; la voilà débarrassée d'un « fâcheux voisinage. Le quiétisme des Turcs « la rassure du côté de Constantinople. C'est « à eux de craindre, et non pas aux Russes. — « La Russie borde la Prusse orientale, et la « dépasse sur toute la ligne du royaume de « Prusse ; Kœnigsberg est plus en Russie qu'en « Prusse ; elle touche aussi aux frontières de « l'Autriche, et en franchissant la Vistule, « elle est établie en face du centre de l'Eu- « rope. Fut-il jamais rien de plus menaçant? « — La suprématie française, contre laquelle « on a tant crié, était loin d'offrir les mêmes « dangers. » (1)

C'est une chose singulièrement digne de remarque que l'unanimité de sentiment parmi

(1) Cette citation est formée de divers passages dont nous avons été forcé d'intervertir l'ordre en les prenant dans l'ouvrage de M. de Pradt, à qui l'abondance et l'impétuosité de ses idées ne permettent pas toujours d'en observer le développement le plus méthodique et le plus régulier.

tous les publicistes de quelque poids, sur le résultat des opérations du congrès de Vienne: il serait aisé de multiplier les autorités et les citations, mais nous n'en ajouterons qu'une à celle de M. de Pradt.

« La postérité, dit l'auteur d'un livre remarquable sur l'équilibre européen (1), aura lieu sans doute de s'étonner que les monarques des principales puissances réunies en congrès, n'aient pas anéanti les causes *d'un mal* dont les suites funestes étaient encore sous leurs yeux. Que le lecteur examine la carte d'Europe d'après les derniers traités, et qu'il se demande s'il y a lieu d'espérer que le traité de Vienne puisse durer un instant de plus que tous ceux qui l'ont précédé. Il est vrai que les tumultueuses assemblées de la Pologne n'auront plus de roi à élire : mais ce pays appartient presque entièrement à la Russie; et le trône de Pologne, maintenant héréditaire, a toutes les ressources des vastes contrées qui se trouvent derrière lui. Il est vrai que ces contrées sont en arrière de la civilisation, du luxe et des richesses de tous les autres pays de l'Europe; mais elles ont des

(1) *Paris*, 1819.

hommes et des armes, et avec cela il est bien facile d'avoir le reste. »

Le congrès de Vienne a rétabli l'Europe avec tous les défauts de l'ancien système et quelques vices de plus; il a préparé l'essor d'une nouvelle puissance colossale qui peut encore une fois écraser le continent. La confédération du Rhin est dissoute, mais ses matériaux restent, et l'Italie n'a changé de maître que pour voir empirer son sort. L'électeur de Hanovre a obtenu le titre de roi; il a augmenté ses misérables plaines sablonneuses d'une ou deux provinces qui n'ajoutent rien à son pouvoir. La maison de Brandebourg est menacée d'éprouver le destin de la Pologne : d'un moment à l'autre, et sous le moindre prétexte, la Russie peut lui enlever la Prusse orientale et occidentale. La séparation de la Prusse et de la Silésie par le duché de Varsovie ne laisse à ce pays que des frontières *négatives*. Dans le Nord, la Finlande jusqu'au golfe de Bosnie est soumise au maître de la Pologne : ainsi donc, il est probable que la Prusse et l'Autriche expieront les premières la destruction de l'indépendance des Polonais.

« Le traité de Vienne durera moins encore que le traité d'Utrecht. Les occasions fré-

quentes que la Russie aura de s'immiscer dans les affaires de l'Allemagne confirmeront toutes les craintes conçues par les hommes les plus éclairés de ce pays. La nouvelle confédération, malgré l'abolition des investitures féodales et de la suprématie de l'empereur, est un édifice encore plus précaire et plus périlleux que l'ancien, tel qu'il était sorti du traité de Westphalie. — Si les intérêts du monde civilisé sont de défendre et de conserver les avantages dont il jouit, il fallait augmenter sa force en unissant ses parties, et surtout il fallait veiller aux mouvemens de la Russie pour empêcher ses empiétemens ultérieurs. » (1)

(1) « La postérité aura lieu sans doute de s'étonner qu'après que de si grands dangers ont menacé la liberté de l'Europe, et qu'après une si longue et si frappante manifestation des défauts de son équilibre, les monarques des principales puissances, réunis en congrès, n'aient pas anéanti les causes d'un mal dont les suites funestes étaient encore sous leurs yeux, et n'aient pris aucune précaution pour s'en garantir dans la suite. Que le lecteur examine la carte de l'Europe d'après les derniers traités ; qu'il pèse les considérations qui résultent d'une distribution de territoires si contraire au but que l'on voulait atteindre, et qu'il se demande s'il y a lieu d'espérer que le traité de Vienne puisse durer un

instant de plus que tous ceux qui l'ont précédé. Il est vrai que les tumultueuses assemblées de la Pologne n'auront plus de roi à élire; mais ce pays appartient presque en entier à la Russie, et le trône de Pologne, maintenant héréditaire, a toutes les ressources des vastes contrées qui se trouvent derrière lui. Il est vrai que ces contrées sont en arrière de la civilisation, du luxe et des richesses de tous les autres pays de l'Europe; mais elles ont des hommes et des armes, et avec cela, il est facile d'avoir le reste. »

« Il existe maintenant quatre grandes puissances : La France, l'Angleterre, la Russie et l'Autriche.

« La Prusse et la masse scandinave dans le Nord, la Turquie et l'Espagne dans le Midi, ne sont que des puissances secondaires. Tous les autres petits États ne sont que des rouages qui ne font que compliquer et embarrasser la marche de la machine politique.

« L'Europe doit devenir un jour la victime de ses révolutions intérieures, si quelques souverains ne prennent pas le parti de les prévenir. L'Autriche, la Prusse, la France et l'Angleterre doivent donc s'unir pour cet objet. Les princes doivent mettre de côté tout sentiment de jalousie, et concourir ensemble à faire dans l'Europe un partage géographique et politique qui puisse avoir d'heureux résultats, et se faire franchement l'abandon réciproque des droits que chacune des parties pourrait avoir sur les possessions d'un autre. On pourrait former un royaume considérable avec la Hollande et les Pays-Bas, qui se prolongerait le long de la frontière française, jusqu'à Landau ou Philisbourg sur le Rhin; qui suivrait de là la ligne droite

jusqu'à Bamberg, en traversant le duché de Würtzbourg; qui s'étendrait ensuite entre Cobourg et Culmbac, en suivant la chaîne des montagnes de la Bohême jusqu'à Teschen; et qui enfin de là continuerait de suivre la rive droite de l'Elbe jusqu'à la mer.

« Il faudrait donner à l'empereur tout le midi de l'Allemagne, et le Rhin pour limite jusqu'à Bâle. De Bâle, toute la partie orientale, le Tyrol, la Carinthie, la Carniole, la Croatie, l'Esclavonie, en suivant la rive droite de la Save jusqu'à sa jonction avec le Danube à Belgrade. On suivrait la rive droite du Danube jusqu'au Pont-Euxin. Il faudrait y joindre la Valachie et la Moldavie dont les montagnes compléteraient sa frontière.

« Il faudrait donner à la Prusse depuis la rive droite de l'Elbe jusqu'à l'extrémité sud-est de la Gallicie inclusivement. On lui donnerait au nord jusqu'au duché de Varsovie, de manière à en faire le boulevart de l'Europe contre les incursions des Scythes.

« Il faudrait ne faire de l'Italie qu'un seul royaume, et donner le trône à la maison de Naples ou à la maison de Savoie. On donnerait à la famille dépossédée la Sicile et la Sardaigne.

« Il faudrait ajouter à la France le reste de la Savoie, le canton de Genève et le comté de Nice. » *De l'Équilibre du pouvoir en Europe*, Paris 1819.

CHAPITRE XVIII.

(1814 ET 1815.)

Alexandre, ayant quitté la capitale de la France, était arrivé le 4 juin à Boulogne, où l'escadre anglaise, commandée par le duc de Clarence, était en vue. S. A. R. vint à terre pour faire visite à l'empereur. Le jour suivant, Alexandre alla visiter le port, d'où il se dirigea vers la place de l'ancien camp de Bonaparte à Boulogne. Comme il était à pied, une foule considérable l'entourait, et plusieurs fois ceux qui l'accompagnaient voulurent la faire écarter; mais l'empereur les en empêcha en disant : « Laissez tout le monde m'approcher; jamais aucun Français ne me sera « importun. » A quatre heures le roi de Prusse arriva : l'empereur alla immédiatement lui faire visite, et ils passèrent ensemble quelque temps. Les deux souverains s'embarquèrent le 6 juin, et arrivèrent le 7 à Calais, où ils montèrent sur les yachts royaux de S. M. britannique : l'escadre anglaise était commandée par S. A. R. le duc de Clarence.

Les deux augustes voyageurs, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse, débarquèrent à Douvres dans la soirée du 7 juin. Ils y furent accueillis par une multitude immense, au bruit d'une triple salve d'artillerie, d'acclamations extraordinaires, et de tout ce que la joie britannique pouvait avoir de plus retentissant et de plus expressif. Le prince-régent avait désigné les lords Yarmouth, Bentinck et Roslyn pour accompagner les souverains. Les réjouissances, qui s'étaient prolongées pendant la nuit, menaçaient de devenir plus vives, plus bruyantes le jour suivant, et de poursuivre les illustres visiteurs; c'est ce qui les détermina à se mettre immédiatement à l'abri sous le plus rigoureux *incognito*, et ce fut sous des noms d'emprunt qu'ils se rendirent à Londres, Alexandre dans le carrosse de son ambassadeur, et Frédéric-Guillaume dans une voiture publique.

La satisfaction publique, désappointée par la subite disparition des princes dont la présence l'avait fait naître, n'aurait su où se prendre, si fort heureusement le vétéran des armées alliées, l'illustre Blücher, ne fût arrivé. Ce fut donc sur lui que se déchargea cette seconde et vigoureuse explosion du contentement popu-

laire. Environné, pressé, saisi et enlevé, c'est au milieu des cris répétés de « Blücher pour toujours », qu'il fut porté à son auberge. Les hommes le serraient dans leurs bras, les femmes le baisaient avec effusion de tendresse, et tous demandaient comme faveur spéciale un morceau de son manteau pour relique (1). Assiégé, étouffé presque par cette multitude, le vieux général ne put s'empêcher de s'écrier les yeux pleins de larmes : « Je succombe sous l'excès des honneurs qui me sont faits. » Cependant le lendemain il fut en état de se remettre en route pour Londres.

Un détachement de chevau-légers avait été envoyé au-devant du maréchal, et c'est avec cette escorte et dans la calèche découverte du prince-régent, qu'il arriva à Saint-James Park. Le cocher, d'après l'ordre qu'il en avait reçu, se dirigea aussitôt vers Carlton-House. Une multitude immense avait suivi la voiture du général, et elle inonda les cours du château

(1) Ces détails sont certains; les journaux du temps les ont fait connaître, et nous les empruntons à l'ouvrage de M. Loyld, dont nous avons parlé dans l'avant-propos, et qui les a reproduits avec une excessive complaisance et en véritable Anglais.

dès que les portes en furent ouvertes, en vociférant les louanges de Blücher. Conduit auprès du prince par les officiers qui étaient venus à la voiture le recevoir, le vieux général reparut bientôt aux yeux du public avec le prince-régent lui-même; et ce fut au milieu de la grande halle et en présence de la multitude, que le prince plaça sur l'épaule du maréchal un ruban bleu, et l'attacha de ses propres mains, dit l'écrivain anglais qui nous fournit ces intéressans détails. A ce ruban était suspendu le portrait du prince, entouré de diamans du plus grand prix. Le maréchal fléchit le genou pendant que le prince lui conférait cet honneur, et, en se relevant, baisa la royale main. Ensuite le prince et le général saluèrent le public, dont les acclamations redoublèrent au point de faire tomber les vitres du palais.

Pendant que le célèbre Blücher jouissait d'un si substantiel triomphe, le roi de Prusse était arrivé à la résidence du duc de Clarence, et l'empereur Alexandre à l'hôtel de Pulteney, où vint le recevoir sa sœur la grande-duchesse d'Oldenbourg, qui depuis quelques mois se trouvait en Angleterre. Lord Morton, chambellan de la reine, se présenta également au nom de sa maîtresse pour le saluer, et lui ex-

primer toute la joie qu'elle éprouvait de le savoir en Angleterre.

Alexandre se rendit dans la même journée à Carlton-House, où le prince-régent accueillit S. M. I. avec la plus sincère *cordialité*. Le roi de Prusse, qui arriva quelques instans après comme un simple particulier, fut reçu d'une manière également fraternelle et affectueuse par S. A. R.

Des illuminations brillantes et telles qu'on n'en avait jamais vues eurent lieu dans la capitale pendant trois jours de suite. Cependant la cour de Carlton-House grossissait à vue d'œil par l'arrivée de la noblesse la plus distinguée des trois royaumes, et les assemblées étaient magnifiques. La *grande étiquette* anglaise était à l'ordre du jour. L'empereur Alexandre parut dans la première de ces réunions splendides, revêtu de l'uniforme anglais, et décoré de l'ordre de la Jarretière; et ce même jour, les insignes et le titre de chevalier de cet ordre furent conférés au roi de Prusse par le prince-régent dans une cérémonie fort pompeuse, mais dont nous épargnerons la description à nos lecteurs.

Parmi les nobles anglais présentés à l'empereur de Russie, se trouvait lord Erskine, à

qui S. M. donna une lettre qu'il avait promis de lui remettre de ses propres mains. « Elle est, dit-il, de mon ami et précepteur le colonel Laharpe, auquel je dois les principes qui guideront toute ma vie mon cœur et mon esprit. »

L'Angleterre et la ville de Londres n'oublièrent rien de ce qui pouvait donner plus d'éclat à la visite de ces hôtes illustres, et l'enthousiasme parut se soutenir à la même température tout le temps de sa durée. Les diverses corporations donnèrent leurs fêtes; mais les souverains eurent lieu d'être surpris quelquefois des honneurs bourgeois qui leur étaient prodigués. Ainsi, lorsque la ville de Londres leur conféra le droit de cité, lorsque celle d'Oxford les investit bizarrement des priviléges universitaires (1), ne virent-ils pas une expressive manifestation de l'orgueil britannique, dans ces usages qui, honorant de grands rois par des distinctions purement civiques, rappelaient la fierté et la puissance de Rome dominatrice des nations ?

Ils subirent cependant avec une débon-

(1) Le vieux Blücher fut mis de la partie dans la plupart de ces fêtes; et, par exemple, on le reçut aussi membre de l'Université d'Oxford.

naireté profonde toutes ces démonstrations imprévues; on peut croire qu'au fond ils étaient loin d'y trouver l'urbanité exquise, la convenance et la politesse française. Les habitans de Paris avaient été beaucoup plus et beaucoup trop recherchés. Il n'y aurait pourtant rien eu à regretter dans l'échange de jolies choses qui se fit entre les vainqueurs et les *heureux* vaincus, si cependant la terre n'avait pas été fumante du sang de cent mille de nos braves compatriotes, et si la patrie mourante n'avait pas eu le couteau de la trahison encore dans le flanc.

La ville de Londres avait, dès les premiers jours, présenté à l'empereur Alexandre une adresse à laquelle ce prince fit la réponse que voici : « Je vous remercie de cette obligeante « et flatteuse adresse : depuis long-temps je « désirais visiter ce pays; et c'est avec une sa- « tisfaction toute particulière que je me trouve « aujourd'hui parmi vous, après une guerre « pleine de gloire, suivie de la paix générale « rendue à l'Europe. Je suis persuadé que cette « paix durera long-temps pour le bonheur du « genre humain. Assurez vos concitoyens que « la nation anglaise a toujours eu mon estime. « Sa conduite pendant la longue et périlleuse

« guerre dans laquelle je me suis trouvé en-
« gagé, commande mon admiration et celle
« du monde entier. J'ai été l'allié fidèle de la
« Grande-Bretagne pendant la guerre, et je
« désire continuer d'être son ami dévoué pen-
« dant la paix. »

Le dernier acte de cette série de représentations, de fêtes et de banquets, ne parut probablement pas le plus agréable de tous pour les deux princes, car ce fut une remarquable *exhibition* de la puissance militaire de la Grande-Bretagne. On avait réuni, pour une grande revue dans Hyde-Park, toutes les troupes régulières qui se trouvaient dans les environs de Londres, avec les volontaires de la métropole. Mais une autre revue bien plus imposante et qui dut leur laisser la bouche amère, ce fut celle de quatre-vingts vaisseaux de ligne qui eut lieu à Portsmouth; le prince-régent précéda ses deux hôtes dans ce port, où l'attendaient le duc de Clarence avec quatre-vingt-neuf amiraux et capitaines et dix mille matelots. Les deux monarques étrangers étant arrivés quelques momens après, s'embarquèrent avec le prince sur la rade, suivis d'un immense cortége de barques. La *procession* commença par les chaloupes de quinze vais-

seaux de ligne : ces chaloupes étaient suivies des lords de l'amirauté dans leurs barques. Le yacht *le Royal Sovering* était décoré du drapeau britannique : les aigles de Russie et de Prusse ornaient les autres embarcations. Une mer tranquille et transparente, un ciel serein, favorisaient cette fête où s'épanouissait le génie anglais. Le cortége se dirigea vers la flotte qui était à l'ancre sur une même ligne dans la rade extérieure. Chacun des vaisseaux tira quarante-deux coups de canon au moment où les monarques passaient le long de leur bord.

Cette fête maritime dura deux jours. Les monarques visitèrent dans le plus grand détail tous les établissemens, examinèrent les prodiges de mécanique et de puissance industrielle que renferme ce vaste arsenal. Le dernier jour une flotte consistant en quinze vaisseaux de ligne et environ le même nombre de frégates, se forma en ligne de front, devant l'île de Wight. Au bruit d'une salve générale, les princes montèrent à bord du *Royal Sovering*, après quoi ce vaisseau ayant pris le large exécuta quelques unes des manœuvres qui peuvent avoir lieu dans un combat naval. Tout était calculé, dit le narrateur anglais, pour donner aux illustres étrangers la plus

haute idée de la grandeur et de la puissance de la nation. Mais les témoignages de la grandeur anglaise ne sont pas à Portsmouth : ils sont en tous lieux. Les événemens qui amenaient dans Londres deux puissans monarques, ces événemens auxquels l'Angleterre avait tant contribué, étaient une preuve de grandeur bien autrement expressive que ces jeux d'une vanité nationale peu mesurée dans ses démonstrations. Il était puéril et peu convenable, comme l'a très bien remarqué sir Wilson, d'assaillir les oreilles d'un hôte couronné, de l'hommage à la suprématie maritime des Anglais, le *rule britannia*. Il eût fallu songer qu'Alexandre avait quatre-vingts vaisseaux de ligne et une grande ambition maritime. Ainsi cette fête fut probablement au nombre des choses qui blessèrent les yeux du potentat russe dans ce pays admirable, mais trop empreint de cette nationalité exclusive, violente et hostile, qui contredit tous les progrès de la civilisation. Cependant Alexandre, en quittant l'Angleterre, témoigna un grand respect pour le peuple qui l'habite, et pour les institutions qui font sa force et sa gloire.

Les augustes voyageurs, accompagnés de la duchesse d'Oldenbourg et des deux fils du roi

de Prusse, s'embarquèrent le 27 à Douvres pour retourner sur le continent. Alexandre débarqua à Rotterdam, se rendit à La Haye, et de là à Amsterdam. Partout sur son passage il se vit l'objet de l'empressement et du respect des peuples. Il ne fit qu'un séjour très court en Hollande, mais il visita Saardam. La maison que Pierre Ier avait habitée lorsqu'il arriva dans cette ville en 1697, avait été préparée pour recevoir l'empereur Alexandre et le prince d'Orange qui l'accompagnait. L'ameublement en était d'une simplicité excessive; on n'y avait admis que le luxe de la propreté hollandaise. Dans la pièce principale se trouvait un beau portrait de Pierre-le-Grand, revêtu de ses armes, selon le style féodal héroïque qui avait prévalu jusqu'au milieu du dix-huitième siècle.

Sur la porte d'entrée de cette maison on avait placé une inscription en ces termes: *Pour un grand homme il n'y a rien de trop petit.* Alexandre ayant été prié par son hôte de laisser un souvenir de sa présence dans les mêmes lieux qu'avait habités son illustre aïeul, il se prêta de bonne grâce à une sorte de solennisation de la circonstance: tout avait été préparé pour cela; une truelle d'argent

lui ayant été présentée, il prit de ses mains royales du plâtre et fixa dans la cheminée une tablette carrée de marbre blanc sur laquelle étaient inscrits ces mots en lettres d'or : PETRO MAGNO ALEXANDER.

Alexandre en quittant la Hollande se rendit à Carlsruhe où l'impératrice Élisabeth, auprès de sa famille, l'attendait depuis quelque temps. Elle ne retourna pas à Saint-Pétersbourg avec lui. On dit que la prolongation de son séjour dans l'étranger fut motivée par la jalousie qu'elle avait conçue de l'attachement de l'empereur pour une dame de la cour, qui plus tard fut en quelque sorte exilée; nous n'avons ni renseignemens positifs, ni par conséquent de détails à donner sur cette particularité.

Depuis les événemens de 1814, la Russie semblait avoir entièrement subverti l'équilibre européen au profit de sa puissance : la grandeur de l'empire rejaillissait sur son chef. Le nouveau modérateur des destinées de l'Europe devait être poursuivi de toutes les adulations dont on accablait naguère le grand homme qui venait de tomber. Flatter est un des besoins de la misérable nature humaine qui demandent le plus impérieusement à s'exer-

cer : on aurait peine à dire de quel fracas assourdissant les trompettes d'une renommée louangeuse accueillaient partout le nouveau demi-dieu. Les feuilles publiques étaient parfumées d'un encens continuel ; on ne pouvait rien dire de lui sans faste et sans pompe ; on faisait tout ce qui était possible pour l'enivrer et le perdre de sa prospérité, et le plus grand éloge de ce monarque, c'est qu'on n'y ait pas réussi. Le sénat de Saint-Pétersbourg ne fut pas des derniers dans ce concours des enthousiasmes ; il prit la délibération solennelle de lui donner le surnom de *Béni*. Trois membres de ce corps illustre, Kourakin, Tormasoff et Soltykoff furent députés, vers le milieu de mai, pour porter à l'empereur le résultat de cette délibération, et le joignirent à Weimar.

Alexandre se refusa au vœu du sénat et répondit aux députés : « J'ai toujours tâché « de donner à la nation l'exemple de la sim« plicité et de la modestie. Je ne pourrais ac« cepter le titre qui m'est offert sans m'écar« ter de mes principes. Quant au monument « dont vous me parlez, c'est à la postérité « qu'il appartient de l'ériger si elle m'en « trouve digne. »

C'est avec la même grandeur d'âme et la même modestie, qu'au moment de rentrer dans sa capitale, il adressa le rescrit suivant au gouverneur Sergey Kosmitsch : « J'ai appris qu'on fait pour ma réception divers « préparatifs ; j'ai toujours eu de la répugnance pour toutes ces choses, et dans les « circonstances présentes je les désapprouve « plus que jamais. Les événemens qui ont mis « fin aux guerres sanglantes de l'Europe sont « l'œuvre du seul Tout-Puissant. C'est devant « lui qu'il faut nous prosterner tous : faites « connaître cette inaltérable résolution, afin « qu'il ne soit donné aucune suite à des pré- « paratifs quelconques pour me recevoir. »

A ces preuves signalées de modestie, Alexandre ajouta, en rentrant dans sa capitale, des marques de la plus sincère piété; son premier soin fut d'aller rendre à l'Éternel d'humbles actions de grâces dans l'église dite la cathédrale de la Mère-Dieu de Casan. Il se rendit ensuite à Kammenoi-Ostroff, sa résidence d'été habituelle. Le peuple le reçut avec acclamations et ivresse. Sa présence dissipa les murmures et les germes de mécontentement que son absence prolongée avait fait naître.

Les cérémonies religieuses se renouvelèrent les jours suivans avec plus de solennité: suivi de tous les princes et princesses de la famille impériale, des ministres, des ambassadeurs, des grands-officiers de l'empire, l'empereur alla de nouveau déposer aux pieds des autels le tribut d'une piété fervente. Ces démonstrations, qui sans doute n'avaient pas pour but unique de complaire à un peuple très ami des pratiques religieuses, produisaient cependant le plus grand effet sur lui. La multitude, se précipitant sur les traces de son bien-aimé souverain, poussait jusqu'à l'idolâtrie les marques de son amour et de son respect, et le clergé voyait avec joie son crédit, un peu usé sur la partie éclairée de la nation, raffermi, par cet exemple du souverain, dans l'esprit d'un peuple imitateur docile.

Quelques changemens dans le ministère eurent lieu immédiatement après l'arrivée de l'empereur. Le comte de Nesselrode fut nommé ministre des affaires étrangères à la place de M. de Romanzoff dont la *démission fut acceptée*, ce qui est la formule d'usage en cas de renvoi d'un grand fonctionnaire; l'empereur lui écrivit cependant une lettre dans laquelle il exprimait sa reconnaissance pour

les services rendus par ce ministre, et le regret qu'il avait de le perdre. La retraite de cet homme d'état patriote fut au reste signalée par un exemple de désintéressement fort rare : il renonça non seulement aux émolumens attachés à ses fonctions, mais encore il abandonna des valeurs considérables représentées par les dons qu'il avait reçus des puissances étrangères, en suppliant le souverain d'en disposer en faveur des invalides. L'empereur, touché d'une générosité si noble, lui adressa de nouveaux remercîmens.

L'ukase suivant, qui fut adressé au synode, au conseil de l'empire et au sénat dirigeant, exprime d'une manière remarquable les sentimens qui dominaient dans l'âme d'Alexandre, et qui, par l'effet d'une nature véritablement heureuse, semblèrent prendre un ascendant plus marqué à l'époque où des pensées d'orgueil pouvaient lutter contre eux.

« La demande qui m'a été faite par le saint « synode, le conseil de l'empire et le sénat « dirigeant, concernant l'érection d'un mo- « nument à ma personne dans la capitale, « en me sollicitant d'accepter le nom de *Béni*, « me fait beaucoup de plaisir, parce que j'y « reconnais d'une part la bénédiction de Dieu

« qui veille sur nous, et de l'autre les senti-
« mens du corps de l'empire russe. Tous mes
« efforts et mes plus ferventes prières n'ont
« pour but que d'obtenir en effet la durée de
« cette faveur divine tant pour moi-même
« que pour mon peuple fidèle, mes sujets
« loyaux et bien aimés, et pour le genre hu-
« main tout entier. C'est là mon désir le plus
« ardent et mon plus grand bonheur. Mais
« malgré tous mes efforts pour y parvenir,
« je ne puis comme homme être assez pré-
« somptueux pour accepter ce titre et pour
« m'imaginer l'avoir en effet mérité. Cela
« est d'autant plus incompatible avec mes
« principes, que dans tous les temps et toutes
« les occasions j'ai exhorté mes fidèles sujets
« à l'humilité et à la modestie. Je ne puis
« donner un exemple qui serait en contra-
« diction avec mes véritables sentimens. Ainsi
« donc, en même temps que par la présente
« je témoigne mon entière gratitude, je prie
« les corps constitués de l'empire d'aban-
« donner tous ces projets. Puisse un monu-
« ment m'être élevé dans vos cœurs, comme
« je vous en élève un dans le mien! Puissent
« mes peuples me bénir dans leurs cœurs
« comme le mien les bénit! puisse la Russie

« être heureuse, et puisse la divine Provi-
« dence veiller sur elle et sur moi! »

Cette pièce où l'on ne voit pas seulement la modestie simple et ferme du philosophe, mais où transpire quelque chose de l'abnégation passionnée du chrétien, et où les expressions d'une bienveillance exaltée empruntent encore une teinte particulière, dans l'original, du caractère propre à la langue russe, doit être considérée comme un document très remarquable dans l'histoire personnelle d'Alexandre.

Les regards d'Alexandre se portèrent avec empressement sur les diverses parties de la chose publique qui avaient souffert de l'état de guerre : mais d'abord un comité composé de plusieurs généraux fut institué pour examiner les droits des officiers qui avaient quitté l'armée pour cause de blessures ou de maladie. Une mesure que l'on ne saurait trop louer, et que l'on peut considérer comme la preuve de l'esprit essentiellement philanthropique qui animait alors le souverain, c'est le pardon sans réserve qui fut accordé à toutes les personnes que les circonstances avaient entraînées dans des relations avec l'ennemi. La même générosité détermina le sacrifice de toutes les

créances du gouvernement au-dessous de deux mille roubles. Dans les gouvernemens qui avaient le plus souffert de la guerre, les paysans furent dispensés du paiement de l'arriéré de la taxe personnelle.

A l'énumération de toutes ces mesures dictées par une sollicitude véritablement paternelle, il faut ajouter comme un acte de probité remarquable de la part du gouvernement russe, l'avis qui fut inséré dans les principaux journaux d'Allemagne, et par lequel les habitans qui pendant la guerre avaient été payés en billets de la banque de Russie, et qui pouvaient éprouver de la difficulté à les réaliser à leur taux intégral, étaient prévenus que des bureaux venaient d'être établis à Berlin et à Kœnigsberg pour l'escompte de tous ces billets au cours du change.

Certaines branches du commerce russe qui avaient peu souffert de la guerre furent d'un grand secours par les ressources qu'elles fournirent au trésor public. Ainsi la compagnie russe d'Amérique avait depuis trois ou quatre ans fait des opérations singulièrement heureuses dans le commerce des pelleteries; elle avait en caisse des fonds considérables, dont une partie fut empruntée par le gouver-

nement avec les garanties que la compagnie stipula elle-même. (1)

C'est à cette époque qu'Alexandre obtint de la Perse la cession définitive de provinces considérables. Le traité avait été ébauché en 1813, mais il ne fut confirmé que dans le mois de septembre 1814. Ainsi le potentat russe en rentrant dans ses États, glorieux de la prépondérance qu'il venait d'acquérir en Europe, trouvait les limites de son empire agrandies du côté de l'Orient, comme par la seule force des choses. La domination russe s'étendait maintenant de la mer Caspienne au Pont-Euxin, et du Pont-Euxin au Bosphore, dans une ligne non interrompue de possessions. Désormais il était presque au pouvoir du cabinet de Saint-Pétersbourg d'obliger la Perse à déclarer la guerre à la Porte toutes les fois que l'intérêt de la Russie l'exigerait.

Par l'art. 3 de cet important traité, S. M.

---

(1) Il existe en Russie deux compagnies de commerce : la Compagnie d'Amérique, établie en 1799, possédait déjà en 1801 un capital de près de 3 millions de roubles. Le prix des actions était de 3,727 roubles; le bénéfice annuel s'élevait à 156 roubles 66 copeks par action. L'autre compagnie est celle de la pêche du hareng dans la mer Blanche.

le chach, afin de prouver à S. M. l'empereur de Russie la sincérité de ses intentions, reconnaît solennellement, tant pour lui que pour ses successeurs au trône de Perse, que les khans (gouvernemens) de Karabaqth et de Natchichevan, d'Erivan et une partie du cercle d'Élisabethpol, appelé autrefois Gardjah, de Talichah, ainsi que ceux de Chaki, de Chirvân, de Derbend, de Kouba, de Bakou, avec les terres dépendantes; en outre, tout le Daghestân, la Géorgie avec la province de Chourgheli, l'Imirethie, Gourielie, Mingrélie, Abkhasie, appartiennent en propre à l'empire russe.

Par l'article 4, S. M. l'empereur de Russie, en témoignage de ses sentimens pour S. M. le chach de Perse, et pour lui prouver son désir sincère de voir l'*autocratie* et l'autorité souveraine établies sur une base solide dans l'empire persan, voisin de la Russie, s'engage solennellement pour lui et pour ses successeurs à prêter, en cas de besoin, secours à celui des fils du chach de Perse qu'*il nommera héritier* de l'empire persan (1), afin qu'aucun ennemi étranger ne puisse se mêler des affaires de la

(1) *Qu'il nommera....* qui nommera? Singulière am-

Perse, et que la cause de Perse soit fortifiée par l'appui de la cour de Russie. Du reste, s'il s'élevait des différends entre les fils du Chach sur les affaires de l'empire persan, la Russie n'y prendra point part, avant que le Chach régnant ne réclame son intervention.

---

phibologie, échappée probablement à l'inadvertance des négociateurs russes.

Nous donnons dans les Pièces justificatives le texte entier de ce traité, qui n'est pas moins curieux par la forme qu'important par le fond. Il ne se trouve pas dans Schoell; c'est dans le Recueil de Martens que nous l'avons pris, et nous devons à la complaisance de M. Klaproth la rectification de l'orthographe des noms de lieux, qui est dans Martens extrêmement vicieuse.

CHAPITRE XIX.

(1815 ET 1816.)

Le retour de l'île d'Elbe, et l'empressement avec lequel Napoléon fut accueilli par l'armée et par une grande partie de la nation, causèrent une joie secrète à tous ceux des ennemis de la France dont les événemens de 1814 n'avaient pas comblé les espérances. Désormais on ne manquerait plus de motifs pour imposer à cette grande victime des querelles des rois, des sacrifices énormes qu'en 1814 on avait eu la pudeur de ne pas demander. D'ailleurs le congrès de Vienne en dépeçant plus d'un royaume n'avait pu rassasier des appétits politiques irrités par de longues privations. Le banquet n'était pas fini; il restait soit à la Prusse, soit à l'Autriche, quelque chose à prendre, lorsque les opérations de partage furent interrompues. La Russie seule était sortie du festin sans regret; elle avait obtenu tout ce qu'elle désirait pour le moment, en s'emparant des barrières qui pou-

vaient garantir l'Allemagne de ses agressions futures.

Près de quatorze cent mille hommes furent mis sur pied par les souverains alliés. Napoléon n'en eut à combattre à Waterloo qu'un peu plus de deux cent mille, de sorte qu'en supposant une victoire, il lui restait à terrasser près d'un million d'ennemis. Les Anglais et les Prussiens parurent seuls sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean. Les Russes, qui étaient destinés à former l'armée du *moyen Rhin*, ne purent malgré des marches forcées arriver à temps. Ils étaient au nombre d'environ cent soixante-dix mille hommes, commandés par les généraux Barclay de Tolly, Doctoroff, Raieffski, Sacken, Langeron, Sabanéief, Iermolof, Vintzingerode et Palhen.

Franchissons le récit de la mémorable et fatale journée dans laquelle la valeur française succomba, encore moins peut-être sous la supériorité d'un ennemi numériquement deux fois plus fort, que sous la trahison la plus noire; et rejoignons l'armée russe restée en arrière.

Les deux empereurs de Russie et d'Autriche étaient encore à Heidelberg lorsqu'ils reçu-

rent la nouvelle de la victoire remportée par leurs alliés. Leurs généraux n'eurent plus en entrant en France qu'à recevoir les capitulations de quelques places de guerre. Dès-lors Alexandre jugea inutile de faire avancer les trois corps qui composaient la totalité de son armée; celui seul de Barclay de Tolly eut ordre de poursuivre sa route, et arrivé au cœur de la France, dans la distribution des quartiers d'occupation, les pays d'entre Seine et Oise et ceux que baignent la Meuse et la Moselle lui furent assignés.

Tout annonçait que cette seconde visite des alliés laisserait à la France d'amers souvenirs. Les souverains alliés s'étaient présentés la première fois comme les *libérateurs* du peuple français, et quelque désaccord qu'il y eût entre cette prétention et les sentimens de la France qui ne sentait nullement le besoin d'être délivrée, la qualité de libérateurs supposait au moins quelques procédés généreux. Mais cette fois ils entraient armés de sévérité et de vengeance contre une nation qui, au mépris du bienfait de la restauration, s'était spontanément élancée au-devant d'une domination proscrite. L'armée tout entière semblait complice de l'homme que le congrès ve-

Français capables de la plus méprisable légèreté ou de la plus criminelle perfidie; il se croyait personnellement trompé, et si la première fois l'aspect des habitudes d'un peuple libre, bien qu'accidentellement tyrannisé, ne lui avait pas déplu, en 1815 il pensa avec les autres souverains que l'énergie et l'élasticité naturelle d'un tel peuple devaient être attaquées jusqu'au cœur et par les moyens les plus terribles.

C'est tout imbue de ces idées que la coalition se préparait en effet à opérer sur la France. Une expérience funeste, disait-elle, a prouvé que les mesures suivies en 1814 n'étaient pas suffisantes. La position des puissances a évidemment changé non seulement depuis cette époque, mais encore depuis la déclaration du 13 mars. A cette époque, en prévoyant la défection de l'armée et le cas où il serait nécessaire de venir au secours du gouvernement légitime, on était loin de penser que la contagion serait si générale. On pensait au contraire que le peuple français se leverait contre une poignée de factieux, et étoufferait la révolte dans son origine. Maintenant que pour rétablir Louis XVIII sur son trône il a fallu vaincre et l'armée et la ma-

jorité de la population. Il ne s'agit plus seulement des intérêts de ce prince; il s'agit en même temps de rassurer l'Europe contre un état de choses qui pourrait s'établir en France au péril des puissances voisines. Ces puissances ont fait une terrible expérience et d'immenses sacrifices. Elles ont vu que le gouvernement du roi a pu succomber à l'entreprise la plus téméraire et la plus aventureuse; que ni le respect qu'inspire la légitimité, ni la modération avec laquelle Louis XVIII a usé de son pouvoir, ne l'ont pu maintenir contre les dispositions d'une grande partie de la nation; que les ordres de Bonaparte ont pu encore une fois armer cette nation contre ses libérateurs, et que l'Europe était de nouveau menacée de la guerre... Les souverains alliés doivent à leurs sujets de prévenir par des moyens sûrs le retour de ces malheurs. Si la facilité avec laquelle on a armé contre eux la population de la France leur donne droit à demander une *garantie*, les sacrifices qu'ils ont faits les autorisent à exiger une *indemnité*.

Ce n'est pas tout; avec une indemnité il fallait une garantie; et quel était le *moyen sûr* d'établir cette garantie? en exténuant la

France par l'absorption de tout son numéraire; il fallait encore la briser par une dislocation, et réaliser les sinistres projets de démembrement dont on avait en 1814 conçu la pensée et remporté le stérile regret.

C'est d'après ce plan, mûrement arrêté le 20 septembre dans une conférence des ministres d'Autriche, de Russie, d'Angleterre et de Prusse, que l'on proposa à ceux du roi de France un traité ayant pour bases la cession d'un territoire égal aux deux tiers de ce qui avait été ajouté à l'ancienne France par celui du 30 mai 1814. Or, cette cession entraînait la perte des départemens formant la presque totalité des anciennes provinces d'Alsace, de Lorraine et des Pays-Bas.

Alors commencèrent des négociations et une discussion des principes, où le droit et la justice furent bien inutilement invoqués et consacrés par les ministres auxquels Louis XVIII avait commis la pénible tâche de défendre la malheureuse France contre les prétentions des alliés. Ces ministres, le prince de Talleyrand, le duc de Dalberg et le baron Louis, raisonnèrent sur le droit de guerre, sur le droit de conquête; les définirent l'un et l'autre avec la précision la plus satisfaisante,

et rattachèrent d'une manière non moins lumineuse à l'un et à l'autre le droit d'exiger des cessions territoriales. « Or, ajoutaient-ils, évidemment les alliés ne sont pas en guerre avec la France, car ils ne font point la guerre à son souverain; ils n'ont pas cessé de le reconnaître et d'entretenir des relations de bonne amitié avec lui. Le souverain et le pays sont, en langage de droit public, une même chose : le terme de pays n'étant qu'un *trope* par lequel le domaine est pris pour le possesseur. »

On juge aisément de quel poids pouvait être un tel raisonnement auprès d'adversaires qui étayaient de cinq cent mille baïonnettes la logique des leurs. D'ailleurs, politiquement, la logique était de leur côté, comme la fortune et la force. On peut même trouver que dans la triste et terrible solennité des circonstances, c'était par un artifice de dialectique un peu puéril que des hommes assurément bien moins que d'autres dominés par les illusions de l'imagination, confondaient à la faveur d'un *trope* le pays et le souverain. Le *trope* était un peu fort, et n'avait pas pour lui l'autorité de Dumarsais, plénipotentiaire irrécusable de notre grammaire.

Quand une grande nation succombe, des arguties diplomatiques sont un triste refuge pour ses droits; elles aviliraient sa chute, si elle pouvait être responsable des moyens que l'on emploie pour la sauver. Au reste, nous devons plaindre, dans de si tristes conjonctures, les ministres qui avaient mission de lutter contre la rapacité étrangère. Ils auraient, à la vérité, pu faire entendre un langage plus élevé, plus mâle, plus digne d'une aussi grande cause; ils auraient pu par leur contenance mieux honorer nos malheurs, mais sans doute ils n'eussent pas autrement réussi.

Que parlez-vous de droit de guerre et de droit de conquête, répondirent les alliés. Il ne s'agit point ici de définir un droit; il est seulement question de constater un fait. Le droit nous est acquis par la victoire; et le fait est que nous ne pouvons plus nous contenter de ce qui nous avait suffi en 1814: d'une part, parce que nous avons pris la peine de vous conquérir une seconde fois, et de l'autre, parce que votre conduite pendant les cent jours nous prouve que vous ne serez jamais tranquilles tant que vous ne serez point imposés, morcelés et occupés. Au surplus, on ne veut que votre bonheur.

On nous pardonnera de traduire la pompe et la gravité du style diplomatique dans des formes dont la simplicité rend plus sensible la pensée que dissimulaient de vaines circonlocutions. L'usage est le tyran inviolable de la diplomatie; mais l'histoire peut secouer son joug quelquefois.

Tels furent les principes qui servirent de base au second traité de Paris. Quant aux stipulations de ce traité et à ses conséquences plus ou moins importantes, il serait absolument superflu de les rappeler ici. Tous nous les avons subies, elles sont écrites partout, et la mémoire la plus ingrate en gardera longtemps le souvenir. Elles avaient été calculées pour procurer à notre patrie un long *repos*. Bénissons cette impérissable et miraculeuse vigueur du sol de la France, qui lui a permis de résister à de telles épreuves et qui nous la rend aussi prospère que jamais!

Le traité de la Sainte-Alliance fut ébauché à mesure que se discutait celui de Paris. Il fut même conclu avant, parce que les travaux qu'entraînèrent les nombreux accessoires de ce dernier en retardèrent la conclusion jusqu'au 20 novembre, tandis que celui de la Sainte-Alliance avait été signé le 26 septembre

précédent. Mais ce dernier fut arrêté sous l'empire de considérations particulières et de circonstances relativement auxquelles l'exposé des événemens que nous venons de tracer ne serait qu'une introduction très insuffisante, si nous n'entrions ici dans quelques détails.

Dès 1814 l'empereur Alexandre avait eu des relations avec madame de Krudener. Depuis quelques années cette femme célèbre remplissait le Nord du bruit de ses succès dans la mission si singulièrement évangélique qu'elle s'était donnée, ou, si l'on veut, qu'elle avait reçue des inspirations exaltées d'une âme religieuse et ardente, et d'un cœur qui surabondait de zèle et de tendresse pour l'humanité. On sait que, née dans la classe la plus éminente de la société et au milieu des douceurs de l'opulence, douée d'une beauté dont l'attrait était irrésistible, madame de Krudener renonça à ces avantages, jeune encore, pour accomplir, en annonçant aux hommes la parole de Dieu, un apostolat dont le but n'était rien moins que la conversion du genre humain. Jusque-là, comme il arrive ordinairement aux fondateurs de sectes, elle avait trouvé plus de partisans dans les caba-

nes que dans les palais; et les princes, loin de se faire ses prosélytes, l'avaient persécutée, jugeant dangereuses les prédications et même les aumônes au moyen desquelles elle entraînait les populations à sa suite. D'ailleurs, elle pouvait enflammer les passions des classes souffrantes et fournir un prétexte aux rébellions, en mêlant à ses prières des prédictions menaçantes contre les puissans de la terre qui s'écartaient de la droite voie. Cependant, comme elle avait annoncé la chute de Napoléon, sa réputation de prophétesse commença, en 1814, à s'établir avec une sorte d'universalité; et voyant dans le grand changement qui s'accomplissait en Europe une occasion favorable pour tenter la *révolution* religieuse qu'elle-même méditait, elle se rendit à Paris en même temps que les souverains alliés. C'était sur l'appui d'Alexandre qu'elle comptait particulièrement, non seulement parce que la Russie semblait devoir être désormais la modératrice des grands débats qui s'éleveraient pour la reconstruction de l'Europe, mais encore parce qu'elle savait que quelque chose dans l'âme de ce souverain sympathisait avec ses propres idées sur la nécessité d'une révolution religieuse.

Il est en effet incontestable qu'Alexandre était, par la nature de son organisation morale et physique, prédisposé au mysticisme et à subir l'empire des idées religieuses, même jusqu'aux illusions de l'illuminisme. Sans parler de cette tendance si générale dans le Nord, et qui n'excepte pas les esprits de l'ordre le plus élevé, on peut regarder le mysticisme comme le résultat d'une loi de développement des passions, commune à tous les individus chez qui la sensibilité du cœur et l'activité de l'imagination ne subissent pas le joug d'une raison énergique et d'un caractère vigoureux. Lorsque les organes s'émoussent et que les jouissances sensuelles échappent, il faut nécessairement que privées d'une activité intellectuelle suffisante pour remplacer ce qu'elles ont perdu, ces âmes trompées, mais nobles et élevées, cherchent dans la sphère sans limites des affections religieuses (1) un vaste dédommagement (2). En

(1) D'autres peuvent dire *idéales*.

(2) On me demandera quel est le dédommagement de la multitude des individus des deux sexes qui n'acceptent pas les affections religieuses pour remplacer les passions, et qui n'ont pourtant pas d'activité intellectuelle : la réponse est simple ; tous ceux-là tombent

élevant les termes ou les données de cette proposition à leur plus haute puissance, on explique madame de Krudener; et c'est à peu près de la même manière qu'il faudrait raisonner pour rendre raison du singulier changement qui, en 1815, s'était opéré dans les idées et les vues politiques de l'empereur Alexandre, s'il ne suffisait pas, historiquement parlant, d'en constater le fait.

Or, ce fait se prouve par un autre dont la certitude ne peut pas plus être contestée que son importance, c'est la *Sainte-Alliance*. La source de ce pacte fut évidemment une profonde préoccupation mystique de la part d'Alexandre. Depuis 1814 les instructions et les exhortations de madame de Krudener avaient produit leur effet. La célèbre prophétesse s'était habilement emparée de ce qu'il y a toujours de vivant et de chatouilleux dans le cœur d'un roi; de cette *orgueilleuse faiblesse* qui se complaît dans des idées de puissance et de domination. « Alexandre, disait madame de Krudener, a reçu mission de réédifier ce que

---

dans l'abrutissement. La vieillesse n'est pas autre chose pour le grand nombre. Voilà pourquoi il est si nécessaire de cultiver son esprit.

Napoléon avait reçu mission de détruire. Alexandre est l'ange blanc de l'Europe et du monde, comme Napoléon en fut l'ange noir. » Cette rivalité mystérieuse des deux anges ou génies de l'époque, dut séduire Alexandre, en le rehaussant à la hauteur d'un adversaire au-dessous duquel il était bien forcé de se reconnaître et de se placer d'après la valeur des proportions adoptées dans le monde des réalités matérielles.

On attribue à l'influence de madame de Krudener sur Alexandre, la modération que montra ce souverain dans les transactions qui se firent à cette époque avec la France. Ce qu'il y a de sûr au moins, c'est qu'elle tenait, dans deux maisons de Paris, des conférences mystiques, où se réunissaient les souverains alliés. Son crédit *politique* était donc établi dès cette époque, et l'on juge aisément combien il dut s'augmenter lorsque le retour de l'île d'Elbe et la journée de Waterloo vinrent confirmer tout ce qu'elle avait annoncé touchant les nouveaux malheurs qui devaient être suscités par l'*ange noir*. On a même fait honneur à madame de Krudener de l'idée de la Sainte-Alliance ; et il est vrai qu'elle avait rêvé l'union des rois, mais dans l'intérêt universel

des peuples. Elle voulait *christianiser* le monde selon les principes de l'Église primitive ; elle voulait la paix universelle, et ne voyait d'autre moyen d'y parvenir que l'alliance des puissans du siècle cimentée par la religion.

Selon d'autres personnes, c'est au sortir d'un entretien où cette femme extraordinaire épanchait son âme avec une éloquence admirable, que l'empereur Alexandre, saisi d'un transport religieux et philanthropique, enfanta ce projet. Voici au surplus une particularité digne de remarque, et que nous rapportons comme très certaine.

L'empereur Alexandre ayant, au mois de novembre 1815, minuté de sa main le projet de la Sainte-Alliance, remit son brouillon à M. Gentz pour le porter au prince de Metternich, afin que celui-ci rédigeât, d'après ce projet, une convention ou traité dans les formes consacrées par l'usage. M. de Gentz, avant de remettre ce papier au prince de Metternich, le montra à un pair de France (1), en lui disant : « L'empereur m'a chargé de « remettre à M. de Metternich ce chiffon de

---

(1) M. le duc de d'A..... chez qui M. de Gentz demeurait étant à Paris.

« papier qu'il a écrit dans une intention très « chrétienne ; vous verrez les conséquences « que cela aura dans la politique de l'Europe. »

Le papier fut en effet remis à M. de Metternich. Ce fut pour cet habile ministre un trait de lumière sur le caractère de l'empereur Alexandre, que jusque-là il n'avait peut-être pas bien compris, et sur lequel il ne connaissait pas encore le moyen d'agir avec efficacité. M. de Metternich abaissa modestement ses projets devant la sublimité de cette idée, s'exalta devant la grandeur des résultats qu'elle promettait, et n'oublia rien pour se montrer pénétré du même esprit de mysticisme. Voilà donc deux faits, savoir l'origine de la Sainte-Alliance, et l'origine de l'influence du cabinet autrichien sur celui de Saint-Pétersbourg, qui ont une source commune, s'expliquent l'un par l'autre comme la cause et l'effet.

Jusqu'à cette époque non seulement il n'avait pas existé la plus légère trace de cette influence, mais encore il est prouvé que l'empereur Alexandre n'avait nullement goûté M. de Metternich, et qu'il semblait éprouver quelque chose de répulsif pour ses idées politiques. On présume que des circonstances particulières avaient donné lieu à cet éloignement.

On a parlé d'un billet adressé à M. de Hardenberg, à la première époque du congrès de Vienne, en 1814, dans lequel M. de Metternich s'exprimait avec une légèreté fort irrévérentieuse sur sa majesté de Russie, billet que M. de Hardenberg eut la perfidie de mettre, comme par mégarde, dans une dépêche pour l'empereur Alexandre. Alors déjà des entrevues peu conciliantes avaient eu lieu entre ce prince et le président du congrès; des mots piquans échappés de part et d'autre avaient été cités; et l'on était généralement convaincu non seulement qu'il y avait complète divergence d'idées entre le souverain et l'habile diplomate, mais encore qu'Alexandre était bien aise d'éviter toute occasion de s'entretenir désormais avec lui; peut-être faut-il encore attribuer à ces dispositions l'appui si marqué que, contre les exigences de sa propre politique, la Russie prêta à la Prusse dans l'affaire du partage de la Saxe.

Mais depuis l'adoption de l'idée de la Sainte-Alliance, les succès du ministre autrichien dans la confiance de l'empereur Alexandre suivirent une progression constante, et la rigoureuse unité de tendance qui sembla ne donner qu'une même impulsion aux deux ca-

binets, l'étroite union des souverains ne furent qu'une suite de l'ascendant qu'avait su conquérir M. de Metternich, et qu'il a conservé presque jusqu'à la fin de l'empereur Alexandre. C'est aussi à partir de ce moment que M. de Metternich est devenu le Jupiter olympien de la politique européenne : *Cuncto supercilio moventem.*

Né autrichien et grand seigneur, imbu de traditions et de maximes féodales, M. de Metternich, doué de trop de supériorité d'esprit pour croire qu'on puisse raisonnablement et logiquement contester aux peuples leurs droits, obéissait, comme tant d'autres, à la loi de sa position sociale bien plus qu'aux convictions de son esprit. Philosophe et aristocrate à la fois, ayant cette merveilleuse souplesse qui s'adapte aux temps et aux lieux, aspirant à des succès de divers genres, on l'avait vu à la cour impériale de Napoléon déguiser ses talens sous le masque d'un homme aimable, d'un courtisan spirituel et frivole du plaisir, comme s'il eût craint que l'œil perçant du grand homme ne reconnût en lui le futur soutien de la monarchie autrichienne. Il réussit complétement à passer aux yeux de Napoléon pour un homme ordinaire, et ne fut plus solide-

ment apprécié, dit-on, que par des princesses du temps qui le favorisèrent assez pour l'observer de plus près et avec un bien plus vif intérêt.

Un homme doué d'autant de sagacité que le prince de Metternich ne pouvait pas se méprendre sur la puissance et l'universalité des causes qui avaient renversé la restauration. Il ne pouvait pas se dissimuler que cette fièvre de rénovation qui depuis un quart de siècle agitait la France, travaillait également les autres peuples de l'Europe, et que le désir des bienfaits de la liberté avait partout triomphé de l'horreur des crimes commis en son nom. Des promesses avaient été faites aux peuples en 1813 et 1814, lorsque leur assistance avait aidé les rois à vaincre le colosse français. Le moment était venu où la juste impatience des peuples allait demander ces institutions et ces garanties, prix du sang d'un demi-million de soldats morts pour la cause des princes. S'emparer de cet ébranlement général pour le diriger en accomplissant loyalement les engagemens pris, en restituant toute sa majesté à la parole des rois, c'était le parti à la fois le plus généreux et le plus sage. Mais l'esprit aristocratique qui prédominait dans le mi-

nistre autrichien, lui fit préférer le système d'une compression violente des idées nouvelles. Affectant du mépris pour ce qu'on appelle opinion publique, et se faisant peut-être illusion sur la réalité de cette puissance, M. de Metternich pensa d'ailleurs que la situation de l'Autriche lui faisait une loi d'adopter ce système.

L'Autriche, en effet, doit redouter une révolution, parce qu'elle serait complète, et par conséquent terrible chez elle; n'ayant pas marché avec le temps, elle est, comme l'Espagne, restée considérablement en arrière de tous les autres États de l'Europe. Le progrès des idées, les changemens insensibles qui s'opèrent sous les formes des institutions caduques par les nouvelles mœurs, cette fusion pacifique du passé avec le présent qui s'était faite chez nous, même avant la révolution; rien de tout cela n'a eu lieu chez elle. Tous les genres d'inégalités sociales, tous les priviléges odieux couverts de la rouille des temps y vivent encore. Or, rien de cette société d'un autre âge ne pourra servir plus tard : quand on voudra mettre la féodale Autriche à la hauteur du reste de l'Europe, il faudra faire table rase et couper dans le vif des abus que

n'ont point progressivement usé de prudentes concessions faites aux temps.

D'ailleurs, pour entrer sans danger dans une route libérale, il eût fallu avoir la popularité d'un Joseph II ou d'un Léopold. Ce qui eût été possible de leur temps ne l'était plus par beaucoup de raisons, et la première de toutes, c'est que l'on avait appris de l'expérience et par l'exemple des autres nations, que, quand le pouvoir, après s'être fait la barrière de l'esprit du siècle, veut marcher avec lui, il est souvent entraîné bien plus loin qu'il n'aurait voulu.

Or ici, pour suspendre la marche du temps, il ne suffisait pas du génie de M. de Metternich et du bon plaisir de l'Autriche: il fallait un concert général des rois, et le concours du monarque russe était surtout indispensable. C'était donc une circonstance fort heureuse que cette détermination imprévue par laquelle un souverain, dont les intentions avaient été jusque-là très favorables aux peuples et très libérales, abandonnait leur cause pour se constituer la tête et l'égide des royautés européennes. En 1814, on n'avait pas entendu ce prince parler de légitimité monarchique. Il faisait profession de ne reconnaître que les

légitimités nationales : il voulait sur toutes choses que le vœu du peuple français fût respecté, et ce fut en cela que se manifesta la grandeur de son âme et le plus noble aspect de son caractère. Les Bourbons n'auraient point obtenu une préférence qui aurait contrarié cette magnanime pensée de justice : ils ne l'obtinrent que parce qu'ils furent redemandés au nom de cette nation qu'Alexandre estimait assez pour vouloir respecter son choix.

C'était un bonheur d'autant plus extraordinaire, de voir naître dans la tête d'un autocrate russe le projet d'une sainte-alliance protectrice des légitimités européennes, que la Russie n'avait rien à craindre des révolutions suscitées par le génie démocratique, et que les garanties du trône ne résident nullement chez elle dans de vagues idées de légitimité, mais sur des habitudes nationales bien autrement rassurantes que d'abstraites théories. Un coup d'œil jeté sur son histoire nous convaincra de cette vérité.

Le dogme de la légitimité considérée comme base fondamentale du pouvoir monarchique est d'importation tout-à-fait récente chez eux, et purement d'imitation ; à peine ont-ils un

mot pour exprimer une idée si métaphysique. L'invention de ce principe a été préparée chez nous pour la longue durée et la transmission régulière du pouvoir dans certaines races; or les mêmes précédens n'existent pas dans leur histoire.

Le pouvoir royal dans son origine, chez eux, fut ce qu'il a été à l'époque correspondante dans toutes les monarchies européennes, c'est-à-dire la suprématie assez limitée d'un chef militaire librement élu par ses compagnons. L'hérédité du pouvoir dans cet ordre de choses avait la valeur d'un fait plus que la vertu d'un principe, et celui-là seul était sûr de transmettre aux siens la puissance, qui l'ayant exercée avec éclat, rattachait aux intérêts de sa maison le plus grand nombre de partisans. On voit que les sujets de Rurick, accoutumés au brigandage, et mécontens de l'état de paix dans lequel ce prince prétendait les faire vivre après son établissement, se révoltèrent et voulurent se donner un autre chef. Les mêmes exemples d'indépendance se rencontrent, à la vérité, dans l'histoire de nos ancêtres et dans celle de tous les peuples d'origine franque ou germanique; mais on va voir que la ressemblance s'arrête là. Sous les

successeurs de Rurick, l'empire se trouva morcelé entre vingt princes apanagés, égaux et indépendans. De là sortit une longue anarchie durant laquelle il ne put exister d'autre dogme que le droit du plus fort. On combattait avec acharnement; on s'exterminait au mépris de la consanguinité par l'assassinat, par le fer ou par le poison, et l'on était légitime quand on était resté le maître du terrain. Un tel ordre de choses était peu favorable à la conception de quelques lois fondamentales. De savans écrivains comme Schloetzer ont pourtant donné ce nom à des usages variables de ces temps barbares.

Dans nos climats tempérés, un ordre fixe et constant succéda bientôt à ce désordre affreux; plusieurs causes y concoururent. La fusion des vainqueurs et des vaincus y fut rapide. Les hommes du Nord échangèrent volontiers leurs mœurs dures et sauvages contre les habitudes des peuples civilisés qu'ils avaient soumis. De semblables affections, une même foi, et tous ces rapports de communauté patriotique que nous exprimons par le mot de *nationalité*, ne tardèrent pas à sortir du mélange des races et de l'échange de la force contre les arts : un tel résultat ne pouvait avoir

lieu en Russie. Barbares contre barbares, en s'entre-subjuguant, n'avaient pas d'échange à faire; pareilles étaient leurs mœurs, leur ignorance, leur férocité; différentes étaient leurs croyances et leurs superstitions : ils ne pouvaient prendre les uns des autres que ce que la victoire donne, le plaisir d'une domination sanglante. Aussi se fondirent-ils sans s'allier, et ils restèrent ce qu'ils étaient dans l'origine, et ce que signifiait leur nom de *Rosseie*, des peuples dispersés.

Ainsi l'énergie des inimitiés nationales fortifia de toute son influence l'ardeur des compétitions princières et la férocité des querelles domestiques. Au sein d'une masse si peu homogène, tout prétendant au pouvoir trouva toujours fort aisément un parti. Les peuplades s'acharnaient entre elles avec toute l'ardeur des passions individuelles. Les mêmes divisions se perpétuent jusqu'au treizième siècle entre les principautés de Kiow, de Volodimer, de Rezan, de Novgorod, de Sousdal et vingt autres encore.

On chercha quelquefois à sortir de cet épouvantable chaos par la création d'une sorte de protectorat ou d'arbitrage suprême des querelles des princes. Les Russes connurent aussi

les assemblées nationales que nos ancêtres appelèrent Champ-de-mai, et ils eurent même des sortes de conseils amphyctioniques. Dans le onzième siècle, Sviatopolsk et Vladimir, voulant rétablir l'ordre et le repos dans les diverses principautés, convoquèrent un congrès ou *vetche* de ce genre. Ainsi les Russes ont eu jadis les mêmes élémens d'organisation politique que les autres peuples de l'Europe. Mais l'indomptable férocité du génie primitif a flétri et dévoré ces germes qui se sont développés ailleurs, grâces à des mœurs plus douces, bienfait d'un climat plus heureux.

Il est si vrai qu'à l'époque dont nous venons de parler, le pouvoir royal n'était fondé ni sur des doctrines positives ni même sur des conventions régulières, et n'était que le règne traditionnel de la force; que le mot de sujet, qui est le co-relatif indispensable de celui de souverain et de souverain légitime, et qui implique la soumission volontaire, c'est-à-dire la reconnaissance au moins tacite du droit de commander, n'existait pas. Dans tous les documens de cette époque, disent les historiens les plus dignes de foi, les boyards et les nobles sont désignés par le nom de *compagnons du prince :* cette désignation comprend quelque-

fois l'armée tout entière; quant au peuple, il n'a pas de nom.

L'autorité des chefs de l'Église chrétienne, qui fut en général le support de la légitimité en Europe, quoiqu'elle l'ait fortement ébranlée par intervalles, fut de nulle assistance pour les princes russes, qui cependant la réclamèrent quelquefois. En 1075, on voit Isiaslaf, dépouillé de la souveraineté de Kief par ses frères, envoyer son fils au pape pour réclamer son intervention. Le pape d'alors était ce fameux Hildebrand (Grégoire VII), devant lequel se courbaient tous les souverains de la chrétienté; mais, malgré toute l'envie qu'il avait de profiter de l'occasion, et malgré la déclaration par laquelle il prétendit disposer de la Russie comme relevant désormais du Saint-Siége, les spoliateurs d'Isiaslaf jouirent tranquillement de leurs usurpations. On n'envoya pas de légat en Russie. C'était un voyage trop long et un ciel trop rude pour des cardinaux romains.

Tel était le pouvoir monarchique en Russie, lorsque les Tartares, remontant du midi au nord, vinrent subjuguer toutes les contrées depuis réunies sous cette commune appellation. Maîtres pendant plus de deux cents ans

de ces vastes pays, ils en traitèrent les souverains naturels avec toute la rigueur de la hiérarchie politique orientale, c'est-à-dire qu'ils les soumirent au vasselage le plus humiliant. Dans un tel ordre de choses, les idées de droit et de légitimité étaient peu consultées; celui qui portait le plus riche présent au khan de la *horde dorée* était nécessairement le mieux accueilli. On succédait comme on pouvait : avoir pour soi la naissance et le vœu du peuple, c'était la moindre affaire. Il fallait avoir des amis sous la tente du grand khan.

Après la dislocation de cet empire des khans de Katpschak, des princes guerriers, parmi lesquels l'histoire signale surtout ceux du nom d'Ivan, profitèrent de l'ascendant que leur donna la victoire pour subjuguer et détruire tous les princes apanagés. C'est à eux que commence véritablement la Russie, et cette centralisation monarchique qui remplaça l'ancienne et si imparfaite association fédérale des principautés. Mais la domination de ces princes fut trop despotique et trop violente pour laisser place au consentement des peuples et à l'invention du culte de la légitimité. Tous ces monarques sanglans qui régnèrent par la terreur et dégrossirent la Russie à coups de

hache, possédèrent la souveraineté d'une façon toute matérielle, et la transmirent à leurs héritiers comme une propriété foncière. L'obéissance à leurs lois ne fut jamais volontaire et raisonnée; elle ne fut jamais que l'instinct de la crainte. Il ne pouvait donc se trouver là, ni du côté des souverains ni du côté de la nation, aucune conscience, aucune trace de légitimité.

La grande dynastie, la dynastie de Rurick finit en ces princes : elle avait occupé le trône pendant sept cent trente-six ans, et donné cinquante-deux souverains à la Russie, ce qui ne fait qu'une durée commune de quatorze ans pour chaque règne. Autre preuve que la royauté, durant ce long espace de temps, fut toujours précaire, orageuse et contestée. Il n'est pas inutile de remarquer encore que les Russes ayant eu, comme les autres peuples, l'orgueil des dynasties, ont rattaché très arbitrairement au tronc de Rurick plusieurs branches qui n'avaient que des affinités très lointaines et très douteuses avec cette tige principale. A la fin du seizième siècle commence en Boris-Godonnoff une série d'usurpations durant lesquelles on voit combien peu les Russes avaient d'affections monarchiques.

Après la mort de l'usurpateur Fédor Borisowitch, son fils est proclamé tzar, et bientôt après massacré. Dimitri V est couronné comme fils du dernier des tzars, et ne tarde pas à être tué comme imposteur.

Basile ou Wassili Choniski, du sang des Ivans, lui succède, et du trône tombe immédiatement dans un couvent. Tout à coup surgit un nouveau Démétrius, que remplacent successivement un troisième, un quatrième et même un cinquième imposteur. Fatigués de ces faux Démétrius, les Russes veulent sortir de ce conflit anarchique en appelant au trône un prince étranger. Les boyards offrent la couronne à Vladislas, fils de Sigismond, roi de Pologne. Un parti populaire plus puissant termina enfin les troubles de ce long interrègne, en portant sur le trône, en 1613, Michel Romanoff, dont les ancêtres étaient Prussiens, et établis en Russie depuis environ deux cents ans.

Le pouvoir ne fut héréditaire dans la maison de Romanoff que jusqu'à Pierre Ier. On sait que ce prince changea la loi de l'État, ou l'usage qui en tenait lieu, en haine d'Alexis, et qu'il nomma pour lui succéder sa femme Catherine, aventurière, jadis trouvée à Ma-

rienbourg. Qu'il se soit repenti en mourant, qu'il ait existé un testament en faveur de la princesse Anne sa fille, testament supprimé par Menzikoff, qui avait avec l'impératrice des liaisons criminelles, ce sont autant de doutes que l'histoire n'a point résolus; mais toujours est-il certain que peu soucieux de légitimité et oubliant le sang de Pierre Ier, les Russes obéirent à la paysanne de Marienbourg. A la mort de cette souveraine recommencèrent les rapides détrônemens et les chutes soudaines, les usurpations sur ce trône absolument tombé en quenouille. Après Catherine, la couronne passa à Pierre II, petit-fils de Pierre-le-Grand, et fils de ce malheureux Alexis proscrit et immolé par son père. Des mains d'un enfant le sceptre tomba de nouveau dans celles d'une femme; ce fut la princesse Anne, duchesse douairière de Courlande, quoique régulièrement et légitimement ce dût être sa sœur aînée; mais la primogéniture était une condition dont on ne tenait nul compte, et Pierre Ier lui-même n'avait régné qu'au détriment de son frère aîné Ivan.

Anne, par son testament, avait appelé au trône sa nièce, duchesse de Mecklenbourg, mariée au prince de Brunswick Lunébourg;

au lit de mort on lui suggéra une résolution nouvelle; ce fut le fils de cette princesse, enfant au berceau, qui fut nommé empereur.

Il existait cependant une fille de Pierre Ier, la princesse Élisabeth. Une conspiration se forma en sa faveur; le prince et la princesse de Lunébourg, qui gouvernaient sous le titre de régens furent conduits en Sibérie avec le futur empereur leur fils, que depuis, en 1764, l'impératrice Catherine fit poignarder.

Élisabeth testa en faveur de son neveu, prince de Holstein-Gottorp, ou d'Oldenbourg, fils d'Anne, fille aînée de Pierre-le-Grand. Ce malheureux prince fut, si l'on veut, la tige de la nouvelle maison régnante. On sait les désordres de Catherine, l'impuissance de Pierre III, et toutes les causes enfin qui ont élevé des doutes sur la question de savoir si une goutte du sang des Romanoff coule encore dans les veines des princes actuels.

Pierre III fut empoisonné et étranglé, en 1762, après six mois de règne, remplacé par sa femme, issue de la petite maison princière allemande de Holstein-Eutin. La Russie accepta et adora le joug illégitime de cette étrangère.

En 1796, à la mort de la grande Catherine, Paul Ier, généralement réputé le fils de Soltykoff, le premier amant de sa mère, monte sur le trône.

Il est étranglé en 1801, à la suite d'une conspiration dont la trame n'a pas encore été bien éclaircie, et en expirant s'écrie : Constantin ! Constantin ! cet appel funèbre à celui de ses deux fils qu'il eût probablement choisi pour héritier, ne fut pas entendu, et c'est Alexandre qui monta sur le trône.

En préconisant le dogme de la légitimité, en épousant sa défense, l'empereur Alexandre faisait donc une chose toute nouvelle en Russie ; mais de plus, il faisait une chose dangereuse pour lui, car l'attention et la curiosité de la nation russe une fois remuée dans ce sens, il était à craindre qu'il ne prît fantaisie à des esprits factieux d'examiner si les Holstein-Gottorp occupaient le trône de Pierre Ier à un titre bien légitime.

Le projet de la Sainte-Alliance fut donc un bonheur improbable et inespéré dont le cabinet autrichien se hâta de profiter avec une habileté merveilleuse. Dès-lors M. de Metternich ayant trouvé le côté essentiellement faible et vulnérable du caractère de l'empe-

reur Alexandre, s'empara de son imagination et s'appliqua à la tenir constamment en activité, à lui susciter des motifs spécieux d'inquiétude et d'alarmes. Il fut parfaitement servi dans ce dessein par les échauffourées révolutionnaires qui éclatèrent bientôt dans divers États de l'Europe, et où fut compromise, mais non pas vaincue, la cause de la liberté.

Les événemens du Piémont, de Naples, de Portugal et d'Espagne sont venus à souhait pour fournir à la Sainte-Alliance matière à exercer sa suprématie et à constater son utilité.

Mais pour maintenir le nœud de la Sainte-Alliance, pour donner de la permanence et de la durée à un pacte politique qui n'avait pour base, après tout, que l'erreur, et l'on pourrait dire l'*aberration* momentanée d'un grand monarque, erreur qui pouvait au premier instant se dissiper devant une appréciation plus saine du véritable état de l'Europe et des intérêts réels de la Russie, les moyens de la diplomatie d'autrefois ne suffisaient plus. La lenteur des correspondances, la froideur méthodique des *notes* échangées, ne pouvaient désormais aller au but : il fallait à tout instant raffermir et raviver une

persuasion et des inquiétudes qu'un instant pouvait détruire et dissiper. De là vinrent tant de congrès; dans le sein de ces réunions solennelles, en présence des passions vivantes et des peurs monarchiques, M. de Metternich pouvait déployer avec succès toute l'adresse et toute la puissance des facultés oratoires, et les ressources d'un esprit aussi subtil et aussi artificieux qu'on puisse l'imaginer. Là le ministre conjurateur des périls de la royauté n'avait besoin, pour accréditer son système, que de l'énergique magie de ces tableaux où les complots et les crimes du génie démocratique prêt à rompre ses chaînes, apparaissaient comme une vision fantasmagorique.

L'empereur Alexandre, victime de cette séduction politique dont le succès était favorisé par des événemens qui semblaient en effet menacer, avec les dynasties régnantes, le fondement de toute autorité non constitutionnelle, était cependant ramené de temps en temps, par sa droiture naturelle, à des idées toutes différentes. Il savait prévoir que les circonstances seraient plus fortes que les principes; et tout en subissant la direction que lui imprimait le cabinet autrichien, il semblait

attendre avec une sorte d'impatience le moment où la force des choses viendrait le décharger du fardeau de sa responsabilité. Plus d'une fois on lui a entendu proférer ces paroles remarquables : *Je ne sais pas jusqu'à quel point et jusqu'à quel temps on pourra faire ce que l'on fait dans ce moment-ci.* A l'époque de la révolution de Naples, se trouvant à Varsovie, il disait à M. de La Ferronnays, ambassadeur de France : « Les affaires de Naples ne nous regardent pas; puisque le peuple napolitain respecte la famille régnante et n'attaque pas la légitimité, on n'a qu'à se plaindre des formes par lesquelles s'est manifesté le vœu public; et je ne pense pas qu'il soit utile d'employer la force contre cette manifestation. » Cependant dès qu'il fut à Troppau et ensuite à Laybach, Alexandre convint de toutes les mesures jugées nécessaires par l'Autriche. C'est alors surtout que l'on put se récrier contre l'influence de M. de Metternich : il faut avouer cependant que cette influence n'agit pas toute seule dans cette occasion. Le roi Ferdinand fut consulté dans sa propre cause, ses vœux furent pris en considération, et c'est d'après la volonté exprimée par ce monarque que l'empereur con-

sentit à seconder l'Autriche. Mais, et c'est une circonstance assez peu connue, son ambassadeur, qui suivait le roi de Naples à Florence, devait, en vertu d'instructions secrètes, protester contre toute invasion, dans le cas où le roi Ferdinand prendrait la résolution de terminer à l'amiable et en bon père avec son peuple. Ainsi en se mettant à la tête de la Sainte-Alliance dans l'intérêt des souverains, Alexandre se réservait, par une sorte de restriction mentale, la faculté de devenir arbitre et médiateur entre eux et leurs sujets. Des fonctions conciliatrices convenaient merveilleusement à sa nature débonnaire; et le rêve admirable d'un homme de bien, l'impraticable paix universelle, semblait être la préoccupation favorite de son esprit.

Que si malgré cette généreuse tendance il était disposé à maintenir le système de compression et de *statu quo*, de respect et d'*intangibilité* pour les choses existantes, c'est, comme nous l'avons dit, parce que, contre toute apparence de raison, on était parvenu à l'inquiéter pour sa propre autorité, à lui faire craindre pour ses peuples la contagion de la *peste libérale*.

Il avait malheureusement trouvé à son retour dans ses États, après 1815, des causes de

fermentation et des germes de mécontentement. Les souverains russes sont peut-être ceux à qui il est le moins permis de voyager. Il faillit en coûter son trône à Pierre-le-Grand pour être venu voir comment était fait celui du roi de France ; c'est à la veille de quitter sa capitale que Pierre III se vit détrôné ; et Catherine, qui ne se déplaça qu'une fois en sa vie, pour aller en Crimée, traîna à sa suite tous ceux dont elle suspectait la fidélité. Pendant l'absence d'Alexandre tous les ressorts de l'administration s'étaient relâchés ; victime d'abus sans nombre, le peuple accusait la négligence de son souverain, et ceux même dont les excès motivaient ses justes plaintes encourageaient ses murmures et envenimaient ses regrets. (1)

Une autre considération, sans être aussi puissante que toutes les autres, avait encore très probablement influé sur la détermination de l'empereur Alexandre, lorsqu'il imagina la Sainte-Alliance ; c'est le besoin que ses États

(1) Pareille aux femmes de ce pays qui ne se croient pas aimées si elles ne sont battues, la nation russe se croit abandonnée et trahie si elle ne sent une main toujours présente appesantir un joug qu'elle chérit.

avaient de la paix. Après les efforts de 1812 et des deux années suivantes, il fallait un long temps à la Russie pour se remettre par l'état de ses forces réelles au rang de supériorité politique où ses succès l'avaient élevée. Nous verrons plus tard que ce motif fut mis en avant par le cabinet de Saint-Pétersbourg pour excuser son inaction au moment où éclata la révolution grecque. Cette excuse, qui fut cependant repoussée par la douleur et l'indignation de l'Europe chrétienne, dissimulait assez plausiblement les embarras du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Mais c'est le désir de se montrer conséquent dans le système de la Sainte-Alliance qui força Alexandre de trahir la politique de ses prédécesseurs, le vœu de son âme et celui de l'humanité. Toutefois il est probable que cette situation violente était un provisoire dont il était à la veille de sortir lorsque le trépas l'a frappé. Il attendait des événemens propres à délier le nœud que son épée ne pouvait trancher sans soulever peut-être contre lui une ligue de toutes les puissances. L'attitude de sa politique était toute expectante. Le *statu quo* était un tour de force politique dont le terme ne pouvait pas être éloigné. C'était la pyra-

mide mise en équilibre sur la pointe : le plus léger mouvement pouvait la renverser, et rien ne prouve mieux la périlleuse fragilité de ce vaste et en apparence puissant système, que la conduite de l'Autriche même qui s'en était constituée la gardienne et la conservatrice. A l'époque de la révolution de Naples, M. de Metternich avait dit à un envoyé napolitain : « Nous ne permettrons jamais qu'on altère la moindre chose de ce qui a été établi par le congrès de Vienne et par le traité de Paris : et nous prétendons observer si scrupuleusement ce principe, que si le roi de France même voulait détruire la Charte, nous nous y opposerions de toutes nos forces, car on ne doit point toucher à ce qui a été fait. Or, malgré la rigueur du dogme, la cour d'Autriche s'écartant la première de la doctrine consacrée, avait reconnu le Brésil. Ainsi la route était tracée, et l'empereur Alexandre aurait pu se prévaloir de cette infraction au *statu quo* pour rentrer dans sa politique nationale et naturelle; que s'il se fût avisé de demander ce qu'était devenue la Charte dont parlait M. de Metternich, quels puissans argumens lui eût fournis contre le système de *l'immobilité* la marche du gouvernement en France!

CHAPITRE XX.

(1817 ET 1818.)

En développant dans les deux précédens chapitres les résultats du pacte de la Sainte-Alliance et de la politique du *statu quo*, nous avons anticipé sur les années qui nous restent à parcourir pour compléter le tableau du règne d'Alexandre. Nous allons maintenant revenir sur nos pas pour examiner la suite des améliorations administratives qui composent presque toute l'histoire de cette dernière époque. Mais d'abord nous avons à mettre sous les yeux du lecteur les événemens qui précédèrent la seconde rentrée du monarque russe dans ses États.

Alexandre, après avoir passé en revue ses troupes dans les plaines de la Champagne, se dirigea presque immédiatement sur Bruxelles, pour y conclure le mariage de sa sœur la grande-duchesse Anne avec son altesse royale le prince d'Orange : mariage qui assurait l'avenir de ce royaume en le plaçant sous la protection de la Russie.

Alexandre désira visiter la plaine de Waterloo, où la fortune avait renversé son puis-



sant adversaire sans qu'il fût pour quelque chose dans le grand événement de cette journée, sans qu'il lui fût permis de rien contester à l'orgueil anglais ni à la forfanterie prussienne. Il fut accompagné, dans cette excursion, par le roi des Pays-Bas, le prince d'Orange et le prince de Prusse. Après avoir examiné les diverses positions et particulièrement celle que le prince occupait lorsqu'il fut blessé, ils se rendirent ensemble à la ferme dite de la *Belle-Alliance*. Là, Alexandre ayant demandé un verre de vin, dit en le prenant, au roi et au prince d'Orange : « Oui, c'est véritablement la belle alliance, aussi-bien celle des États que celle des familles. Fasse le ciel qu'elle soit de longue durée ! »

Après un court séjour à Bruxelles, l'empereur vint à Dijon pour assister à une grande revue des troupes autrichiennes. Là s'étaient réunis une dernière fois les souverains alliés et les généraux les plus distingués de la coalition. De Dijon, Alexandre se rendit à Zurich, et de Zurich à Berlin, en traversant rapidement l'Allemagne. Il s'arrêta quelques jours dans cette capitale, pour y conclure le mariage de son frère Nicolas avec la fille du roi, la princesse Charlotte de Prusse.

Toutes ces alliances ancraient profondément en Allemagne la prépondérance de la Russie. En Pologne, Alexandre voulut en tenter une d'une autre sorte : ce fut celle de ce pays malheureux et célèbre avec la liberté; cette liberté dont les Polonais furent toujours amoureux et qu'ils ne possédèrent réellement jamais! Quoi qu'il en soit, ayant été reçu à Varsovie au milieu des transports du plus vif enthousiasme, Alexandre déclara aux habitans qu'il voulait faire tout ce qui pouvait assurer leur repos et combler leurs vœux. Il leur promit encore, en considération de ce que le pays avait souffert depuis 1812, que les troupes russes quitteraient incessamment le royaume. Enfin, pour exécuter ce qu'il venait de dire, il établit un gouvernement constitutionnel, à la tête duquel il mit le général Zayonscheck, avec le titre de vice-roi, et promulgua les principes fondamentaux du nouveau pacte politique. Cette sorte de réorganisation de la Pologne en État indépendant, fut considérée par la multitude, et vantée par quelques écrivains étrangers comme une sorte de résurrection politique, comme le miracle de la modération réunie à la force. Mais les patriotes éclairés ne se faisaient pas illusion sur la por-

tée des bienfaits qui tombaient de la main libérale d'Alexandre. Ils savaient qu'une nation à qui un roi puissant peut dire je vous rends libre, n'est guère moins qu'esclave, et peut tout au plus prétendre dans l'ordre politique au rang d'affranchie. Il faut que les nations se fassent leur liberté elles-mêmes, parce que des franchises accordées à qui ne peut les exiger, ne sont jamais que des concessions révocables à volonté. Au reste, que servait-il de parler de liberté pour la Pologne, lorsque la véritable Pologne était au tombeau, et que trois puissances *démembrantes* s'étaient depuis vingt-cinq ans repues de son sang et de ses membres, c'est-à-dire des meilleures parts de son territoire ?

Alexandre rentra dans Saint-Pétersbourg le 13 du mois de décembre. Arrivé à minuit, il se rendit d'abord à l'église de Cazan, et ensuite au palais d'hiver. L'impératrice Élisabeth était arrivée de la veille après une absence d'un peu plus de deux années. La conclusion définitive du traité de Paris avait été notifiée au sénat peu de jours auparavant, de sorte que l'empereur put s'occuper immédiatement de différentes parties de l'administration.

L'empereur Alexandre se croyait redevable

aux idées religieuses de ses peuples de l'énergie de résistance qu'ils avaient déployée en 1812. Cette conviction fut la source de la mesure par laquelle, au commencement de 1817, le ministère de l'instruction publique fut réuni à celui des affaires ecclésiastiques. Le préambule de l'ukase exprimait le vœu « que la crainte de Dieu fût constamment la base de l'instruction publique ». Une pareille ordonnance, partout ailleurs qu'en Russie, semblerait un produit pur du génie théocratique. Mais une preuve qu'ici, tout en augmentant les attributions et l'influence du clergé, le gouvernement n'était nullement disposé à souffrir que l'Église agrandit de son propre mouvement les limites de sa juridiction, et qu'il connaissait parfaitement le danger de toute imitation des usurpations ultramontaines (1), c'est que

(1) Autrefois le clergé russe jouissait d'un pouvoir qui balançait celui du tzar. Le chef spirituel de l'Église s'immisçait souvent dans l'administration du temporel, et il n'était pas rare de voir le patriarche russe remplir le rôle que tant de papes ont joué en Europe. Mais Pierre I[er] extirpa cet abus en se déclarant le chef suprême de l'Église, et c'est en vain que depuis cette époque Rome a renouvelé ses tentatives pour ramener ce vaste empire sous la juridiction papale. On trouvera



les Jésuites avaient été, l'année précédente, expulsés des deux capitales de l'empire. Nous les verrons, en 1820, chassés de l'empire même. Les Jésuites avaient été accueillis par Catherine II à l'époque de leur bannissement de tous les États catholiques de l'Europe; ils ne tardèrent pas à violer les lois de l'hospitalité par des empiétemens de plus d'un genre. L'ukase qui les proscrivait maintenant, leur imputait d'avoir arraché quelques enfans nobles, dont l'éducation leur était confiée, à la religion de leurs pères, pour les convertir au catholicisme romain. On peut cependant admettre une autre raison de la mesure prise contre eux. Les Jésuites n'étaient pas à craindre tant que la ligne de leurs relations fut circonscrite à la Russie, parce que le gouvernement pouvait en suivre toutes les ramifications; mais ils devinrent suspects dès qu'ils purent correspondre avec d'autres puissances, dès que la faiblesse ou l'aveuglement des souverains leur ouvrit de nouveau les portes des États qui les avaient si solennellement proscrits.

Les finances, objet malheureusement en-

à la fin du volume un aperçu des diverses négociations auxquelles ce projet a donné lieu.

core plus important que la religion, de la sollicitude du chef de l'État, fixèrent ensuite l'attention d'Alexandre. Le numéraire devenu tous les jours plus rare depuis les efforts extraordinaires de 1812 et de 1813, et le discrédit du papier-monnaie, entravaient toutes les opérations commerciales. Dès l'an 1810 une commission particulière avait été créée pour la liquidation et l'acquittement de la dette publique : mais la nécessité de nouveaux emprunts, en aggravant la situation du trésor public, avait fait ajourner toutes les mesures réparatrices. Par un ukase rendu à Saint-Pétersbourg le 16 avril 1817, Alexandre ordonna que 30,000,000 de roubles, pris sur le trésor impérial, seraient affectés pour cette année au paiement de la dette; et qu'à dater de 1818 il serait annuellement appliqué au même objet 30 millions des revenus des domaines de la couronne, jusqu'à l'extinction totale de la dette, et au rétablissement de l'équilibre entre la masse courante des assignations de la banque et la quantité de numéraire en circulation.

Après avoir ainsi posé le premier appareil sur la plaie capitale de l'État, Alexandre s'occupa des moyens de fonder le crédit public. Le premier fut l'établissement d'une banque

impériale du commerce. Trente millions de roubles pris sur les capitaux de la couronne furent sa première mise de fonds. (1)

Il fut en même temps créé un conseil des établissemens du crédit, composé d'un certain nombre de membres permanens et de deux députations choisies par l'ordre de la noblesse et par le corps des marchands; ce qui était, pour la surveillance de la fortune publique, une sorte d'application du système représentatif. Toutes ces mesures furent heureuses, et la faveur avec laquelle elles parurent accueillies détermina celle d'un emprunt qui réussit parfaitement. L'année suivante (1818) un nouvel emprunt eut lieu sur les

(1) Cette banque, dont les opérations ont commencé en 1818, a le privilége de prendre des fonds en payant l'intérêt sur les mêmes principes que celui des emprunts à la banque; de transférer d'une personne à une autre les dépôts qu'elle aura reçus en marchandises; d'escompter des effets à un taux réglé. Les directeurs de cette banque doivent être choisis par moitié dans l'administration publique et parmi les négocians; et pour en assurer le succès, l'empereur Alexandre avait pris sous sa protection particulière, et garanti sur sa parole impériale l'intérêt des capitaux qui y seraient versés, et l'inviolabilité des droits de toutes personnes qui s'y seraient intéressées.

mêmes bases, et pour agrandir plus rapidement la sphère d'un crédit qui ne demandait qu'à naître, un ukase (du 4 juin) appela les étrangers à une libre concurrence avec les nationaux dans le bénéfice de cette opération. Elle présentait en effet la perspective d'un bénéfice considérable. Pour chaque somme de 85 roubles en or, en argent ou assignats de la banque impériale, il devait être inscrit au grand-livre 100 roubles dans la même monnaie versée, portant intérêt à raison de 6 pour cent du capital inscrit, payable en même monnaie à Pétersbourg ou dans toute autre ville de l'empire sans aucun frais, en temps de paix comme en temps de guerre, sans avoir égard si le créancier appartient à une nation amie ou ennemie. De si grands avantages garantis par la loyauté même du prince, dont le caractère était et devait être en effet le gage le plus sûr de la confiance publique, attirèrent un si grand concours de capitalistes, que 30 millions de souscriptions couvrirent les registres dès le premier jour de l'ouverture de l'emprunt.

Le commerce avait pris depuis la cessation de la guerre une prodigieuse activité. On évaluait à 25,000,000 de roubles la valeur

des grains sortis en 1817 des ports de la mer Noire. Cependant la rareté du numéraire continuait à se faire sentir; 40,000,000 de roubles en espèces fabriquées depuis deux ans n'avaient pas sensiblement diminué l'intensité d'une cause secrète d'absorption des valeurs métalliques. Ce phénomène d'autant plus remarquable que la balance du commerce a toujours été en général en faveur de la Russie, parce que cette puissance exporte encore plus de matières premières qu'elle ne consomme de produits manufacturés à l'étranger, avait attiré l'attention la plus sérieuse du gouvernement. Après un mûr examen cette cause se trouva dans les habitudes d'une prévoyance craintive inhérente à la servitude. Le Russe, avare et peu confiant, surtout dans les provinces, enfouit son or comme l'Espagnol hébété, et ne comprend encore guère qu'un capital d'argent n'est qu'un instrument surajouté à l'industrie de l'homme. Il n'y aura de remède à ce mal que par l'élévation graduelle du peuple russe à la jouissance de la liberté, et au sentiment de la confiance dans le gouvernement.

La diète polonaise, organisée en conformité de la constitution promulguée en 1817,

devant à cette époque commencer ses opérations, l'empereur Alexandre se rendit à Varsovie pour assister à cette inauguration du nouvel état politique de la Pologne. La nation continuait à lui prodiguer les témoignages de la plus vive reconnaissance; et cette disposition des cœurs peut contribuer à diminuer le pénible étonnement que l'on éprouve lorsqu'on entend le monarque russe, dans le discours d'ouverture qu'il prononça en face de cette assemblée, parler des services et de la générosité de la Russie victorieuse envers la Pologne! Il est vrai qu'il avait commencé par leur recommander l'oubli du passé. Par le même système de prudence, tout en faisant valoir l'avantage de l'établissement « du régime constitutionnel et des institutions libérales dont S. M. espérait, avec l'aide de Dieu, étendre l'influence salutaire sur toutes les contrées que la Providence avait confiées à ses soins », il exhortait les Polonais « à ne pas confondre les principes à jamais sacrés de ces institutions, avec les doctrines subversives qui de nos jours ont menacé le système social d'une catastrophe épouvantable ».

Le ministre de l'intérieur et de la police

du royaume, parlant après l'empereur et comme lui en langue française, fit un brillant tableau des bienfaits de ce souverain envers la Pologne. Il vanta principalement la Charte donnée le 15 de novembre 1815, « si supé-« rieure, dit-il, à l'ancien statut constitution-« nel du duché de Varsovie. Charte remar-« quable sous le rapport de la nationalité des « garanties générales relatives à la liberté des « personnes, des consciences et des opinions, « ainsi qu'à la sûreté des propriétés; de la « protection spéciale accordée au culte catho-« lique, sans déroger aux droits des autres « cultes; des priviléges de la représentation « nationale; des attributions déléguées à la « diète et à l'ordre judiciaire, dont les mem-« bres sont indépendans de toute influence du « gouvernement. Charte qui renferme, autant « que la situation de la Pologne le comporte, « les principes de la raison la plus libérale, « réunis aux plus hautes leçons des siècles..... « Ce grand exemple, offert par un des plus « puissans souverains, prouve donc irrévoca-« blement, ajouta le ministre, que la victoire, « loin d'absoudre, a réellement renversé la ty-« rannie, et que c'est le pouvoir, éclairé lui-« même, qui fonde ou qui ramène le règne

« de la raison, des lois et de la liberté. Oui, de « la liberté ! » ajouta l'orateur, apparemment comme pour prévenir le sentiment de surprise qu'une si magnifique apologie pouvait éveiller dans son auditoire.

Elle était imprudente, elle était prématurée cette exaltation d'une reconnaissance patriotique. Comment ce ministre (1) pouvait-il si aisément perdre de vue qu'il y a loin, de nos jours surtout, entre la politique qui promet et la bonne foi qui exécute ? S'il croyait à la durée de ce pacte *qui réunissait les principes de la raison la plus libérale aux plus hautes leçons des siècles*, les événemens ne tardèrent pas à le détromper.

Dès l'année suivante, les Polonais reconnurent tous les défauts de l'édifice politique qui s'était élevé au milieu des transports de leur enthousiasme. Ils se plaignirent de ce que la constitution n'était point exécutée dans ses dispositions essentielles ; de ce que l'aristocratie et le système russe y dominaient ; de ce que le vice-roi Zayonscheck n'avait que l'apparence de l'autorité, tandis que le pouvoir était réellement tout entier entre les mains

(1) M. le comte de Mostowki.

du grand-duc Constantin qui commandait l'armée polonaise, ou de M. de Novoziltsow, commissaire russe. Des scènes tumultueuses occasionnées au théâtre par l'arrivée d'une actrice française venue de Saint-Pétersbourg, semblèrent se rattacher à ces causes graves de mécontentement. Des arrestations eurent lieu, et aussitôt divers écrits furent publiés, dans lesquels transpirait toute l'amertume de cette nouvelle déception des patriotes polonais. La liberté de la presse, gardienne de toutes les autres franchises, devait naturellement porter la peine des réclamations dont elles avaient été l'objet: elle fut suspendue. Bientôt, quand l'empereur Alexandre fit son second voyage à Varsovie, tout ce qui pouvait rester d'espérances constitutionnelles dut s'évanouir, et avec elles tombèrent ces vains bruits d'une complète réintégration territoriale dont s'était flattée la facile crédulité des Polonais; non seulement la diète de 1819 ne fut pas convoquée, mais encore le licenciement de l'armée nationale fut arrêté. Rassemblée par divisions dans les environs de Varsovie, cette armée, qui dans une masse de quarante mille hommes présentait le plus bel aspect militaire qui pût flatter des yeux po-

lonais, fut dissoute après la revue de Vola.

Les progrès de cette marche rétrograde et en opposition complète avec l'esprit libéral et généreux qui avait dicté la constitution polonaise, furent encore plus sensibles en 1820. Le discours prononcé par l'empereur à l'ouverture de la diète de cette année était comme la confession involontaire des inquiétudes et des regrets qui obsédaient son âme. Il s'exhalait en reproches contre l'esprit innovateur qui lui semblait planer sur l'Europe, frappait de réprobation les abstractions vaines et les théories invoquées de nos jours par des ambitions déchues ou des ambitions naissantes, et finissait en annonçant l'irrévocable résolution de ne jamais transiger avec les principes qu'il s'était imposés. Le moment où fut composé ce discours est probablement celui où les fantômes créés par la perfide politique de Metternich exercèrent le plus de ravage dans l'imagination du monarque russe.

Le comte Potocki, en répondant au souverain, obéit religieusement au protocole qui lui prescrivait de tremper sa harangue dans les mêmes couleurs. Plus courtisan que républicain et plus Russe que Polonais, il sembla même les avoir rembrunies; il infligea égale-

ment sa désapprobation personnelle à toutes les assemblées délibérantes de l'Europe, et d'ailleurs il trouva à peine des expressions assez vives pour vanter les bienfaits d'Alexandre, mettant en première ligne celui d'une constitution déjà violée, et de garanties que de journalières infractions administratives absolument impunies annonçaient assez n'être qu'illusoires. Avec plus de patriotisme et de sincérité, des députés courageux, dans le cours de cette session, donnèrent d'énergiques démentis aux assertions adulatrices de leur président. Mais leurs efforts trouvèrent une opposition préparée aux hostilités, et au milieu d'un violent tumulte qui menaçait de reproduire l'un des plus fougueux orages des anciennes diètes, le grand-maréchal suspendit, en baissant son bâton, les opérations de l'assemblée. Admirons ici l'élasticité républicaine et la vitalité impérissable de cette noble et malheureuse nation polonaise! Malgré l'irrésistible compression exercée sur elle par le génie russe, à la prudence de qui la Pologne devait un reste d'existence; malgré les efforts et la présence menaçante aux délibérations de plusieurs officiers-généraux russes, et du grand-duc Constantin lui-même comme député de

Varsovie; dans une des séances suivantes, la loi mise en discussion (1), et qui avait été le sujet de cette contestation tumultueuse, fut rejetée à une majorité de cent vingt voix contre trois!

Cent vingt voix contre trois! chose non assez remarquée; non moins honorable pour la Pologne, maintenant écrasée sous les pieds gigantesques de la Russie, que sa valeureuse résistance dans les batailles alors qu'elle pouvait combattre encore; chose qui prouve bien, par l'effet d'un rapprochement inutile à exprimer, que ce don d'aimer la liberté est dans le sang, et que de même que tous les efforts de la philosophie et de l'éloquence ne sauraient le communiquer aux peuples qui ne sont pas faits pour elle, tous les efforts de la puissance ne le peuvent extirper des cœurs formés pour son culte sacré.

Tandis que ces événemens se passaient à Varsovie, le hasard, qui de nos jours s'est

(1) C'était un projet de procédure criminelle. Les députés se plaignaient, entre autres choses, de ce qu'il ne consacrait pas le jugement par jury; de ce qu'il empiétait sur la liberté individuelle. L'assemblée n'était composée que de cent vingt-six membres : soixante-seize nonces et cinquante députés de villes.

chargé de tant de choses imputées à la préméditation révolutionnaire des peuples, en suscitait d'autres à Saint-Pétersbourg qui semblaient naître tout exprès pour justifier les inquiétudes d'Alexandre. Un mouvement insurrectionnel éclatait dans le régiment de Semonowsky, faisant partie de la garde depuis son origine, qui remonte au premier établissement militaire de Pierre-le-Grand. Ce mouvement n'avait pas d'autre cause que la sévérité outrée du colonel, courlandais de nation, qui commandait ce beau régiment. Pour les moindres fautes cet officier prodiguait les châtimens les plus ignominieux. Son renvoi fut accordé aux soldats, qui rentrèrent aussitôt dans l'obéissance. Cependant la nouvelle de cet événement si simple arriva à Troppau, assez corroborée de circonstances imaginaires et de commentaires insidieux pour n'être pas sans influence sur les délibérations de ce congrès.

Alexandre en quittant Varsovie, après la clôture de la diète de 1818, prit la route de la Tauride pour aller voir les provinces méridionales de son empire. Odessa, cité jeune et nouvelle, déjà florissante de prospérité, déjà dotée d'un lycée qui porte le nom de

Richelieu, et que l'on peut considérer comme l'université des provinces méridionales de la Russie, obtint encore un lazaret qui manquait à son organisation commerciale. A Kherson, l'empereur vit lancer un vaisseau de soixante-quatorze, et posa la quille d'un vaisseau de cent dix. Les colons étrangers de la Nouvelle-Russie et de la Bessarabie attirèrent également l'attention et ressentirent les effets de l'active munificence du souverain. Les Cosaques mêmes ne furent pas négligés: l'empereur visita les sauvages rives du Don; il se plaisait à montrer aux nombreuses populations de son vaste empire, ce maître, ce puissant suzerain qu'elles n'avaient jamais vu et que la renommée leur annonçait maintenant comme le glorieux pacificateur du monde. Une multitude de fondations utiles signalèrent cette tournée de quinze cents lieues. En arrivant à Saint-Pétersbourg, un nouveau décret assura leur portion de gloire aux hommes dont les talens et le courage avaient agrandi ou défendu l'empire. Des monumens furent promis aux généraux Romanzoff, Souwaroff, Barclay de Tolly et Kutusoff.

L'affranchissement définitif des paysans de l'Esthonie, de la Courlande et de la Livonie est

un autre *monument* de cette époque de la vie de l'empereur Alexandre, et qui mieux que le marbre et l'airain perpétuera son nom. Des efforts avaient été faits déjà en faveur de ces provinces, et elles étaient d'autant mieux préparées à l'abolition de la servitude personnelle, que les nobles n'opposaient aucune résistance aux vues généreuses du souverain. L'empereur en passant à Mittau, naguère l'asile d'une grande infortune, consacra par une cérémonie solennelle la renonciation de la noblesse à ses droits sur les paysans, et par conséquent l'affranchissement définitif de ces infortunés. Les différentes coutumes locales, recueillies, coordonnées et modifiées, sont devenues le code qui régit la population régénérée de ces trois provinces. Le *Te Deum* fut chanté, et c'est au pied des autels que les paysans courlandais et livoniens furent salués pour la première fois du nom d'hommes libres.

Par un singulier contraste, au même instant où la magnanimité d'Alexandre brisait dans son empire des chaînes outrageantes à l'humanité, il se préparait à se rendre à Aix-la-Chapelle pour y être le marteau qui devait en forger d'autres aux nations éclairées de l'Europe. Il y avait dans cette conduite une

sorte de contradiction; mais elle s'explique naturellement. Alexandre aimait par-dessus tout cette balance entre le trop et le trop peu qu'il est si rare d'atteindre dans les choses humaines. Il était du meilleur tempérament des princes; il était de ceux qui veulent bien permettre à la liberté de naître, mais qui s'alarment et s'irritent dès qu'elle vient à grandir. Cet amour d'un impossible équilibre entre les droits des peuples et les priviléges de la royauté, source féconde d'inconséquences et d'hésitations, est peut-être la clef du caractère et de toute la vie de ce monarque.

Par suite du traité de Paris, la France se trouvait obligée non seulement de payer une contribution militaire de 700,000,000 de fr., mais encore de liquider toutes les dettes du gouvernement français. Or, les puissances, partant du principe de restitution le plus général, avaient d'abord considéré comme créances actives les évaluations nécessairement arbitraires de tous les genres de sacrifices et de pertes que les longues guerres soutenues contre la France pouvaient avoir imposés à leurs peuples. Le résultat de cette estimation pouvait être une somme égale

peut-être au tiers de la valeur territoriale totale de la France. L'évidente impossibilité d'obtenir un remboursement qui devait se nombrer par milliards, réduisit les souverains à se contenter de plusieurs centaines de millions. L'empereur Alexandre se rangea le premier dans les limites d'une modération sans laquelle la ruine ou le démembrement de la France devait être mise à l'ordre du jour de la coalition. Et non content de donner le premier cet exemple, il insista auprès du cabinet de Berlin, et il écrivit à Wellington lui-même pour le déterminer à la conclusion d'un traité supplémentaire à celui de Paris. Ce traité ou convention, conclu le 3 avril 1818, fixa définitivement la somme à payer par la France, par suite d'une réduction nouvelle, au total de 320,000,000, sur lequel la Russie en avait 48 à prendre.

L'évacuation du territoire de la France fut arrêtée dans les mêmes conférences. Mais indépendamment de ce double objet de la nouvelle réunion des souverains, il en existait un autre : c'était le développement plus détaillé et l'application progressive des systèmes de gouvernement qui étaient les corollaires de la Sainte-Alliance. Quoique l'empereur Alexandre

ne fût pas encore prévenu de toutes les craintes dont on parvint plus tard à le remplir, il concourait sans peine à une vaste opération de réforme politique qui devait lui fournir une nouvelle occasion d'influer sur les affaires de l'Europe et sur celles de l'Allemagne principalement. On prétend même que le fameux pamphlet de M. Stourdza contre les universités allemandes, qui parut à cette époque, fut une émanation du cabinet de Saint-Pétersbourg. Cet écrit, d'abord publié à Aix-la-Chapelle, et au nombre seulement de cinquante exemplaires, pour être distribués aux ministres réunis au congrès, pourrait cependant, avec plus de raison, être regardé comme un fruit de la politique de M. de Metternich, si d'ailleurs une profonde ignorance de la situation réelle et de l'esprit de l'Allemagne ne trahissait une origine étrangère. Un journal anglais, le *Times*, dénonça le premier ce calomnieux tissu d'injustes imputations contre la jeunesse allemande, et ce fut un autre journal anglais l'*Oppositions blatt*, qui se chargea de le réfuter. (1)

---

(1) On trouvera dans les notes quelques fragmens remarquables de cette réponse éloquente et vigoureuse.

Ce Mémoire, quelle qu'ait été son origine, fut le présage des mesures qui allaient être arrêtées pour l'accomplissement du grand œuvre monarchique en Europe, et de la nouvelle profession de foi politico-mystique que renferma la déclaration d'Aix-la-Chapelle. Théorie vague et sans limites, dont les intentions exprimées dans le Mémoire adressé à tous les ambassadeurs russes relativement aux affaires d'Espagne, et la réponse faite au chevalier Zea Bermudez, furent une application première. C'est en effet dans ces actes que le mot d'*intervention*, consacré par la déclaration que nous venons de citer, fut employé pratiquement, pour la première fois, comme le préservatif des maladies révolutionnaires. Cependant le Mémoire de M. de Stourdza avait été précédé de la correspondance de Kotzebue avec le cabinet de Saint-Pétersbourg. Kotzebue était l'agent non dissimulé du gouvernement russe; et c'est dans les calomnies dont il inondait ses rapports sur l'esprit public en Allemagne, que M. de Stourdza avait lui-même puisé ses documens, et le cabinet russe ses appréhensions. En résultat des efforts de ces deux serviles écrivains, la fameuse commission centrale de Mayence fut établie, la presse fut plus

que jamais tyrannisée : mais Kotzebue tomba, en 1819, sous le poignard de Sand.

Les congrès de Troppau et de Laybach, motivés par les affaires de Piémont et de Naples, existaient virtuellement dans celui d'Aix-la-Chapelle, puisque la déclaration datée de cette ville avait déterminé, au premier rang de ses prévoyances, la répétition probable et prochaine « de ces réunions qui auraient pour « objet de discuter les intérêts des souverains « (membres de la Sainte-Alliance), ou de traiter des questions dans lesquelles d'autres gou« vernemens auraient formellement réclamé « leur intervention ».

C'est durant le cours des conférences d'Aix-la-Chapelle qu'eut lieu le voyage mystérieux fait à Paris par l'empereur Alexandre et le roi de Prusse. Il paraît cependant que le voile de l'*incognito* ne cachait cette fois aucun grand intérêt politique, et que seulement les deux souverains ayant eu le désir de passer une nouvelle revue de leurs armées n'avaient pas cru pouvoir se dispenser, en entrant sur le territoire de France, de faire une politesse à leur auguste allié.

Une particularité plus remarquable, mais plus mystérieuse encore, appartient à cette

époque, et doit trouver place ici. L'empereur Alexandre, en quittant Aix-la-Chapelle, s'était rendu à Bruxelles où se trouvait l'impératrice douairière sa mère, qui était venue visiter la famille royale des Pays-Bas. « Au milieu des fêtes auxquelles donna lieu la présence des augustes voyageurs, la joie publique fut troublée par la découverte d'un complot tramé contre la personne de l'empereur Alexandre: suivant les bruits qui coururent alors, une bande nombreuse, postée sur la route d'Aix-la-Chapelle à Bruxelles, devait arrêter sa voiture qui n'était pas escortée, se saisir de sa personne, le forcer à signer un acte par lequel il se serait engagé à faire relâcher le captif de Sainte-Hélène, ou même à rétablir lui, ou son fils sous la régence de Marie-Louise, sur le trône de France; et dans le cas d'un refus, garder S. M. comme otage. »

L'écrivain à qui nous empruntons cette version des *on dit* populaires, remarque avec raison que l'idée de ce complot était absurde et chimérique. Cependant, ce qui supposait une réalité quelconque dans le péril qui avait menacé l'empereur Alexandre, ou du moins dans des machinations par lesquelles on aurait voulu disposer à la colère son âme généreuse,

c'est que plusieurs individus ayant appartenu à l'ancienne armée française furent arrêtés. Mais comme ils sortirent purs de l'épreuve d'une enquête sévère, ceux à qui le complot ne parut pas absolument imaginaire furent obligés d'en chercher l'origine d'un autre côté. Des soupçons très permis lui donnèrent une source autrichienne. Tous les moyens, en effet, devaient être bons au ministre dirigeant pour entretenir l'irritation et les alarmes d'un prince qui venait d'asseoir la Sainte-Alliance sur de malheureuses préventions contre les tendances des peuples.

CHAPITRE XXI.

(1819 ET 1820.)

Il semble impossible d'expliquer les contradictions qui se remarquent dans la marche du gouvernement russe durant ces dernières années, sans y reconnaître diverses influences en perpétuel conflit; tandis que sa politique tout imprégnée de l'esprit autrichien louvoyait péniblement pour remonter le torrent des idées du siècle, son administration, jusque-là encore pleine de grandeur et de libéralité, semblait vouloir devancer même la puissance du temps dans l'éducation du peuple russe. Les établissemens de haute instruction publique se multipliaient avec rapidité : six universités venaient de recevoir leur organisation définitive. (1)

La même sollicitude s'étendait aux choses de la religion; les divers cultes existans dans

(1) Ces universités étaient celles de Moskou, Wilna, Abo, Pétersbourg, Karkow et Kasan.

l'empire jouissaient depuis long-temps, comme nous l'avons déjà dit, d'une tolérance illimitée. Cependant les chrétiens qui ne sont pas de la communion grecque ayant manifesté le désir de voir la protection spéciale du gouvernement favoriser leur culte, un ukase de cette année établit à Saint-Pétersbourg un siége épiscopal pour l'administration des confessions évangéliques, et un tribunal particulier sous la direction du consistoire évangélique de l'empire. L'édit impérial relatif à ces deux établissemens, porte que « les deux Églises « évangéliques ne seront protégées et main- « tenues dans le libre exercice de leur culte, « qu'à la condition de rester *fidèles à leurs « symbole et confession, par lesquels elles re- « connaissent la sainte Écriture comme la pa- « role de Dieu*. L'empereur croit remplir un « devoir sacré envers Dieu et les Églises évan- « géliques, en prenant des mesures pour mettre « ces Églises à l'abri d'innovations dangereuses « et contraires aux principes du christianisme. »

S'il pouvait rester quelque doute sur le sens de paroles aussi expressives et sur la nature des innovations que craignait Alexandre, ce doute s'évanouirait nécessairement par la lecture d'un autre ukase, qui, au commencement

de l'année suivante, s'exprima en ces termes sur la Société de Jésus.

« En 1800, dit le ministre, les Jésuites ob-« tinrent la permission de desservir un des « temples de Saint-Pétersbourg, assigné au « culte de l'Église romaine. Le père général « des Jésuites, s'appuyant sur un réglement « promulgué le 12 février 1769, forma un « collége, où bientôt furent reçus des élèves « sans distinction de culte. Après avoir outre-« passé les limites de ce réglement, les Jé-« suites employèrent toutes sortes de séduc-« tions pour arracher les jeunes élèves confiés « à leurs soins, ainsi que d'autres personnes, « à la communion de l'Église dominante, et « les faire passer dans la leur.

« Se mettant constamment au-dessus des « lois, les Jésuites, malgré l'ukase impérial « du 14 mai 1801, persistèrent à ne rendre « aucun compte de l'administration des fonds « de la communion catholique, disposèrent ar-« bitrairement des bénéfices que rapportait le « pensionnat; et loin d'acquitter les dettes dont « l'Église était grevée, ils ne se firent aucun « scrupule d'en contracter de nouvelles. On « ajoutera enfin que les Jésuites ne surent pas « même se concilier la confiance d'un gouver-

« nement paternel, en offrant, dans les do-
« maines qu'on leur avait laissés, le modèle
« de cette prospérité paisible que la charité
« fonde même ici-bas. Le délaissement et
« le mauvais état des paysans de leurs terres
« étaient peu propres à attester *leur foi par*
« *leurs œuvres*.

« Tant d'empiétemens et de violations des
« lois sociales et ecclésiastiques déterminèrent
« S. M. l'empereur à ordonner, en 1815, le
« renvoi des Jésuites de Saint-Pétersbourg,
« avec défenses d'entrer désormais dans les
« deux capitales.

« Cependant, malgré l'urgence manifeste
« de ce réglement, l'empereur se plut à pré-
« venir toute conséquence préjudiciable au
« culte catholique romain. Les dettes qui gre-
« vaient l'Église, et qui se montaient à deux
« cent mille roubles, furent acquittées par le
« trésor impérial. Il fut pourvu à ce que l'exer-
« cice du culte ne souffrît aucune interruption.

« Les Jésuites, quoique suffisamment aver-
« tis par l'animadversion qu'ils avaient encou-
« rue, ne changèrent pas néanmoins de con-
« duite. Il fut bientôt constaté, par les rapports
« des autorités civiles, qu'ils continuaient à at-
« tirer dans leur communion les élèves du rite

« orthodoxe placés au collége de Mohilew,
« et cela au mépris des obligations qu'impose
« à une communion tolérée le bienfait de la
« protection dont elle jouit. Alors on défendit
« aux Jésuites d'admettre dans leurs écoles
« des élèves autres que du rite romain. Sans
« égard aux bulles du Saint-Siége et aux lois
« de l'État, qui interdisent l'agrégation des
« Grecs unis à la juridiction du rite romain, les
« Jésuites travaillèrent à les attirer dans les
« lieux mêmes où la présence des prêtres grecs
« unis rendait cette usurpation inadmissible.
« A Saratoff et dans quelques parties de la Si-
« bérie, sous prétexte d'exercer leurs fonctions,
« ils s'introduisaient dans des contrées où ne
« les appelait point leur ministère, et leur es-
« prit de prosélytisme se manifesta encore par
« de nouvelles suggestions dans le gouverne-
« ment de Witepsk.

« Le ministère des cultes ne manqua point
« de signaler ces transgressions au père général
« de l'ordre, dès l'année 1815 : ces réclama-
« tions furent inutiles; loin de s'abstenir, à
« l'instar de l'Église dominante, de tout moyen
« de séduction et de coaction, les Jésuites
« continuèrent à semer le trouble dans les co-
« lonies du rite protestant, et se permirent

« même jusqu'à la violence pour soustraire « des enfans juifs à leurs parens.

« Tel est le simple exposé des faits. On ne « s'arrête point ici à détailler les circonstances « qui les aggravent : elles se présentent sans « effort à tout esprit droit.

« Peut-être, en 1815, leur renvoi définitif « hors des limites de l'empire eût-il obvié aux « graves inconvéniens qui le rendent nécessaire « aujourd'hui. Mais une noble répugnance à « retirer un bienfait avant que des causes très « graves en fissent une nécessité absolue, et la « sollicitude paternelle de S. M. l'empereur « pour que ses sujets du rite romain ne fussent « pas privés tout à coup dans les colonies et « ailleurs des prêtres de leur communion, et « qu'on pût remplacer les Jésuites par des ec- « clésiastiques versés dans les langues vulgai- « res ; ces considérations déterminèrent Sa « Majesté à mitiger la peine que les Jésuites « avaient encourue.

« Maintenant que leurs contraventions aux « lois de l'empire et aux engagemens qu'ils « avaient contractés envers le gouvernement, « à l'époque où ils furent accueillis, n'ont fait « que s'accroître par le sursis accordé, et « qu'il est avéré que les autres ordres monas-

« tiques sont à même de fournir autant de « prêtres qu'il est nécessaire, le ministère des « cultes s'est cru obligé de soumettre à l'ap- « probation de l'empereur une suite de dis- « positions relatives à leur expulsion. »

Cette mesure est une preuve que le génie anti-papiste de Pierre-le-Grand n'avait rien perdu de sa vigueur et de sa vigilance dans ses héritiers. Mais comment concilier l'esprit qui dicta cette mesure avec l'assentiment qu'Alexandre aurait donné, assure-t-on, au congrès d'Aix-la-Chapelle, au projet conçu par les souverains, de combler une grande lacune du traité de 1815, en restituant au siége pontifical une partie de son ancienne influence politique. (1)

Les Jésuites de Russie, comme autrefois ceux de Portugal, d'Espagne et de France, virent, en conséquence de cette mesure, leurs académies, colléges et écoles supprimés; leurs élèves placés dans les séminaires diocésains, dans les universités; leurs biens, leurs meu-

---

(1) On nous pardonnera de reproduire dans cette grave matière un *on dit* que beaucoup de circonstances ont rendu probable, sans que des documens officiels l'aient converti en certitude.

bles et immeubles remis au gouvernement, pour être administrés par les chambres des finances, et leur produit être employé à l'avantage de l'Église romaine, ou à des œuvres pies. Quant à eux-mêmes, ils étaient renvoyés hors des limites de l'empire, irrévocablement, avec défense d'y rentrer, sous quelque forme et dénomination que ce fût. Mais, hors de ces conséquences inévitables de la proscription, nulle rigueur inutile n'aggrava la situation de ces religieux. Il fut pourvu par le gouvernement aux frais de leur renvoi. Sortis de l'empire au nombre de sept cent cinquante, chacun d'eux put librement choisir la route de son émigration. Quelques uns allèrent en Chine; mais la plupart se rendirent dans les États autrichiens et en Italie, ou en Allemagne. La cour de Vienne leur donna le collége de Tarnopol en Gallicie.

Le même système de ménagement fut exercé à l'égard du culte dont ils étaient les fervens et séditieux apôtres, et la tolérance du gouvernement n'en fut pas altérée. Des prêtres catholiques les remplacèrent dans les districts dont ils desservaient les églises; mais ceux-ci durent être choisis par l'archevêque métropolitain, et rester sous sa surveillance.

Un gouvernement faible et qui veut s'établir peut se servir des Jésuites ; mais tout gouvernement fort et suffisamment ancré, s'il veut se conserver, les proscrira comme des rivaux dangereux. Dans l'esprit du gouvernement russe, l'un des despotismes les plus jaloux qu'il y ait au monde, il faut considérer l'expulsion des Jésuites comme une précaution de même nature que celle qui, deux ans plus tard, fit proscrire les sociétés secrètes dans toute l'étendue de l'empire, et particulièrement en Pologne, où ces émanations de l'esprit allemand et du fameux *tugen-bund* avaient plus particulièrement pénétré : voici ce qui eut lieu relativement aux sociétés secrètes.

On a vu précédemment quels regrets amers, quelles plaintes violentes avaient succédé en Pologne à l'enthousiasme que la promulgation de la constitution y avait fait naître. Le conseil de Varsovie, se rendant organe du mécontentement général, écrivit avant l'ouverture de la diète de 1822 au ministre de l'intérieur, pour lui demander de rassurantes explications : or, voici quelle fut la réponse de ce fonctionnaire.

« Lorsque l'empereur entreprit de rétablir la Pologne, il n'avait pas d'autre but, il n'avait

en vue d'autre récompense pour lui que d'assurer le bonheur de la Pologne en l'appelant à partager la destinée de son empire, et en l'y attachant par des liens fraternels, de la manière qui lui paraissait la plus propre à conserver les avantages de son caractère national. S. M. ne se cacha point les difficultés de cette entreprise, qu'elle n'abandonnerait qu'avec beaucoup de chagrin, et qu'après avoir reconnu l'impossibilité et les dangers de l'exécution.

« Cette impossibilité et ces dangers ne pourraient provenir que des Polonais.

« Le ministre de l'intérieur et de la police est encore chargé d'ajouter que le moment actuel redouble ce danger, et qu'on ne peut l'écarter que par une juste confiance dans le gouvernement, par une prudence persévérante, par une modération sensée, par un esprit d'ordre et de soumission aux autorités. En signalant ce danger, S. M. s'est acquittée de son premier devoir; mais il lui en resterait un second non moins sacré à remplir, si, malgré ces avertissemens que ses soins paternels lui ont suggérés aujourd'hui, un danger semblable devait se manifester; car alors ce serait un devoir d'empêcher, par les moyens les plus

efficaces, toute entreprise qui tendrait à troubler la tranquillité publique ou à produire du scandale. Il est satisfaisant pour S. M. de pouvoir espérer que l'attachement des Polonais pour leur patrie triomphera toujours chez eux des tentatives séditieuses de quelques esprits remuans, s'il devait jamais s'en trouver parmi eux : que les Polonais ne voudront pas sûrement fournir à leurs ennemis l'occasion désirée par ceux-ci, de répéter encore avec quelque vraisemblance l'accusation que toutes les tentatives pour faire le bonheur de la Pologne, pour lui procurer une situation tranquille et florissante, par le moyen d'une constitution qui assure son existence nationale, ont été et sont toujours sans succès.

« Le ministre ne doute pas que le conseil de Varsovie ne se convainque de l'extrême prudence et des précautions que la situation du royaume commande au milieu des circonstances où il se trouve, s'il doit parvenir jamais à la jouissance des avantages que sa constitution et les dispositions bienfaisantes de S. M. l'empereur et roi lui permettent d'attendre. En conséquence, le conseil de Varsovie tâchera sans doute de faire comprendre à tous les habitans que la tranquillité et la patience sont

le seul et indispensable moyen pour conduire la nation à un avenir heureux, tandis qu'autrement l'avenir ne lui amenerait qu'une dissolution et une ruine totale. »

Ensuite de cette circulaire, les mesures prises déjà en 1821, et qui assujettissaient les étudians aux formalités les plus gênantes, par exemple à l'obligation de ne pouvoir se rendre dans une université étrangère sans en obtenir l'agrément de l'empereur, allaient être renouvelées; lorsqu'un rescrit de l'empereur, redoublant de sévérité, acheva l'asservissement de la presse et l'établissement d'une véritable inquisition, qui, sous le prétexte des sociétés secrètes, compromettait le repos, la conscience et l'honneur des citoyens. Décret véritablement plus digne de Madrid que de Varsovie ou de Saint-Pétersbourg. (1)

(1) Nous en citerons seulement le préambule :

« L'existence dans d'autres États de sociétés secrètes, dont les unes, sous le nom de loges de *francs-maçons*, n'avaient pour but que des actes de bienfaisance, mais dont les autres s'occupaient de matières politiques, a fini par troubler le repos de ces États. Il en est résulté des désordres qui ont déterminé plusieurs gouvernemens à supprimer ces sociétés secrètes.

« J'ai toujours été très attentif à éviter tout ce qui

C'est après avoir fait dans ses propres États cet essai rigoureux des principes convenus à Aix-la-Chapelle, développés à Troppau et consacrés à Laybach, que l'empereur Alexandre partit pour Vérone, où devait se décider, relativement aux Grecs, cette question de révolution que l'on venait de trancher, dans les précédens congrès, par rapport aux peuples d'Europe qui avaient osé demander des constitutions et des garanties, les armes à la main.

La valeur des principes adoptés dans les délibérations de ce congrès, relativement à la

---

pouvait porter préjudice à l'empire; et je dois l'être davantage à une époque où malheureusement les abstractions insensées de la philosophie moderne ont produit de si déplorables effets en d'autres États.

« Je regarde donc comme nécessaire au bien public d'ordonner ce qui suit à l'égard des susdites sociétés secrètes. »

Ici, suivent les mesures relatives à la fermeture des loges et à la suppression des sociétés secrètes. Tous les employés de l'État doivent déclarer sous serment s'ils appartiennent à quelques sociétés secrètes au-dedans ou au-dehors de l'empire; jurer de rompre tous liens ou communications avec les sociétés auxquelles ils auraient pu appartenir, sous peine de destitution; et nul individu ne peut obtenir d'emploi civil ou militaire s'il ne signe la même déclaration.

cause des Grecs, peut bien être appréciée d'une manière absolue. Tout homme d'un sens droit écoutant la voix de sa conscience, se sent impérieusement poussé à flétrir des noms les plus odieux ces *raisons d'état* par la vertu desquelles il faut qu'un peuple entier et un peuple chrétien succombe, sans pouvoir obtenir l'ombre d'une assistance réelle de la part des rois qui se disent placés sur le trône par le même Dieu que ce peuple adore. Mais l'étonnement redouble quand on vient à considérer que parmi tous ces monarques dont la temporisation ou la neutralité sanglante blesse l'humanité, il en est un à qui ses souvenirs, ses traditions, sa politique, prescrivaient de lever contre les Turcs l'étendard d'une guerre d'extermination, et qui devait trouver dans son ambition comme dans sa gloire des raisons complétement décisives pour secourir les Grecs. Or, la cause de cette aberration et le nœud de cette énigme se trouvent encore dans la Sainte-Alliance : autre preuve que cette transaction célèbre combinait, avec les formes d'une imposante solennité, les causes de la dissolution la plus prochaine.

CHAPITRE XXII.

(1821.)

Le projet de la conquête de la Turquie d'Europe, dont la première pensée est communément attribuée à Catherine II, remonte évidemment jusqu'à Pierre Ier. C'est du côté de l'Orient, c'est vers la mer Noire que s'étaient d'abord tournés les vœux et les espérances de ce génie entreprenant. Sa première expédition fut une descente en Crimée, et son premier exploit la prise d'Azoff. En donnant cette direction à ses plans de conquête, Pierre cédait lui-même aux opinions et aux traditions nationales des Russes, dont les ancêtres avaient fait de fréquentes irruptions sur les frontières de l'empire grec. De temps immémorial la Moscovie centrale avait ainsi vu ses enfans, comme les ondes de son Borystène, aller du nord au midi. Il est impossible, en étudiant l'histoire de Russie, de n'être pas fréquemment frappé de cette réflexion, que la situation géographique d'un empire décide à la longue de son rôle et de sa destinée, et que

les développemens de sa puissance sont beaucoup plus subordonnés à cette cause qu'au caractère du génie national, ou à toute circonstance fortuite, comme par exemple l'apparition d'un grand homme capable d'imprimer à son époque une forte impulsion.

Dès qu'il eut pris Azoff, Pierre-le-Grand voulut en faire un arsenal maritime sur la mer Noire, et il rêva la chute de l'empire ottoman. Quand il vint en Hollande pour apprendre lui-même la construction des vaisseaux, il était tout plein de ses projets et de ses espérances contre la puissance turque. Il songeait en même temps à avoir un port sur la Baltique; mais c'était une vue secondaire qui ne devint son ambition prédominante que lorsqu'il eut échoué dans son premier plan.

Par la conquête d'Azoff, Pierre avait affranchi les eaux méridionales de son empire, et obtenu la libre navigation des vaisseaux russes dans les mers ottomanes, avec la faculté de construire sur le Pont-Euxin un nouveau port.

Lorsque bientôt Charles XII fit chanceler à Narva la puissance naissante de Pierre Ier, les Turcs négligèrent de profiter de l'occasion pour repousser les Russes dans leurs anciennes

limites, et c'est le commencement de cette longue série de fautes qui ont tant contribué à préparer l'ascendant de l'une de ces deux puissances sur l'autre: fautes qui ne peuvent s'expliquer que par une profonde incurie ou par un plus extraordinaire aveuglement.

Cependant la fortune voulut alors sauver la Porte. Pierre-le-Grand, qui venait de profiter si habilement des folies de Charles XII, tomba dans les mêmes imprévoyances; il se laissa cerner par l'armée du visir Baltagi-Méhémet dans une position désastreuse, et la fatale journée du Pruth dissipa toutes ses illusions du côté de l'Orient. Il fut obligé de rendre Azoff, de faire démolir Taganrock et de raser toutes les forteresses qu'il s'était hâté de bâtir sur les frontières de la Turquie. Un nombre immense de vaisseaux qui étaient en construction sur les rives de la mer Noire pourrirent dans les chantiers.

C'est alors que Pierre tourna tous ses efforts du côté du Nord; et pour avoir du moins un port sur la Baltique, il s'acharna à la fois contre les hommes et contre les élémens. Il bâtit sa nouvelle capitale sur un sol marécageux, que la Néva n'a pas renoncé à reprendre.

Avant que la journée du Pruth détruisît ses

espérances, Pierre Ier avait aussi regardé le soulèvement général des Grecs comme une partie nécessaire de son plan. Ses émissaires parcouraient les provinces grecques, portant partout ce leurre dont on les a tant flattés depuis, l'exercice exclusif de leur religion et l'anéantissement de la domination turque. Dès-lors, on vit un évêque de Jérusalem annoncer publiquement qu'une prophétie, trouvée sur le tombeau de Constantin, menaçait les Turcs d'être chassés d'Europe par une nation *rousse*. Vraie ou fausse, cette prophétie exprimait une opinion traditionnelle commune aux deux peuples. Les Russes ont toujours cru qu'il leur était réservé d'expulser les Turcs, et ceux-ci ont toujours nourri le pressentiment de ce futur désastre opéré par les Russes. Cette commune superstition ne sera peut-être pas la moindre des causes qui concourront à la ruine de l'empire ottoman.

Lorsque le triomphe de Pultava et d'autres victoires eurent assuré sa prépondérance dans le Nord, lorsque l'activité de ses intrigues diplomatiques eut enfin mêlé le nom de la Russie à tous les intérêts européens, content de ce côté, Pierre Ier retourna à son projet favori, à son premier espoir. Au moment où

la mort le surprit il venait de faire la guerre à la Perse, et après avoir planté ses drapeaux sur l'autre rive de la mer Caspienne, il voulait revenir en Crimée pour anéantir le traité honteux du Pruth, et porter la guerre jusqu'au cœur de l'empire ottoman.

Ce projet ne fut continué que sous l'impératrice Anne, en 1736, c'est-à-dire onze ans après la mort de Pierre-le-Grand. Ernest de Biren, favori de la souveraine et le tyran de la Russie, fit déclarer la guerre aux Turcs pour se débarrasser de Munich, dont la présence à la cour l'importunait, et qui ne demandait pas mieux que d'être mis à la tête de cette expédition. Munich, formé sous les plus grands capitaines de l'Europe, était le seul homme capable de poursuivre les projets de Pierre Ier. Né allemand il avait porté en Russie des connaissances stratégiques dont on n'y avait pas encore la moindre idée, et c'est de lui, c'est de la campagne de 1736 que date la supériorité militaire des Russes sur les Turcs. Sous Pierre-le-Grand on n'avait vu dans la lutte des deux peuples qu'une égale et grossière ignorance de toutes les règles de l'art. Du côté des Ottomans, cette incapacité était rachetée par l'intrépide valeur qu'ils

n'ont jamais perdue; et du côté des Russes, elle était compensée par la volonté de fer d'un chef infatigable, et par l'exacte et servile obéissance de ses soldats. Munich ne trouvant pourtant pas les Russes encore assez aguerris et disciplinés dans cette campagne de 1736, faisait enterrer *vivans* ceux qui, pour se soustraire au danger de rester en ligne, feignaient de tomber évanouis de fatigue. C'est en plaçant ainsi la mort derrière eux que l'on apprit aux Russes à être immobiles comme des bastions.

En 1737, et pendant les deux années suivantes, Munich conquit presque entièrement la Crimée et plusieurs places importantes de la Moldavie. Il imagina, pour la garde de ses conquêtes, des stations militaires dans lesquelles on a puisé la première idée de ces colonies militaires dont on s'occupe tant aujourd'hui en Russie. Cependant tous ces résultats de ses talens et de ses efforts furent perdus. Les Autrichiens, alliés des Russes dans cette guerre, ayant été constamment battus, se virent contraints à la paix et à l'abandon de toutes leurs possessions en Valachie et en Moldavie. Le ministère français décida alors le gouvernement vacillant de l'impératrice Anne

à ne point séparer sa cause de celle de l'Autriche ; et Mahomet V, cédant à la même influence, abandonna ou restitua Azoff à la Russie. Cependant ni les limites respectives des deux empires, ni les conditions de la navigation russe sur la mer Noire, ne furent réglées par ce traité ; et, à cet égard, ce qui fut imprévoyance et impéritie de la part des Turcs, était astuce et habileté diplomatique de la part de la Russie. Dans chacun de ses traités de paix avec la Porte, cette puissance a constamment posé une pierre d'attente pour une nouvelle contestation : c'est l'esprit de toute sa politique à l'égard de la Turquie.

Les provinces conquises par Pierre Ier sur la Perse avaient également été abandonnées, faute de pouvoir entretenir des garnisons suffisantes pour les conserver. De 1740 il faut donc sauter jusqu'en 1768, sous le règne de Catherine, pour assister à une véritable reprise des projets de Pierre-le-Grand du côté du Midi. Élisabeth intrigua beaucoup en Grèce, mais elle ne put profiter des germes de soulèvemens qu'elle avait préparés ; la guerre de sept ans et la guerre de Suède l'en empêchèrent. La trop célèbre Catherine rêva avec

bien plus d'ardeur d'imagination, et poursuivit avec bien plus d'énergie politique que Pierre Ier la ruine de la puissance ottomane, et la création d'un nouvel empire grec. Ses constans efforts ont achevé en Europe la déconsidération de ce divan jadis si redoutable. Mais il faut avouer qu'elle a mis en œuvre contre les Turcs tout ce que les fraudes politiques et les usurpations violentes peuvent avoir de moins aisé à justifier.

Par le traité de Kaïdnargi, résultat de la guerre de 1768 et des brillantes victoires du feld-maréchal Romanzoff, Catherine fit consacrer l'indépendance de la Crimée, du Kouban, acquit le droit de faire rebâtir le port de Taganrock, et entra en possession de celui de Kilbourn. Ayant ainsi pris pied sur les frontières turques, cette souveraine intrigua pour en démembrer les provinces de Valachie et de Moldavie, et provoqua tout ensemble l'insurrection des Serviens et celle des Grecs. Les Turcs se plaignirent, et de conventions en conventions, d'explications en explications, l'impératrice de Russie en vint au point de déclarer, par un manifeste, que les Turcs ayant violé la paix de Kaïdnargi, elle jugeait convenable de s'emparer de la Crimée, du

Kouban et de l'île de Taman, *comme une juste indemnité des pertes faites par elle, et des soins qu'elle s'était donnés pour maintenir autour d'elle la paix et le bonheur*. Cette sanglante dérision n'étonna personne; on venait de voir les événemens de Pologne, et c'était l'époque, dit l'historien Muller, où Dieu voulut mettre en évidence la moralité des souverains.

Ceci se passait en 1783. L'indignation monta au comble dans le divan. Mais le faible sultan Abdul-Amid cherchant en vain des alliés autour de lui, et d'ailleurs privé d'énergie personnelle, se vit forcé d'acheter le maintien de la paix par le sacrifice définitif de toute la Crimée, l'ancienne Chersonnèse taurique, et du Kouban, comprenant les plus beaux pays situés au revers septentrional du Caucase.

C'est après ce traité que Catherine fit, en manière de triomphe, son fameux voyage de Crimée, et trouva en arrivant à Cherson, capitale de la Tauride, cetté inscription sur l'une des portes de la ville : *C'est ici qu'il faut passer pour aller à Byzance*.

Alors le projet d'une république grecque devint l'entretien de mode à Saint-Pétersbourg; alors les Grecs de la Morée et de l'Archipel, provinces travaillées par les émissaires

russes, commencèrent à affluer dans la cour de Catherine, qu'ils regardaient comme leur future libératrice. Cependant les mieux avisés d'entre eux, dégoûtés de l'assistance russe par le triste résultat de l'expédition d'Orloff en Morée (1), se retirèrent de Saint-Pétersbourg, convaincus que l'indépendance grecque était un mot magique qui serait exclu du vocabulaire diplomatique dès qu'on n'en aurait plus besoin.

Quoi qu'il en soit, dans le traité de Jassy qui consacra en 1792 de nouvelles conquêtes et de nouvelles usurpations, Catherine stipula soigneusement, de même que dans tous les précédens traités, son droit de protection en faveur des sujets grecs, droit qu'elle fondait sur la communauté de religion. Au moyen de cette réserve elle était toujours en mesure de recommencer la guerre quand elle voulait, et elle flattait la passion nationale du peuple russe.

En 1792 ce fut encore à l'instigation de la cour de Russie que le fameux corsaire grec Lambro Cazzioni se mit à parcourir les parages et à ravager les côtes de l'Archipel, avec

---

(1) Orloff échoua en Morée, mais il fut plus heureux à *Tchesmé* où la flotte ottomane fut incendiée.

douze petits bâtimens armés à Trieste aux frais d'une souscription faite par les Grecs. La victoire sembla d'abord s'attacher au pavillon de cet homme intrépide, et ses succès causèrent à Constantinople une si vive inquiétude, que la majeure partie de la flotte ottomane eut ordre de venir se mettre à sa poursuite, laissant ainsi le capitan-pacha en danger de soutenir une lutte entièrement disproportionnée contre toute la flotte russe qui se trouvait alors dans les ports d'Azoff et de Taganrock.

Les Russes n'avaient eu pour but, en provoquant l'entreprise de Lambro, que d'opérer en faveur de leur marine une puissante diversion. L'événement mit leur politique dans l'évidence la plus irrécusable. Lambro, poursuivi et attaqué par des forces turques supérieures, et dont le secours d'une frégate et d'une corvette françaises redoublait l'assurance, succomba après des miracles de courage. La plupart de ses petits bâtimens ayant été coulés à fond, et presque tous ses compagnons ayant péri, Lambro, échappé du carnage, réunit toutes ses ressources pour équiper encore un seul navire. Comme il se remettait en mer, la paix de Jassy, à laquelle

les Ottomans furent forcés par leurs malheurs sur terre et sur mer, vint mettre un terme aux hostilités. Mais brûlant de venger le trépas de ses compagnons et indigné contre les agens russes qui lui refusaient toute espèce d'assistance, Lambro poursuivit intrépidement sa course. Quoique déclaré pirate et *désavoué par la Russie*, il attaqua et détruisit encore plusieurs bâtimens turcs; enfin accablé par le nombre, il dédaigna d'amener, et préféra laisser sombrer son vaisseau. Cependant étant parvenu à se sauver dans sa chaloupe, il alla chercher un asile dans les montagnes de l'Albanie. (1)

---

(1) L'attitude de la France, ancienne alliée de la Porte, fut constamment celle de médiatrice durant le cours de toutes ces contestations armées, jusqu'au moment de la révolution. A la révolution, la République cessa d'être médiatrice pour redevenir active alliée; des ingénieurs français furent envoyés en 1796 au sultan Sélim, et ces rapports d'amitié ne changèrent qu'à l'époque de l'expédition d'Égypte. Alors entraînés par l'Angleterre, les Turcs firent un moment cause commune avec les Russes, et avec eux s'emparèrent des îles vénitiennes qu'ils érigèrent en république sept-insulaire. Au sein même de cette bonne intelligence, la Russie s'aggloméra, comme nous l'avons vu, les États héréditaires du prince Héracliovitsch, souverain de la Géorgie, allié

Le traité de Jassy (1792) confirma les stipulations qui avaient été insérées dans celui de Kaïdnargi, et dans la convention explicatoire de celui-ci (1774—1779), en faveur des sujets grecs. Dans tous les traités postérieurs, le renouvellement de ces clauses fut explicitement exprimé, de sorte que la Russie parut toujours extrêmement jalouse de maintenir le principe de son droit de protection à l'égard des Grecs ses co-religionnaires. C'est en vertu du même principe qu'elle avait si long-temps revendiqué la possession des deux provinces de Moldavie et de Valachie, fomenté l'insurrection et réclamé l'indépendance de la Servie. Les termes de ces divers traités prouvent, redisons-le, que la Porte reconnaissait elle-même ce principe, et qu'elle ne s'est montrée récalcitrante qu'au moment où la Russie, manquant de prétexte pour renouveler la guerre, ou désirant essayer toute l'étendue de son ascendant, a voulu donner à son droit de protection une extension abusive et violente.

Le traité de Bucharest avait, comme nous l'avons vu, confirmé en masse les conditions

---

naturel de la Porte, et dont l'indépendance avait été consacrée par les traités antérieurs.

des traités précédens, sur lesquels il ne s'élevait pour le moment aucune discussion, « sauf « ceux dans lesquels, était-il dit, le temps pou« vait avoir amené des changemens ». En vertu de cette restriction qui laissait une si large voie à d'interminables contestations, on discuta et l'on détermina en 1817 la ligne frontière de la Bessarabie et de l'embouchure du Danube. En 1819 de nouvelles difficultés s'élevèrent, toutes résultant de la lettre ou de l'esprit du traité de Bucharest. L'ambassadeur russe, M. de Strogonoff, demandait :

1°. L'exécution des dispositions du traité relatives aux Serviens, auxquels la Porte avait promis le libre exercice de tous les droits civils et religieux; 2°. la part accordée à la Russie dans l'administration des principautés de Moldavie et de Valachie; 3°. la fixation des frontières et les indemnités promises, mais dont la quotité était restée indéterminée lors des dernières conventions; 4°. la renonciation formelle de la part de la Porte aux forteresses d'Asie, dont la remise n'avait pas été expressément stipulée par le traité.

Sur ces entrefaites, le prince Janco ou Jean Karadja, qui gouvernait la Valachie depuis le départ des Russes, et qui avait été nommé

après la destitution et la fin tragique de l'infortuné Morouzi, s'enfuit de Bucharest. Cet hospodar, qui avait amassé d'immenses richesses durant une résidence de six ans dans un pays où les gouverneurs grecs ont ordinairement fait fortune au bout de deux, craignit qu'on ne lui demandât compte à son retour à Constantinople des résultats prodigieux de son *économie*, et il jugea convenable de faire une prudente retraite dans quelque pays chrétien. Il fit en conséquence passer tous ses fonds à des banques européennes, et au mois d'octobre, ayant assemblé quelques uns des principaux boyards, il leur confia les rênes du gouvernement; puis il quitta Bucharest pour se rendre avec toute sa famille à Kronstadt, dans les possessions autrichiennes, où il arriva sans accident.

Immédiatement après son départ, le consul russe plaça le sceau impérial sur tous les appartemens de la cour, où se trouvaient des effets d'une grande valeur; après quoi il mit un séquestre formel sur les propriétés particulières du prince, sous le prétexte qu'il n'avait pas payé plusieurs sommes dont il était débiteur envers des sujets russes.

Le prince Kallimachi, gouverneur pour

la Moldavie, avait aussi quitté son gouvernement, mais pour se rendre à Constantinople, où il était rappelé et où il fut honorablement accueilli. Avant de remplacer ces deux hospodars, le grand-seigneur déclara que le droit d'aspirer à cette dignité serait désormais réservé à quatre familles : les deux maisons Suzzo, celle des Morousi et celle des Kallimachi. Sa Hautesse, rapprochant ainsi de la monarchie héréditaire le gouvernement des deux provinces, espérait gagner l'affection des habitans et faire prévaloir enfin la légitime domination musulmane sur l'influence russe dans ces riches contrées. Mais la conduite du ministre russe, après la fuite de l'hospodar Karadja, en prouvant que ce gouverneur en qui la confiance avait été si grande n'avait pas plus échappé aux séductions de cette puissance que tous ses prédécesseurs, devait convaincre le sultan que les provinces étaient désormais perdues pour le Croissant, à moins qu'il ne vînt les gouverner lui-même. Cependant le prince Suzzo fut choisi pour remplacer dans le gouvernement de Valachie le prince Karadja, et bientôt après le prince Michel Suzzo, de la seconde famille

de ce nom, et qui était drogman de la Porte, fut envoyé en Moldavie.

Ce dernier ayant signalé son entrée en fonctions par l'établissement d'un impôt de 2,000,000 de piastres, ce fut pour M. de Strogonoff une plausible occasion de réclamer l'exercice de l'espèce de protectorat que les traités attribuaient à la Russie sur les deux provinces. On négociait donc sur toutes ces difficultés, et l'on s'entendait fort peu, lorsque la fin l'année de 1820 vint les compliquer d'incidens nouveaux.

Dans la soirée du 26 septembre, trois jamacks, pris de vin, déchargèrent en passant leurs pistolets contre les portes de l'hôtel de la légation russe à Boujukdéré, et avec des vociférations qui jetèrent l'épouvante dans tout le quartier. Les janissaires de garde à l'hôtel de la légation ayant repoussé la force par la force, et d'après les ordres de l'ambassadeur s'étant mis en devoir d'exécuter un des agresseurs dont ils s'étaient saisis, il s'ensuivit une lutte dont les résulats menaçaient d'être funestes à toute la maison du ministre, et même au village, lorsque les agas et de nombreuses patrouilles de bostangis vinrent le soustraire à la fureur

des jamacks arrivés en foule, et qui déjà avaient forcé l'entrée du palais.

La Porte s'empressa de faire présenter des excusés à M. de Strogonoff, d'abord par le chef des bostangis, ensuite par une lettre du drogman. Mais ce ministre, non content de ces démarches, exigea impérieusement qu'un des grands-officiers se rendît chez lui pour accomplir plus solennellement cette réparation. La Porte faiblit et céda; seulement, pour diminuer la honte de cette démarche, elle aurait voulu rabattre sur le rang de l'officier qui devait la faire. Cependant l'ambassadeur ayant obstinément maintenu sa prétention, le tschauchi-baschi, ou grand-maréchal de l'empire, se rendit chez lui, et après avoir fait des excuses au nom de Sa Hautesse, présenta, selon l'étiquette orientale, des fruits et des fleurs. Ce n'est pas tout : le commandant général des forteresses fut destitué avec plusieurs des principaux officiers des jamacks, et dix de ceux-ci furent étranglés.

Mais les murmures de la population de Constantinople condamnèrent ces concessions au désir de conserver la paix, comme des lâchetés. Cet événement, tout accidentel qu'il pouvait paraître, était peu propre à accélérer la

marche des négociations; d'ailleurs, M. de Strogonoff depuis cet événement crut devoir soutenir ses relations avec la Porte sur un ton de hauteur encore plus prononcé : si bien que l'année suivante (1821), lorsque la révolution grecque éclata, rien n'était encore définitivement fixé, soit touchant l'interprétation générale du traité de Bucharest, soit relativement au mode d'intervenir, qui, en vertu du même traité, devait être accordé à la Russie dans l'administration des deux provinces.

Les causes générales de la révolution grecque (1) résultaient toutes de l'irrésistible

(1) On a beaucoup écrit déjà sur la révolution grecque; mais parmi tous les écrivains dont cet intéressant et triste sujet a excité l'émulation, on n'en trouve qu'un seul qui ait su saisir d'un coup d'œil l'ensemble des causes de ce grand événement, et qui ait assigné nettement à chacune d'elles son degré d'importance.

C'est l'auteur de l'excellent *Résumé de l'Histoire des Grecs modernes*, M. Armand Carrel. Ce jeune écrivain joint à une manière de sentir qui lui est propre, et au mérite d'un style dont la vigueur et la noblesse sont constamment soutenues, celui d'une sagacité historique très rare. Qui voudra connaître l'influence de l'industrie commerciale des insulaires et des habitans de la

régénération d'un peuple à qui la nature n'a pas prodigué tous les dons de l'intelligence et du courage, pour le laisser éternellement sous le joug. Mais nous n'avons à nous occuper ici que des causes immédiates de cet événement, dans le rapport qu'elles peuvent avoir avec la politique de la Russie.

On sait que l'empereur Alexandre se trouvait à Laybach, lorsque la nouvelle de la levée de boucliers que venait de faire Ypsilanti lui parvint, avec la lettre par laquelle ce prince le suppliait de ne pas refuser son appui à la nation grecque : on sait qu'il se hâta de faire désavouer formellement par ses ministres cette entreprise : « Ne pouvant la considérer, « disait-il, que comme l'effet de l'exaltation « qui caractérise l'époque actuelle, ainsi que « de l'inexpérience et de la légèreté de ce « jeune homme ». Or, la question de savoir si ce désaveu, quelles qu'en fussent les formes,

Thessalie dans l'affranchissement de leur pays, trouvera là des vues et des aperçus qu'il chercherait en vain dans de pompeux volumes, où l'histoire n'est qu'une amplification dans le genre *homérique*. M. Carrel n'a eu que le tort de laisser baptiser son livre du titre de *Résumé*, et de l'abandonner avec une profonde indifférence à l'influence du préjugé que ce titre réveille.

était réellement fondé, est aujourd'hui dans le droit de l'histoire.

L'*Hétairie*, dont l'insurrection de Moldavie fut la première et malheureuse explosion, était une association fondée sur d'anciens projets d'affranchissement, et qui s'était formée pour recueillir et réchauffer dans son sein les traditions conservatrices de l'amour de la patrie et du germe de la liberté.

A la première époque du congrès de Vienne, le prince Ypsilanti se trouvait dans cette capitale; il s'y lia avec l'archevêque Ignace qui passait pour un agent secret du cabinet de Saint-Pétersbourg. Ce dernier jeta un jour, au milieu de la conversation, d'expressifs regrets sur le sort actuel de la Grèce et quelques idées sur la possibilité de lui rendre son indépendance. « Ce projet, disait-il, conçu par la grande Catherine et existant même depuis une époque très reculée dans le cabinet de Saint-Pétersbourg, ne serait sans doute pas désapprouvé par Alexandre, s'il lui était présenté. »

Lorsque l'archevêque Ignace parlait ainsi, il était déjà pleinement assuré des dispositions de l'empereur à cet égard. Bientôt la société des *Philomuses* prit naissance, et l'ar-

chevêque Ignace fut chargé par l'empereur Alexandre d'en diriger les travaux, conjointement avec le comte Capo-d'Istria. Alexandre venait d'employer ce jeune Grec, distingué par une grande aptitude aux affaires, comme son ministre plénipotentiaire en Suisse, dans les arrangemens qui étaient résultés, pour cette république, du traité de Paris.

La société des *Philomuses* s'était proposé pour objet principal de créer un fonds pour entretenir dans les meilleures universités de l'Europe, les jeunes professeurs qui se destinaient à aller chercher des lumières, pour les propager ensuite chez eux au moyen de l'enseignement public dans les écoles, qu'avait laissé former depuis plus d'un demi-siècle une sorte de suspension dans la surveillance jalouse du gouvernement turc. C'est à des efforts pour répandre l'instruction que se bornaient les vues et les plans de la société des *Philomuses* : elle abandonnait le reste à la marche féconde du temps et à la force des choses, qui ne pouvaient manquer de changer tôt ou tard les destinées de la nation grecque.

Une seconde association, sous le nom d'*Hétairie*, fut formée un peu plus tard à l'ombre

de la première, et toujours sous l'influence des personnages que nous venons de nommer. Son but, entièrement politique, était de délivrer la Grèce du joug de ses tyrans et de lui donner des lois. Animée de l'esprit de prosélytisme par la nature de son institution, elle se recrutait à la fois dans toutes les classes des Grecs, et partout où se trouvaient des hommes de cette nation, soit à Vienne, à Trieste, à Livourne, ou ailleurs. Elle soumettait ses membres à une rétribution proportionnée à leurs moyens. Des émissaires, sous le nom d'*apôtres*, étaient chargés de ces initiations : elle avait ses couleurs, ses statuts, ses sermens, ses anneaux, ses hiéroglyphes, formes extérieures analogues à celles de tant d'autres sociétés secrètes. Toutefois une différence notable entre ces deux associations, c'est que la philanthropie de la première se trouvait remplacée par l'essence patriotique de l'*Hétairie*. Voici quel était le serment des initiés :

« Je jure par toi, patrie malheureuse; je jure par tes longues souffrances; je jure par les larmes amères que tes fils ont répandues depuis tant de siècles; je jure par la liberté future de mes compatriotes, que je me dévoue tout

entier à toi, que désormais tu sera le principe et la fin de mes pensées, que ton nom sera la règle de mes actions, et ton bonheur le digne prix de mes travaux. »

Les *Hétairistes* avaient institué une sorte de gouvernement invisible, et érigé un simulacre de trône militaire, sur lequel ils placèrent Alexandre Ypsilanti, sous le titre de commissaire-général du gouvernement. Ypsilanti attaché au service de la Russie paraissait au moins autant l'organe de cette puissance que le représentant de la nation grecque. Il avait fixé sa résidence en Bessarabie, et c'est du fond de sa mystérieuse retraite qu'il lançait depuis quelque temps des ordres et des émissaires qui devaient préparer la révolution, et s'assurer des *hommages* de la Grèce en faveur de la *puissance* libératrice.

Ces émissaires disaient « qu'il fallait prendre les armes; que la Russie, lasse de longues et inutiles négociations, était à la veille de se déclarer, et n'attendait que ce prétexte. L'empire turc touchait à sa ruine; la Perse le menaçait, et les Serviens n'attendaient qu'une occasion pour se lever de nouveau. Plusieurs pachas ne demandaient qu'une occasion pour acquérir leur indépendance; et le plus fameux de tous,

qui dès long-temps jouissait à peu près de la sienne, venait de se déclarer contre la Porte : cette puissance n'avait plus d'alliés en Occident qui fussent en état de s'opposer aux projets que deux grands souverains avaient arrêtés contre elle. »

Ces deux grands souverains étaient évidemment ceux de Russie et d'Autriche. Il est en effet plus que vraisemblable que le plan conçu avec Napoléon à Tilsitt, et remanié à Erfurt, n'était pas tombé dans l'oubli ; et que le cabinet de Vienne, se portant à cet égard l'exécuteur testamentaire du grand homme, avait dit à la Russie, *Faisons une seconde Pologne*. Ce projet, soit qu'il ait été accueilli ou repoussé par la Russie, peut seul expliquer l'officieuse tolérance qui favorisa les manœuvres de l'*Hétairie* depuis la première époque de son organisation. Les fondateurs de cette association parcouraient librement les provinces des deux empires pour recruter leurs rangs de tous les hommes, soit grecs, soit étrangers, qui pouvaient sympathiser avec l'idée d'une révolution opérée au profit de la liberté. Ils étaient en relation avec tous les personnages influens des deux cours. M. Capo-d'Istria, leur chef secret, grandissait chaque

jour dans la faveur et la confiance du monarque russe. Il partageait avec M. de Nesselrode le portefeuille des affaires étrangères, et semblait en bonne harmonie avec M. de Metternich. Les événemens de 1815, en altérant les sentimens de l'empereur Alexandre à l'égard des peuples, en le disposant à restreindre singulièrement le degré de liberté constitutionnelle qu'il avait cru en 1814 devoir leur être accordé, devaient nécessairement influer sur ses idées quant à la Grèce; il les modifia sans doute d'après les exigences du nouveau système politique : elles ne pouvaient donc plus être d'affranchissement sans réserve; elles tendaient toujours à arracher ce pays à la Turquie, mais non pas pour le constituer en État indépendant.

S'il paraît trop inadmissible qu'un projet de conquête eût été couvé dans le berceau de cette Sainte-Alliance destinée à proscrire les conquêtes et les guerres, nous pensons que pour justifier ce doute il suffirait de remarquer le silence gardé par les deux cours sur les opérations et les progrès des *Hétairistes*, qui pourtant ne mettaient aucune prudence, aucune mesure dans leurs discours comme dans leur conduite, et qui affectaient pour la nation

turque, contre laquelle ils s'apprêtaient à lever l'étendard, un mépris qui eût été de la folie, si la secrète assurance des plus puissans auxiliaires ne l'eût motivé.

Qui donc rompit le silence dans cette espèce de connivence tacite avec les agens d'une future révolution grecque? Ce fut l'Angleterre. Le cabinet de Londres pénétra les projets qui s'élaboraient : il fit ressouvenir ceux de Saint-Pétersbourg et de Vienne que ce n'était pas pour rien qu'il s'était chargé du protectorat des îles Ioniennes, et que nul projet ne pouvait, sans sa participation, être arrêté, et surtout exécuté, relativement à la Grèce. En même temps l'ambassadeur anglais à Constantinople éveilla sur les manœuvres des *Hétairistes* l'attention du divan. Le système de surveillance le plus ombrageux succéda à la plus stupide apathie; des émissaires de l'association furent arrêtés; un certain Aristide fut puni de la potence sur les frontières de la Servie; le soupçon plana sur une multitude de têtes, et ce fut le commencement de l'orage qui devait bientôt éclater sur la nation grecque tout entière. Ainsi les imprudences de l'*Hétairie* et la vigilance de l'Angleterre hâtèrent de concert l'exécution du plan de soulèvement, à la tête

duquel se trouvait Ypsilanti, en Moldavie. Mais ce soulèvement et toutes les circonstances qui le poussaient d'une manière irrésistible, coïncidèrent malheureusement avec les révolutions de Naples et de Piémont. Il est probable qu'Ypsilanti ne prévit pas les changemens qui en résulteraient pour les projets relatifs à la Grèce, ou même qu'avec cette prévoyance il lui fut impossible de résister à la nécessité de prévenir les sanglantes mesures de la politique musulmane. Il ne prévint rien et se perdit : pour obtenir, livré à ses propres forces, les moindres succès, il aurait fallu que ses desseins eussent été mieux calculés et surtout mieux conduits.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'Ypsilanti arriva à Jassy pour commencer l'insurrection, il annonçait par ses proclamations quarante mille hommes qui devaient incessamment passer le Pruth (1). Mais, dès qu'il eut quitté cette ville à la tête de quelques centaines d'*Hétairistes* et de deux ou trois mille Grecs, le consul russe,

(1) Il avait auprès de lui plusieurs jeunes gens, membres des principales maisons du Fanar, qui s'étaient échappés de Constantinople pour venir le joindre, à la faveur de déguisemens pris chez l'ambassadeur russe.

qui jusque-là avait secondé l'insurrection, et avait reçu les ordres d'Ypsilanti, proclama la réprobation officielle dont son entreprise était frappée par la détermination qui venait d'être prise à Laybach.

La disgrâce de M. Capo-d'Istria suivit de près ce désaveu, et il est à remarquer qu'elle coïncida avec les mesures qui furent prises relativement aux sociétés secrètes. Cet événement ministériel ne pouvait s'expliquer que par l'abandon total des projets sur les Grecs ou en leur faveur, de même que la confiance dont il avait joui jusqu'alors s'explique par l'existence de ces projets.

Bien que M. Capo-d'Istria ne marchât pas absolument dans les mêmes voies que M. de Metternich, il avait jusque-là pu se trouver d'accord avec lui, parce qu'il ne s'agissait que de faire la guerre à la Turquie. Si cette guerre avait eu lieu, comme les Grecs n'ont aucune espèce d'affinité et de sympathie avec les Autrichiens, il est vraisemblable qu'ils auraient cessé de s'entendre. Enfin, pour admettre encore une probabilité, il serait possible que l'Autriche, après avoir agi elle-même comme instigatrice de ce projet auprès du cabinet de Saint-Pétersbourg, se fût ravisée par la crainte

très fondée qu'en ouvrant cette carrière à l'ambition de la Russie, elle ne préparât sa propre ruine. En effet, les chances d'un partage, en admettant qu'on pût faire de la Grèce une seconde Pologne, devaient être contre elle, quand même elle aurait obtenu la part du lion. Les affinités de la Russie avec la Grèce, agissant toutes seules, étaient suffisantes pour rendre illusoires toutes les stipulations par lesquelles ce partage aurait été cimenté. Tôt ou tard l'agglomération des fractions de la conquête se serait faite au profit de cette puissance, car tôt ou tard les deux croix grecques doivent se réunir. Telles furent sans doute les réflexions qui firent appliquer à la Grèce le principe du *statu quo*, en assimilant faussement sa révolution aux mouvemens qui venaient d'éclater en Europe.

CHAPITRE XXIII.

(1822.)

L'EMPEREUR Alexandre, après avoir désavoué Ypsilanti (1), déclara que les troupes

(1) « Forcé par le désaveu formel de la Russie et par la nouvelle que des forces considérables marchaient contre lui à se tenir sur la défensive, Alexandre Ypsilanti avait pris pour point d'appui la position forte et dominante de Tergowitz au centre de la Valachie. Bucharest évacuée à l'approche du kara Méhemet, pacha de Sillistrie, avait été occupée par ce séraskier dès le 10 avril, et à cette époque un autre pacha turc, Ibraïl, entré dans la Moldavie par le midi de cette province, était arrivé jusqu'à Jassy, après avoir enlevé Galatz, vigoureusement défendue par une faible garnison d'*Hétairistes*. Ibraïl, jusqu'à la fin de mai, parcourut dans tous les sens la Moldavie, faisant pendre ou fusiller tous ceux qui lui étaient désignés comme ayant pris part au mouvement. Pendant ce temps son collègue resta dans Bucharest en complète inaction, partageant ses loisirs entre les supplices qui expiaient l'accueil fait par la population au prince Ypsilanti, et les fêtes que lui donnait l'ambassadeur autrichien.

« Vers le milieu de juin (1821) la division turque can-

cantonnées sur le Pruth observeraient la plus exacte neutralité; que cette résolution serait

---

tonnée dans Bucharest ayant fait un mouvement pour se porter sur Tergowitz, ce prince leva son camp et se replia sur Rimnick, petite ville de la rive droite de l'Oltau, l'un des affluens de la rive gauche du Danube. Il était suivi de si près, que le 19 juin les Turcs se trouvèrent à portée de canon de la position qu'il occupait au monastère de Dragachan, à quelques milles de Rimnick, ayant l'Oltau derrière lui. Dans un conseil de guerre tenu précipitamment, il fut résolu, sur l'avis de Karavia, qui commandait un corps de cavalerie, et contre celui du capitaine Giorgaki, qu'on présenterait à l'ennemi le combat. L'attaque eut lieu dès le jour qui suivit cette détermination; mais le combat s'engageait à peine, que le lâche Karavia tourna bride, culbuta en fuyant une ligne d'infanterie placée derrière lui, et entraîna dans ce mouvement de terreur panique l'armée d'Ypsilanti tout entière. Le prince fit de vains efforts pour rallier les fuyards au passage de l'Oltau; il ne put les arrêter. Le bataillon sacré défendit seul le champ de bataille sur la rive gauche. Cette vaillante jeunesse essuya plusieurs charges avec le sang-froid d'une vieille infanterie; elle fut enfin entamée et taillée presque entièrement en pièces.

« Ypsilanti ne se sentit point le courage de chercher à reformer cette armée dont il venait de perdre l'élite. Malgré les efforts du capitaine Giorgaki pour le retenir, il se retira; dans le dessein, disent les uns, de se

communiquée au ministre de Russie à Constantinople, avec ordre au baron de Strogonoff de déclarer à la Porte que la politique de S. M. était de rester complétement étrangère aux mesures qui pourraient menacer de troubler la tranquillité de tout pays quelconque, et de maintenir la stricte exécution des traités existans entre les deux puissances. L'Autriche prescrivit à son internonce d'appuyer cette démarche de la Russie par une note conçue dans le même sens que la déclaration. Le divan crut entrevoir de justes sujets d'inquiétude à travers le faste de toutes ces protestations; il ne pouvait admettre que la Russie, infidèle à ses maximes constantes, vît sincèrement de mauvais œil une

constituer le suppliant de l'Autriche, et, selon d'autres, dans l'intention plus honorable d'aller joindre les insurgés du Péloponèse. Il se rendait pour cela à Trieste, lorsqu'un ordre du cabinet de Vienne commanda son arrestation, sans qu'on ait pu savoir si ce fut par suite de quelque animosité particulière, ou par amitié pour la sublime Porte, ou pour tranquilliser la Russie sur la discrétion du personnage, que le ministère autrichien avait pris sur lui ce qu'il y avait d'odieux dans cette violation du droit des gens. » (*Armand Carrel.*)

insurrection qu'elle avait elle-même si souvent provoquée, et qu'elle abdiquât volontairement son *droit de protection* en faveur de ses co-religionnaires, lorsque l'exercice pouvait en devenir si profitable à sa politique. En conséquence de ses soupçons, tous les vaisseaux passant le détroit des Dardanelles durent être visités, dans la crainte que des armes et des vivres ne fussent portés aux insurgés. Cette entrave inattendue mise à la navigation russe et au commerce d'Odessa devint le sujet de plusieurs explications très vives et très sérieuses entre l'ambassadeur russe et le reiss-effendi. Le comte de Strogonoff voulut alors se prévaloir des stipulations des traités de 1774, 1792 et 1812, qui reconnaissaient à la Russie le droit d'intervenir en faveur des principautés et des sujets grecs, mais qui ne pouvaient décider la question contre l'embargo et la visite des bâtimens sous pavillon russe au passage des Dardanelles. Mais il réclama avec bien plus de fondement et de justice contre les sanglantes mesures par lesquelles la Porte s'était flattée de réprimer l'insurrection. Il insista pour que l'on ne confondît pas les innocens avec les coupables; que l'on ne condamnât ceux-ci

qu'à la suite d'une enquête formelle, et qu'on fît cesser les profanations et les destructions des églises.

Le reiss-effendi, se fondant sur les mêmes traités, accusait la Russie de les enfreindre, en accordant une protection déguisée aux rebelles, et en refusant leur extradition, quoique le cas de l'*extradition* eût été formellement prévu par les transactions qu'elle invoquait. Il ajoutait, au surplus, que nul traité n'avait pu priver le sultan de châtier, selon la mesure de sa sévérité ou de sa clémence, des sujets rebelles, et que le patriarche de Constantinople avait subi la peine due à sa trahison, prouvée par sa correspondance avec les révoltés de la Morée.

Sur ces entrefaites, l'arrestation d'un négociant grec, accusé d'avoir fourni des fonds aux insurgés, vint compliquer les difficultés existantes entre ces deux cabinets, et rendre plus désagréable la situation de M. le baron de Strogonoff, dont la présence à Constantinople était, depuis l'année précédente, un sujet évident d'irritation pour la population de cette capitale. Ce ministre ayant inutilement réclamé le négociant grec, comme banquier de la légation russe, s'adressa immé-

diatement au grand-seigneur, et n'en obtint qu'un refus formel.

Dès-lors une rupture entre la Porte et la Russie parut inévitable, et M. de Strogonoff se prépara à partir. Les dernières notes qu'il communiqua au divan dans le mois de juillet 1821 étaient encore plus précises et plus fortes, au sujet de la résolution féroce prise par le gouvernement turc contre les Grecs, que ses premières réclamations. « Si le « gouvernement turc, écrivait ce ministre « (6-18 juillet), témoignait, contre toute « attente, que c'est par suite d'un plan li-« brement arrêté qu'il prend les mesures tou-« chant lesquelles le soussigné lui a déjà ex-« posé le sentiment de son auguste maître, « il ne resterait à l'empereur qu'à déclarer « dès à présent à la Sublime-Porte qu'elle « se constitue en état d'hostilité ouverte contre « le monde chrétien; qu'elle légitime la dé-« fense des Grecs, qui dès-lors combattraient « uniquement pour se soustraire à une perte « inévitable; et que, vu le caractère de cette « lutte, la Russie se trouverait dans la stricte « obligation de leur offrir asile, parce qu'ils se-« raient persécutés; protection, parce qu'elle « en aurait le droit; assistance avec toute la

« chrétienté, parce qu'elle ne pourrait pas « consentir à livrer ses frères de religion à la « merci d'un aveugle fanatisme. »

L'ambassadeur russe croyait tellement agir dans l'esprit de sa cour et remplir les vœux de son souverain en professant ces principes d'humanité, qu'il présentait à l'appui de sa note la perspective d'une guerre d'invasion terrible si ses conditions n'étaient pas acceptées, et n'accordait qu'un délai de huit jours pour une réponse catégorique. L'orgueil du divan se révolta devant cette menaçante alternative : il fut question d'envoyer aux Sept-Tours M. de Strogonoff, déjà renfermé dans Buyukdéré. Cependant l'intervention des ministres anglais et autrichien modifia cette résolution de premier mouvement, et la guerre fut suspendue par les négociations actives que commencèrent ces deux ambassadeurs, quoique toute possibilité d'accommodement semblât évanouie. C'était entre les deux gouvernemens une question de fierté autant que d'intérêt, et l'on a vu que la Russie n'était point accoutumée à sacrifier sa *dignité* aux convenances de la Sublime-Porte.

C'est dans ces conjonctures que parut la note de l'empereur Alexandre, transmise en

forme de circulaire aux grandes puissances de l'Europe. Combien la situation de ce souverain était compliquée et embarrassante ! D'une part il se trouvait obligé de maintenir les principes convenus avec ses alliés dans les deux derniers congrès, pour étouffer en Europe, et dans le monde entier s'il était possible, toute tentative nouvelle de l'esprit révolutionnaire; et d'autre part il avait à maintenir aussi la politique suivie, depuis Pierre-le-Grand, avec tant d'opiniâtreté contre la Turquie; il avait à soutenir la dignité de son trône compromise par le refus de la Porte à exécuter des stipulations si souvent reproduites. D'ailleurs, pour satisfaire tout ensemble au devoir et à l'intérêt, jamais plus belle occasion ni plus légitimes motifs ne pouvaient se présenter, et ce dernier point de vue était fort séduisant. L'oscillation que ces considérations si diverses et si puissantes causaient dans le cabinet de Saint-Pétersbourg, transpirait dans la note, malgré toute l'impassibilité obligée des formes diplomatiques.

« S. M., y disait-on, n'ayant rien tant à « cœur que la pacification de l'Europe, était « disposée à faire pour la conservation de la « paix les plus grands sacrifices, supposé que



« les cabinets européens trouvassent dans leur « sagesse des moyens efficaces pour obtenir « de la Porte ottomane de mettre les chré- « tiens de la Turquie à l'abri d'une répétition « des scènes violentes dont ils avaient été vic- « times; et telle étant la disposition de S. M. I., « les cours de l'Europe étaient priées d'aviser « incessamment aux moyens propres à at- « teindre le but désiré, et de la dispenser ainsi « d'obtenir par la force des armes l'accomplis- « sement des conditions que l'honneur de la « couronne, le maintien des traités, la pro- « tection de la religion chrétienne et l'huma- « nité lui ont fait un devoir d'exiger de la « Porte. »

Ce langage, malgré ses précautions, était assez clair, et signifiait évidemment : « Je « pourrais, j'aurais le droit de profiter de la « faveur des conjonctures pour m'agrandir et « réaliser des plans de conquête qui m'ont été « transmis, comme portion importante de « l'héritage et du génie de mes prédécesseurs; « cependant, pour ne point vous causer d'om- « brage, pour ne pas détruire la balance po- « litique de l'Europe qui penche déjà trop « fort de mon côté, je veux bien ne pas dé- « clarer la guerre à la Turquie; mais d'un

« autre côté, comme il est de ma dignité que « mes engagemens à l'égard des Grecs soient « remplis d'une manière quelconque, et qu'il « serait trop honteux à la Russie de répudier « son droit de protection au moment même « où l'exercice en serait à la fois si profitable « et si glorieux, faites en sorte que les Grecs « soient protégés et que les Turcs ne les mas- « sacrent plus : ou bien les choses et la po- « litique auront leur cours naturel et néces- « saire. »

La preuve que tel était le sens de la note, c'est qu'elle fut l'objet d'une laborieuse délibération dans le cabinet autrichien, et provoqua le voyage que le prince de Metternich fit alors dans le Hanovre. Les ministres d'Angleterre et d'Autriche n'hésitèrent pas à croire que leur commun et pressant intérêt était d'ôter à la Russie tout prétexte d'une rupture décisive avec la Porte : en conséquence il fut résolu que toutes deux ensemble s'efforceraient d'agir auprès du divan.

En attendant l'effet de ces démarches la Russie signifia son *ultimatum* à la Porte. Cette dernière note renouvelait les demandes contenues dans celle du baron de Strogonoff, c'est-à-dire le rétablissement et l'indemnisation

des Grecs non coupables, la reconstruction des églises, l'évacuation immédiate des provinces de Moldavie et de Valachie, et le rappel immédiat des hospodars destitués. Cette opiniâtreté menaçante exalta au plus haut degré l'irritation du peuple et altéra même dans le sein du divan le sang-froid et le calme ordinaire des délibérations de ce conseil : il y eut dissentiment entre ses membres. Le reiss-effendi, Hamed-Bey, insista avec vigueur pour que l'on consultât enfin la dignité de la Porte plutôt que la crainte de l'événement d'une guerre : il voulait qu'un *ultimatum* fût rédigé sur le même ton de fierté et de hauteur; mais le ministre anglais, lord Strangford, s'emparant habilement de l'opposition que ces idées avaient fait naître au milieu d'un conseil depuis long-temps accoutumé aux concessions et aux mesures timides, eut assez de crédit pour faire destituer à l'improviste le reiss-effendi. Il le fit remplacer par un homme de la trempe de ceux qui avaient signé le traité de Bucharest. Mais ce succès obtenu par le ministre anglais n'avança pas beaucoup l'objet essentiel de la médiation. La Porte ne pouvait plus croire à la bonne foi ni à la modération de la Russie; elle voyait

partout des piéges, et attribuait aux intrigues de cette puissance le développement progressif de l'insurrection grecque, de même qu'elle lui imputait les incursions des Kurdes, et une guerre avec la Perse qui favorisait ces brigands. Vainement lord Strangford et M. de Lutzow pressaient une conclusion et demandaient une réponse à la note de M. de Strogonoff que nous avons citée (du 6-18 juillet), ils ne pouvaient l'arracher aux lenteurs calculées du divan. Cette réponse fut faite enfin. La Porte, y exposant sa fidélité constante à exécuter les traités, mettait sa conduite en contraste avec celle de la Russie; elle y parlait de ses droits contre des sujets rebelles, invoquant à cet égard des maximes que les cours de l'Europe ne pouvaient pas récuser; et d'ailleurs elle ne promettait rien, ne voulait consentir à rien, qu'au préalable la rébellion ne fût étouffée. C'était éluder en masse les conditions de *l'ultimatum* russe.

Toute la subtilité diplomatique des négociateurs européens fut pour le coup obligée de s'arrêter et de s'avouer vaincue par une résolution qui semblait avoir quelque chose de l'inflexibilité du fatalisme oriental.

Le reste de l'année 1821 se passa en dé-

marches, en pourparlers insignifians. Les premiers mois de 1822 s'écoulèrent encore sans que la question de la guerre ou de la paix fût résolue. Cependant l'intérêt pour les Grecs était singulièrement refroidi à Saint-Pétersbourg, et leur cause y paraissait perdue. Si l'on n'ordonna pas, conformément aux vœux de la note turque, l'extradition des transfuges, du moins on enjoignit à plusieurs d'entre eux de chercher un asile hors des frontières de l'empire; et, quant aux autres, ils furent emprisonnés : tel fut particulièrement le sort de quelques chefs des *Hétairistes*. Des souscriptions pour les Grecs se faisaient encore, mais en quelque sorte par l'effet de la tolérance plutôt qu'avec l'assentiment du gouvernement. Ainsi, malgré la ténacité du divan, malgré le rejet de l'*ultimatum* russe, rejet que toute la science de M. de Metternich n'avait pu adoucir ni colorer, une guerre qui paraissait imminente n'éclata pas. Cependant on désirait amener le divan à des satisfactions plus positives, et M. de Metternich se faisait fort de les obtenir. C'est alors que M. de Tatischeff, conseiller privé, fut envoyé à Vienne, comme renfort au génie autrichien, et ce plénipotentiaire avait ordre de mettre en

usage, de concert avec les autres, et pour obtenir un arrangement, tous les moyens compatibles avec la dignité de son maître. Mais les nouvelles réponses arrachées par l'internonce autrichien au reiss-effendi furent encore plus âpres et moins pacifiques que les dernières. Le ministre ottoman, loin de satisfaire aux griefs de la Russie, exposait énergiquement ceux de la Porte. Il réclamait, en vertu des anciens traités, l'évacuation des forteresses d'Asie, et l'extradition des transfuges; il renouvelait d'une manière plus formelle encore le refus de nommer des hospodars avant que la révolte des Grecs fût apaisée.

La diplomatie *austro-anglaise* ne se tint pas encore pour battue; elle ne voulut pas lâcher prise nonobstant tant d'efforts infructueux; mais les ministres ottomans gardèrent tous leurs avantages et ne perdirent pas un pouce de terrain. Il est curieux de voir cette puissance ordinairement si prompte à consentir, et ce divan toujours si pusillanime, résister maintenant avec une invincible fermeté, et faire front à tant d'embarras, à tant de chances fâcheuses simultanées; car elle avait la guerre tout à la fois au nord, dans le midi et dans le sein de l'empire. Une armée de

280,000 Russes sur les bords du Danube ne l'effrayait pas. Ainsi tout conduit à croire que la Porte savait bien, d'une part, que cet état militaire ne pouvait long-temps être compatible avec la gêne financière de la Russie; et de l'autre que les puissances alliées de la Russie feraient tous les sacrifices possibles soit pour prévenir l'agrandissement illimité de cet empire, soit pour éviter d'ouvrir en Grèce une nouvelle issue à ce génie révolutionnaire que l'on travaillait à étouffer en Italie, en Espagne et en Portugal. Ces divers motifs se partageaient, et s'adaptaient les uns à l'Angleterre, et les autres au cabinet de Vienne.

Cette fois du moins la Porte eût deviné juste. Après avoir épuisé les sollicitations et les prières, les médiateurs, toujours éconduits, toujours repoussés, se tinrent pour satisfaits de leurs communes défaites, et la Russie se contenta du traité de Bucharest non interprété ou mal interprété. Cependant on pensa qu'il fallait à l'Europe une explication de ce *statu quo*, qui démentait d'une manière si formelle les engagemens pris par la Russie à l'égard de ses co-religionnaires dans chacun de ses traités, qui contredisait si ouver-

tement les principes professés dans les premières communications officielles de M. de Strogonoff à la Porte; et, pour tout dire enfin, il fallait donner la solution d'un problème qui trahissait toutes les espérances justement fondées sur la magnanimité reconnue du caractère personnel de l'empereur Alexandre, et compromettait la dignité de sa puissance. Alors parut dans la *Gazette de Brême*, sous la rubrique de Saint-Pétersbourg, un article qui semblait destiné à satisfaire au besoin de cette sorte de justification. Trois ans de persistance, de la part de la Russie, dans les principes qui y sont exprimés, autorisent sans doute à regarder comme complétement officielle cette manifestation de sa politique à l'égard des Grecs.

Après avoir parlé de l'ébranlement et de l'épuisement que la guerre de 1812 avait fait éprouver à l'empire, et de l'impérieuse nécessité de maintenir l'état de paix pour réparer le dommage immense résultat des malheurs de l'invasion, il était dit :

« La Russie ne fut jamais plus éloignée de penser à des guerres et à des conquêtes étrangères, qu'à l'époque où le téméraire Ypsilanti commença sa folle entreprise; car ses

plaies n'étaient pas encore cicatrisées, et elle était trop sage pour se laisser écarter sans raison du point de vue auquel elle s'était une fois arrêtée.

« Notre grand empereur s'occupait alors lui-même sans relâche à consolider le grand édifice du rétablissement de la tranquillité en Europe, dont il avait posé les fondemens de concert avec les grands monarques de cette partie du monde, et à conjurer dès leur naissance tous les orages qui auraient pu ébranler cet édifice. La tranquillité des peuples devait être la principale condition de cette entreprise; et comme les réactions des nations menaçaient d'être funestes à cette tranquillité, et de renverser l'ordre qui venait d'être rétabli, l'empereur fut obligé avec ses alliés d'approuver et même de seconder les mesures conséquentes de ceux-ci dans les affaires de Naples et du Piémont. Ce fut à cette fin, et sans aucun autre but politique, que l'empereur se rendit à Troppau, et ensuite à Laybach. Quelque jugement que l'on porte sur les résolutions prises dans ces deux villes, le résultat a prouvé combien étaient *misérables* les fondemens sur lesquels s'appuyaient les révolutions d'Italie, et la postérité reconnaîtra la

justesse des principes d'après lesquels ils ont fait rentrer dans leurs lits les dangereux torrens des chimères dont on était inondé.

« L'empereur Alexandre venait en conséquence de prononcer la grande résolution de maintenir la paix en Europe, et de ne plus *souffrir d'insurrection*, lorsqu'il fut informé de celle de Moldavie et de Valachie. Était-il possible que, se trouvant alors même occupé à tranquilliser l'Italie, il approuvât les troubles qui s'élevaient en Turquie? Cet empire n'avait-il pas été *reconnu partie intégrante de l'Europe* au congrès tenu peu auparavant à Vienne? L'empereur, quelque disposé qu'il fût par sa bonté de cœur naturelle à prendre intérêt au sort de nos frères en religion, ne pouvait pas approuver une rébellion ouverte dans une partie de l'Europe, pendant qu'il s'efforçait de l'étouffer dans une autre; et, comme c'était un de ses généraux qui avait fait naître l'insurrection, sa majesté devait en conséquence manifester son improbation encore plus ouvertement.

« Peu après cet événement la révolution éclata, et avec plus de violence encore, dans la Turquie méridionale. Aucun homme sensé en Europe ne pourra dire que l'empereur dût

considérer ces mouvemens d'un autre œil que ceux du nord de cet empire. Il était donc dans la nature des choses qu'il se prononçât sur les troubles de la Morée de la même manière que sur ceux de la Valachie et de la Moldavie, c'est-à-dire les condamnât également.

« Il y a eu, à la vérité, en Europe, des hommes de bien et des âmes sensibles qui, en pensant aux Grecs, nos frères en religion, ont oublié tous les autres rapports, et qui, parce que l'empereur s'était efforcé antérieurement dans tous les traités de paix d'adoucir l'oppression qu'éprouvaient les Grecs, le croyaient en quelque sorte obligé de voler aussitôt à main armée au secours *de ses protégés*, sans égard à aucune autre considération. Ces pieux désirs se réfutent d'eux-mêmes par l'exposé de la situation dans laquelle la Russie se trouvait alors, et des circonstances qui ont forcé l'empereur à improuver les troubles de la Grèce. Dans le cas où S. M. eût changé d'avis, tous les cabinets ne l'auraient-ils pas accusée d'inconséquence, ou, ce qui est pis encore, de desseins ambitieux.

« Notre différend avec la Turquie a une origine purement diplomatique; notre ministre a été offensé. L'insulte a commencé

par une violation du droit des gens dans sa personne, et des traités que la Russie avait antérieurement conclus; et cette insulte a été si grossière, que notre ministre a été obligé de regarder sa mission comme terminée, et de quitter Constantinople. Ce qui a donné lieu à cette offense, ce sont certainement les révolutions des Grecs et les mesures dont elles ont été l'objet. Mais les griefs, généralement du baron de Strogonoff, ne contiennent pas un mot qui défende la révolution des Grecs ni de ce qu'on réprimait cette révolution, mais de ce que l'orgueilleux divan se refusait à reconnaître des priviléges auxquels M. de Strogonoff avait droit en qualité de ministre de Russie, et de ce que des individus qui, ne prenant aucune part à la révolution, devaient prétendre à la protection du ministre, ont été, malgré toutes ces protections, en proie à toutes les violences de la guerre. Ainsi c'est la violation des traités et du droit des gens qui a fait rompre les relations existantes entre les deux puissances.

« Sous quel point de vue faut-il donc considérer notre différend avec la Turquie? Il est fondé sur une contestation particulière que les deux États ont à vider entre eux, et pour

laquelle notre empereur a *réclamé* ou plutôt accepté la médiation des puissances étrangères, parce que les intérêts politiques actuels de la Russie commandent le maintien de la paix; parce qu'il a la grandeur d'âme de préférer la paix à la gloire militaire; parce que les puissances médiatrices comprennent très bien notre véritable état de droit; et enfin parce que *tous les monarques sont d'accord pour maintenir les conventions européennes conclues au congrès de Vienne.* »

Cette faible apologie d'un système de modération qui révoltait la conscience des peuples, et que l'on était en droit de regarder comme le fruit des suggestions de l'Autriche, n'obtint pas plus de succès en Russie que dans le reste de l'Europe, et n'empêcha pas le parti existant en faveur de la Grèce de prendre de jour en jour une couleur et une attitude plus prononcée d'opposition nationale.

Cependant les délibérations du congrès de Vérone vinrent confirmer par une double et éclatante application l'opiniâtre résolution des rois, et surtout celle de l'empereur Alexandre, dans le maintien de ces principes. D'une part, on y décida que la situation de l'Espagne motivait suffisamment l'emploi du

terribles moyens de l'intervention armée (1); et de l'autre, qu'il fallait *s'abstenir* entre les

---

(1) Il est curieux, pour voir jusqu'à quel point la Sainte-Alliance est parvenue à remplir ses généreuses intentions en intervenant dans les affaires d'Espagne, de rapprocher de la situation actuelle de ce pays les espérances que l'on avait conçues en sa faveur : voici un passage d'une lettre de M. Nesselrode à l'ambassadeur russe à Madrid, dans laquelle on verra que S. M. l'empereur Alexandre n'avait en vue, en appuyant la résolution d'intervenir, que de conserver la *prospérité, la richesse, la force* et *la gloire* de la péninsule.

« En vous chargeant, monsieur le comte, de faire part aux ministres de S. M. C. des considérations développées dans cette dépêche, l'empereur se plaît à croire que ses intentions et celles de ses alliés ne seront pas méconnues. En vain la malveillance essaierait-elle de les présenter sous des couleurs d'une influence étrangère qui prétendrait dicter des lois à l'Espagne.

« Exprimer le désir de voir cesser une longue tourmente, de soustraire au même joug un monarque malheureux et un des premiers peuples de l'Europe, d'arrêter l'effusion du sang, de favoriser le rétablissement d'une administration tout-à-fait sage et nationale, certes ce n'est point attenter à l'indépendance d'un pays, ni établir un droit d'intervention contre lequel une puissance quelconque ait raison de s'élever. Si S. M. I. nourrissait d'autres vues, il ne dépendrait que d'elle et de ses alliés de laisser la révolution d'Espagne achever

Grecs et les Musulmans. Il semble que, pour le monarque russe, c'était abjurer à la fois les lois du bon sens, celles de l'équité, les prescriptions de la charité chrétienne, les traditions de ses prédécesseurs et de ses ancêtres, les espérances de ses sujets et les intérêts de sa gloire : c'était sacrifier à la fois de nombreuses et puissantes considérations.

Chacun des congrès qui eurent lieu depuis 1815 peut être considéré comme un acte distinct du drame politique de la Sainte-Alliance, mais le plus rempli d'intérêt est sans contredit celui de Vérone. On peut dire, en admettant un moment la suite de la comparaison, que là se complique en présence d'une cause

---

son ouvrage. *Bientôt tous les germes de prospérité, de richesse et de force seraient détruits dans la péninsule*, et si la nation espagnole pouvait aujourd'hui supposer ces desseins hostiles, ce serait dans l'indifférence et dans l'immobilité seules qu'elle devrait en trouver la preuve.

« La réponse qui sera faite à la présente déclaration va résoudre des questions de la plus haute importance. Vos instructions de ce jour vous indiquent la détermination que vous aurez à prendre, si les dépositaires de l'autorité publique, à Madrid, rejettent le moyen que vous leur offrirez, d'assurer à l'Espagne un avenir tranquille et une gloire impérissable. »

probable de dissolution, la fable de l'union impérissable des rois, et que l'action, par l'effet d'une nouvelle péripétie, s'y noue plus fortement. Des élémens hétérogènes en religion et en politique s'y combinent dans un véhicule commun auquel on donne le nom tantôt de paix universelle, tantôt de légitimité; c'est au nom du repos de l'Europe et de la stabilité des trônes, ou, pour nous servir du mot sacramentel, du *statu quo*, que quatre princes chrétiens proclament en quelque sorte la légitimité et l'inviolabilité de la domination musulmane sur la nation grecque. Ainsi l'on voit que dans cette singulière combinaison de l'intérêt d'en-haut et de l'intérêt d'ici-bas, de religion et de légitimité, ce dernier principe a dévoré l'autre. De l'autre, il n'est plus resté que le vain nom : les peuples attendaient une croisade; ils eussent répondu avec transport à cet appel. Ce qui s'est fait en d'autres siècles par fanatisme pouvait avoir lieu aujourd'hui par les sentimens les plus nobles et les plus justes qui puissent agir sur des hommes à la fois religieux et éclairés.

La Grèce est le sanglant holocauste que le génie de M. de Metternich a immolé sur les autels de l'absolutisme musulman. Mais après

avoir porté ce fruit funeste, la Sainte-Alliance s'est déjà trouvée caduque. Une profonde et durable indignation a remplacé la surprise, a tué la confiance et le respect; et ce sentiment seul survivra dans les âmes douées de quelque élévation et de quelque énergie : il se développera, pénétrera dans toutes les classes, et bientôt la face de l'Europe se trouvera inondée par des idées victorieuses d'entier renouvellement. Les hommes d'état dont le génie dirige en Europe le vaisseau monarchique, et qui ont voulu le garantir des orages, n'ont pas vu que c'était périr que de se conserver ainsi.

Au bruit de cette nouvelle assemblée de rois, la Grèce avait conçu quelque espérance. Choisi par le sénat pour aller, dans le sein du congrès tracer la peinture effrayante de ses malheurs, et implorer l'assistance des princes chrétiens, le comte Métaxas était venu débarquer à Ancône. Cependant cet envoyé d'une nation suppliante qui s'avançait chargé du deuil de tant de familles, de tant de prêtres du Christ, de tant d'innocens orphelins, de tant de héros mourant pour la croix ne fut point admis. Une nouvelle politique à laquelle les langues humaines ne savent plus quel nom

donner, repoussa même un écrit, une adresse présentée par lui, où les Grecs justifiaient leur insurrection, réputée si criminelle, par le détail des iniquités dont se composait l'oppression musulmane : et, chose que la postérité, si elle est encore chrétienne, aura de la peine à croire; en même temps que l'envoyé des Grecs était repoussé du seuil de ce conseil inexorable, le divan était sollicité de nommer un plénipotentiaire pour y venir prendre rang et discuter, parmi les ministres chrétiens, les intérêts de la Porte, contradictoirement avec ceux de la Russie!... C'est à ce point que l'ascendant autrichien et la crainte des peuples égaraient les prévoyances des rois!

Le divan, en se refusant avec une hauteur dédaigneuse à cette invitation des princes chrétiens, parut sentir tout ce que son rôle, en son obstination barbare, avait de plus grand en effet que les subtilités et les hésitations de la politique européenne. Il rejeta le principe d'intervention, et déclara fièrement qu'il ne se départirait jamais du droit de massacrer des esclaves rebelles. Son langage, dans cette occasion si décisive, fut une preuve évidente que s'il restait en faveur des Grecs quelque intérêt, ou seulement quelque pudeur, il fallait,

abjurant des négociations vaines, les protéger par le glaive, quand le glaive les moissonnait.

Le résultat des conférences de Vérone fut négatif; et tel a été celui des négociations qui ont si vainement depuis amusé les loisirs des lecteurs de journaux. On retomba comme on est toujours retombé sur les stipulations sourdes et mortes du traité de Bucharest, sans s'expliquer nettement sur les intentions que l'on pouvait avoir relativement aux Grecs.

Lord Strangford, que l'on a vu précédemment à Constantinople chargé du rôle de médiateur, de concert avec l'internonce autrichien, s'était rendu à Vérone pour y rendre compte du résultat de ses soins. S'il s'était flatté d'obtenir des témoignages de satisfaction de la part de l'empereur Alexandre, il fut complétement trompé : ce prince se plaignait surtout de ce que les médiateurs s'étaient assez peu mis en peine des intérêts de la Russie, sous le rapport de sa dignité. Il eût souhaité avoir été défendu avec plus de chaleur contre l'imputation sans cesse renouvelée par la Porte, d'avoir ténébreusement favorisé l'insurrection des Grecs. Il est vrai que M. de Strangford, raisonnant d'après les principes de son pays, avait attaché très peu d'impor-

tance à l'accusation d'une perfidie, et qu'il ne concevait pas trop pourquoi le reproche de violer le droit des gens donnait tant d'humeur au monarque russe; mais ces causes légères de mécontentement s'évanouirent devant la nécessité de maintenir compacte et puissante l'union des souverains. L'empereur était plus que jamais enveloppé dans le réseau qu'avait tissu la main de M. de Metternich; et trompé à la fois par ses propres vues et par celles de la politique étrangère, il semblait regarder son immobilité désastreuse comme la continuation d'un système de paix provisoirement avantageux au monde entier. Ce qu'un ministre français célèbre a rapporté d'un entretien particulier avec lui, prouve assez quels vains rêves servaient de compensation dans la pensée de ce monarque, aux sanglantes réalités qui affligeaient la Grèce. (1)

---

(1) Voici cette conversation auquel M. de Châteaubriand a imprimé le caractère d'un document authentique, en la répétant dans le sein de la Chambre :

J'ai mis par écrit, messieurs, les paroles que j'ai entendu sortir de la bouche d'un prince dont mes honorables adversaires ont loué eux-mêmes la magnanimité, et recherché la faveur à une autre époque.

« Je suis bien aise, me dit un jour l'empereur

Lord Strangford avait été renvoyé à Constantinople malgré le refus de la Porte de se faire représenter au congrès. Il avait mission de demander de nouveau que le divan fournît des preuves de la sincérité de ses dispositions pour la paix ; qu'il notifiât officiellement à la Russie la nomination des hospodars, et fît évacuer les deux principautés par ses troupes ; qu'il rétablît en faveur du commerce russe

---

Alexandre, que vous soyez venu à Vérone, afin de rendre témoignage à la vérité. Auriez-vous cru, comme le disent nos ennemis, que l'alliance n'est qu'un mot qui ne sert qu'à couvrir des ambitions ? Cela peut-être eût été vrai dans l'ancien état de choses, mais il s'agit bien aujourd'hui de quelques intérêts particuliers quand le monde civilisé est en péril !

« Il ne peut plus y avoir de politique anglaise, française, russe, prussienne, autrichienne ; il n'y a plus qu'une politique générale qui doit, pour le salut de tous, être admise en commun par les peuples et par les rois. C'est à moi de me montrer le premier convaincu des principes sur lesquels j'ai fondé l'alliance. Une occasion s'est présentée, le soulèvement de la Grèce. Rien sans doute ne paraissait être plus dans mes intérêts, dans ceux de mes peuples, dans l'opinion de mon pays, qu'une guerre religieuse contre la Turquie ; mais j'ai cru remarquer dans les troubles du Péloponèse le signe révolutionnaire ; dès-lors je me suis abstenu. Que n'a-t-on point fait pour rompre l'alliance ?

et de toutes les nations chrétiennes, les mêmes avantages de libre navigation dans la mer Noire dont on jouissait avant l'insurrection grecque, et dont on avait été privé sous le faux prétexte que la Russie avait secouru les insurgés.

Une partie de ces conditions fut exécutée en 1823. Une lettre du reis-effendi adressée dans le mois de février de cette année au comte

---

On a cherché tour à tour à me donner des préventions ou à blesser mon amour-propre; on m'a outragé ouvertement : on me connaissait bien mal si on a cru que mes principes ne tenaient qu'à des vanités ou pouvaient céder à des ressentimens. Non, je ne me séparerai jamais des monarques auxquels je me suis uni. Il doit être permis aux rois d'avoir des alliances publiques pour se défendre contre les sociétés secrètes. Qu'est-ce qui pourrait me tenter? Qu'ai-je besoin d'accroître mon empire? La Providence n'a pas mis à mes ordres huit cent mille soldats pour satisfaire mon ambition, mais pour protéger la religion, la morale et la justice, et pour faire régner ces principes d'ordre sur lesquels repose la société humaine.... »

Lorsque M. de Châteaubriand entendit ce discours, pourquoi donc n'eut-il pas l'inspiration des belles et simples paroles qu'il a depuis fait entendre aux ministres français : SOYEZ CHRÉTIENS ! Dans la bouche de qui une telle hardiesse aurait-elle été plus heureuse, ou du moins plus permise?

de Nesselrode, par l'entremise de lord Strangford, en fait foi. Cette note, dont le ton peut-être moins âpre que celui des précédentes semblait indiquer que le négociateur anglais avait un peu relevé son crédit auprès du divan, annonçait officiellement au ministre russe la nomination des hospodars de Valachie et de Moldavie; et de son côté il réclamait l'exécution complète des traités précédens, la restitution des forteresses d'Asie retenues contre les stipulations formelles du traité de Bucharest, et enfin il demandait le retour d'un ministre russe à Constantinople, comme une garantie des dispositions amicales de l'empereur de Russie pour la Sublime-Porte.

Ces diverses demandes furent éludées dans la réponse que fit le ministre russe au reis-effendi : mais lord Strangford fut chargé de faire connaître verbalement ce que l'on ne voulait pas écrire. Dans la note qui fut adressée à l'ambassadeur anglais, éclatait, il faut l'avouer, une mauvaise foi indigne. La Porte avait exécuté ce qu'on avait demandé, mais ne pouvant nier la réalité des concessions qu'elle venait de faire avec tant d'empressement, on en critiquait la forme, on se rejetait sur des circonstances de détail, puis sur-

gissaient de nouvelles plaintes sur l'émission récente d'un firman qui soumettait, disait-on, le commerce européen dans les mers du Levant à des avanies, à des vexations encore inconnues; enfin l'on revenait aux Grecs, au droit de protection de la Russie; on exigeait que la Porte répondît nettement à ce sujet : or la Porte avait, ainsi qu'on a pu le voir, déjà plusieurs fois très nettement et énergiquement répondu à ce sujet : prendre pour point de départ d'une nouvelle négociation, et pour base d'une réconciliation, précisément la difficulté sur laquelle on ne pouvait s'entendre, c'était évidemment vouloir prolonger indéfiniment cette situation équivoque qui épargnait le scandale d'une paix proclamée honteuse par les peuples, sans faire courir les chances d'une guerre jugée inopportune par les rois.

La Porte, outrée de la manière dont ses concessions avaient été appréciées, sortit avec violence de son système de ménagemens, en arrêtant dans le port de Constantinople et séquestrant quatre navires sous pavillon russe, comme appartenant à des Grecs insurgés. Cette mesure valait bien un coup de canon tiré sur la frontière. Ce coup d'audace reten-

tit avec éclat en Europe, et l'on demeura dans l'attente de la détermination qui allait sortir de Saint-Pétersbourg. L'opinion générale était que la Russie était forcée de faire la guerre, sous peine de se déshonorer politiquement. On s'émut vivement à Vienne du danger que courait le système, et c'est alors que fut provoquée une entrevue entre les deux empereurs. Celui d'Autriche fit un voyage dans la Gallicie et la Buckowine, tandis qu'Alexandre visitait les provinces méridionales de son empire. Les deux souverains se rencontrèrent à Czernowitz. (1)

(1) L'empereur d'Autriche, qui devait faire les honneurs de cette entrevue, avait envoyé le feld-maréchal-lieutenant baron de Kutschern à Kamenietz-Podolsky, pour y complimenter l'empereur de Russie. Le jour de l'arrivée de son auguste ami, S. M. était allée le recevoir en personne sur la frontière. Les deux souverains entrèrent ensemble le 6 octobre à Czernowitz, à six heures et demie du soir, dans la même voiture; ils passèrent sous un arc de triomphe qu'on avait élevé à l'entrée de la ville, et se rendirent au milieu d'une double haie de troupes, au bruit du canon et aux acclamations des habitans, au logement destiné pour l'empereur Alexandre. L'entrevue des deux souverains ne dura que quatre jours, durant lesquels ils se firent de fréquentes visites et dînèrent plusieurs fois

M. de Metternich, au moment de s'y rendre, tomba malade; mais son esprit n'en fut pas moins présent aux délibérations des deux souverains. Ils se bornèrent à convenir généralement des mesures à prendre pour obtenir du divan une réparation pour la violation du pavillon russe, et leurs ministres restèrent chargés de décider la nature et la portée de ces mesures.

Les deux monarques ne restèrent pas plus de quatre jours ensemble. Alexandre, en partant de Czernowitz pour retourner dans ses états, envoya M. de Nesselrode à Lemberg, pour s'y concerter avec M. de Metternich : M. de Tatischeff s'y trouva également. On y rédigea une note qui devait être transmise au divan, toujours par l'intermédiaire de M. de Strangford. Nous donnerons cette pièce; elle est un peu plus vigoureusement rédigée que toutes celles qui l'avaient précédée : on

---

ensemble. Ce fut une suite de fêtes d'usage en pareil cas : ils reçurent, mais séparément, en audience particulière, une députation composée de trois boyards moldaves que le prince Stourdza, hospodar de Moldavie, avait, par ordre de la Sublime-Porte, envoyée pour complimenter LL. MM. II.

demandait l'immédiate évacuation de la Valachie et de la Moldavie, et la répression des abus dont les pavillons des puissances chrétiennes avaient à souffrir dans la mer Noire de la part des agens turcs. L'ambassadeur russe aurait pu se borner à réclamer exclusivement au nom de son souverain; car c'était Odessa qui souffrait principalement des vexations turques. Mais en donnant ce caractère de généralité à la plainte, on écartait, d'une part, ce que l'injure avait de trop grave, et de l'autre on rendait moins impérieuse la nécessité de prendre un parti décisif en cas de non satisfaction de la part du divan.

CHAPITRE XXIV.

(1823 ET 1824.)

La politique qui, par des lenteurs calculées, laissait périr la cause de l'humanité en Grèce, déployait au même instant une vigueur très active pour étouffer à la fois les derniers restes de la liberté polonaise et les germes apparemment trop hâtifs de la civilisation russe : c'est-à-dire que l'empereur Alexandre semblait disposé à défaire tout ce qu'il avait fait pour ses peuples. Les mesures prises contre la liberté de la presse, dans les années précédentes, parurent insuffisantes si elles ne se rattachaient pas à une théorie générale de la limitation de la pensée. De nouveaux changemens dans le personnel, surtout des ministères de l'instruction et des cultes, étaient inévitables pour mettre les hommes en harmonie avec les institutions. Le prince Alexandre Golytzin, qui était à la tête de ce département, fut remplacé par M. l'amiral Chiskow, président de l'Académie des Sciences de Saint-Pétersbourg, vieillard septuagénaire, et connu par des travaux philologiques plus

opiniâtres que par des exploits maritimes éclatans. M. de Chiskow avait autrefois secondé avec ardeur les vues de l'empereur Alexandre pour l'amélioration du sort physique et l'accélération de l'émancipation morale de ses peuples; aujourd'hui qu'à la veine généreuse avaient succédé les inquiétudes despotiques, il servait de nouveaux projets avec un égal empressement. M. Chiskow est pourtant un homme fort instruit; mais type expressif du caractère russe, il semble comme le marteau entre les mains de l'ouvrier, également propre à rompre ou à river des fers.

Dans le discours que fit ce nouveau ministre à son installation, il posa en principe que « les classes inférieures de la société n'ont « pas besoin d'un enseignement étendu; que « les lumières si vantées fournies par les scien- « ces sont plutôt funestes qu'avantageuses « aux hommes nés pour obéir... » Les réformes que M. de Chiskow opéra dans son département, furent entièrement conformes à ce point de départ décisif, et c'est dire assez qu'elles firent regretter son prédécesseur, et excitèrent de graves mécontentemens.

Des faits que nous venons de raconter à ceux qui regardent la Pologne, l'analogie est

si frappante qu'elle nous dispense de toute transition.

La diète polonaise ne fut pas convoquée en 1824, bien que les assemblées primaires se fussent réunies pour faire choix de leurs députés. Ce retard de l'appel ordinaire fait aux représentans de la nation fut bientôt suffisamment expliqué; on avait craint d'exposer la mesure dont nous allons rendre compte à l'opposition d'une assemblée au sein de laquelle des élémens d'une nationalité renaissante s'étaient déjà manifestés.

Dans la république de Pologne la qualité de citoyen, dont la dignité était d'autant mieux sentie qu'une exclusion comparable à l'ilotisme en privait la grande masse des habitans, prévalait sur tous les titres dont l'exercice de fonctions publiques ou la naissance étaient les sources communes. L'égalité politique absolue de tous les membres de la noblesse était le principe fondamental de la constitution. Les appellations de prince, de comte et de baron n'étaient point admises dans la langue officielle comme dans le droit public de la république. Ces divers titres étaient de véritables anomalies, nées des faveurs dont quelques citoyens avaient été l'objet de la

part de princes étrangers, ou venues dans l'État par la naturalisation des familles qui les possédaient ; quelle que fût au surplus leur origine, s'ils étaient prononcés dans l'assemblée des députés de la nation ou dans toute relation solennelle, c'était une pure concession de la sévérité du droit à l'urbanité de l'usage.

Ce principe d'égalité avait survécu à tous les malheurs de la Pologne, à toutes les dislocations qu'elle avait subies. C'est pourquoi il y avait encore en elle quelque chose de résistant à l'action dissolvante du pouvoir étranger ; c'est pourquoi ses membres rompus et séparés, conservant, comme ceux du géant de l'Arioste, une vie organique indestructible, tendaient à se réunir et à se rajuster. Le danger de ce principe, qui avait échappé jadis aux cupidités tumultueuses des rois *partageurs*, frappa le cabinet de Saint-Pétersbourg en 1824. Une commission fut aussitôt nommée pour aller extirper ce reste de républicanisme. On imagina, avec une sagacité à laquelle il faut rendre hommage, de mettre aux prises les rivalités vaniteuses, en vérifiant les titres honorifiques respectifs. Quelque généreux que soient les cœurs, quand on s'obs-

tine à y solliciter, à y chercher les mauvaises passions, on les trouve enfin. Les Polonais oublièrent un moment la gravité du danger qui les menaçait, pour exhumer leurs parchemins, et se rabaisser dans ces vaines luttes de préséance. La commission accomplit son œuvre : elle publia les noms des familles qui restaient autorisées à prendre les titres usités dans les hiérarchies monarchiques. En résultat, il se trouva sous les débris de cette malheureuse république douze familles de princes, soixante-quinze de comtes, et vingt de barons.

Cette suite, cet ensemble et cette opiniâtreté dans le combat que l'on livrait aux idées dominantes en Grèce, en Pologne et dans l'Europe méridionale; cette distribution, là de sévérité, ici de faveurs (1), excitaient

(1) S. M. I., arrivée à Tzarskoe-Selo le 15 novembre, voulant donner une preuve éclatante de la satisfaction qu'elle éprouvait de l'issue des événemens d'Espagne et de Portugal, conféra l'ordre de Saint-André à S. M. le roi de Portugal et à l'infant don Miguel, l'ordre de Saint-George de la première classe à S. A. R. le duc d'Angoulême; et nomma chevaliers de l'ordre de Saint-André M. le vicomte de Châteaubriand, ministre des affaires étrangères de France, et M. le duc Matthieu de Montmorency son prédécesseur. A la même

d'autant plus le mécontentement de toute la partie pensante de la nation, qu'en trouvant son empereur maintenant si différent de ce qu'il avait été naguère, il lui était impossible de ne pas reconnaître les artifices d'une influence étrangère. Cette politique extérieure sans christianisme, cette administration remplaçant la paternité et la confiance par des espionnages et des terreurs, tout cela n'était point russe, disait-on. Le gouvernement paraissait donc hors de ses véritables voies. Dans cette disposition d'esprit, le peuple, qui associe si facilement la Providence à ses intérêts et à ses passions, interpréta comme des signes manifestes du courroux du ciel, plusieurs événemens fâcheux qui se succédèrent à peu d'intervalle : d'abord la maladie sérieuse que l'empereur éprouva au commencement de l'année, à l'époque même où se célé-

---

occasion, M. le lieutenant-général Pozzo di Borgo fut nommé chevalier de Saint-Wladimir de la première classe; M. le comte de Bulgari, chargé d'affaires de S. M. I. à Madrid, reçut l'ordre de Sainte-Anne de deuxième classe, en diamans; et M. le comte de La Ferronnâys, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, les insignes de l'ordre de Saint-Alexandre de Newsky, enrichies de diamans.

brait le mariage du grand-duc Michel avec la princesse Charlotte de Wurtemberg; et en second lieu, l'inondation de la Néwa, qui eut lieu dans le mois de novembre.

On sait que Pierre Ier avait usurpé le sol où fut construite sa nouvelle capitale, sur des bas-fonds domaines communs des eaux du golfe de Finlande et de celles de la Néwa. Dès-lors il lui fut prédit qu'un jour serait détruite par l'irruption des flots, cette cité périlleuse plutôt monument de l'orgueil que de l'industrie de l'homme : la prédiction ne fut jamais plus près d'être réalisée qu'en 1824. Un ouragan, qui avec la plus effrayante soudaineté venait de dévaster la mer du Nord et la Baltique, et de joncher leurs plages de ruines, de cadavres d'hommes et de navires, refoula impétueusement les ondes du golfe dans le lit de la Néwa : en cinq minutes tous les ponts en bois, submergés, disparurent arrachés à leurs membrures et à leurs pilotis; les quais et les magasins furent envahis par l'onde furieuse; et bientôt les quartiers même les plus élevés furent couverts à une hauteur de dix pieds. Tout le désordre, tous les accidens que l'on peut imaginer dans le naufrage d'une grande cité, jetèrent alors Saint-Péters-

bourg dans la consternation et la terreur : on vit les sépultures dans cette ruine commune livrer au torrent les ossemens qu'elles renfermaient. Le désastre ayant duré depuis huit heures du matin jusqu'à trois heures du soir, les pertes furent énormes. Quant au nombre de personnes noyées, il dut être bien considérable, s'il est vrai que le nombre des cadavres retrouvés se soit élevé jusqu'à dix mille : on disait même qu'un régiment de cavalerie de la garde avait péri tout entier, hommes et chevaux; que la flotte impériale mouillée dans la rade de Cronstadt avait été détruite; tous les bâtimens marchands, les magasins de la douane et du commerce, perdus. Les calculs les plus modérés faisaient monter la perte générale à cent millions de roubles. Mais, soit que ces estimations, fruit d'une impression de terreur récente, fussent en effet très exagérées, soit que par une prudence ordinaire dans les grandes calamités on eût jugé convenable de ne pas avouer dans toute leur étendue des résultats effrayans, les rapports officiels publiés plus tard réduisirent les effets du désastre à la perte de cinq cents hommes, *presque tous de la classe pauvre*, ou de la fonderie impériale située sur la route de Pé-

tershoff; et dans une proportion aussi considérable, les ravages matériels. Cependant toute la campagne des environs, auparavant couverte d'habitations somptueuses, fruit d'un luxe d'autant plus ingénieux qu'il lutte contre l'âpreté du climat, était comme rasée. La forteresse de Cronstadt, ses remparts, ses bastions étaient détruits, comme ils le seront peut-être un jour par le canon de nouveaux aventuriers scandinaves. La violence de l'ouragan avait dispersé la formidable artillerie qui hérissait cette forteresse, et des pièces du poids de cinq ou six milliers, depuis un siècle immobiles sur leurs lourds affûts, avaient été emportées au loin dans la mer comme de légers soliveaux.

A la suite de ce désastre, une multitude de malheureux erraient sur des décombres, sans vêtemens, sans ressource et sans asile. Le souverain ne fut pas sourd aux cris de leur détresse : il assigna d'abord un million de roubles pour venir au secours de ceux dont les besoins étaient les plus urgens; et se montrant à son peuple sous un aspect véritablement paternel, il parcourut lui-même la ville, envoya ses aides-de-camp sur les points qu'il ne pouvait visiter, et ne s'arrêta dans son

activité secourable, que lorsque tous ces infortunés eurent un abri et du pain.

On remarqua que cet événement avait singulièrement affecté Alexandre; et soit qu'il eût la faiblesse de partager les idées superstitieuses du peuple qui voyait un mystérieux rapport entre ce malheur et les résolutions prises à l'égard de la Grèce, soit qu'il crût seulement devoir céder à un vœu public qui saisissait toutes les occasions pour se manifester, sa politique parut éprouver quelque changement. Mais déjà, avant cet événement, on avait répandu la nouvelle que les ministres de Londres et de Vienne à Constantinople venaient enfin de triompher de l'obstination du divan; et qu'en suite des résolutions prises à Czernovitz par les deux empereurs, de faire la guerre en cas de persistance du divan dans son système, les principautés de Valachie et de Moldavie allaient être évacuées, les entraves mises au commerce et à la navigation de la mer Noire allaient disparaître, enfin que le sort des Grecs allait être assuré. Pour donner plus de crédit à ce bruit, M. de Ribeaupierre fut aussitôt nommé en qualité d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire près de la Porte ottomane, « dans

« l'espoir, dit l'ukase qui l'appelle à ces fonc« tions, que de concert avec nos alliés, nous « réussirons à terminer les malheurs qui dé« solent l'Orient ».

Mais M. de Ribeaupierre n'était point parti, les deux provinces n'avaient pas été évacuées, et les armées russes restèrent sur le Dniéper et le Pruth : il n'y eut de réel dans tout ce qui avait été annoncé, que les concessions faites par la Porte relativement à la navigation du Pont-Euxin. Ce ne fut qu'au retour d'un voyage fait dans les gouvernemens de Moskou, de Kalouga, de Toula et d'Orembourg, et après le désastre dont nous venons de rendre compte, que l'empereur, en quelque sorte forcé par la voix du ciel et par celle des hommes, parut se déterminer à des démarches plus positives auprès du divan; et c'est alors que M. de Mintziaki fut envoyé à Constantinople en qualité simplement d'agent, pour y poursuivre, de concert avec M. de Strangford, un arrangement définitif relativement aux deux provinces et à la Grèce entière.

M. de Mintziaki fut parfaitement accueilli par le ministre ottoman; M. de Strangford continuait également à être l'objet des plus

flatteuses prévenances : cependant on n'avançait pas, et la question préalable, celle de l'évacuation des deux provinces, était toujours en litige. Il paraît que les conditions proposées relativement à la Grèce, encore qu'elles ne fussent pas celles d'une indépendance absolue, inspirèrent une extrême méfiance au divan. Ces conditions ont été portées à la connaissance du public dans une pièce qu'on peut regarder comme ayant un caractère semi-officiel (1) : elles consistaient à distribuer la Grèce continentale en trois principautés régies par des princes qui reconnaîtraient la suzeraineté de la Porte, à peu près comme les provinces de Valachie et de Moldavie. Les îles auraient été soumises au régime municipal et gouvernées comme elles l'ont été jusqu'à présent, c'est-à-dire par des *primaties* ou supériorités locales de leur choix. Les gouverneurs ou hospodars des principautés de terre-ferme, choisis parmi les Grecs, auraient été nommés par le divan.

---

(1) Cette pièce est un Mémoire émané du cabinet de Saint-Pétersbourg sur la pacification de la Grèce : il parut dans une feuille du Nord vers la fin de 1824, et n'a jamais été démenti. On le trouvera par extrait dans les Pièces justificatives.

Le patriarche grec aurait continué de résider à Constantinople pour y être le représentant de la nation.

Ce plan était admirablement conçu dans les intérêts de la Russie, très peu dans ceux de la Grèce, et absolument contraire à ceux de la Turquie : elle le repoussa. D'ailleurs l'irritation que causaient à Constantinople le succès miraculeux de la résistance des Grecs, et la tolérance du gouvernement anglais à l'égard de ceux de ses sujets qui portaient des secours aux Hellènes, devint un obstacle insurmontable à la discussion de la question principale. Tous les efforts de M. de Strangford ne pouvaient faire comprendre au ministère ottoman que la conduite de ces particuliers était l'effet des priviléges d'un pays libre; que le gouvernement ne pouvait, sans violer les lois, les empêcher de porter des armes et des vivres aux insurgés; qu'il ne pouvait, en un mot, les atteindre et les mulcter que par un désaveu.

L'importance et le nombre des événemens politiques, qui dans ces derniers temps arrivent pressés comme les flots dans la tempête, ne nous ont guère permis de suivre les travaux du gouvernement administratif, travaux dont

la guerre avait singulièrement ralenti l'activité. Nous avons fait remarquer au lecteur qu'il y avait aussi déviation dans la tendance administrative du gouvernement russe, et que depuis que les révolutions d'Espagne, de Naples et de Piémont étaient venues renforcer l'influence de M. de Metternich, Alexandre, se croyant lui-même menacé par le démon révolutionnaire, se repentait de ses premières inspirations, et se croyait obligé de réprimer l'essor de civilisation qu'il avait d'abord voulu donner à ses peuples. Toutefois, malgré ce changement dans ses vues, la restauration financière, l'abolition de la servitude des paysans et l'accroissement de son état militaire, devaient être les trois grands objets de ses sollicitudes permanentes, quelle que dût être par la suite l'application des forces de la Russie.

On peut dire, relativement aux finances, qu'une amélioration progressive dans cette branche, surtout depuis que M. de Cancrin en avait la direction, avait été constatée par les rapports présentés à la fin de chaque année au conseil de surveillance des établissemens de crédit. Cependant on avait été obligé de suspendre le système d'opérations par le-

quel on avait jusqu'en 1822 marché avec trop de rapidité à l'extinction de la dette publique, c'est-à-dire que l'on avait reconnu l'inconvénient de retirer subitement, et par trop grandes masses, les assignats en circulation. En 1823 il n'en restait plus en circulation que pour une somme d'environ six cent millions de roubles, et la loi qui s'opposait à toute émission nouvelle était maintenue avec la plus grande rigueur.

Mais l'année suivante, le conseil de surveillance déclara qu'il y avait lieu à surseoir au brûlement des assignats, opération qui avait pris un caractère de périodicité régulière depuis le commencement du règne d'Alexandre. « Il avait été démontré, dit à ce sujet M. de Cancrin, que la réduction rapide des assignats n'eût pas procuré pour cette fois les avantages qu'on en pouvait attendre, puisqu'en accélérant trop la marche de semblables opérations, on risquait quelquefois de se mettre en opposition avec le principe même. Le temps nous apprendra le moment où il sera opportun de recommencer à retirer graduellement de la circulation une partie de ces signes représentatifs du numéraire. »

Ce qui résulte toutefois le plus évidemment de ce rapport, c'est que le gouvernement russe est bien loin encore de jouir du degré d'aisance que les développemens du commerce et de l'industrie procurent aux nations riches, dans l'acception véritablement économique du mot; et de fait le commerce languissait en Russie. Les manufactures, faute de capitaux, ne produisaient pas : dans le cours de l'année 1822, elles avaient seules obtenu de la caisse d'emprunt dix millions et demi de roubles assignats, à titre d'emprunt. L'année d'après, les besoins de cette branche languissante n'avaient été guère moindres, et la situation du commerce des matières premières n'était guère plus favorable; indépendamment des causes générales de cette lenteur du développement des facultés industrielles de la puissance russe, causes qu'il faut chercher dans l'extrême disproportion de la partie libre et laborieuse de la nation à la partie serve et paresseuse; dans le défaut de canaux, de grandes routes et de débouchés. La contrebande est regardée comme le plus grand obstacle à la prospérité financière et fiscale de cet empire. Les pertes occasionnées par la contrebande sont énormes

avec une telle étendue de frontières, malgré les précautions opposées à ce ver rongeur. Les Juifs, infracteurs naturels de toutes les prohibitions instituées pour la défense des espèces dans les pays où ils sont admis, avaient organisé dans ces derniers temps un vaste système de contrebande sur les frontières de la Pologne, où l'on en compte plus de quinze cent mille. Les édits les plus sévères furent dirigés contre eux. Un ukase de 1824 leur interdit la faculté de voyager dans l'intérieur, celle de colporter des marchandises, et ordonne de plus que ceux qui sont entrés en Russie pour s'y établir, qui n'auront été inscrits jusqu'à ce jour dans aucune classe d'habitans, et que les corporations ne voudront pas admettre dans leur sein, seront immédiatement inscrits dans la classe des manœuvres de iscrict, et soumis à la capitation des bourgeois. (1)

Il se fit durant cette année des changemens importans dans le personnel de l'armée russe. Au mois d'avril le général Diébitsch (2) fut

(1) Conformément aux ukases des 20 juillet 1816 et 21 mars 1821.

(2) Cet officier, après avoir long-temps langui dans les

nommé major-général des armées, poste important, qui répond aux fonctions que le prince Berthier avait exercées auprès de Napoléon. Au milieu de décembre, quelques jours après la mort du général Ouwaroff, l'empereur nomma au ministère de la guerre le général Tatischeff. Avant le voyage d'Orembourg, au moment où l'évacuation des principautés de Moldavie et de Valachie parut s'effectuer, et où M. de Ribeaupierre fut nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Constantinople, il fut question de dissoudre l'armée du Sud : on crut à l'arrangement définitif avec le divan; mais de nouvelles difficultés étant survenues après le départ de lord Strangford, la dissolution de l'armée et le départ du ministre plénipotentiaire russe avaient été ajournés. Toutes les négociations au sujet des affaires de la Grèce et de la Turquie étaient plus embrouil-

---

grades inférieurs de l'armée à cause de la petitesse de sa taille, malheur qui était une raison suffisante pour qu'un militaire ne réussît pas auprès d'Alexandre, qui partageait en ce point la faiblesse de Napoléon, avait fini, à force de talens et de services, par s'élever à un très haut degré dans la confiance de son maître, et le titre qu'il en reçoit ici en est une éclatante preuve.

lées que jamais, lors du départ de M. Bagot, envoyé britannique.

S'il faut en croire des rapports assez bien fondés pour en tenir compte ici, la mission de M. Strangford Canning, annoncé pour le remplacer, avait pour objet spécial la question depuis long-temps en litige des prétentions avancées par la Russie à la possession d'une ligne de côtes le long du rivage de l'océan Pacifique du Nord... Mais déjà le cabinet russe était revenu sur ses pas, en abandonnant des prétentions peu tolérables pour les États-Unis, et un traité fut signé le 17 avril.

L'ambition qu'avait Alexandre de rester le modérateur des destinées de l'Europe, et selon ce que lui persuadait M. de Metternich, le chef et l'âme de la Sainte-Alliance, devait, plus que toute autre considération, lui faire envisager avec déplaisir le mauvais état de ses finances; car, quel que fût l'ascendant personnel de son caractère, il sentait bien que son rôle d'arbitre de l'Europe deviendrait illusoire dès qu'il cesserait de tenir sur pied cette armée de huit cent mille hommes, au moyen de laquelle il avait conquis le protectorat suprême. D'un autre côté il était impossible, sous peine de s'exposer à une crise

affreuse suivie d'une ruine certaine, de soutenir plus long-temps un tel fardeau. Le besoin de la réduction des cadres de l'armée était depuis long-temps avoué, et l'on avait même commencé à opérer cette réduction sous des prétextes qui n'avaient pour but que de faire illusion aux puissances étrangères sur l'état réel de la Russie. Ainsi, en 1823, plusieurs bataillons de la seconde armée furent réduits de mille à quatre cents hommes, ce qui déjà avait été pratiqué pour la première armée. Les compagnies de cavalerie de chaque régiment furent diminuées de huit hommes. On ôta quatre pièces de canon à chaque compagnie d'artillerie : il fut établi comme mesure réglementaire qu'à l'avenir on délivrerait tous les ans, dans chaque compagnie d'infanterie, quarante congés de cinq mois (du 1er mai jusqu'au 1er octobre) : la garde impériale, l'armée du Caucase, les corps qui se trouvaient en Lithuanie étaient exceptés de cette mesure ; cependant le résultat en devait encore être pour le trésor public une économie de dix-huit millions de roubles par an.

Mais toutes ces économies de détail étaient insuffisantes : il aurait fallu, pour procurer

au trésor public un soulagement véritablement efficace, qu'il fût possible de licencier l'armée tout entière pendant vingt ans. Or, comme la politique de la Russie tendait au contraire à l'augmentation progressive de ses armées, parce que quand on domine seulement par la force, cette force n'est suffisante qu'autant qu'elle se surpasse elle-même tous les jours, il fallait trouver un autre expédient pour concilier le vouloir et le pouvoir; et la *colonisation militaire* fut imaginée.

Ce système, dont la première application remonte à 1819, avait dans ces derniers temps tenu une place considérable dans les prévoyances administratives d'Alexandre. C'est principalement pour s'assurer par ses propres yeux et pour encourager par sa présence ces établissemens naissans, qu'il entreprit fréquemment des voyages durant les dernières années de son règne, tantôt au sud, tantôt à l'est de ses États.

La nouveauté menaçante de ce système, que l'on a annoncé comme pouvant donner à la Russie dans quinze ou vingt ans une armée permanente de trois ou quatre millions de soldats, a singulièrement attiré l'attention de tous les publicistes de l'Europe. Les An-

glais, plus attentifs que nous sur tout ce qui se passe en Russie, ont donné l'éveil, et c'est principalement d'après les rapports de leurs écrivains que nos feuilles publiques ont publié des détails sur cette sorte de grand complot qui s'ourdissait mystérieusement contre la sécurité des nations occidentales. Heureusement d'autres informations venues après les premières alarmes, nous ont appris que les développemens actuels des colonies militaires étaient loin de répondre aux espérances fondées sur de premiers succès. On a su qu'une invincible répugnance de la part des paysans repoussait cette rigoureuse transformation de leur servitude, comme cultivateurs paresseux, en soldats soumis à l'activité et à la régularité des exercices militaires. Cette résistance a pris dans plusieurs parties de l'empire le caractère de la rébellion ouverte, et déjà l'on a prévu la nécessité d'un prochain renoncement aux vastes espérances fondées sur ce projet.

La première idée de ce projet est communément attribuée au comte Aratcheiff, et c'est par là que le nom de ce noble Russe a acquis quelque célébrité en Europe. On pourrait croire cependant que cette idée a été puisée

dans l'histoire militaire du fameux Munich, qui, après avoir porté au service de Pierre Ier des talens développés sous le prince Eugène, avait été chargé, sous l'impératrice Anne, de continuer les travaux du fondateur, relativement à l'organisation de ses troupes, et qui commanda glorieusement les armées russes contre les Turcs dans la fameuse campagne de 1736.

Munich avait imaginé pour défendre l'Ukraine contre les incursions des Tartares et des Musulmans, de la couvrir par une ligne de seize retranchemens dont chacun était occupé par un régiment de dragons. Quatre régimens de milice étaient répartis sur toute l'étendue de cette ligne; et les hommes qui la défendaient, cultivateurs en temps de paix, se transformaient en soldats en temps de guerre.

Quant aux nouvelles colonies militaires, voici quelle est leur organisation :

L'empereur rend un ukase dans lequel sont désignés les villages impériaux destinés à devenir colonies militaires. Dans les villages ainsi désignés, tous habités par des paysans esclaves de la couronne, et par conséquent à la disposition du monarque, on porte sur des

registres le nom, l'âge, la propriété et la famille de chaque chef de maison. Ceux qui ont plus de cinquante ans sont choisis pour composer ce qu'on appelle les *maîtres* ou les *chefs colons*. S'il n'y a pas assez d'hommes de cet âge pour former le nombre requis, on prend ceux dont l'âge est le plus rapproché de cinquante ans.

A la place de leurs cabanes on leur construit des maisons alignées en rues. Les chaumières sont toutes pareilles, et séparées l'une de l'autre par une cour.

Chaque maître colon reçoit en partage quinze dessatines, environ quarante acres anglais (la dessatine équivaut à 109,26 ares), à la charge d'entretenir un soldat, sa famille, s'il en a une, et son cheval, si c'est un corps de cavalerie qui est établi en colonie dans le village. En échange, le soldat doit l'aider dans la culture de son terrain et dans les autres travaux de la campagne quand il n'est point occupé à son service militaire. Bien entendu qu'on ne doit exercer que rarement les troupes des colonies aux époques des semailles et de la moisson, afin de les laisser vaquer aux travaux de l'agriculture. Mais à présent que les soldats cultivateurs font partie

de l'armée régulière, au moins pour la plupart, les maîtres colons n'en peuvent guère attendre qu'une médiocre assistance. Lorsqu'une nouvelle génération accoutumée à la fois, dès l'enfance, au double exercice de l'agriculture et des armes les aura remplacés, peut-être la fusion d'élémens si divers s'opérera-t-elle mieux.

Il dépend de l'officier qui préside à l'établissement de la colonie de désigner le soldat qu'il attache au maître colon, et d'en placer un avec sa famille auprès de chacun de ceux qui n'ont pas d'enfans. Le colon en chef devient soldat lui-même, en tant qu'il est revêtu de l'uniforme, et qu'il est obligé d'apprendre à marcher au pas, à manier le sabre, et à saluer ses officiers. Il peut choisir un fils, un parent, un ami pour l'aider à exploiter sa ferme. Celui qu'il a choisi est désigné par le nom d'*adjoint* (aide de son père), et à la mort du maître colon il lui succède, toutefois avec l'agrément du colonel du régiment.

Si le maître colon a plusieurs fils, le plus âgé devient son adjoint (l'aide de son père); le second prend les fonctions et la qualification de *réserve*, et on lui donne pour demeure une maison adjacente; le troisième peut être



soldat cultivateur : les autres sont classés comme *cantonniers*, *élèves*, etc., ainsi que nous l'expliquerons ci-après.

Le soldat que l'on constitue membre de la famille du colon en chef (maître colon), qui prend place à sa table, et qui l'aide dans ses travaux, est désigné sous la dénomination de *soldat cultivateur*.

Ces soldats cultivateurs forment la force effective des nouvelles colonies, et formeront peu à peu celle de l'empire. Dans le gouvernement de Novgorod on ne leur fait faire, à ce que l'on assure, que les exercices de l'infanterie; mais dans les trois gouvernemens du midi de la Russie, on les instruit à la fois aux exercices de la cavalerie et de l'infanterie; ces exercices sont à la discrétion de leurs officiers; et comme les soldats n'ont, pour coopérer aux travaux de la ferme, que le temps qui n'est pas employé au service militaire, il est aisé de voir que l'assistance que peut attendre d'eux le colon en chef dépend presque toujours, et en tout temps, de la volonté de l'officier commandant; car si celui-ci tient à la sévérité de la discipline, surtout pendant la belle saison, le colon en chef ne tirera que peu de secours du soldat qu'il a cependant à

sa charge, avec son cheval, pendant toute l'année. Trois jours d'exercice par semaine passent pour un service modéré, sans compter les gardes que le soldat doit monter régulièrement à son tour. En outre, chaque village militaire est tenu d'envoyer à tour de rôle un détachement au quartier-général du régiment pour y faire le service.

Le soldat cultivateur est soumis au double service de soldat et de laboureur pendant vingt-cinq ans, à dater de son inscription sur le registre, s'il est Russe, et pendant vingt ans s'il est Polonais, après quoi il est libre de quitter le service : s'il y reste, il est classé comme vétéran invalide, et envoyé en garnison. Sa place est remplie par le réserve dont nous allons parler.

Tout près de la maison du colon en chef on en construit une exactement semblable; celle-ci est occupée par le *réserve*, que l'on peut regarder comme un second soldat cultivateur; c'est le colonel du régiment en colonie qui le choisit parmi les paysans. Ce réserve est d'ordinaire un fils ou un parent du colon en chef. On instruit le réserve de tous les devoirs du soldat; il est destiné à remplir en tout point la place de son prototype, ou à

faire partie d'une armée de réserve en cas de danger. Si le soldat cultivateur est tué dans une bataille, ou vient à mourir autrement, sa place est occupée par le réserve. C'est par ceux-ci que l'on remplace encore les soldats qui ont fait leur temps de service. Le réserve, à son tour, est remplacé par un cantonnier, celui-ci par un enfant de troupe, etc. Le réserve doit également coopérer à la culture des quinze dessatines de terre, et autres travaux de ménage : il est tailleur, cordonnier, etc.

Le colon en chef, le soldat agriculteur et le réserve peuvent choisir la femme qui leur plaît, et on encourage ces mariages : mais les femmes une fois entrées dans l'enceinte des colonies militaires ne peuvent plus se marier ailleurs.

Les fils du colon en chef, du soldat cultivateur, du réserve, de l'âge de treize à dix-sept ans, sont désignés sous le nom de *cantonniers*. On les exerce comme soldats en les réunissant dans le village où réside le colonel, et qui sert de quartier au régiment. Ils continuent aussi par intervalles de suivre les écoles pour achever leur éducation.

Les garçons de huit à treize ans vont à

l'école du village où demeurent leurs parens, et de deux jours l'un sont instruits au service militaire. Comme les cantonniers, ils portent l'uniforme, et sont regardés comme soldats. Les garçons au-dessous de huit ans demeurent avec leurs parens.

L'éducation des enfans est un des traits caractéristiques du système. Tous les enfans mâles dans la colonie sont envoyés aux écoles d'enseignement mutuel. Là on leur apprend à lire, à écrire et à compter. On leur fait aussi apprendre une espèce de catéchisme sur les devoirs du soldat, dans le genre, à ce que j'ai pu comprendre, de celui que Bonaparte avait fait faire pour les jeunes militaires. On les instruit à manier le sabre aux exercices du manége. Quand ils ont atteint l'âge de treize ans, on les rassemble au quartier-général du régiment; on les forme en corps, et ceux qui se distinguent le plus par leur adresse et leur intelligence, sont promus au grade d'officiers. J'ai vu, dit M. Lyall, au quartier-général du premier régiment de Boog, au village de Sakalnick, un corps de deux cents cantonniers, marcher, faire feu, et exécuter toutes les évolutions des soldats expérimentés, avec une prestesse et une pré-

cision étonnantes. Il y a parmi eux un esprit de corps qui ne peut manquer d'en faire de bons soldats.

L'éducation des femmes avait été jusqu'à présent très négligée; mais on a commencé tout récemment à établir pour elles des écoles d'après la méthode de Lancastre, et je ne doute pas qu'il n'y en ait bientôt dans toutes les colonies.

Après avoir ainsi examiné rapidement les divers élémens dont se compose un village formé en colonie, il ne sera pas inutile d'en faire la récapitulation.

1°. En tête est le colon en chef ou *maître colon*, ainsi appelé parce qu'il est le chef et le maître de la ferme.

2°. Vient ensuite l'*adjoint* ou aide, dont la dénomination indique qu'il aide le colon en chef dans la culture de la terre.

3°. Le *soldat cultivateur* qui, accessoirement à ses devoirs militaires, seconde le colon en chef dans ses travaux champêtres.

4°. Le *réserve*. Celui-ci, comme le soldat cultivateur, exerce à la fois le métier de soldat et celui de cultivateur : comme la qualification l'indique, il fait partie *d'un corps de réserve*, et est appelé à remplacer le soldat au besoin.

5°. Le *cantonnier*. Sous ce nom sont compris tous les enfans mâles de la colonie, de treize à dix-sept ans.

6°. *Les enfans de troupe*. Un garçon de huit à treize ans.

7°. Les enfans mâles au-dessus de huit ans.

8°. Les femmes.

9°. Les invalides.

Tel est le système des *colonies militaires*. Il est impossible de ne pas voir dans ce vaste emménagement une pépinière de soldats, en supposant que ce système prenne racine sur le sol de l'empire. Quelques Russes ont écrit, et probablement sous l'influence du gouvernement, pour démentir les assertions émises à ce sujet. « On donne le change à l'Europe, ont-ils dit; on l'effraie sans motif; nous ne voulons faire que des cultivateurs. Nous soumettons nos paysans à l'habitude de la discipline militaire pour lui donner celle de l'ordre et de l'exactitude, et parce que d'un bon soldat on fait aisément un laborieux cultivateur. C'est un mode de civilisation détourné, mais conforme au génie de nos peuples. »

Il faut aller chercher une réponse à cette trompeuse explication dans les manufactures d'armes de Toula, dans celles de Kieff, de

Sestrabeck, de Payost et de plusieurs autres lieux; là se fabriquent annuellement plus de cent mille fusils : ce sont les houlettes et les instrumens aratoires que le gouvernement russe destine à ses pasteurs et à ses cultivateurs : la Russie veut labourer ses champs avec l'épée : mais l'avenir permettra-t-il le développement de cette force immense?

Nous venons de dire les raisons qu'il y a d'en douter. Le peuple russe repousse l'établissement des colonies militaires, et les abolir sera pour le maintien du successeur d'Alexandre une des premières conditions. Le peuple russe, jusqu'ici si aveuglément obéissant à la voix de ses maîtres, ne veut plus être transformé en instrument d'oppression et d'effroi pour le monde. Il ne veut plus être ni soldat ni esclave, et voit ces deux sortes de servitudes du même œil. Mais, chose étrange, il ne veut pas non plus être libre, du moins de cette liberté qui descend de la souveraineté féodale comme un rachat ou une concession. Alexandre, avant de mourir, a pu recevoir ce cruel démenti donné à ses plus chères espérances; il a pu entendre les paysans refusant ce bienfait de l'affranchissement, objet constant de ses sollicitudes et de ses vœux. Dans plusieurs

provinces ils redemandent la servitude qu'ils ont *perdue*, et qui leur donnait une subsistance plus assurée et une vie moins laborieuse sur les terres de leurs seigneurs. En 1823, dans le gouvernement de Witepsk, ils refusèrent de payer leurs impositions; ils insultèrent les agens envoyés pour leur faire des remontrances, et adressèrent à l'impératrice-douairière, ou comme ils disent, à leur mère *Matouska*, des plaintes sur le *funeste* bienfait qu'ils en avaient reçu. On fut obligé de faire marcher des troupes contre ces infortunés qui se révoltaient pour obtenir des fers!

Il est donc quelque chose de pire en Russie que la servitude; et c'est le sort du misérable cultivateur abandonné à la rapacité des agens du fisc. C'est encore un résultat de la pauvreté financière de l'État et de l'imperfection de son administration. Mais tandis que le paysan s'obstine dans sa condition déplorable, et semble la chérir, surtout depuis que la formation des colonies militaires lui a fait connaître un joug plus dur, plus cruellement vigilant que celui de ses seigneurs, la noblesse qui constitue la partie pensante et éclairée de la nation, demande des garanties, et peut-être quelque chose de plus; car le vaste com-

plot récemment ourdi par elle ayant échoué, on n'a pu savoir quel vœu ou quelle plainte exprimaient des voix que le supplice a étouffées.

Telle est donc aujourd'hui la situation morale véritablement extraordinaire de cet empire, que les uns veulent s'y soustraire à toute monarchique subordination, tandis que les autres y repoussent la liberté! Ainsi placé entre une aristocratie rivale et jalouse et un peuple enfoncé si bas dans la servitude, qu'il ne peut servir de support à rien, le trône flotte sur l'abîme des révolutions qui se préparent.

Alexandre est mort avant qu'ait éclaté le conflit de ces grandes difficultés. La Providence lui a épargné l'amère douleur de voir les périls que l'avenir garde à sa maison : cependant on doit regretter qu'il n'ait pu du moins les pressentir ; il était dans sa nature s'il eût reconnu parmi ses sujets cette lassitude générale d'une autorité qu'il avait cru rendre si tutélaire, qu'il avait cru investir de tant de respect, il était digne de lui, disons-nous, d'abdiquer la puissance en déclarant peut-être que les rois ont cessé d'être, dans les vues de la Providence, des instrumens

propres à accomplir le bonheur des nations !

Toutefois il existe encore un moyen pour ses successeurs d'anéantir les germes des discordes civiles, c'est de réunir sous le commun étendard de la croix le boyard rebelle et le serf obéissant, pour les mener ensemble contre les bourreaux de leurs frères dans la foi de Christ.

Il est permis de croire qu'Alexandre lui-même, au moment où il a fallu descendre du trône pour se coucher dans le cercueil, avait reconnu l'impossibilité d'exécuter plus long-temps le *statu quo*, et qu'il commençait à être las, à rougir de ces négociations si fallacieuses dans leur cruelle lenteur, qu'elles semblent être depuis quatre ans une sanglante dérision pour la crédulité des peuples. Peut-être, car les yeux se dessillent au dernier moment, et l'âme prête à partir reçoit comme une illumination soudaine, peut-être voyait-il enfin tout ce qu'avait eu de contraire aux intérêts de son empire, à ceux du monde entier, et par conséquent à sa propre gloire, le pacte fameux dont on lui avait fait accepter toute la responsabilité, en échange d'un rôle qui, dépouillé de l'éclat du trône, paraîtra aux yeux de la postérité bien subalterne. On

dit que plein du regret profond de tant d'années perdues, de tant de puissance prodiguée pour satisfaire les exigences de deux ou trois cabinets tremblans de l'avenir, et avides de sang et d'or, il allait rentrer dans les voies d'une plus saine et plus généreuse politique. Les cris des Grecs malheureux, depuis si long-temps parvenus en vain jusqu'à lui, maintenant mêlés à ceux de son peuple, déchiraient son âme, et remplissaient ses nuits de trouble et de noirs pressentimens. Il allait briser une longue et indigne tutelle; ces saintes inspirations ont été trop tardives; la mort l'a surpris.

Il eut aussi, mais trop tard de même, il eut de grandes et libérales pensées l'homme extraordinaire dont la chute avait rehaussé la fortune d'Alexandre; et ces magnanimes résolutions qu'il avait formées au retour de l'île d'Elbe, s'il les avait eus plus tôt, auraient changé sa destinée et agrandi sa gloire; il régnerait encore! Princes ou sujets, les hommes ajournent trop facilement les généreux sacrifices et les devoirs que le bien de l'humanité commande : ils renvoient à demain, et demain il faut mourir. Rien de véritablement grand ne s'achève de nos jours; c'est pourquoi le

bonheur et la pure gloire ne sont encore pour nous que dans le passé ou dans l'avenir.

Et quelle a été la fin d'Alexandre? Serait-il vrai que la puissance qui, depuis 1815, avait exclusivement influé sur ses déterminations, à la veille de voir s'écrouler l'édifice qu'elle avait bâti sur les pieuses illusions du monarque russe, ait voulu à tout prix prévenir le scandale de cette éclatante défection : faut-il croire.... Non! Ces sinistres rumeurs ne peuvent pas être accueillies. Il n'est du moins pas permis de donner une sanction historique quelconque au bruit d'un attentat qui passerait les bornes de toute perversité politique. Détournons nos regards de cet abîme où le flambeau de la vérité n'a pu descendre encore. Bornant ici notre tâche, laissons raconter les derniers momens d'Alexandre aux seuls documens qui, jusqu'à ce jour, aient officiellement constaté les circonstances de cet événement dont les vastes conséquences commencent le tableau d'une nouvelle époque dans l'histoire de la Russie, et probablement dans celle de l'Europe entière.

FIN DE L'HISTOIRE D'ALEXANDRE Ier.

APPENDICE.

(1825.)

DÉTAILS SUR LES DERNIERS MOMENS D'ALEXANDRE.

L'ÉTÉ de 1825 s'était écoulé pour l'empereur d'une manière heureuse et tranquille, au sein de ces affections privées et de ces jouissances domestiques, auxquelles le trône n'avait pas fermé son cœur. Il avait eu auprès de lui la grande-duchesse héréditaire de Weymar, l'époux de cette princesse et la princesse d'Orange.

Au commencement de l'automne, Alexandre résolut de faire un voyage dans les provinces méridionales de l'empire. L'objet principal de ce voyage, entrepris comme une partie de plaisir, était de passer en revue les armées campées dans la Volhynie, dans la Podolie, et probablement aussi celle de Bessarabie. L'empereur avait également en vue de visiter la Crimée, et spécialement la ville de Taganrock, qui, après Odessa, est le port le plus florissant de la mer Noire et de la Russie méridionale ou Nouvelle-Russie. On avait pensé que quelques semaines de résidence dans cette ville, située sous un climat très doux (1), pourraient améliorer

(1) Par les 47° 12′ de latitude septentrionale. On

la santé de l'impératrice Élisabeth, qui depuis quelque temps donnait des inquiétudes.

L'impératrice partit en effet de Saint-Pétersbourg le 15 septembre, accompagnée du prince Wolkonski, et de son médecin le docteur Stoffregen, avec une très faible suite. Elle voyagea à petites journées, de manière à arriver à Taganrock le 6 octobre. L'empereur, qui avait quitté Saint-Pétersbourg deux jours avant elle, comptait la devancer à Taganrock pour la recevoir; il y arriva en effet le 25 septembre.

Les deux premiers jours après son arrivée furent employés à l'inspection de tous les établissemens. Satisfait de toutes choses, et surtout de l'état dans lequel il trouva le Lazareth créé par lui depuis peu d'années, l'empereur manifesta le désir d'agrandir encore ce bel établissement, et de le faire reconstruire en pierre de taille. Le port devait aussi être l'objet d'améliorations très utiles pour faciliter l'abord des navires.

Le 29 septembre le major Slowaiski, hetman des Cosaques, arriva de Novo-Tscherkask et dîna avec l'empereur et l'impératrice. L'impératrice avait trouvé le voyage fort agréable, sa santé était visiblement meilleure, et Taganrock lui plaisait extrê-

---

trouvera dans les Notes une description très locale de cette ville et de la contrée qu'elle domine.

mement. LL. MM. faisaient chaque jour des excursions dans les environs, soit à pied, soit à cheval.

Après un mois de séjour dans cette ville, Alexandre, y laissant l'impératrice, se remit en route pour achever sa tournée dans la Nouvelle-Russie.

Le 24 octobre, arrivé à deux milles de la ville de Novo-Tscherkask, il y fut reçu par le lieutenant-général Howaisky et un grand nombre d'officiers supérieurs. Il descendit d'abord à la maison de campagne du comte Platoff, où se trouvait l'adjudant-général Czernitschef. Après avoir changé d'habits, il monta un cheval cosaque, magnifiquement harnaché, et alla au-devant de l'hetman, qui, s'étant séparé de sa suite, s'avança vers le souverain pour le complimenter et lui présenter le rapport de la situation générale des corps soumis à ses ordres. Alors l'empereur poussa jusqu'à la suite de l'hetman, la salua de la manière la plus affectueuse et se dirigea avec elle vers la cathédrale. La route qui y conduisait était bordée par une foule nombreuse : l'air retentissait d'acclamations ; des femmes et de jeunes filles jonchaient de fleurs son passage, et lorsqu'il arriva devant la cathédrale le haut clergé vint à sa rencontre pour le complimenter et l'introduire. Quand le service divin fut achevé, l'empereur se rendit à la maison de l'hetman, devant laquelle étaient disposées, sur deux lignes, les

marques honorables de distinctions et de faveurs accordées aux braves Cosaques, en récompense de leur dévoûment et de leurs services. S. M. y reçut les félicitations des officiers de la chancellerie du Don, qui forment le tribunal suprême de cette province; et lorsqu'Alexandre arriva devant la porte de la maison, les hetmans des districts et les chefs des anciens offrirent à S. M., suivant la coutume ancienne de Russie, du sel et du pain. Une garde-d'honneur de cent soixante-cinq Cosaques l'attendait dans la cour avec ses drapeaux. L'empereur adressa à plusieurs d'entre eux des paroles pleines de bonté.

Cependant la multitude s'était précipitée autour de la maison pour jouir de la vue de son souverain bien aimé, mais la joie fut au comble quand il se montra au balcon. Dans la matinée du 25, S. M. donna audience au clergé, au général et aux officiers de l'état-major, et alla visiter ensuite tous les établissemens publics. Il dîna avec l'hetman, et dans la soirée il donna un bal auquel il assista, et dansa avec son épouse la première polonaise. Le 26, anniversaire de la naissance de l'impératrice-mère, l'empereur alla assister de bonne heure au service divin qu'on célébra dans la cathédrale. A son retour, le peuple se porta en foule sur son chemin jusqu'à la maison de l'hetman. Mais lorsqu'on vit les voitures de voyage prêtes, tout le

monde manifesta la plus vive douleur du départ si précipité d'un monarque chéri, et qu'on n'avait vu que trop peu de temps. L'empereur retourna par la route du vieux Tscherkask à Azow, et arriva à Taganrock le 27 octobre.

Le 1er novembre il se mit en route pour un nouveau voyage dans la Crimée, en passant par Mariopol, Pérékop, Symphéropol, Baktschiseray et Eupatorios. Le temps était très beau, et à la fin d'octobre, l'automne était si doux même à Taganrock, que le 28 et les jours suivans, le thermomètre de Réaumur était à 16 degrés à l'ombre. Le 31 octobre Alexandre adressa un ukase au ministre des finances, portant « que pour adopter tous les « moyens possibles en faveur du port de cette ville, « si important pour le commerce intérieur de la « Russie, S. M. ordonnait que le dixième de tous « les droits de douane perçus à Taganrock au maxi- « mun d'un million par an, seraient mis en réserve « pour l'amélioration du port et pour la construc- « tion des édifices nécessaires à la ville, sur une « échelle proportionnée à l'étendue de son com- « merce ».

Le 5, S. M. arriva à Symphéropol, où elle fut reçue par le gouverneur civil de la Tauride, M. Narischkin. L'empereur descendit chez le gouverneur-général : le soir toute la ville fut illuminée. Le 6, l'empereur quitta Symphéropol en pas

sant par la nouvelle route qui avait été construite pendant l'été, pour se rendre sur la côte méridionale de la péninsule, et s'arrêta à la belle maison de campagne nommée Ursuf, qui dépend du domaine de la couronne et est destinée à la résidence du gouverneur-général de la province de la Nouvelle-Russie. Le comte de Woronzoff l'occupait alors, et elle avait été auparavant l'habitation du duc de Richelieu dont le gouvernement sage et paternel a rendu son nom immortel dans ces pays. Le lendemain, l'empereur, accompagné du comte de Woronzoff, se rendit à Aluschta village tartare situé sur le bord de la mer, qui jouit depuis peu des priviléges de ville, et dont la prospérité s'accroît chaque jour en raison des nombreux visiteurs qui vont y prendre des bains. L'empereur visita aussi, entre Ursuf et Aluschta, le jardin de Nikita, qui appartient au gouvernement, et alla voir le domaine qu'il avait acquis récemment du comte Kuschelew Besborodko, en Orianda. Le 9, l'empereur quitta de bonne heure Aluschta et la côte méridionale de la Crimée, en passant par le défilé appelé l'Échelle. Il avait laissé ses voitures en arrière près de Symphéropol, et continua son voyage vers le sud, à cheval. Après avoir retrouvé ses voitures dans le village de Baidari, situé dans la célèbre vallée de ce nom, il visita Balaclawa, déjeuna avec le colonel Revelioti, et arriva pendant la nuit à

Sébastopol, où le vice-amiral Greig, commandant en chef de la flotte de la mer Noire, alla lui faire sa cour.

En revenant de la Crimée, l'empereur fut si frappé dans les environs de Sébastopol de l'éclat et de la beauté de la végétation méridionale, et surtout du tableau pittoresque qu'il avait sous les yeux, qu'il dit au général Diebitsch et au comte Woronzoff qui l'accompagnaient : « Si je quittais un jour les soins du gouvernement, je voudrais passer le reste de la vie dans ce lieu. »

Plein de ces idées, il entra dans un monastère du voisinage, où il resta plus d'une heure dans une pieuse contemplation. Quand il rejoignit son escorte, il se plaignait de malaise et de frisson. La fièvre, qui se déclara avec intermittence, devint dans un instant plus violente, et l'empereur se hâta de revenir à Taganrock auprès de l'impératrice Élisabeth. Comme il était doué d'une forte constitution, sa maladie n'eût point été dangereuse s'il avait reçu des secours à temps. Mais il avait jugé trop légèrement de son mal, et pendant la première quinzaine il refusa de prendre aucun médicament. Mais il était trop tard, lorsqu'enfin il se rendit aux sollicitations de sa famille et aux pieuses remontrances de l'archimandrite. Sa maladie empira rapidement; mais il conserva l'usage de ses sens jusqu'à la dernière heure, où il dicta

son testament. L'impératrice Élisabeth lui prodigua les soins les plus tendres, et pendant cinq jours et cinq nuits elle ne quitta pas le chevet de son lit. Les dernières paroles de l'empereur furent, « Ah! le beau jour! » Les rideaux des croisées avaient été tirés, et le beau soleil d'automne dardait ses rayons dans l'appartement. Lorsque l'empereur eut rendu le dernier soupir dans les bras de l'impératrice Élisabeth, elle rassembla ses forces pour lui fermer les yeux, et croiser ses bras sur sa poitrine. Après cet effort elle s'évanouit. Sa douleur fut au comble, et pendant plusieurs jours elle ne voulut écouter ni les consolations de ses serviteurs ni les conseils de son médecin de confiance, le docteur Stoffregen. Les lettres suivantes qu'elle écrivit à l'impératrice Marie, et que les journaux ont déjà publiées, feront connaître sa profonde affliction et sa résignation chrétienne :

« Taganrock, novembre 18 (v. s.), 1825.

« Chère maman,

« Je n'ai pas été en état de vous écrire par le courrier d'hier. Rendons aujourd'hui mille et mille actions de grâces à l'Être suprême. Décidément la santé de l'empereur, de cet ange de bonté au milieu de ses souffrances, va beaucoup mieux. A qui donc Dieu réserverait-il sa miséricorde infinie, si ce n'était pour celui-ci? Oh mon Dieu! quels moments d'affliction j'ai passés! Et vous, chère ma-

man, je puis me figurer votre inquiétude; vous recevez les bulletins. Vous avez donc vu à quelle extrémité nous avons été réduits hier, et surtout dans la soirée. Mais Wilie (le médecin anglais) dit lui-même aujourd'hui que l'état de notre cher malade est satisfaisant. Mais il est très faible. Chère maman, je vous avoue que je ne suis pas à moi, et je ne puis vous en dire davantage. Priez avec nous, avec cinquante millions d'hommes, pour que le Seigneur rende complète la guérison de notre malade bien aimé. « ÉLISABETH. »

« Novembre 19.

« Notre ange est au ciel, et moi je languis encore sur la terre!..... qui aurait pu croire que moi infirme, je lui aurais survécu ?... Ne m'abandonnez pas, chère maman, car je suis absolument seule dans le monde.

« Notre cher défunt a repris son regard de bonté, son sourire me prouve qu'il est heureux, et qu'il a devant ses yeux des objets meilleurs que ceux d'ici-bas. Ma seule consolation dans ce malheur irréparable, c'est l'espoir de ne pas lui survivre. J'espère être bientôt réunie à lui.

« ÉLISABETH. »

Nous ajoutons les suivantes, extraites d'une série de lettres écrites de Taganrock depuis le 10 novembre jusqu'au 1er décembre, jour de la mort de

l'empereur; les trois premières, des 18, 21 et 24 novembre, coïncident parfaitement avec ce que nous avons dit précédemment de l'origine de la maladie et du peu de crainte qu'on en concevait encore quelques jours après son retour de la Crimée. Quand les lettres suivantes ont été écrites, la maladie avait pris un caractère décidé.

« 27 novembre.

« Nous sommes dans la plus grande inquiétude sur l'empereur. La maladie a beaucoup empiré dans ces trois derniers jours, et a pris un caractère alarmant. La fièvre dont il a été attaqué pendant son voyage de Crimée, s'est changée en une fièvre bilieuse inflammatoire. Il est bien malheureux que l'empereur, qui s'était trompé sur cet état, n'ait pas voulu faire usage dès le premier moment des remèdes ordonnés par les médecins. Il y a consenti maintenant, et les sangsues qu'on lui a appliquées aujourd'hui ont fait considérablement diminuer l'inflammation pendant quelques heures; mais elle est revenue ensuite avec plus de violence; et malgré les applications répétées des cataplasmes de moutarde, elle n'a pas cédé.

« L'impératrice, malgré la faiblesse de sa santé, ne quitte pas un seul instant son époux. Puisse le ciel lui donner la force de supporter le malheur dont nous sommes menacés! »

« 28 novembre, à neuf heures et demie du matin.

« L'empereur va à chaque instant de plus mal en plus mal. Tous les remèdes ont été employés sans calmer la douleur, qui depuis ce matin s'est portée sur le genre nerveux. Il n'a pas parlé depuis plus d'une heure. Les derniers remèdes qui lui ont été administrés n'ont produit aucun effet, et Sa Majesté est par conséquent dans le plus grand danger! »

« 29 novembre, à huit heures et demie du matin.

« Notre malade a passé la nuit la plus affreuse ; chaque fois qu'il a essayé de se lever, il en a été empêché par des accès de faiblesse, en sorte que tous ceux qui l'entouraient, s'attendaient à le voir passer à chaque instant. A six heures on lui a appliqué un vésicatoire au dos, et l'empereur a recouvré l'usage de ses sens. Si le ciel pouvait seulement nous accorder une nuit tranquille, nous conserverions quelque espoir d'échapper au malheur qui nous menace. L'empereur a reconnu les personnes qui l'entourent. Il a souri à chacune d'elles, et il a même parlé assez haut à l'impératrice, qui supporte avec un courage étonnant la douloureuse situation dans laquelle elle se trouve. »

« 30 novembre, à quatre heures de l'après-midi.

« La lueur d'espérance que nous avions hier s'est évanouie comme un songe. La fièvre a aug-

menté hier soir d'une manière terrible; la nuit a été effrayante et la matinée très mauvaise. Vers midi le malade a senti renaître ses forces, et elles augmentent encore. Néanmoins le danger ne cesse pas d'être très grand, et nous attendons avec anxiété ce que produira la nuit prochaine. »

« 1er décembre.

« C'en est fait!... ce matin à dix heures cinquante minutes, le terrible coup a été frappé! Après une agonie de onze heures, l'empereur Alexandre est expiré!

« L'impératrice n'a pas quitté un seul instant le chevet du lit du malade. Elle lui a fermé les yeux et la bouche. Puisse le ciel lui accorder le courage et la force de supporter sa perte irréparable! »

Pendant que ces tristes scènes se passaient à Taganrock l'impératrice-mère et les autres membres de la famille impériale qui se trouvaient à Saint-Pétersbourg, étaient tour à tour agités, ainsi que les habitans de cette ville, par la crainte et l'espérance.

Le 29 novembre dans l'après-midi, on reçut une lettre de l'empereur, datée du 17, dans laquelle il disait qu'il était retourné à Taganrock par suite d'une légère indisposition. Le 30 dans la soirée, la grande-duchesse Héléna-Pawlowna, épouse du grand-duc Michel, qui se trouvait alors à Varsovie

avec le grand-duc Constantin, reçut une lettre de l'impératrice Élisabeth, datée du 21, par laquelle elle était priée d'informer l'impératrice Marie que l'empereur était mieux, et qu'elle n'écrivait pas elle-même à Sa Majesté de peur de paraître croire que la maladie était sérieuse. Le 4 décembre on reçut une lettre de l'impératrice, en date du 24 novembre, par laquelle elle annonçait que le retour de la fièvre empêchait l'empereur d'écrire; et elle ajoutait qu'elle espérait pouvoir bientôt écrire sur d'autres sujets. Le 7 décembre un courrier dépêché de Taganrock, le 29 novembre, apporta une lettre du général Diebitsch, avec l'affligeante nouvelle que la maladie de Sa Majesté, qu'il disait être une fièvre bilieuse, avait augmenté; que les accès étaient devenus plus violens et n'avaient presque pas discontinué depuis le 25, et surtout depuis le 26. Ces circonstances avaient engagé les personnes qui se trouvaient auprès de Sa Majesté à lui recommander d'avoir recours au saint-sacrement, que l'empereur avait reçu avec la dévotion et la fermeté qui distinguaient son caractère. Le 27 il avait perdu la parole et l'usage de ses sens. Le 8 décembre, au moment où les prières venaient de finir dans toutes les églises, et pendant que tout le monde était en proie à la plus inexprimable anxiété, arriva un courrier parti de Taganrock le 29 novembre à onze heures du soir, et qui avait voyagé avec une rapi-

dité extraordinaire. Il était porteur d'une lettre de l'impératrice Élisabeth, en date du 29, dans laquelle elle annonçait qu'il y avait une amélioration certaine dans la santé de l'empereur, ce qui était confirmé par une lettre particulière du prince Volkonsky. Sir James Wilie, dans le bulletin du même jour (1) écrivait qu'au moyen de l'application de remèdes extérieurs, on avait réussi à tirer Sa Majesté de l'état léthargique dans lequel elle avait été, de sorte qu'on était fondé à en espérer les résultats les plus heureux.

La joie que ces rapports favorables avaient répandue dans la ville et à la cour ne fut malheureusement que de courte durée. Un courrier qui arriva le 9 dans la matinée apporta la funeste nouvelle que l'empereur était expiré le 1er décembre entre 10 et 11 heures du matin, dans les bras de son auguste compagne l'impératrice Élisabeth.

L'impératrice-mère assistait au *Te Deum* qu'on chantait en conséquence des nouvelles favorables

(1) Suivant des renseignemens qui nous sont parvenus de bonne source, depuis que ces détails ont été écrits, l'empereur Alexandre se serait refusé avec une invincible obstination à prendre quelque espèce de potion que ce fût.

reçues la veille au soir, lorsque le grand-duc Nicolas, qui fut le premier instruit du triste événement, fit interrompre le service divin et pria l'archimandrite d'aller, le crucifix à la main, annoncer cette affligeante nouvelle à l'impératrice, en lui offrant en même temps les consolations que la religion seule peut donner.

ANECDOTES

SUR ALEXANDRE PREMIER.

« Alexandre étant enfant, a dit un écrivain que nous avons déjà cité au commencement de cet ouvrage, n'avait pas besoin des séductions de la royauté pour être intéressant. La nature l'avait jeté dans un moule parfait, et ses traits exprimaient avec la beauté, la douceur et l'innocence. »

Dès ses plus jeunes années, il se fit remarquer par son respect et son attachement pour les personnes chargées de son éducation, et sa conduite admirable à l'égard de sa mère, l'impératrice Marie, était une sorte de culte religieux. Ce sentiment de piété filiale était en lui si vif et si dominant qu'il n'a jamais vu qu'avec horreur la violation de ce précepte divin, « honore ta mère ». Quel-

ques mois avant sa mort, il ordonna à un jeune prince qui avait traité sa mère avec une légèreté irrévérentieuse de ne pas s'éloigner de Moskou, et d'y rester sous la surveillance du prince Galitzin, gouverneur-général militaire, et des tuteurs qui lui furent nommés; il prescrivit en même temps à ceux-ci de se charger de l'administration des biens du coupable. Non seulement Alexandre avait toujours témoigné une respectueuse déférence à ses précepteurs tant qu'il était resté sous leur conduite, mais pendant tout le reste de sa vie il continua de leur donner des preuves de sa gratitude et de son affection. Il a constamment gardé pour le comte Soltikoff une inaltérable vénération, et en 1818 on le vit accompagner le cercueil de ce vieillard, marchant à pied et la tête découverte. On a cité une multitude de traits qui attestent de même son attachement pour le colonel Laharpe.

Sa tendresse pour cet ancien précepteur tenait plutôt en effet de la piété filiale que des simples égards d'un élève; il préférait la société de ce maître chéri à tous les plaisirs de son âge; un jour qu'il se jetait à son cou et le tenait étroitement embrassé, ses habits restèrent couverts de poudre. « Voyez, mon cher prince, lui disait Laharpe, comme vous vous êtes arrangé. — Oh! c'est égal, répondit Alexandre; personne ne me blâmera d'em-

porter tout ce que je pourrai de mon cher précepteur. » Une autre fois il alla seul comme à son ordinaire lui rendre visite. Le portier, qui était depuis peu dans cette maison, et ne connaissant pas le jeune prince, lui demanda son nom, et on lui répondit, Alexandre. Le portier le conduisit alors dans l'antichambre des domestiques, et lui dit que son maître était à l'étude et ne pouvait la quitter avant une heure. L'humble repas des domestiques était préparé, et on invita le prince à le partager, ce qu'il accepta sans affectation; quand l'heure fut expirée, le portier avertit Laharpe qu'un jeune homme nommé Alexandre attendait depuis quelque temps et désirait le voir. « Faites entrer. » Mais quelle fut la surprise de Laharpe en reconnaissant son élève! Il voulait s'excuser; mais Alexandre lui mettant la main sur la bouche, dit : « Mon cher maître, n'en parlez plus; une de vos heures vaut une de mes journées; et d'ailleurs pendant ce temps j'ai gaîment déjeuné avec vos gens, et j'aurais perdu cela si j'avais été admis dès mon arrivée. » Il est plus facile de s'imaginer que de décrire les craintes du portier; mais Alexandre lui dit en riant, « Je vous en sais bon gré; vous êtes un fidèle serviteur, et voici cent roubles pour vous convaincre de ce que j'en pense ».

Pendant son séjour à Paris en 1814, il alla

visiter l'épouse de M. Laharpe. Comme elle restait debout, il lui dit : « Vous êtes bien changée, madame. — Sire, répondit-elle, comme tout le monde, j'ai souffert des circonstances. — Vous ne me comprenez pas, je veux dire que vous ne vous asseyez pas comme vous aviez coutume de le faire, à côté de l'élève de votre mari, en babillant familièrement avec lui. »

Madame Laharpe lui parlant de l'enthousiasme que ses vertus et son affabilité inspiraient aux Parisiens, il répondit : « Si je possède quelque chose qui puisse plaire, à qui le dois-je ? s'il n'y avait pas eu de Laharpe, il n'y aurait pas d'Alexandre. »

La bonté de cœur de ce prince et le généreux penchant qui le portait à secourir le malheur sont tellement attestés, qu'il est inutile de s'étendre ici sur ce sujet. Il semblait que les limites de son vaste empire fussent trop étroites, et son inépuisable munificence aurait voulu aller au-delà. Les malheureux de tous les pays, de toutes les religions, trouvaient en lui un père et un ami. Les fortes sommes qu'il consacra au soulagement de ceux qui avaient souffert des effroyables inondations de l'Allemagne et de la Hollande en 1825, ont tout récemment attesté cette bienveillante disposition. Mais comme les secours pécuniaires pouvaient ne paraître qu'une preuve très équi-

voque d'humanité chez le maître absolu d'un grand empire, il faut observer sa conduite après la terrible inondation de Saint-Pétersbourg, du 19 novembre 1824. On pouvait attendre d'un prince humain et généreux comme lui qu'il essayerait de réparer les dommages causés par ce fléau; mais Alexandre ne se borna pas là; il allait tous les jours seul, dans un canot, dans les faubourgs les plus pauvres et les plus obscurs de la capitale; il voyait de ses propres yeux toute l'étendue du mal; il distribuait de ses propres mains le secours qui était immédiatement nécessaire; et il en était récompensé en voyant les victimes de cette calamité, les indigens qui avaient perdu tout leur petit avoir, préférer les paroles consolantes de leur bienfaiteur aux dons de sa munificence, et se croire indemnisés de leurs pertes par la présence de leur souverain.

Le fait suivant, qui a eu lieu en 1807, a déjà été popularisé par les journaux de France et d'Angleterre; nous ne devons cependant pas l'omettre dans une esquisse destinée à faire connaître le caractère privé d'Alexandre.

L'empereur, dans un de ses voyages en Pologne, ayant considérablement devancé sa suite, vit plusieurs personnes rassemblées sur les bords de la petite rivière Wilia, et en arrivant sur la place, il trouva qu'on venait de tirer de l'eau un paysan

qui paraissait sans vie. A l'instant il mit pied à terre, fit placer le corps sur le bord de l'eau, et s'occupa immédiatement de le déshabiller, de lui frotter les tempes, les poignets, etc. L'empereur était ainsi occupé quand sa suite arriva près de lui, et elle ajouta à tous les secours à donner au noyé. Le docteur Wilie, médecin de S. M., essaya de saigner le malheureux, mais en vain, et après trois heures de tentatives inutiles pour le rappeler à la vie, le docteur déclara qu'il était inutile de rien faire davantage. L'empereur extrêmement chagrin et fatigué des longs efforts qu'il avait faits, supplia M. le docteur Wilie de persévérer et de faire une nouvelle tentative pour le saigner. Le docteur, quoiqu'il ne lui restât pas le plus léger espoir de réussir, obéit aux injonctions positives de son empereur, qui, avec le prince Wolkonsky et le comte Liéven (aujourd'hui ambassadeur à la cour d'Angleterre) fit un nouvel effort. A la fin, l'empereur eut l'inexprimable satisfaction de voir paraître le sang et d'entendre un faible gémissement du pauvre paysan. On ne peut décrire les émotions qu'éprouva Alexandre dans ce moment; et dans l'excès de sa joie, il s'écria, « Mon Dieu! voilà le plus beau jour de ma vie! » et en même temps des larmes s'échappèrent involontairement de ses yeux. On redoubla alors d'efforts; l'empereur déchira son mouchoir et en lia le bras du malade qu'il ne

quitta que lorsqu'il fut tout-à-fait rendu à la vie. Il le fit conduire dans un lieu où l'on put en prendre le soin convenable, lui fit donner une somme considérable, et plus tard prit soin de lui et de sa famille.

Ce fait étant venu à la connaissance de la Société royale d'Humanité de Londres, il fut résolu par le comité d'envoyer une médaille d'or à l'empereur, avec une adresse convenable. Il paraît qu'Alexandre fut extrêmement flatté de cet hommage, et il fit au président de la Société cette belle réponse :

« Monsieur le président, le marquis de Douglas et Clydesdale, ambassadeur de S. M. britannique à ma cour, m'a remis les marques extrêmement flatteuses de l'approbation donnée par votre Société à une action qui n'a que de bien faibles droits à l'attention publique, dans des annales destinées à conserver la mémoire des services importans rendus à l'humanité.

« Cependant sans considérer cette action, si naturelle en elle-même, comme pouvant me donner des droits à la distinction qu'elle m'a procurée, j'accepte celle-ci avec plaisir et avec reconnaissance, ne voulant pas me priver de la satisfaction d'appartenir à une Société dont l'objet et les travaux sont si intéressans pour la cause de l'huma-

nité et s'accordent si bien avec les émotions de mon cœur.

« Je vous prie d'exprimer de ma part à votre Société l'estime sincère et l'intérêt qu'elle m'inspire, et d'être convaincu des sentimens avec lesquels je suis, monsieur le président, votre bien affectionné

« Alexan[illegible]

Si Alexandre fut lui-même ardent dan[illegible]tique des actes d'humanité, il fut toujours également prêt à les récompenser chez les autres, et en voici un exemple :

Un jeune officier de police, qui, au commencement de l'hiver, était stationné sur le quai de la Néva pour empêcher qu'on ne tentât le passage du fleuve jusqu'à ce que la glace pût porter, découvrit quelqu'un sur la glace, échappé à la surveillance de la garde de l'autre côté du fleuve. Effrayé du danger qu'il courait, il lui cria de retourner sur ses pas. L'autre, sans s'embarrasser de ses avertissemens et de ses menaces, s'avançait toujours, quand soudain la glace se rompit sous ses pieds et il tomba au fond de l'eau. La garde cria au secours; mais voyant que personne n'approchait pour sauver ce malheureux, l'officier jeta son habit et s'élança dans l'eau, sans faire attention aux dangers qu'il courait lui-même, et grâce à sa force et à son courage, il ramena au rivage cet homme qui

deux minutes plus tard aurait péri. L'empereur Alexandre, qui était à cheval, arriva sur la place dans ce même moment. Il fit à l'officier le compliment le plus flatteur, et lui remettant une bague qu'il ôta de son doigt, il lui fit donner un avancement considérable.

Le goût des beautés simples de la nature est un des attributs les plus certains de la générosité et de l'élévation de l'âme, et Alexandre en était doué à un degré remarquable. Dans ses fréquens voyages, qui s'étendaient à la plupart des contrées du continent européen, il ne manqua jamais de remarquer tous les lieux les plus intéressans qui s'offrirent à sa vue. Mais les scènes d'un caractère simple étaient plus en rapport avec ses goûts que les beautés solennelles et sévères. L'aspect de Richmond-Hill était dans son opinion le tableau le plus séduisant qu'il eût jamais vu. Il était animé du même sentiment, quand souvent on lui entendait dire « qu'un propriétaire campagnard anglais était, selon lui, un homme au-dessus de tous les autres, et que Dieu avait mis en son pouvoir tous les moyens d'être heureux ».

On rapporte le trait suivant de son amour pour la justice :

Il arriva un jour qu'au moment même où l'empereur avait donné le mot d'ordre, et que la garde à la parade était sur le point de lui rendre les hon-

neurs militaires d'usage, un homme s'approcha de lui, couvert de haillons, les cheveux en désordre et l'œil égaré, et le frappa de la main sur l'épaule. Le monarque, qui se tenait dans ce moment la face tournée vers la ligne de front de la garde, se retourna avec promptitude et apercevant le malheureux qui était devant lui, il recula de surprise et lui demanda ensuite avec un air d'étonnement ce qu'il voulait. « J'ai quelque chose à te dire, Alexandre Paulowitsch, répondit l'étranger en langue russe. — Eh bien! dites donc », répliqua l'empereur avec un sourire pour l'encourager et en lui frappant sur l'épaule. Il y eut une longue pause solennelle : la garde militaire restait immobile, et personne n'osait, ni de la voix ni du geste, troubler cette singulière entrevue. Le grand-duc Constantin seul, dont l'attention avait été excitée par cette interruption extraordinaire, s'avança un peu de son frère. L'étranger raconta alors qu'il avait été capitaine au service de la Russie et s'était trouvé aux campagnes de Suisse et d'Italie ; mais qu'il avait été persécuté par son chef, et tellement calomnié auprès de Suwarow, qu'il avait été chassé par ce dernier sans argent et sans amis, dans un pays étranger. Il avait plus tard servi comme simple soldat de l'armée russe, et ayant été grièvement blessé à Zurich (et ici il écarta ses haillons et fit voir plusieurs marques de coups de feu) avait fini

la campagne dans une prison française. Il était arrivé à Saint-Pétersbourg en mendiant tout le long de la route pour subsister, avec le dessein de s'adresser à l'empereur lui-même pour en obtenir justice et pour lui demander qu'il fût fait une enquête sur les raisons qui l'avaient fait dégrader. L'empereur écouta avec beaucoup de patience, et lui demanda ensuite d'un ton significatif, « N'y a-t-il pas d'exagération dans l'histoire que vous me faites? — Que je périsse sous le knout, dit l'officier, si l'on trouve que j'ai manqué à la vérité d'un seul mot ». L'empereur fit alors signe à son frère, et le chargea de conduire l'étranger au palais, tandis qu'il retournait vers la foule qui attendait. L'officier commandant qui en avait agi avec tant de dureté, fut très sévèrement réprimandé quoiqu'il fût d'une grande naissance et prince par son rang. Le brave militaire qui avait été si injustement persécuté fut réintégré dans son ancien grade, et reçut en outre de l'empereur un présent considérable.

L'affabilité d'Alexandre a été beaucoup et justement célébrée, car ce n'était pas cette complaisance de formes qui semble ne faire que céder, mais c'était un naturel heureux, sans affectation, véritable expression d'un caractère bienveillant. Personne n'a eu mieux que lui l'art de conférer une faveur d'une manière agréable et de doubler

la valeur du don par la manière de donner.

Quand il annonça au brave Kutusoff son élévation au rang de prince de Smolensko, en récompense de ses services dans la campagne de 1812 contre les Français, il joignit à sa lettre un joyau de grand prix, qui avait fait partie de la couronne impériale, comme hommage à la valeur d'un homme par lequel elle avait été si habilement défendue. Il fit remplacer le joyau par une petite plaque en or sur laquelle était inscrit le nom de Kutusoff.

Dînant un jour à Saint-Denis avec un général polonais, le prince P., le comte de Langeron faisait partie de la société. Vers le milieu du repas, l'empereur dit à ce dernier : « J'ai été visiter une seconde fois Montmartre, et j'y ai trouvé un papier qui vous est adressé. — Sire, répondit le comte, je n'ai rien perdu. — Oh! dit l'empereur en tirant un papier de sa poche, je ne me trompe pas : voyez! » Le comte de Langeron l'ouvrit et y trouva les insignes de l'un des ordres de Russie.

Voici des exemples de sa patience généreuse, de sa condescendance et de son excellent naturel.

Une jeune femme d'extraction allemande attendit une fois l'empereur sur l'escalier par lequel il avait coutume de descendre à la parade; quand le monarque parut, elle l'apostropha sur les marches en ces termes : « S'il plaît à Votre Majesté,

j'ai quelque chose à lui dire. — Qu'est-ce? » demanda l'empereur, et il s'arrêta avec toute sa suite : « Je trouve l'occasion de me marier, mais je n'ai pas de fortune; s'il vous plaisait de me donner une dot? — Ah ma fille! réplique le monarque, s'il me fallait doter toutes les jeunes personnes de Saint-Pétersbourg, où pensez-vous que je trouverais de l'argent? » Cependant d'après ses ordres la jeune fille reçut un cadeau de cinquante roubles.

Les cochers de fiacre de Saint-Pétersbourg ne se soucient pas beaucoup de mener des officiers, et rarement ils leur permettent de sortir de la voiture avant de les avoir payés ou sans leur laisser quelque chose en gage. Quant aux autres personnes, ils ne refusent pas de les laisser descendre quand elles veulent, et ils les attendraient volontiers des heures entières. Alexandre, qui était ordinairement vêtu d'un simple uniforme, recouvert d'un manteau gris, se promenait un jour sur le quai des Anglais, quand tout à coup il vint à pleuvoir très fort; il ne se souciait pas d'entrer nulle part; en conséquence il se mit dans le premier *droschke* qu'il rencontra, et ordonna au cocher de le conduire au palais d'Hiver.

En passant devant la maison du sénat, on cria à la garde, et le tambour battit aux champs. Le cocher regarda, et dit qu'il croyait que l'empereur

passait devant le corps-de-garde. « Vous le verrez bientôt, répliqua Alexandre. » Ils arrivèrent enfin au palais d'Hiver, et l'empereur, qui n'avait pas d'argent sur lui, ordonna au cocher d'attendre, qu'il allait lui envoyer le prix de sa course. « Non, répond celui-ci ; il faut que vous me laissiez quelque chose pour sûreté, les officiers m'ont trop souvent trompé : laissez-moi votre manteau. » Alexandre y consentit et le lui remit. Il envoya bientôt un de ses valets de pied, avec vingt-cinq roubles pour le cocher, auquel il apprendrait qu'il avait conduit l'empereur, et auquel il redemanderait son manteau. Le valet s'acquitta de sa commission ; mais le cocher, au lieu de se réjouir de l'honneur et du présent, se prit à rire en disant : « Me prenez-vous pour un sot ? le manteau vaut plus de vingt-cinq roubles : qui sait ? peut-être avez-vous envie de le voler ; non, cela ne se passera pas ainsi, et à moins que le monsieur que j'ai conduit ne vienne lui-même le réclamer, je ne m'en dessaisirai pas. » Alexandre fut presque obligé de descendre ; mais son premier cocher venant à passer, confirma ce qu'avait dit le valet de pied : ce pauvre cocher de fiacre faillit perdre la tête de joie.

Le grand chambellan N*** avait reçu de l'empereur Alexandre une très belle étoile de l'ordre de Saint-André, montée en diamans et évaluée trente mille roubles ; mais il alla aussitôt la mettre

en gage chez un prêteur. Peu de temps après, la cour donna une grande fête où le précieux cadeau devait nécessairement figurer. Quel embarras! point d'argent à la maison, et l'inflexible usurier, malgré toute l'éloquence du courtisan, n'était pas homme à céder l'étoile, même pendant un quart d'heure, s'il n'était pas payé intégralement.

Il ne restait donc au chambellan aucune autre ressource que de s'adresser au valet de chambre d'Alexandre, qui avait en sa possession deux magnifiques étoiles en diamans appartenant à l'empereur, et dont l'une encore toute neuve coûtait soixante mille roubles. M. N*** va le trouver, et après avoir long-temps cité, allégué son devoir, à force d'instances et de protestations qu'il la rendra aussitôt après la fête, il le détermina à lui livrer la nouvelle étoile. M. N*** parut donc à la cour avec cette étoile. Alexandre remarqua bientôt dans les quatre gros diamans des coins une grande ressemblance avec la sienne propre. Il la fixa plusieurs fois et dit enfin à M. N*** « *Mon cousin, je suis étonné; vous portez là une étoile qui a infiniment de ressemblance avec une que je viens de recevoir des mains du joaillier*. M. N*** reste interdit au milieu des complimens embarrassés et d'hommages insignifians. L'empereur, que cet embarras et la ressemblance toujours plus frappante de l'étoile rendent encore plus attentif, lui dit enfin très sèche-

ment : « Mon cousin, je ne sais où j'en suis; mais il faut que je vous dise la vérité; je crois que c'est précisément mon étoile, la ressemblance en est trop frappante. » Le chambellan confondu avoue alors toute l'affaire, se soumet à toutes les punitions, et se borne à demander instamment la grâce du trop officieux valet de chambre. A cet aveu, l'empereur sent expirer sa juste indignation, et dit avec un excès de bonté à M. N*** : « Rassurez-vous, mon cousin, le crime n'est pas assez grand pour que je ne sache le pardonner; cependant je ne pourrai désormais porter moi-même cette décoration; il faut donc que je vous en fasse cadeau, à condition qu'à l'avenir je sois en sûreté contre de pareilles appropriations. »

Dans une lettre écrite à la princesse Galitzin, l'empereur dit: « Je ne voudrais pas être au-dessus « de la loi, si même je le pouvais; car je ne recon- « nais sur toute la terre aucun pouvoir comme « légitime, s'il ne découle pas de la loi. »

La noblesse de Livonie donna en 1802, lors du passage de l'empereur, une fête brillante dont *tous les bourgeois étaient exclus*. Alexandre n'y parut pas, et donna le lendemain un bal public, auquel il dansa indistinctement avec des dames nobles et des bourgeoises.

Pendant le voyage de 1804 près Dorpat, un postillon tomba de cheval, et la voiture de l'empereur

lui passa sur le pied. Alexandre fit arrêter, attendit une heure et demie, jusqu'à ce qu'on eût fait venir son propre chirurgien, donna ensuite son mouchoir pour servir de ligature, et fit au blessé un présent de 500 roubles. Le seigneur du postillon, le comte Igelstrom, lui accorda sa liberté. Un admirateur d'Alexandre offrit 100 roubles pour le mouchoir; mais l'homme blessé le garda comme un trésor.

A l'époque du séjour que fit madame de Staël à Pétersbourg, elle fut présentée à l'empereur Alexandre, qui la reçut avec toute la distinction due à ses talens.

« Vos yeux, dit le monarque, se trouveront ici « blessés du spectacle de la servitude des paysans; « j'ai fait tout ce qui m'était permis; j'ai donné la « liberté aux paysans de mes domaines; mais je « suis obligé de respecter les droits de la noblesse, « comme si nous avions une constitution qui mal- « heureusement nous manque. — Sire, répon- « dit la célèbre philosophe, votre caractère est une « constitution. — Dans ce cas, reprit Alexandre, « je ne suis qu'un heureux accident, et le pays « n'en est pas moins à plaindre. »

En 1814 l'empereur Alexandre arriva de Chaumont à Bar presque aussitôt que les souverains alliés. Il descendit avec le comte de Tolstoi, son grand-chambellan, dans la maison de M. B'B., désignée pour le logement de sa majesté, et s'empressa d'annoncer en entrant tout son désir de n'être nullement à charge.

L'empereur n'accepta pas le lit qui lui avait été préparé; il exprima qu'il était fâché de voir qu'on se fût donné des peines, et il ajouta: « D'ailleurs, « l'impératrice Marie n'a point habitué ses fils à la « mollesse ». Combien d'officiers de toutes armes se montraient alors plus difficiles!

Ce monarque, depuis la prise de Bar-sur-Aube, suivit avec une ardeur infatigable tous les mouvemens des armées. Il ne fit pas dans cette ville de nombreux et de longs séjours, mais chaque fois qu'il s'y trouva il enchantait par les manières les plus affables, que le fracas des armes n'altéra jamais. Il aimait à écouter les plaintes et à consoler. Tout en sa personne respirait la délicatesse et la bonté, la simplicité et la grâce, la bienveillance et l'extrême franchise. Il semblait se complaire à montrer sa belle âme à découvert, à s'abaisser jusqu'à la plus douce familiarité, à laisser lire jusqu'au fond de son cœur, à rendre, pour ainsi dire, ceux qu'il admettait à l'honneur de lui parler, témoins et juges de ses pensées.

Un jour M. R'B. eut occasion d'exprimer à l'empereur Alexandre les craintes qu'on avait conçues, d'après divers propos, que par suite des événemens qui se préparaient en France, on ne vînt bientôt à reprendre des bois de communes vendus récemment d'ordre de Bonaparte, et payés même bien cher par des acquéreurs confians.

L'empereur alors s'appuyant sur la cheminée, parut se recueillir, et voici une partie des réflexions qui dans cette première occasion lui échappèrent successivement.

« Qu'ils ne craignent pas plus pour toute espèce « de domaines d'État qu'ils auront achetés que pour « les biens mêmes dont ils auraient hérité de leurs « pères. La seule bonne foi des acquéreurs serait « une barrière suffisante, quand on n'en aurait pas « d'autres.

« Ceux qui vous gouverneront ne toucheront « jamais à cela. Et puis, ne trouveront-ils pas tou- « jours avec le temps de bons moyens d'indemniser « peu à peu, suivant équité et raison, les commu- « nautés ou les particuliers qui ont de justes droits « à réclamer?

« Imaginez-vous bien que nous ne venons rien « défaire chez vous; que nous n'en voulons ni à « la France, ni à aucune classe de Français, ni à « aucun Français. Nous n'attaquons, nous ne pour-

« suivons que votre empereur ; nous n'en voulons « qu'à lui.

« Si vous souffrez de notre présence quand nous « prenons tant de précautions, songez un peu à ce « que nos peuples ont dû souffrir de vos troupes. « Je sais très bien que tous les soldats ne sont pas « aussi réservés que leurs chefs, malgré les plus « sévères exemples de discipline. Mais quoi ! ce « que nous ne pouvons empêcher est une suite « inévitable de la guerre.

« Il y avait tant de siècles qu'on ne l'avait vue dans « vos contrées ! C'est ce qui vous la fait trouver « encore plus affreuse. Au reste, je sais combien « sont à plaindre surtout les habitans de cette « vallée, qui est devenue le pivot de nos mouve- « mens.

« Du moins je puis généralement répondre de « la conduite de mes Russes. Les prétendus bar- « bares du Nord sont disciplinés. Ils n'ont pas « été gâtés en faisant la guerre à l'école de Napo- « léon.

« Que de mal cet homme nous a fait ! Il vous « parlait sans cesse du génie du mal ; c'est lui qui « l'était... Que de calamités n'a-t-il pas attirées sur « vous !... Mais j'espère que de tous vos malheurs, « aucun ne pourra jamais nous être imputé.

« J'aime les Français, je les aime d'inclination. « Je me plais même à penser qu'aucun Français

« n'est l'ennemi ni de moi ni de mon peuple,
« comme la Russie est nécessairement de la France
« l'amie la plus naturelle et la plus sûre.

« Il n'y a parmi les Français que leur empereur
« qui s'est fait mon ennemi.

« Vous ne croiriez pas que je l'ai aimé?..... C'est
« pourtant vrai! demandez à Tolstoi. Je le croyais
« tout honneur, quand il n'était qu'orgueil et per-
« fidie. Je le hais aujourd'hui comme l'ennemi le
« plus affreux.

« Il m'avait séduit, après tant de succès, avec
« ses protestations et ses discours à Tilsitt et à Er-
« furt. Tolstoi en était enchanté, et tout glorieux
« du grand ruban de son ordre. Mes ministres
« m'ont souvent entendu dire : *Voilà un souverain !*
« *son alliance ne peut que m'être honorable autant*
« *qu'utile...*

« Combien ne m'a-t-il pas répété et prouvé qu'il
« ne pouvait jamais entrer ni dans ses intérêts ni
« dans son cœur d'être une minute en guerre avec
« moi?... Comme il m'a trompé!... Mais la divine
« Providence m'a secouru.

« Je ne sais vraiment pas bien encore aujour-
« d'hui pour quel motif il m'a fait la guerre. S'il
« est venu m'attaquer uniquement pour tirer une
« vengeance éclatante d'un ancien refus de ma-
« riage, comme on l'a dit, c'était une insigne
« folie. Si c'est à cause des Anglais, oh! je ne lui

« étais peut-être que trop favorable là-dessus!...

« Je n'aimais peut-être guère plus les Anglais « qu'il ne les aimait lui-même!... Pourtant, je ne « puis disconvenir que leurs relations ne soient « utiles à mes peuples...

« Il était si facile que la France dans sa posi- « tion superbe, de toutes manières, amenât insen- « siblement les Anglais, en entrant d'abord dans « toutes leurs vues mercantiles, à n'être plus un « jour que les conducteurs, courtiers et entrepre- « neurs de son commerce maritime!...

« L'Europe y aurait gagné.... La mauvaise poli- « tique de votre empereur a tout perdu.... Son « insatiable et orgueilleuse ambition l'a perdu lui- « même....

« Au passage du Niémen, je lui fis encore faire « des propositions pour arrêter la guerre. Je con- « sentais à tout. Il dit à Tolstoi : *C'est un verre « plein, il faut le vider!*.... Eh bien! il l'a vidé jus- « qu'à la lie....

« Au reste, s'il veut, ses affaires ne sont pas « encore entièrement désespérées. On vient de lui « faire d'assez bonnes conditions. S'il y acquiesce, « vous serez bientôt débarrassés de nous. Je suis « de bonne foi, mais je crains bien qu'avec cet « homme-là, tout cela ne tienne pas long-temps. « S'il refuse, oh! alors, c'en est fait; nous mar- « chons sur Paris, et nous le détrônons. C'est une

« affaire arrangée. Et quels que soient ses derniers « efforts, il faudra toujours qu'il succombe, dût-il « réussir à lever une nouvelle grande armée. L'Eu« rope a encore, au moment où je vous parle, « plus de quatre cent mille combattans en France; « six cent mille hommes sont prêts à leur suc« céder; et nous en leverons le double de plus, s'il « le faut. »

Depuis cette conversation, si remarquable par l'abandon le plus confiant, l'armée centrale des alliés, battue en diverses rencontres après avoir obtenu d'abord de grands succès, se replia jusqu'au-delà de Bar-sur-Aube; mais elle s'arrêta dans les environs, où pendant plusieurs jours ses généraux s'occupèrent à rallier et à concentrer des forces considérables.

C'est à cette retraite qu'il faut rapporter, qu'au conseil des souverains, il était fortement question de repasser nos frontières; et même le Rhin.

Le prince de Schwartzemberg insistait pour ce dernier parti. Il désirait qu'on se bornât à occuper toute la rive droite, et à laisser la France s'user encore elle-même pendant quelque temps par l'action des divers partis. Il voyait Bonaparte plus fort et mieux soutenu qu'on ne l'avait pensé. Il craignait que pour le moment les armées alliées, qu'il trouvait déjà singulièrement affaiblies, ne rencontrassent à chaque pas quelque nouveau

danger, de nouveaux piéges de toute espèce, et ne finissent par s'épuiser inutilement en France comme avaient fait les armées françaises en Espagne.

Ce fut l'empereur Alexandre qui s'y opposa. Il parut à S. M. que l'on ne connaissait guère encore l'ennemi auquel on avait affaire; que les alliés perdraient à jamais tous leurs avantages en se retirant; que la France, visiblement lassée du joug de Bonaparte, l'abandonnait et mettait en eux tout son espoir de salut; mais qu'en peu de mois de leur absence elle pouvait redevenir, dans les mains de cet homme, un instrument invincible.

L'empereur voulut donc qu'au lieu de se rebuter si promptement, on fît de nouvelles et meilleures dispositions; qu'on redoublât d'efforts; que loyalement et unanimement on fût disposé aux plus grands sacrifices; que sans retard on mît en mouvement toutes les réserves, et qu'on réglât de nouvelles levées; qu'on ne laissât aucun repos aux troupes alliées, aucun relâche à Bonaparte avant d'avoir atteint Paris. « Ce n'est pas à la « France, continua-t-il, que nous ferons la guerre, « c'est à Bonaparte; efforçons-nous donc de lui « ôter promptement la France qui lui échappe. « Passons la Seine à Paris; voilà notre Rhin : et « tout sera terminé. »

L'empereur Alexandre se plaignit même alors devant M***, que le prince de Schwartzemberg n'exposait aux combats que les Russes et d'autres alliés, et ménageait toujours *ses Autrichiens.*

« Cela ne peut pas aller ainsi, ajouta S. M.; « je vois bien qu'il faudra que je me charge moi-« même du commandement en chef. Mon frère le « roi de Prusse est de cet avis.

« .... En vérité, nous ne trouvons pas trop de « franchise dans notre frère l'empereur d'Au-« triche. Pourtant j'espère qu'il fera comme nous « aurons décidé de faire. Il s'agit d'assurer enfin « le repos de l'Europe. Je crois que tout ce que « nous avons de mieux pour cela est de vous ra-« mener Louis. C'est mon unique désir à moi; « mais je voudrais bien que la France se pro-« nonçât.

— « Sire, tous les cœurs français forment le « même vœu; mais comment l'exprimer?

— « Oui, oui; oh! je sens bien qu'il faut que « nous battions encore Napoléon; nous le battrons « encore; nous vous en délivrerons.... Il a fait « mettre sur vos monnaies : *Dieu protége la France.* « Eh bien! c'est sa propre condamnation, à lui. « La bonté divine vous protégera comme elle nous « a protégés. »

Les alliés s'étaient donc concentrés depuis plusieurs jours dans les environs de Bar. Il n'y avait

qu'un mois que ces positions leur avaient paru trop belles à défendre, et trop essentielles à conserver, pour ne pas s'y arrêter dans leur retraite et essayer d'en tirer parti.

Le...., ils avaient entièrement abandonné la ville. Leur arrière-garde, serrée de près, ne l'avait pas encore évacuée, que déjà des soldats français y pénétraient. Il y eut toute la nuit une fusillade très vive dans le voisinage des faubourgs.

Le...., l'armée française perdit à Bar, après avoir deux fois pris et repris cette ville, une bataille qui, bien que partielle, fut peut-être la plus décisive de cette guerre, puisqu'elle rouvrit aux alliés toutes leurs communications et la route directe de Paris, en ne leur laissant plus aucun doute sur leur force.

Les différens corps d'armée envoyés, sous les ordres du maréchal Oudinot, pour déloger les ennemis de toute cette importante position, et l'occuper, ne purent pas plus s'y maintenir que ne l'avait pu la division du maréchal Mortier, le mois précédent. Engagés au sein d'une armée formidable qui les attendait, les Français durent encore cette fois céder à la trop grande supériorité du nombre, après la plus habile et la plus sanglante résistance.

De diverses batteries ennemies, la ville, presque entièrement construite en bois, fut accablée d'obus.

Elle était destinée au même sort qui avait déjà réduit en cendres Nogent, Méry, etc. On y était dans des transes mortelles; on avait entendu dire au maréchal : *Leur projet est de nous brûler*.... Dieu permit que le feu ne prît nulle part. Il semblait qu'une main invisible éteignait subitement tous ces corps enflammés qui éclataient sur cette ville.

Mais une autre calamité était réservée à ses habitans. Ils furent, par les ordres du général comte de Wrède, livrés au pillage des troupes bavaroises, dont la direction était d'occuper la ville.

Elle était accusée d'avoir tiré sur les troupes alliées le jour où elles l'avaient évacuée, notamment sur le prince Charles (de Bavière ou de Wurtemberg). Cette accusation était fausse.

Le....., l'empereur Alexandre revenu à Bar, son premier soin fut d'exprimer à madame R'B. combien il était attristé de l'état où il revoyait cette ville. Il parut aussi blâmer la précipitation et l'excès de sévérité qu'on y avait mis. Cependant à l'expression de sa pitié il ajouta des reproches contre les habitans.

« Comment ! tirer sur un prince allié, et au moment même où il s'éloigne ! Espérait-on tuer de ce coup toutes les armées alliées ?

— « Ah Sire ! notre ville a été calomniée ! ses

habitans ne sont nullement coupables du fait qu'on leur impute.

— « Précédemment, je restais au milieu d'eux avec confiance, leur *sans-génité* me plaisait; je les croyais bons. Je n'y resterai pas long-temps à présent; je m'étais abusé sur leur compte.

— « Non, Sire, votre majesté ne s'était point trompée; ils n'ont cessé d'être bons et sages, et bien décidés à ne pas se mêler de cette guerre. Le coup de fusil dont on les accuse n'a pu venir que de quelques soldats français qui tiraient déjà dans la ville quand le prince la quittait. Mais on dit que M. le comte de Wrède a saisi avec empressement l'erreur et la calomnie, voyant en cela de quoi encourager et récompenser ses troupes.

— « Oh! il en est incapable. »

La ville de Bar-sur-Aube, si constamment fatale aux armées françaises, désolée de ses maux et de l'injuste soupçon qui venait d'y faire mettre le comble, vit pour la seconde fois les coalisés s'élancer de son sein vers Paris. Elle fut encore pendant près d'un mois partagée entre l'espérance et la crainte. Mais le ciel avait marqué ce retour de la victoire sous les drapeaux alliés comme le signal définitif de la commune délivrance.

Le....., les souverains alliés avaient reparu à Bar; une partie de leur grand parc venait encore d'opérer un mouvement rétrograde. On disait tout

à la fois et que leurs armées étaient coupées sur différens points, et que Bonaparte était lui-même rejeté et coupé de la capitale.

L'empereur Alexandre en se portant de nouveau en avant : « Voyons un peu, dit-il, que nous tâchions de trouver le sens. » Un de ses aide-de-camp (je crois, le colonel Rapatel, ancien aide-de-camp de Moreau) dit à son voisin : « Pourvu que ce soit le bon sens ». L'empereur sourit.

Le roi de Prusse partit le même jour. Les deux souverains prirent une route de traverse. Bonaparte arrivait sur l'Aube et la grande route. Le lendemain matin, l'empereur d'Autriche n'eut que le temps de se diriger par la traverse avec une escorte de sa garde. Il alla promptement rejoindre l'empereur de Russie et le roi de Prusse.

Pendant son séjour à Paris, l'empereur Alexandre examina toutes les institutions et tous les établissemens publics, comme s'il n'avait pas eu d'autre objet dans sa visite de la capitale. Il accueillit avec la plus grande affabilité les députations des différens corps savans, et les réponses qu'il leur fit respiraient la franchise, et semblaient dictées par l'estime la plus flatteuse pour la nation française. Le 2 avril il donna une audience au sénat, et après avoir reçu les complimens de ce corps, il dit : « Un homme qui se disait mon allié « est entré dans mes États comme un injuste

« agresseur; c'est à lui que j'ai fait la guerre, et non « pas à la France; je suis l'ami du peuple français. « Ce que vous venez de faire ajoute à ce sentiment. « Il est juste, il est sage de donner à la France des « institutions fortes et libérales qui soient con- « formes à ce siècle éclairé; mes alliés, tout comme « moi, ne sont venus que pour protéger la liberté « de vos décisions. »

L'empereur s'arrêta alors un moment, et reprit avec émotion : « En témoignage de l'alliance du- « rable que je désire contracter avec votre nation, « je lui rends tous les prisonniers français qui sont « actuellement en Russie. Le gouvernement pro- « visoire m'a demandé cette faveur, je l'accorde « au sénat en conséquence des résolutions qu'il a « prises aujourd'hui. »

Le lendemain Alexandre visita le *Jardin des Plantes*, et revint par le pont d'Austerlitz, accompagné seulement de deux officiers. S'y étant arrêté quelques minutes, il se tourna vers la foule qui l'entourait, et dit : « Mes amis, réjouissez-vous, « Bonaparte a cessé de vous opprimer; dans une « semaine vous aurez votre roi et la paix. »

Voici la réponse qu'il fit à M. Lacretelle qui lui fut présenté à la tête d'un députation de l'Institut de France : « J'ai toujours admiré les progrès que « les Français ont faits dans les sciences et la litté- « rature. Ils ont beaucoup contribué à répandre les

« connaissances en Europe. Je ne leur impute pas « les malheurs de leur pays, et je prends un vif « intérêt au rétablissement de leur liberté. Mon « but unique est d'être utile à l'humanité, et « c'est le seul motif qui m'a conduit en France. »

L'empereur alla chez le plus célèbre banquier de Paris, et demandant M. Lafitte, qui ne le connaissait pas, il lui dit : « J'ai désiré, monsieur, de « faire votre connaissance; je suis Alexandre, et je « voudrais avoir le plaisir de déjeuner avec vous ».

Lorsqu'il visita l'institution de madame Campan à Écouen, Alexandre observa que si les armées alliées avaient été obligées de rester quatre jours de plus dans la plaine de Saint-Denis, elles auraient certainement manqué de munitions.

Cependant Louis XVIII avait quitté l'Angleterre, et il était débarqué le 25 avril à Calais, avec la duchesse d'Angoulême, le vieux prince de Condé et son fils le duc de Bourbon. Plusieurs maréchaux l'attendaient à Compiègne, où il arriva le 27 avril. De nombreuses députations de Paris vinrent l'y complimenter. Alexandre y alla lui-même le 30 avril dans une voiture toute simple, accompagné seulement du général Czernitscheff et d'un domestique : il dormit profondément le long du chemin, se trouvant aussi en sûreté sur la grande route en France que s'il eût été à Saint-Pétersbourg. Les Français lui surent beaucoup de gré de cette

circonstance, qui était à leurs yeux une preuve flatteuse de confiance.

Une autre particularité qui fit aussi beaucoup de plaisir aux Parisiens, ce fut l'estime et l'intérêt qu'Alexandre témoigna à l'impératrice Joséphine. On sait qu'il alla dîner plusieurs fois chez elle à la Malmaison.

Quand il apprit qu'elle était sur le point de succomber au mal cruel dont elle avait déjà éprouvé les premiers symptômes lorsque le prince entra dans Paris, il se rendit immédiatement à la Malmaison et demanda à la voir. Elle sembla se trouver mieux à son approche, et le regarda avec un air de gratitude. Le prince Eugène à genoux recevait la bénédiction de sa mère, ainsi que la reine Hortense, qui paraissait profondément affectée. « Au moins, dit Joséphine d'une « voix expirante, je mourrai regrettée. J'ai toujours « desiré le bonheur de la France; j'ai fait tout ce « qui a été en mon pouvoir pour y contribuer; et « je puis vous dire avec vérité, à vous tous qui « êtes présens à mes derniers momens, que la « première femme de Napoléon Bonaparte n'a ja- « mais fait verser une larme. » Ce furent ses dernières paroles. Alexandre témoigna la plus sincère affliction; il honora par sa présence les derniers momens d'une femme universellement regrettée. Mais ce qui est remarquable, étant sorti, il revint

quelques heures après, et s'approchant du cercueil pour soulever le drap mortuaire qui déjà le recouvrait, on assure que, les yeux baignés de pleurs, il dit : « Elle meurt en laissant dans le cœur de ses « amis et de tous ceux qui l'ont connue un éternel « regret ».

Accompagné du roi de Prusse, du général Sacken et de plusieurs autres officiers de distinction, il assista aux funérailles dans la petite église du village.

Le huit mai, Alexandre, suivi de ses deux frères et du roi de Prusse, alla visiter Versailles. Il voulut témoigner aux habitans de cette ville sa reconnaissance pour les soins qu'ils avaient donnés aux soldats russes blessés, et il écrivit au maire la lettre suivante :

« J'ai été informé, monsieur, du zèle, de la « bonté et de la constante attention qu'on a eus à « Versailles dans le traitement des blessés de mon « armée. Je suis très sensible à un zèle qui fait « honneur à votre humanité. Je vous dois personnel« lement des remercîmens, et j'ai desiré vous offrir « une preuve toute particulière de mon estime et « de mes sentimens.

« Alexandre. »

Dans une visite qu'il fit à l'Hôtel des Monnaies, et particulièrement à la direction des médailles, on

lui en présenta, entre autres qui furent frappées en sa présence, une ancienne, gravée à l'occasion de la visite de Pierre-le-Grand dans la capitale de la France. Sur l'un des côté on voyait la tête du régent, et de l'autre la figure du tzar et celle de Louis XV encore enfant, avec l'inscription suivante, *Petri Russorum autocratoris cum rege congressio.* M. DCCXVII.

Dans l'une des salles, le directeur eut l'honneur de lui présenter une médaille qui portait d'un côté la tête du tzar Pierre, et de l'autre sa propre effigie. S. M. examina avec un intérêt tout particulier les nombreuses collections qui se trouvaient dans le cabinet, et qui offrent la série des événemens les plus remarquables arrivés en France depuis le règne de Louis XII. « Je prends grand plaisir, dit l'empereur, à voir ces archives des siècles polis de la France, et je sens combien il est important pour une nation puissante d'avoir une histoire qui parle aux yeux et qui est comme vivante. »

Mais un hommage plus remarquable rendu par le monarque russe à la puissance et à la gloire des arts, fut la visite qu'il fit à l'un de nos plus renommés artistes : on sait qu'il alla dans l'atelier de notre célèbre Gérard et voulut avoir son portrait de la main savante qui avait déjà tracé ceux de la plupart des têtes couronnées de l'Europe. Il fut cependant bien moins question de peinture entre le

peintre et son auguste modèle, que de politique et des grands intérêts du moment.

Alexandre savait que Gérard, grand peintre, était en même temps l'un des hommes de France les plus spirituels; et que grâces à cette finesse d'observation et à cette habileté qu'il porte dans le commerce des hommes, on aurait pu trouver en lui plus aisément encore que dans Rubens, l'étoffe d'un ambassadeur et d'un homme d'état. Il causa donc beaucoup avec Gérard de tout ce qui venait de se passer (nous parlons de 1814), et fut aussi plein de confiance que d'amabilité. — En 1815, le monarque et le peintre se revirent. Alexandre retourna dans l'atelier de Gérard. Il parla avec le même épanchement, mais non plus avec les mêmes dispositions. Une irritation inquiète et soupçonneuse avait déjà remplacé la confiance libérale et la popularité philantropique de 1814. Alexandre était déjà le chef de la Sainte-Alliance. Si jamais M. Gérard écrit des mémoires, lui qui a vu et si bien vu tant d'acteurs divers sur cette mouvante scène des cours, ce contraste entre Alexandre et Alexandre à un an de distance, n'en sera pas le tableau le moins piquant.

FIN DE L'APPENDICE.

NOTES, ÉCLAIRCISSEMENS

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

(Page 232) *Traité de paix et d'amitié perpétuelle conclu entre l'empire de Russie et celui de Perse le* 12 *octobre* 1813, *dans le camp russe, sur la rivière de Seiwa dans le Gulistân, par les plénipotentiaires nommés à cet effet par les deux parties, et qui a été confirmé le* 15 *septembre* 1814 *à Tiflis, par les plénipotentiaires respectifs, au moyen de l'échange des ratifications des deux monarques.*

S. M. I. très haut et très puissant prince, empereur et autocrateur de toutes les Russies, et S. M. le padichach, dominateur et souverain de la Perse, désirant sincèrement, par amour pour leurs sujets respectifs, mettre fin aux maux de la guerre si affligeans pour leurs cœurs, et rétablir sur un fondement solide une paix sûre, et les relations d'amitié et de bon voisinage qui ont subsisté dès les temps anciens entre les empires russe et persan, ont jugé à propos de nommer pour cet acte juste et bienfaisant leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'empereur de toutes les Russies, S. Exc. Ni-

colas Rtichtchew, son lieutenant-général commandant en chef des troupes de la Géorgie et de la ligne du Caucase, commandant de la flottille de la mer Caspienne, chevalier des ordres de Saint-Alexandre Newsky, de Sainte-Anne première classe, de Saint-Georges quatrième classe, et propriétaire d'un sabre d'or portant cette inscription, *Pour la bravoure.*

S. M. le chach de Perse, son ministre distingué et très honoré *Mirza-Abdul-Hassan-Khan*, qui a été envoyé extraordinaire près les cours de Turquie et d'Angleterre, choisi entre tous les généraux persans, le ministre le plus affidé de son souverain, conseiller des affaires privées de la haute cour de Perse, descendant d'une famille de visirs, khan de la deuxième classe à la cour de Perse, et possédant les marques les plus distinguées de faveur, qui consistent en un poignard et un sabre ornés de diamans, des vêtemens et châls garnis de diamans, ainsi qu'un harnais dans le même genre.

En conséquence, nous les plénipotentiaires ci-dessus, nous nous sommes réunis dans le pays de *Karabagh* à *Gulistân* (jardin des roses) près la rivière de *Seiwa*, et après avoir échangé nos pleins-pouvoirs et examiné mûrement tout ce qui avait rapport à l'affermissement de la paix et des relations d'amitié à conclure au nom de nos deux

grands monarques, nous avons réglé et confirmé pour toujours les articles suivans :

Art. 1er. Les hostilités et la mésintelligence qui ont eu lieu jusqu'ici entre les empires russe et persan cessent dès à présent par ce traité, et il y aura à perpétuité paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'autocrateur de toutes les Russies et S. M. le chach de Perse, leurs héritiers et successeurs, et leurs gouvernemens respectifs.

Art. 2. Comme il a déjà été réglé mutuellement, par des conférences préliminaires entre les deux hautes puissances, que la paix sera conclue sur le pied du *statu quo* présent; savoir que chaque partie restera en possession des pays, chanats et territoires qui se trouvent maintenant entièrement en son pouvoir, la ligne suivante formera dès à présent et pour l'avenir la frontière entre l'empire russe et celui de Perse.

Cette ligne commence par la forêt *Odina-Basàra*, traverse en droite ligne le désert *Maganais* jusqu'à la digue d'*Iedibuluk* près la rivière *Arass;* de là en montant le long de l'*Arass* jusqu'à l'endroit où la petite rivière *Kapanak-Tchaï* y entre, et plus loin à la droite du *Kapànak-Tchai* jusqu'à la crête des montagnes de *Migrin*, et continue à s'étendre de là par les limites des chanats *Karabagh* et *Nakohit-Chevan* sur la crête des montagnes de *Alaghèz* jusqu'à la forêt *Daraléghes*, où se touchent les li-

mites des chanats de *Karabagh*, de *Nackhit-Chevan*, d'*Erivan*, et d'une partie du cercle d'*Elisabethpol* (appelé autrefois *Gandjah*); ensuite, de là par la limite qui sépare le chanat d'*Erivan* du cercle d'*Elisabethpol*, comme de celui de *Chamchedils* et de *Kazakh* jusqu'à la forêt de *Echek-Meidan* (prairie des ânes), et de là sur les crêtes des montagnes en suivant à droite le cours de la petite rivière et de la route de *Gimsatchimân*, le long de la crête de la montagne de *Bambaki* jusqu'au coin de la limite du *Chouragheli*; de cet angle enfin jusqu'à la hauteur du glacier d'*Alaghèz*, et de là le long de la crête des montagnes par la frontière de *Chouragheli*, entre *Mastaras* et *Artik* jusqu'à la petite rivière d'*Arpa-Tchai* (eau d'orge). Au reste, comme le territoire de *Talichah* a passé pendant la guerre tantôt sous le pouvoir de l'une, tantôt sous celui de l'autre puissance, les limites de ce chanat du côté de *Sinseli* et d'*Ardevil*, seront, pour plus de certitude, réglées après la signature et la ratification du présent traité par des commissaires réciproquement nommés d'un accord commun, lesquels commissaires dresseront, sous la direction des commandans en chef des deux parties, une description fidèle et détaillée des territoires et habitations, comme aussi des rivières, montagnes, lacs et forêts qui se trouvent jusqu'à l'époque présente dans la possession effective de l'une des deux

parties ; et alors il sera tiré une ligne de délimitation du chanat de *Talichah*, sur la base de l'état de possession actuel, de sorte que chaque partie reste en possession de son territoire. De la même manière, si dans les limites ci-dessus tracées, la ligne dépassait en quelque point la possession actuelle de l'une ou de l'autre des deux parties, à chaque partie appartiendra après examen des commissaires des deux hautes puissances une indemnité proportionnelle sur la base de l'état de possession actuelle.

Art. 3. S. M. le chach, afin de prouver à S. M. l'empereur de Russie la sincérité de ses intentions, reconnaît solennellement, tant pour lui que pour ses successeurs au trône de Perse, que les chanats (gouvernemens) ci-dessous appartiennent en propre à l'empire russe : Les chanats de *Karabagh* et de *Gandjah*, qui sont maintenant réunis en une province sous le nom d'*Elisabethpol*, ainsi que les chanats de *Cheki*, de *Chirvân*, de *Derbend*, de *Kouba*, de *Bakou* et de *Talichah*, avec les terres dépendantes qui se trouvent maintenant au pouvoir de la Russie ; en outre, tout le *Daghestân*, la *Géorgie* avec la province de *Chouragheli*, *Imiréthi*, *Gourieli*, *Mingrélie*, *Abkhasie*, de même que tous les territoires et fonds de terre qui sont situés entre la frontière qui vient d'être déterminée et la ligne du Caucase, avec les pays et les peuplades qui

confinent à cette dernière et à la mer Caspienne.

Art. 4. S. M. l'empereur de Russie, en témoignage de ses sentimens pour S. M. le chach de Perse, et pour lui prouver son désir sincère de voir l'autocratie et l'autorité souveraine établies sur une base solide dans l'empire persan voisin de la Russie, s'engage solennellement, pour lui et pour ses successeurs, à prêter, en cas de besoin, secours à celui des fils du chach de Perse qu'il nommera héritier de l'empire persan, afin qu'aucun ennemi étranger ne puisse se mêler des affaires de la Perse, et que la cour de Perse soit fortifiée par l'appui de la cour de Russie. Du reste, s'il s'élevait des différends entre les fils du chach sur les affaires de l'empire persan, la Russie n'y prendra point part, avant que le chach régnant ne réclame son intervention.

Art. 5. Les vaisseaux marchands russes auront, comme antérieurement, le droit de naviguer le long des côtes de la mer Caspienne et d'y aborder. En cas de naufrage, les Persans leur donneront amicalement du secours. Les bâtimens de commerce persan auront aussi comme auparavant le même droit de cabotage le long des côtes de la mer Caspienne et d'aborder sur le rivage russe; et en cas de naufrage, les Russes leur donneront toute l'assistance nécessaire. Quant aux vaisseaux de guerre, comme avant la guerre, ainsi que du-

rant la paix et en tous les temps, le pavillon russe a seul flotté sur la mer Caspienne, il aura aussi maintenant sous ce rapport le même droit exclusif qu'auparavant, de manière qu'outre la puissance russe, aucune autre ne puisse arborer un pavillon militaire sur la mer Caspienne.

Art. 6. Tous les prisonniers au pouvoir des deux parties, soit prisonniers de guerre, soit habitans enlevés à leurs foyers, qu'ils soient chrétiens ou de toute autre religion, seront rendus trois mois après la conclusion et la signature du présent traité, et il sera pourvu à leur entretien et frais de voyage jusqu'à *Karaklisse.*

Art. 7. Outre les articles ci-dessus, LL. MM. l'empereur de Russie et le chach de Perse sont convenus que les ministres respectifs des deux cours qui, en cas de besoin, auront été envoyés dans les résidences de LL. MM., seront reçus conformément à leur rang et à l'importance des missions dont ils seront chargés. Les agens ou consuls accrédités, suivant l'ancien usage, par LL. MM. dans les villes où elles le jugeront nécessaire pour la protection du commerce, et qui ne pourront avoir plus de dix personnes à leur suite, seront considérés et honorés d'une manière conforme à leur rang, en qualité de fonctionnaires accrédités; il sera donné des ordres pour que non seulement ils ne soient pas insultés, mais encore pour que

dans le cas où les sujets respectifs des deux puissances auraient quelques plaintes à faire, on procède, d'après leurs représentations, de la manière la plus impartiale pour qu'il soit fait réparation entière à l'offensé.

Art. 8. Quant à ce qui concerne les relations commerciales entre les sujets de LL. MM. qui sont munis de certificats de leur gouvernement, ou des commandans de frontières, qui attestent qu'ils sont réellement négocians et sujets russes ou persans, il leur sera permis de se rendre librement par terre et par mer dans les États des deux puissances contractantes, d'y demeurer pour faire le commerce aussi long-temps qu'ils le jugeront à propos, et de s'en retourner également sans éprouver de retard. Ils pourront vendre et échanger les marchandises importées de Russie en Perse, et réciproquement. En cas de décès d'un sujet russe venu en Perse ou domicilié en cet État, ou d'un sujet persan venu en Russie ou y domicilié, sa fortune et ses biens tant meubles qu'immeubles étant considérés comme des biens appartenant à des sujets d'une puissance amie, les premiers seront délivrés sans délai et sans recélement, contre quittance, suivant les lois, à leurs associés ou à leurs parens : il sera permis à ceux-ci de vendre les derniers à qui bon leur semblera, à leur gré et à leur plus grand avantage, ainsi que cela se pratique dans tous

les états civilisés, quelle que soit la puissance dont dépendent les intéressés.

Art. 9. Il ne sera pas levé plus de cinq pour cent de droits sur les marchandises introduites par des négocians russes dans les villes et les ports de Perse, et ce droit ne sera perçu qu'une fois. La même chose aura lieu par réciprocité en Russie à l'égard des Persans.

Art. 10. A l'arrivée des marchandises sur les côtes, dans les ports, ou dans les villes frontières des deux parties contractantes, il sera accordé toute la liberté possible aux marchands respectifs pour vendre ou échanger leurs marchandises ou pour en acheter d'autres, sans qu'ils soient astreints à demander à cet effet une permission aux directeurs des douanes ou aux accapareurs autorisés, leur devoir étant de veiller à ce que le commerce ait son libre cours.

Art. 11. Après la signature de ce traité, les plénipotentiaires des deux puissances en donneront respectivement sans délai connaissance partout où il appartiendra, et expédieront un ordre pour faire cesser partout sur-le-champ les hostilités.

Le présent traité de paix perpétuelle, en deux exemplaires semblables, accompagnés d'une traduction en langue persane, signés par les plénipotentiaires ci-dessus des deux puissances, munis de leurs cachets et mutuellement échangés, sera con-

firmé par l'empereur de Russie et le chach de Perse, et ratifié solennellement par la signature de LL. MM. Les exemplaires ratifiés seront envoyés dans l'intervalle de trois mois, par les deux cours, à leurs plénipotentiaires.

Fait dans le camp russe à Gulistân, sur la rivière de Seiwa, dans le territoire de Karabagh, l'an de J.-C. 1813, le 12 octobre, et suivant le calendrier persan, l'an 1228, le 29 du mois chaval.

Le plénipotentiaire et commandant-général en Géorgie, NICOLAS RTICHTCHEV.

Le plénipotentiaire du célèbre empire persan, MIRZA-ABDUL-HASSAN-KHAN.

(*Page* 299.) « D'après M. de Stourdza, les causes de l'agitation qui règne en Allemagne, et qui tôt ou tard pourrait devenir une explosion, sont :

« 1°. Le déplacement universel des individus et des classes, fruit immédiat de la révolution;

« 2°. Le vague et la désorganisation des idées religieuses, devenues le premier besoin de l'humanité souffrante, et par conséquent l'arme principale de la passion et de l'erreur;

« 3°. Les vices toujours croissans de l'éducation publique, devenus énormes, et tels que le système de législation et d'administration le plus complet ne saurait leur servir de correctif. »

Ce qui est articulé sur les deux premiers points est insignifiant, et paraît n'avoir été avancé que

pour ne pas laisser figurer seul le troisième, qui est l'objet principal du Mémoire.

Quant au premier point, il y est dit : « De cet ébranlement général sont dérivés :

« 1°. Un désir vague d'activité » ; ce qui ne paraît pas être un grand mal ;

« 2°. Une tendance des classes éclairées vers l'unité politique de l'Allemagne » ; cette tendance commune au prince et au peuple a été reconnue et sanctionnée par les autres puissances de l'Europe, puisqu'il a été stipulé dans le traité de Paris que les Allemands seraient réunis en seul corps par un nouveau pacte fédéral (ce qui depuis a été réellement mis à exécution).

« 3°. Un mécontentement prononcé des classes « inférieures, fatiguées de changer de maîtres et « courbées sous le poids d'une administration com- « pliquée, plus onéreuse pour le peuple que fé- « conde en résultats bienfaisans. » (Peut-on faire aux classes inférieures un crime d'un pareil mécontentement ?) Mais quand le Mémoire nomme cette administration compliquée, « ces échafaudages si peu proportionnés à la petitesse de l'édifice, un legs que le régime français a fait à l'Allemagne, il décèle une grande ignorance.

L'opinion de l'auteur sur le second point s'explique facilement dans un homme qui, concevant une église comme une société extérieure à di-

verses gradations, et régie par des institutions et des pouvoirs, n'a nulle idée ni de l'essence du protestantisme, ni de l'association mentale de ses membres; et cela est d'autant plus excusable que parmi les protestans eux-mêmes il se trouve des zélateurs qui, par leurs cris furibonds aspirent à enchaîner l'esprit libre de l'évangile, sous l'édifice matériel d'une église distributrice de châtimens, pour se repaître de la sotte angoisse, fléchissant servilement le genou devant leur chaire, à laquelle ils ne savent conquérir aucun pieux prosélyte en état de liberté. Mais ce qui nous surprend étrangement, c'est que l'auteur saisisse cette occasion pour dénier à la science allemande *toute expérience*, quoiqu'il attribue lui-même aux Allemands tous les changemens importans dont l'Europe a été depuis mille ans le théâtre. Il n'ignore pas que depuis trois siècles, depuis la réformation jusqu'à la révolution française le peuple germanique a tout tenté, a tout vu, et a subi les crises les plus violentes et les plus variées; il sait quelles épreuves il a faites dans les derniers temps, et néanmoins la science allemande est dénuée d'expérience! Est-ce donc dans les seuls cabinets que réside l'expérience? et un jeune homme pour avoir accès dans les coteries diplomatiques acquerra-t-il en peu de jours plus d'expérience que ne peut en puiser un peuple,

quoique exclu des cabinets, dans son histoire fécondée par les événemens de dix siècles? Mais on est surtout étonné qu'un homme si religieux, qui sait que « le phare de la religion est resté immobile au milieu du naufrage des institutions humaines », et qui reconnaît que « les peuples, les gouvernemens, les individus, tous artisans ou victimes des calamités passées, tournent les yeux vers cette lumière qui luit dans les ténèbres », attribue assez peu d'éclat à cette même lumière, pour montrer aux Allemands la voie du retour, supposé qu'ils n'aient pas par eux-mêmes assez de perspicacité et d'expérience pour retrouver la route.

La remarque suivante sert d'introduction au troisième point : « Cette dernière thèse une fois « développée, qui pourrait s'étonner encore de la « grandeur des maux récapitulés dans les deux pré« cédentes, puisque le seul principe réparateur qui « semblait pouvoir remédier au bouleversement « des idées sociales et religieuses, est lui-même le « mal, et le plus invétéré de tous. »

Se déchaînant ensuite contre les universités d'Allemagne, il se permet sur ces augustes et antiques institutions du peuple germanique un langage auquel nous nous abstiendrons de donner un nom quelconque. Mais tout lecteur, à la vue de ces sorties indécentes, ne tardera pas à se rappeler que Napoléon, dans le temps qu'il méditait l'assu-

jettissement de l'Allemagne, a montré le plus de haine et de rage contre ces établissemens, et il sera nécessairement frappé de ce rapport d'opinion et de cette coïncidence de sentiment. A cette époque, les universités allemandes n'ont été nullement ménagées; cependant le seul crime qui les rendît l'objet de la censure, c'était d'opposer un invincible rempart aux vues ambitieuses de ce despote, jugées dès-lors, et surtout plus tard, pernicieuses et exécrables. En dépit de la fureur de l'enfant du despotisme, la France entière n'a pas produit un seul homme qui ait cru pouvoir avec justice taxer les universités allemandes d'immoralité et d'irréligion, ou qui les ait accusées, comme dans le présent ouvrage, d'être de véritables repaires de brigands et des instrumens de l'enfer pour la perversion de la jeunesse. Bien au contraire, un Français, M. de Villers, prenant hautement la défense de la littérature allemande et des institutions scientifiques de la Germanie, proclama leur excellence et leur gloire. Le célèbre M. Cuvier fit aussi sur ces établissemens un rapport également honorable à l'un et aux autres. Plusieurs autres Français se hâtèrent également de rendre hommage à nos universités. Jérôme luimême, frère de Napoléon, non content de laisser subsister et d'agrandir les deux universités existantes dans son petit royaume, se fit un devoir de

relever la troisième, dont les désastres de la guerre avaient causé la dissolution. Dans le temps que Napoléon était le plus pressé et qu'il avait éprouvé les plus affreux revers, il ne se permit de faire peser ses accusations, et simplement verbales, que sur quelques universités et sur certains événemens qui y avaient eu lieu; mais jamais il n'a été jusqu'à calomnier l'esprit qui les anime.

A la même époque, des savans allemands, tels que *Schleiermacher*, *Steffens*, *Wachtel*, sont entrés en lice à côté des Français; ils ont déployé dans la défense de nos universités une sagacité profonde, et éclairée du flambeau de la vérité; aussi les classes supérieures et inférieures, les indigènes et les étrangers leur ont-ils payé un juste tribut d'éloges. Ils ont démontré que les universités allemandes se rapprochent le plus de l'idéal qu'on se forme d'un établissement consacré aux sciences; ils ont fait voir que le type caractéristique des universités allemandes émane de l'esprit primordial du peuple germanique; ils ont prouvé que les universités allemandes alimentent et entretiennent les sciences, qu'elles ont été des points d'appui pour l'esprit, l'humanité et la civilisation en général; ils ont fait sentir qu'attaquer ces établissemens, c'est s'en prendre à ce que le peuple allemand a de plus sacré et de plus précieux.

Qui osera nier que depuis lors les universités

allemandes n'aient victorieusement justifié ces éloges ? Au moment où la patrie était accablée des revers les plus inouïs, ce sont elles qui ont le plus contribué à diriger l'esprit public vers les efforts à faire ; ce sont elles qui ont tâché de donner une nouvelle vigueur à l'énergie, d'inspirer les idées les plus sublimes et les sacrifices les plus généreux. Ce qu'elles ont opéré s'est manifesté de la manière la plus glorieuse dans les grands jours décisifs. Si les Allemands ont déployé tant d'énergie, tant de patriotisme, tant de résignation, c'est l'ouvrage (du moins en partie) de leurs universités, dont les élèves ont su mettre en pratique la théorie des bons principes. Hommes faits ou jeunes gens, ils ont quitté à l'envi le séjour tranquille des muses pour voler sous les drapeaux des princes ; et se plaçant dans les rangs des guerriers, donnant les premiers l'exemple de la fidélité, de l'obéissance, de la résignation et de la valeur, ils ont avec les princes et les armées soutenu jusqu'à la fin la plus sainte des luttes.

Trois ans sont à peine écoulés depuis cette mémorable époque, et un étranger a le front d'assurer, en présence des monarques de l'Europe, témoins oculaires de ce que nous avançons ; en présence des princes allemands, protecteurs et nourriciers de ces universités, où ils ont même pour la plupart enrichi leurs connaissances ; en

présence des hommes d'état d'Allemagne, qui tous y ont fait leurs études, et dont quelques uns ont fourni une carrière académique; un étranger, disons-nous, a le front d'assurer que les universités sont le refuge de la perversité et du libertinage. Depuis trente ans nous avons entendu tenir bien des propos indécens, mais nous n'en avons entendu aucun de comparable à ce langage.

(Page 310.) *Projets de réunion entre l'Église catholique et l'Église russo-grecque.*

I. La Russie se maintint dans la communion du Saint-Siége jusqu'au commencement du quinzième siècle, sans avoir pris aucune part au schisme des Grecs. En 1408, Cyrille, patriarche de Constantinople, envoya Fosex en Lithuanie pour gouverner l'Église de ce vaste pays nouvellement converti au christianisme, et surtout pour le soustraire à l'autorité du pontife romain; les évêques du voisinage s'en étant aperçus, le déposèrent. Alors il se rendit à Moskou: là, soutenu par le grand-duc Basile, il répandit les erreurs des Grecs, et opéra la séparation de cette Église avec l'Église romaine. Sous Clément VIII, les évêques russes ouvrirent une négociation avec ce pape, dont le résultat fut un traité d'union entre les deux Églises. Les schismatiques répandirent le bruit qu'ils n'avaient obtenu leur réconciliation qu'en sacrifiant leur discipline

et leur liturgie particulière. C'est ce qui fut formellement démenti par les lettres en forme de brefs que Paul v leur adressa, où il protesta que l'intention du Saint-Siége n'avait jamais été et ne pouvait être de les dépouiller des usages particuliers qu'ils possédaient avant leur séparation. Tout cela fut confirmé depuis par la lettre circulaire de Benoît xiv, du 26 juillet 1775, où il dit que toutes les fois qu'il a été question de traiter de la réunion avec quelques églises du rite grec, on s'est toujours borné à conserver l'intégrité du dogme sans exiger la renonciation à leurs usages, lorsque ces usages étaient compatibles avec la doctrine de l'Église catholique. La déclaration de Paul v n'empêcha pas les Russes de retomber dans le schisme.

II. Ils y persistaient, à l'époque où le tzar Pierre Ier vint en France, au commencement du siècle dernier; sa curiosité l'ayant conduit en Sorbonne pour y voir le beau mausolée du cardinal de Richelieu, les docteurs saisirent cette occasion pour l'entretenir des avantages religieux et politiques que la réunion des deux Églises pourrait procurer à son empire, et des moyens de l'opérer. « En qualité de souverain, lui dit le docteur Bour-« sier, vous êtes le protecteur de la religion. Quant « aux points contestés entre les Églises grecque et « latine, celle-là pourrait conserver sa forme litur-

« gique et sa discipline. L'article dogmatique con-
« cernant la procession du Saint-Esprit ne roule
« guère que sur une dispute de mots, parce que
« les deux manières de s'exprimer à cet égard,
« savoir *qu'il procède du père par le fils*, ou *du père
« et du fils*, ont été employées par des saints Pères
« également respectés dans les deux Églises, et qu'au
« fond elles disent la même chose, comme cela fut
« reconnu dans le concile de Florence. » M. Boursier ajouta que la primauté du pape était également facile à accorder, en adoptant la doctrine de l'Église gallicane, qui restreint l'autorité du chef de l'Église dans les limites tracées dans les saints canons, telle qu'elle a été reconnue par les huit premiers conciles généraux reçus dans l'Église grecque; qu'à l'égard de l'extension plus ou moins grande de la juridiction du pontife romain, sur laquelle on n'est pas généralement d'accord, c'est une chose qui n'appartient point au dogme; que chacun peut sur cet article abonder dans son sens, sans cesser pour cela d'être catholique; celui de la consécration de l'eucharistie ne devait pas faire plus de difficulté, puisqu'on avoue qu'elle n'est pas moins bonne avec du pain levé qu'avec du pain azyme.

La proposition du docteur entrait parfaitement dans les vues politiques du tzar. Il avait le projet d'allier la Russie par des mariages avec les grands

États de l'Europe, principalement avec les maisons de France et d'Autriche. Il demanda au docteur un mémoire sur cette affaire, promettant de le communiquer aux évêques de ses États, avec ordre d'y faire leurs observations. Ce mémoire fut dressé par M. Boursier et signé par ses collègues. Il était écrit avec beaucoup de simplicité, de candeur et de modération, et présentait l'affaire de l'union sous le jour le plus favorable. Le tzar en parut très satisfait. Ce n'était que le développement des questions qui n'avaient été présentées que sommairement dans la conférence précédente.

III. Dès que Pierre-le-Grand fut de retour dans ses États, il le remit à trois évêques qui se trouvèrent à la cour, avec ordre d'y répondre sans délai. La réponse ne se fit pas attendre, mais elle était dilatoire. Les évêques ne la donnèrent que parce qu'ils n'osèrent pas résister à leur souverain; mais par la manière dont elle était conçue on voyait clairement qu'ils se réservaient la faculté d'arrêter l'union et d'y faire naître des obstacles. Ils y disaient qu'une affaire de cette importance ne pouvait être traitée que dans un concile général, ou du moins dans des conférences publiques autorisées par les deux Églises; qu'il convenait de consulter toutes celles du rite grec intéressées à la même cause, surtout les quatre grands patriarches d'Orient: ils proposaient néanmoins de préparer

en attendant les matières par la voie d'une correspondance suivie entre les deux Églises. On sait combien une pareille tournure donnée à la négociation était capable de la faire traîner en longueur: la politique et l'esprit de parti lui suscitèrent bien d'autres obstacles.

IV. On a dit que ce projet échoua parce que la *consultation sorbonnique avait trop exalté les libertés gallicanes;* mais quand on en sait les détails, on voit que ce fut bien plutôt par l'ambition et les intrigues des deux grands personnages qui s'en emparèrent; l'un était Théophane, archevêque de Novogorod, président du synode perpétuel de l'Église russe; il craignit que la primauté du pape, posée pour base du traité, ne lui fît perdre sa dignité, ou bien ne diminuât considérablement ses prérogatives. Ce prélat avait été élevé à Rome, où il prétendait avoir reçu des sujets de plainte contre l'Église latine, dont il devint l'ennemi déclaré; d'un autre côté, les mœurs du clergé russe lui avaient inspiré du dégoût pour l'Église grecque; le culte protestant lui paraissait mériter la préférence sur les deux autres cultes, et c'était dans cette vue qu'il avait engagé Pierre Ier à faire imprimer magnifiquement la Bible hollandaise. Tels sont les motifs qui le portèrent à faire insérer tant de clauses dilatoires dans la réponse au mémoire de la Sorbonne. L'autre grand personnage dont nous voulons par-

ler, fut l'abbé Dubois, ministre des affaires étrangères, par le canal duquel devait passer la correspondance. Il retint long-temps la réponse des évêques russes, ne la fit communiquer aux docteurs que sur une copie informe; et comme il savait que la cour de Rome n'aurait pas vu de bon œil une affaire de cette nature confiée à des docteurs *appelans*, il envoya à cette cour les originaux de la correspondance, toujours d'après le même motif qui l'avait porté à faire passer la correspondance anglaise.

Le pape avait jeté les yeux sur les Dominicains pour aller s'emparer en Russie de la négociation entamée par les docteurs de Sorbonne. On ne sait pas pourquoi leur mission n'eut pas lieu : la Propagande eut le crédit de leur substituer six Capucins. On dit que ces missionnaires eurent l'imprudence d'y prêcher l'ultramontanisme, il n'en fallut pas davantage pour aliéner l'esprit du clergé russe, et pour fournir à l'archevèque de Novogorod des prétextes plausibles de persécution. Ils périrent tous victimes de leur zèle. On prétend que ce fut une semblable indiscrétion du clergé romain qui fit échouer une négociation secrète dont le prince Kourakin avait été chargé, à la même époque et pour le même objet, auprès du Saint-Siége.

Cependant les évêques russes, ne recevant point de réponse à leurs observations ni à leurs lettres

sur le mémoire des docteurs de Paris durent croire que ce long délai venait de ce qu'on ne se sentait pas assez fort pour résoudre leurs difficultés, ou qu'on n'était pas disposé à les satisfaire sur leurs demandes. L'archevêque Théophane ne manqua pas de les entretenir dans cette idée, il envoya même le mémoire en Allemagne, où il fut imprimé avec un commentaire qui d'un bout à l'autre respire les erreurs des luthériens. On croit avec raison que ce commentaire, imprimé sous le nom de Fr. Buddée, est l'ouvrage du prélat même. Javorski, évêque de Rezàn, a réfuté vigoureusement, dans un ouvrage intitulé *Petra fidei*, les calomnies du prétendu Buddée contre l'Église russe; cette réfutation, dirigée contre une secte de *croyans* qui avait attaqué le culte des images, ne put être imprimée qu'en 1728, après la mort du tzar, qui en avait défendu la publication. On peut d'ailleurs douter que ce prince ait jamais eu le désir sincère de réunir son empire à la cour romaine, lui qui se fit déclarer chef suprême de l'Église russe, et qui se fit introniser par des bouffons ivres et au milieu d'un cortége ridicule.

V. La négociation fut reprise quelques années après sous le patronage de la princesse Dolgorowky, qui s'était convertie en Hollande à la religion catholique. M. Jubé, ancien curé d'Asnières près Paris, suivit cette dame en Russie, en qualité

de son aumônier et de précepteur de ses enfans. Il était muni de la procuration et chargé des instructions des auteurs du premier mémoire; il fut protégé dans sa mission par quelques grands personnages très accrédités à la cour impériale, et il trouva des dispositions favorables dans les archevêques de Rezan, de Twer, l'archimandrite Culetti, etc., etc. Le duc de Liria, ambassadeur d'Espagne, écrivit à Sa Majesté catholique pour être autorisé à seconder le projet. Le roi d'Espagne, qui avait refusé jusqu'alors de reconnaître le tzar pour empereur, manda à son ministre qu'il le reconnaîtrait en cette qualité, de la manière la plus authentique et la plus solennelle, dès que Pierre 1er, son clergé et ses sujets se seraient réunis à l'Église latine.

M. Jubé travailla donc de concert avec l'ambassadeur d'Espagne; il dressa un mémoire dans lequel étaient exposés les avantages spirituels et temporels que la Russie recueillerait de la réunion des deux Églises. On tint des conférences avec plusieurs évêques; on traduisit en langue russe quelques livres de piété et d'instruction, entre autres le *Catéchisme historique* de Fleury : mais l'archevêque de Novogorod traversait sourdement la négociation, quoiqu'il parût l'approuver extérieurement. Les choses cependant étaient en assez bon train, lorsque les protecteurs de M. Jubé furent renversés par une révolution de cour, arrivée

après la mort de Pierre Ier. Théophane se montra alors à découvert, il avait juré la perte de M. Jubé. Il ne resta donc plus d'autre parti à prendre à celui-ci que de sortir promptement de Russie pour éviter la persécution dont il était menacé. Benoît XIV a fait depuis quelques nouvelles tentatives, mais sans succès.

VI. On dit que le cardinal Litta, l'un des membres les plus instruits du sacré collége, pendant sa mission à la cour de Saint-Pétersbourg sous Paul Ier et Alexandre Ier, s'y était beaucoup occupé de la réunion de l'Église russe grecque avec l'Église latine; il avait eu à ce sujet des conférences avec les chefs de la première de ces Églises, dont il avait su gagner la confiance par des mœurs douces et par un caractère conciliant. Après avoir médité sérieusement sur les difficultés de la réunion, il jugeait qu'elles n'étaient pas absolument insurmontables, si l'on pouvait parvenir à s'expliquer de bonne foi de part et d'autre. De retour à Rome, le mémoire qu'il avait dressé à cet effet fut soumis à l'examen des cardinaux Gerdil, Borgia, Antonelli, Piétro et au père Fontana; il était écrit en français. La révolution de Rome en 1809, et la mort de quelques uns des cardinaux examinateurs, n'ayant pas permis de suivre cette affaire, on ignore ce qu'est devenu le travail du cardinal Litta. M. l'abbé d'Auribeau, ancien grand-vicaire

d'Aix, et conclaviste à Venise pour l'élection de Pie VI, de qui nous tenons ces détails, a fait d'inutiles recherches pour le retrouver. Il serait à désirer que le travail du cardinal Litta fût communiqué au public. Du reste les moyens de réunion avec l'Église de Russie deviennent de jour en jour plus difficiles; parce que si, d'un côté, l'incrédulité exerce ses ravages dans la nation russe, de l'autre l'esprit de protestantisme infecte déjà plusieurs membres du clergé, comme l'avoue l'archevêque de Twer dans un ouvrage latin publié à Moskou en 1805. (*Histoire critique des projets formés pour la réunion des communions chrétiennes, par* TABARAUD.)

(Page 353). *Note présentée à la Sublime Porte par M. le baron de Strogonoff, envoyé extraordinaire, et ministre plénipotentiaire de Russie, le* $\frac{5}{18}$ *juillet* 1821.

« Le soussigné, etc., a rendu compte à sa cour « des événemens qui se sont succédé depuis trois « mois à Constantinople, et dans toute la partie « européenne des États de sa hautesse.

« Il a fait parvenir en même temps à la con« naissance de l'empereur, son maître, les proto« coles des conférences qu'il a eues avec S. E. M. « le reis-effendi, jusqu'au 25 avril, ainsi que toutes « les pièces officielles échangées entre la mission

« de Russie et le ministère ottoman, durant cette « époque de crise et de malheurs.

« Muni des ordres de S. M. I, le soussigné va « les remplir en résumant dans la présente note « les faits sur lesquels ces conférences ont roulé. « Il y joindra des observations où la sublime Porte « va trouver de nouvelles preuves de la franchise « accoutumée du cabinet de Russie, et qui ne « pourront laisser à S. H. aucun doute sur la ma- « nière dont l'empereur envisage et juge l'état ac- « tuel des choses dans l'empire ottoman, la posi- « tion du gouvernement turc, et l'attitude que « toute puissance qui respecte ses devoirs est dans « la nécessité de prendre envers la S. P. et les « chrétiens soumis à sa domination.

« A peine les premiers symptômes d'une révo- « lution se furent-ils manifestés en Valachie et en « Moldavie, que la Russie s'empressa de proclamer « hautement combien elle improuvait les hommes « qui en étaient les chefs, et d'engager le divan à « prendre les mesures nécessaires pour étouffer « dès sa naissance un mal dont le principe et les « progrès paraissaient également redoutables. Des « motifs que le ministère de S. H. ne saurait mé- « connaître, portèrent la Russie à publier cette « déclaration. Elle voyait dans la conservation du « gouvernement turc un moyen de plus de main- « tenir et de consolider la paix de l'Europe. Elle

« devait par conséquent condamner toute entre-
« prise qui pouvait porter atteinte à l'existence de
« ce gouvernement. Elle le devait encore comme
« puissance loyale et toujours désintéressée dans
« ses relations avec un État qu'elle invitait depuis
« cinq ans à s'environner des garanties qu'assurent
« l'accomplissement religieux des traités, et l'ab-
« sence de tout motif de discussion. La Russie fit
« plus; elle offrit à la S. P. une coopération fran-
« chement amicale, dont l'efficacité n'était pas
« douteuse, et dont l'objet devait être d'isoler le
« plus promptement possible la contagion révolu-
« tionnaire, et d'épargner des calamités sans nom-
« bre au peuple valaque et moldave, à ce peuple
« qui n'avait cessé de donner au gouvernement
« turc des preuves de son innocence et de sa fidé-
« lité.

« La force des armes devait agir, selon l'opinion
« de la Russie, pour délivrer les deux principautés
« des étrangers qui en avaient compromis la tran-
« quillité intérieure. Mais la force des armes sage-
« ment employée devait avoir un but salutaire.
« Elle devait être mise en usage sous la protection
« d'un gouvernement réparateur, et des lois ainsi
« que des transactions qui constituent le droit pu-
« blic de la Valachie et de la Moldavie, jamais sous
« les bannières du fanatisme, jamais pour assouvir
« les passions qu'il enfante.

« C'est avec le plus vif regret que la Russie a vu « que ses propositions à cet égard n'avaient point « été appréciées par la S. P.; que le gouvernement « turc paraissait se méprendre sur l'importance « d'apaiser les troubles avec la certitude d'en pré- « venir le retour; et que, par le système qu'il « adoptait, il allait émouvoir, en faveur des hom- « mes qui avaient attaqué son autorité, les senti- « mens dont tous les peuples s'honorent les senti- « mens de religion, de l'humanité, de la patrie, et « de l'intérêt qu'inspire une nation réduite au « désespoir.

« Ce que l'empereur craignait le plus pour la « S. P., c'est que les mesures décrétées par le « ministère ottoman n'imprimassent à l'entreprise « des auteurs de la révolution le caractère d'une « défense légitime contre une destruction totale « de la nation grecque et du culte qu'elle pro- « fesse.

« Ces craintes, il faut bien en convenir, ces « craintes ne semblent s'être que trop réalisées.

« Plus d'une fois les provinces où viennent « d'avoir lieu les premières attaques contre la « puissance ottomane étaient devenues le théâtre « des mêmes tentatives, et cependant jamais le « gouvernement turc n'avait armé contre la popu- « lation de ces pays la totalité des sujets musul- « mans, au nom de leur religion en péril. Plus

« d'une fois des dangers non moins réels avaient « menacé la S. P. à des époques même où des « guerres extérieures aggravaient sa position, et « cependant jamais en Turquie une proscription « générale n'avait enveloppé une nation tout en- « tière, ni livré la religion chrétienne aux plus « sanglans outrages.

« Il était heureusement sans exemple qu'un « patriarche de l'Église d'Orient subît un affreux « supplice aux lieux où il exerçait ses augustes « fonctions, un jour que toute la chrétienté ré- « vère, et lorsque ce vénérable pasteur venait de « combler pour le gouvernement turc la mesure « de la loyauté et de l'obéissance.

« L'Europe n'avait pas encore eu la douleur de « voir tous les chefs spirituels et temporels d'un « peuple chrétien, ceux même qui avaient rendu « les plus éclatans services à la S. P., périr sous « la main du bourreau, leurs cadavres profanés, « leurs familles contraintes de fuir une terre de « malheur, leurs propriétés détruites par le fer et « par le feu.

« Elle n'avait pas vu surtout, depuis quatre siè- « cles, la guerre déclarée au culte du Christ, par « la mort de ses ministres, par la ruine de ses « temples, par les insultes prodiguées au symbole « de sa foi divine.

« La S. P. s'expliquera facilement les consé-

« quences qu'entraînerait un tel système, si elle « devait le poursuivre, ou si elle ne pouvait en « réparer les désastreux effets; elle se trouverait « forcément, malgré les intentions les plus bien- « veillantes qu'auraient eues pour elle toutes les « puissances de l'Europe, placée en état d'hostilité « avec le monde chrétien.

« Cette vérité que l'empereur se hâte de faire « signaler au ministère de S. H. est d'autant plus « incontestable, qu'elle a été implicitement re- « connue par les prédécesseurs du souverain qui « règne sur la Turquie. Il suffit d'ouvrir leur his- « toire pour s'en convaincre. Dès qu'ils acquirent « des possessions en Europe, leurs premières trans- « actions avec les puissances chrétiennes vinrent « prouver qu'ils sentaient assez qu'afin que le gou- « vernement turc pût co-exister avec elles, sa « co-existence ne devait ni être le signal de guerre « et d'outrages contre leur religion, ni présager « l'anéantissement d'un peuple qui leur était uni « par tous les liens qu'établissent le culte, les « mœurs et les souvenirs.

« Aujourd'hui il y a plus : pour être admise dans « la situation présente de l'Europe, cette co-exis- « tence devait favoriser l'affermissement des rela- « tions de paix et d'amitié qui subsistent entre les « gouvernemens européens, et que tous s'appli- « quent d'un mutuel accord à rendre de plus en « plus intimes et durables.

« Or, en premier lieu, si les désordres dont le « soussigné a été obligé de retracer l'affligeant ta- « bleau devaient continuer, ou ne comportaient « plus de remèdes, la Russie, loin de trouver un « gage de paix dans la durée de l'empire ottoman, « se verrait au contraire forcée d'accomplir tôt ou « tard ce que lui commanderaient la religion in- « sultée, ses traités enfreints, ses co-réligion- « naires proscrits.

« Au reste, le ministère ottoman doit avoir déjà « jugé, par l'unanimité des représentations qui lui « ont été faites, que la cause que plaide la Russie « est une cause européenne.

« Les deux autres conditions de sa co-existence « indiquées plus haut, sont en effet évidemment « violées.

« La foi que professent les monarques chrétiens « a reçu des outrages qu'ils ne peuvent oublier, à « moins d'une solennelle réparation; et des actes « publics vouent aux supplices et à la mort un « peuple qu'avaient protégé jusqu'à ce jour, et des « stipulations positives, et un respect tacite, mais « indispensable pour les autres peuples de l'Eu- « rope.

« Il serait superflu de citer tous les décrets de « S. H., qui attestent l'exactitude de cette asser- « tion. Ce qu'il y a de trop certain, c'est que ce « ne sont pas uniquement les auteurs des troubles

« et les hommes qui se rangent sous leurs drapeaux, mais la nation grecque prise en masse, « mais les sources de son existence et de sa reproduction, qu'atteignent les mesures arrêtées par la « cour de Constantinople; et pour résumer en peu « de mots les observations qui ont été développées « ici, la S. P. place la chrétienté dans l'alternative « de se demander si elle peut rester spectatrice « immobile de l'extermination d'un peuple chrétien, si elle peut tolérer de continuelles insultes « à la religion, si elle peut admettre l'existence « d'un État qui menace de troubler cette paix « que l'Europe a achetée au prix de tant de sacrifices.

« Forte de la justice de ses réclamations, sûre « d'avoir inspiré à tous ses alliés la conviction de « la pureté de ses vues, la Russie, en prenant la « défense d'un intérêt général, n'a pas cité jusqu'à « présent les titres plus particuliers sur lesquels « elle pourrait fonder sa démarche auprès du « gouvernement turc. Il ne dépendrait que d'elle « néanmoins d'invoquer les stipulations du traité « de Kainardji, et le droit de protection que cet « acte l'autorise à exercer en faveur de la religion « grecque dans tous les États de S. H. Il lui serait « cependant permis de relever une infraction évidente du traité de Bucharest, en citant les propositions que S. E. M. le reis-effendi a consi-

« gnées au protocole de la conférence du 25 avril,
« propositions qui tendent à rendre illusoires tous
« les droits que ledit traité assure à la cour de
« Saint-Pétersbourg, en Valachie et en Moldavie,
« et qui enlèvent même aux habitans de ces mal-
« heureuses contrées la perspective d'un terme à
« leurs souffrances. Il ne tiendrait qu'au gouver-
« nement russe de prouver qu'en vertu de ces
« mêmes traités, jamais il ne *peut* séparer l'intérêt
« qu'il témoigne au gouvernement de l'intérêt qu'il
« doit porter aux chrétiens qui peuplent la Tur-
« quie européenne. Mais c'est sur des considéra-
« tions d'un ordre supérieur, s'il est possible, sur
« des considérations qui se rattachent aux engage-
« mens contractés par toutes les puissances chré-
« tiennes pour le maintien de leur union et de
« leur sécurité, que la Russie appelle aujourd'hui
« la plus sérieuse attention de la S. P. Peut-être
« plus heureux qu'il ne l'a été jusqu'à présent
« auprès de S. H., l'empereur aura-t-il la satisfac-
« tion d'apprendre que ses intentions ont été enfin
« appréciées, et c'est dans cet espoir qu'il a donné
« au soussigné l'ordre d'offrir en son nom à la
« S. P. le dernier service que lui doive la
« Russie.

« La Russie veut encore, à l'égard du gouver-
« nement turc, ce qu'elle a toujours voulu. Elle
« veut, en lui faisant connaître avec franchise les

« dangers auxquels il s'expose, lui indiquer en « même temps la voie de son salut; et s'il persis- « tait à s'en écarter, elle veut le prévenir d'avance « de l'attitude qu'il l'obligerait à prendre.

« Les mesures adoptées jusqu'à ce jour par la « S. P. ne peuvent être considérées que comme « l'effet d'une volonté libre et d'un plan raisonné, « ou d'un système que les circonstances et le fana- « tisme de quelques hommes égarés forcent le « ministère ottoman à suivre malgré lui.

« L'empereur se plaît à croire que cette dernière « supposition est la seule qui puisse être juste, « mais il demande à ce sujet une explication caté- « gorique.

« Si, comme elle aime à le penser, c'est contre le « gré de la S. P. que s'exécutent en Turquie les « mesures dont gémissent la religion et l'humanité, « S. M. I. désire que S. H. prouve qu'elle possède « encore le pouvoir de changer un système qui, « tel qu'il est, ne permettrait plus aux gouverne- « mens chrétiens de traiter ni de composer avec « le gouvernement turc.

« Qu'alors les églises détruites ou pillées soient « immédiatement remises en état de servir à leur « sainte destination; que la S. P., en rendant à la « religion chrétienne ses prérogatives, en lui ac- « cordant la même protection que par le passé, « en lui garantissant son inviolabilité à l'avenir,

« s'efforce de consoler l'Europe du supplice du « patriarche de Constantinople et des profana- « tions qui ont suivi sa mort; qu'une sage et équi- « table distinction s'établisse entre les auteurs « des troubles, les hommes qui y prennent part, « et ceux que leur innocence doit mettre à l'abri « de la sévérité du divan; qu'à cet effet on ouvre « un avenir de paix et de tranquillité aux Grecs « qui seront restés soumis ou qui se soumettront « dans un délai donné, et qu'en tout état de cause « on se ménage les moyens de distinguer les inno- « cens des coupables; que pour mieux constater « cet indispensable changement, le gouvernement « turc, en acceptant les propositions antérieures « du soussigné, mette la Russie à même de contri- « buer dans l'esprit des traités à la pacification « des principautés de Valachie et de Moldavie; « qu'on cherche uniquement à y rasseoir l'ordre « et la tranquillité publique sur des fondemens du- « rables; qu'en un mot l'exemple de ces provinces « puisse être de nature à ramener à l'obéissance les « Grecs qui aiment sincèrement leur patrie.

« L'empereur écartera de sa pensée jusqu'au « dernier moment l'hypothèse contraire à celle « dont il vient d'être question.

« Si cependant le gouvernement turc témoi- « gnait, contre toute attente, que c'est par suite « d'un plan librement arrêté qu'il prend les me-

« sures touchant lesquelles le soussigné lui a déjà « exposé l'opinion de son auguste maître, il ne « resterait à l'empereur qu'à déclarer dès à pré- « sent à la S. P., ainsi qu'il le lui a fait pres- « sentir, qu'elle se constitue en état d'hostilité « ouverte contre le monde chrétien; qu'elle légi- « time la défense des Grecs, qui dès-lors combat- « traient uniquement pour se soustraire à une « perte inévitable; et que, vu le caractère de cette « lutte, la Russie se trouverait dans la stricte obli- « gation de leur offrir asile, parce qu'ils seraient « persécutés; protection, parce qu'elle en aurait le « droit; assistance conjointement avec toute la « chrétienté, parce qu'elle ne pourrait livrer ses « frères de religion à la merci d'un aveugle fana- « tisme.

« En faisant ces déclarations à la S. P., l'em- « pereur croit avoir achevé de remplir jusqu'au « scrupule tous ses devoirs envers elle.

« Une politique moins loyale eût peut-être « profité de l'entreprise des moteurs de la révolu- « tion.

« L'empereur l'a hautement condamnée.

« Avec des intentions moins franches, on se « serait contenté d'avoir tenu ce langage; l'empe- « reur, loin d'y borner sa droiture, a signalé aussi- « tôt au gouvernement turc le moyen de prévenir « les conséquences et les progrès des troubles.

« Il lui a prouvé qu'observateur fidèle des traités, « il souhaitait sincèrement sa conservation, puis« qu'il lui a indiqué les mesures qui pouvaient le « sauver, qu'il a même manifesté le désir de coo« pérer à son salut.

« Il le lui prouve encore aujourd'hui, puisqu'il « lui fait savoir les seules conditions auxquelles la « S. P. puisse éviter une entière ruine, et qu'il « la prévient d'avance que si elle persistait dans « la poursuite d'un plan destructeur, elle ne lais« serait à la Russie que l'option de méconnaître « ses obligations ou de les respecter, et que dans « une semblable circonstance le choix de l'empe« reur ne saurait être douteux.

« Il a été enjoint au soussigné de laisser à la « S. P. un délai de huit jours pour répondre à la « présente communication.

« Au cas que le gouvernement turc exauce les « vœux et réalise toutes les espérances de S. M. I., « en adhérant à ses propositions, le soussigné est « autorisé à convenir avec la S. P. d'un nouveau « délai qui lui garantira la faculté de démontrer à « l'Europe, par le témoignage des faits, que non « seulement elle accepte les conditions qui doivent « constater de sa part un retour à des principes « plus modérés, et qui ont toutes été indiquées « plus haut, mais encore qu'elle s'empresse de les « remplir; et que non seulement elle ne veut pas

« le mal, mais encore qu'elle peut et qu'elle sait « l'empêcher.

« Dans toute autre alternative, le soussigné a « reçu l'ordre d'annoncer à la S. P. qu'il quitterait « immédiatement Constantinople avec tous les « employés et individus appartenans à la légation « de S. M. l'empereur de toutes les Russies.

« Le soussigné saisit cette occasion pour offrir « à la Sublime Porte l'assurance de sa haute consi« dération ».

(Page 354) *Réponse de la Sublime Porte à la note du baron de Strogonoff du* 6-18 *juillet* 1821, *en date du* 26 *juillet* 1821.

« La Sublime Porte a pris connaissance du contenu de la note officielle que lui a présentée le très distingué baron de Strogonoff, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la cour de Russie près la cour ottomane, en date du 6 juillet, vieux style, au sujet des mesures et dispositions qu'elle a prises et continue à prendre à l'égard de la nation grecque, rebelle à son très clément souverain ;

« Quoiqu'il soit de notoriété publique que le système constamment suivi de la Sublime Porte, tant antérieurement qu'en dernier lieu, est fondé sur la ferme résolution d'exécuter religieusement les traités et conventions conclus avec toutes les

puissances amies, et notamment sa voisine bien affectionnée la cour de Russie; que son intention invariable est de conserver toujours avec elle l'amitié la plus pure et la plus parfaite intelligence, et que ses dispositions amicales ont été constatées à plusieurs reprises dans les communications officielles avec ledit envoyé, et les ministres et chargés d'affaires des autres puissances; quoiqu'il soit superflu de répéter ici combien de fois et de combien de manières différentes on a essayé de convaincre ledit envoyé, notre ami, par rapport aux événemens dont il est question dans ladite note;

« Que tous les individus punis à la suite de cette insurrection, et parmi eux le patriarche grec et autres prélats, n'avaient subi que la peine qu'ils avaient méritée;

« Que les insultes faites à quelques églises grecques n'étaient que des désordres commis par des réprouvés de la lie du peuple;

« Que l'adoption de la vie des camps au lieu de celle des villes, et l'armement général de la nation musulmane, n'étaient que des mesures indispensables pour le maintien du bon ordre intérieur, et ne regardent en rien les puissances amies ni les diverses classes des rajas non coupables;

« Que des instructions données au commandant des troupes envoyées par la Sublime Porte en Valachie et en Moldavie n'avaient d'autre but que de

réduire les rebelles et d'en purger ces provinces; que la Sublime Porte n'avait nullement l'intention de changer l'ordre une fois établi, ni de porter aucun préjudice aux priviléges dont jouissent lesdites provinces; qu'aussitôt que la tranquillité aura été rétablie, c'est-à-dire lorsque les brigands qui ont paru dans ces principautés auront été entièrement expulsés, lorsqu'enfin le ci-devant prince de Moldavie, Michel Suzzo et ses adhérens, qui se sont évadés avec lui, ainsi que ceux des scélérats qui auront pu s'enfuir sur le territoire russe ou autrichien, auront tous été remis au gouvernement turc, ou bien publiquement punis sur les lieux mêmes où ils auront été saisis, en présence des officiers des deux gouvernemens, la Sublime Porte procéderait immédiatement à l'installation des *Wayvodes*, et mettrait le plus grand soin à faire observer les anciennes conventions, et à maintenir les priviléges des deux provinces comme par le passé.

« Cependant ledit envoyé, notre ami, s'écartant, contre toute attente et sans aucun motif, du sentier de la modération, fermant l'oreille aux représentations franches et droites de la Sublime Porte, et prétextant des raisons frivoles et contraires aux usages suivis par les légations, témoigna son mécontentement de la démarche du gouvernement; et en prenant le parti de se retirer à Buyukdéré,

il défendit à ses interprètes de communiquer avec la Porte, et interrompit ainsi toutes les relations. Or, quoique les ordres en forme de notification que le ministre de Russie a reçus à la suite de tous ces événemens ne soient fondés que sur les rapports probablement peu conformes à la vérité qu'il a présentés à sa cour, les bonnes intentions et la droiture des procédés de la Sublime Porte dans cette affaire, comme dans toutes les autres à des époques récentes ou reculées, n'en sont pas moins claires comme le soleil en plein midi; elles sont appréciées par les représentans de toutes les puissances de l'Europe et connues de tout l'univers. Vu donc que M. l'envoyé, notre ami, s'est retiré à Buyukdéré, et qu'il a interrompu les communications; et vu surtout que, malgré les fonctions qu'il remplit, il n'a point sollicité la réponse que la Sublime Porte attendait à une dépêche écrite par le reis-effendi au commencement des troubles à Son Excellence M. le ministre des affaires étrangères en Russie, qui fut remise en conférence à M. l'envoyé, la Sublime Porte a dû nécessairement faire connaître directement et sans intermédiaire à la cour de Russie ses dernières intentions à l'égard des affaires en question, intentions toutes basées sur la justice et la droiture. En conséquence, Son Altesse le grand-visir a écrit au long à Son Excellence le ministre

d'état de la cour de Russie en date du 27 ramazan, et voilà comme la réponse précise à donner par la Sublime Porte à cette cour dans le terme de huit jours, a déjà devancé de quinze à vingt jours les demandes exprimées dans la note de notre ami M. l'envoyé. Mais puisque M. l'envoyé a présenté une note officielle expressément pour demander une réponse, nous exposons cette fois-ci, aussi en abrégé, les faits tels qu'ils sont.

« D'abord la nation grecque (cause de tant de désordres, de troubles et de discussions) se trouve être de père en fils sujette et tributaire de la Sublime Porte, qui jusqu'à ce jour l'a favorisée au-delà même de ce qui est compatible avec la qualité de sujet. Les ecclésiastiques surtout, qui sont les chefs de la nation, et les Grecs du fanal, estimés et honorés, jouissaient de grands priviléges, tant par rapport à l'observation de leurs jeûnes religieux que par rapport à leur costume et à leurs habitations. En aucun temps le gouvernement ne s'est ingéré dans les matières concernant leur religion, on n'a point gêné le libre exercice de leur culte, ni touché à leurs églises. Qui plus est, toutes les fois qu'une de leurs églises était consumée par un incendie, ou qu'elle tombait en ruines, on leur permettait, sur leur demande, de la réparer ou de la rebâtir de la manière que la loi mahométane le comporte. Ce-

pendant, méconnaissant cette faveur du ciel, ils ont cédé aux suggestions de l'esprit diabolique, en arborant l'étendard de la révolte contre l'autorité de la Sublime Porte, leur clémente protectrice; malgré cela, la Sublime Porte, toujours fidèle aux principes de magnanimité et de miséricorde qui lui sont naturels, a préféré recourir aux mesures dictées par la compassion; elle s'est empressée d'envoyer sur-le-champ au patriarchat des *boyourdis* (rescrits de grâce) contenant des conseils salutaires. Ces conseils étant parvenus à la connaissance de M. l'envoyé russe, et ayant été approuvés par lui, il en a pris copie. Le véritable but qu'on avait en vue, en adressant les rescrits susmentionnés au patriarche, était de l'engager (le patriarche étant le chef de la nation grecque, et par son influence en état de se faire obéir) à répandre de tous côtés des anathèmes pour exhorter à la soumission, et sauver sa propre nation, en étouffant sans bruit et sans éclat le germe de la rébellion que nourrissaient des rajas égarés, tant dans la capitale que dans d'autres parties de l'empire.

« Mais tout au contraire le patriarche, chef visible de sa nation, était en même temps le chef secret du complot. La plupart des rajas domiciliés dans les lieux où il a publié ses anathèmes, loin de rester sujets fidèles, ont devancé les autres Grecs

dans la rébellion. C'est ainsi qu'entre autres, à Calavrita, bourg dans la Morée, qui est le lieu de la naissance de ce patriarche, les rajas furent les premiers à se soulever, à tuer nombre de musulmans et à commettre mille excès et horreurs. La Sublime Porte a acquis la certitude que le patriarche a pris une part active au complot, et que l'insurrection des rajas de Calavrita était son ouvrage aussi-bien que celui d'autres instigateurs, d'abord par les écrits qui lui sont tombés entre les mains, et ensuite par la propre déclaration de certains sujets de la nation grecque restés fidèles à leurs devoirs.

« Or, tout gouvernement a le droit d'arrêter et de punir sans miséricorde de pareils malfaiteurs, afin de maintenir le bon ordre dans ses états et parmi son peuple. En fait de sédition et de rébellion surtout, on ne doit absolument distinguer ni religion, ni rite, ni condition haute ou basse; c'est pourquoi la Sublime Porte, aussitôt après avoir reconnu la culpabilité du patriarche et de ses partisans, a déposé le premier, et afin que ce poste ne restât pas vacant elle lui a donné un successeur. Ayant ainsi dépouillé le patriarche de sa dignité, et l'ayant réduit à la qualité de simple prêtre, on lui a fait subir la peine capitale, pour en faire un exemple, sans attacher aucune intention particulière au temps et à l'heure de

son exécution. La supposition énoncée par l'envoyé, que le temps et le lieu de cette exécution devaient être considérés comme une insulte préméditée faite à la religion, est entièrement gratuite; jamais la Porte n'a eu un pareil dessein; cette interprétation, absolument fausse, n'a été donnée par aucune puissance amie; une pareille idée n'a passé par l'imagination de personne, soit dans l'empire, soit hors de l'empire; enfin, tout comme la Sublime Porte l'a notifié à diverses reprises, officiellement et conformément à la stricte vérité, tant à M. l'envoyé qu'à ceux des ministres des puissances amies qui ont agité cette question, qu'elle n'a pas eu l'intention de vilipender la religion, elle le répète et le déclare maintenant encore par la présente note.

« Le traité de Kainardji stipule en effet que la religion chrétienne doit être protégée; mais la religion est une chose, et le crime en est une autre; quand même la protection des chrétiens innocens sujets de la Sublime Porte ne serait point stipulée par ce traité, on l'aurait toujours accordée, en vertu des anciennes prescriptions de la sainte loi mahométane; la preuve en est que les Grecs qui n'ont point trempé dans la révolution jouissent de la plus grande tranquillité et sécurité.

« Au reste, les annales de l'empire ottoman présentent d'autres exemples de patriarches qui

ont subi la peine capitale suivant les statuts de l'empire, et il ne serait pas nécessaire d'en chercher dans l'histoire d'autres pays. Cependant il ne sera pas hors de propos d'observer que la Sublime Porte n'ignore point que sous Pierre Ier, tzar de Russie, le patriarche russe a été mis à mort pour des crimes dont il s'était rendu coupable, et que même à cette occasion la dignité patriarcale a été entièrement supprimée dans cet empire. Ce fait étant consigné dans l'histoire de Russie, il est surprenant qu'un ministre tel que M. l'envoyé, auquel rien n'échappe, puisse l'ignorer. Or, un exemple pareil se trouvant dans l'empire de Russie, il est clair que dorénavant on n'en fera plus tant de bruit. L'assertion que la Sublime Porte ait fait démolir les églises, est tout-à-fait dénuée de fondement. Non seulement nombre d'églises anciennes existent comme auparavant à Constantinople et dans l'empire ottoman, et chaque nation y exerce son culte sans qu'aucune soit molestée, mais encore lorsque quelque église tombe en ruine, sur la demande des rajas, le gouvernement, consultant la loi mahométane et agissant d'après les bonnes dispositions et les intentions paternelles dont il est toujours animé pour ses fidèles sujets, leur accorde, comme il est généralement connu, la permission de la réparer ou de la rebâtir sur le même plan.

« Au reste, c'est bien malgré elle que la Sublime

Porte se voit obligée de prendre des mesures de rigueur pour châtier et réprimer les sujets pervers qui se sont révoltés, tant sur terre que sur mer, dans toute l'étendue de l'empire ottoman. Mais, tandis que la rébellion et la perversité, qui déjà ont fait tant de progrès, continuent à se propager et augmentent de jour en jour, comment peut-on proposer à la Sublime Porte de se relâcher de ses mesures de rigueur, et de changer le système qu'elle poursuit?

« La Sublime Porte sait, à n'en pas douter, que la trame ourdie par les Grecs tend à organiser une révolution générale. Cependant elle ne s'est point dépouillée de cette pitié et de cette compassion qu'elle a toujours eue pour ses sujets. Elle n'a point renoncé aux voies de douceur et de modération; enfin elle n'a cessé de protéger, comme par le passé, ceux qui n'ont point manifesté leurs intentions perverses, et elle s'est bornée à frapper et détruire ceux qui ont arboré l'étendard de la rébellion... Elle n'a pas dit: « La « révolution des Grecs étant générale, ma con- « duite vis-à-vis d'eux doit être la même envers « tous. » Il est certain cependant que si un événement pareil était arrivé dans un autre empire, loin d'agir avec tant de modération et de clémence, le glaive de la vengeance serait tombé sur tous en général.

« La Sublime Porte déclare derechef que chacune des affaires en question est réellement telle qu'elle les a présentées dans ses communications officielles depuis le commencement jusqu'à ce jour, et que M. l'envoyé les a jugées sous un faux point de vue.

« Dans les entrevues et les communications qui ont eu lieu sur ces affaires avec les ministres de quelques puissances amies, la Porte leur a franchement fourni les explications sur les divers objets dont il s'agissait, et chacun de ces ministres, animé d'un esprit de modération, a avoué que dans cette occasion la raison était du côté de la Sublime Porte; aucun d'eux n'a proféré les paroles impropres que notre ami M. l'envoyé s'est permises, savoir, « que ces mesures attaquent la religion chrétienne et la nation du Messie »; et confessant au contraire que la Sublime Porte est forcée d'en agir ainsi et qu'elle se conduit avec droiture, ils ont donné une nouvelle preuve de la constante bienveillance, de la rectitude et de la loyauté de leurs cours respectives. Au reste, bien que M. l'envoyé se soit servi de pareilles expressions et ait tenu une pareille conduite, la Sublime Porte considérant néanmoins la cour de Russie, sa voisine, comme une amie sincère et bienveillante, et dont les sentimens ne sont pas douteux, elle se flatte que la bonne intelligence existant entre

S. H. et S. M. I. de toutes les Russies sera d'éternelle durée, et que la Russie prêtera une oreille favorable aux explications et éclaircissemens officiels répétés à plusieurs reprises sur les objets ci-dessus. Quant aux provinces de Valachie et de Moldavie, les désirs de la Sublime Porte se bornent à les délivrer et les purger des brigands qui s'y trouvent, afin d'y établir le repos et la tranquillité; et quoique les troupes ottomanes envoyées dans ces deux provinces aient, grâce à Dieu, châtié les rebelles qu'elles y ont trouvés, ces contrées n'en sont pas cependant encore complétement délivrées. En vertu des traités, la Sublime Porte a exigé que le ci-devant prince de Moldavie, le traître Michel Suzzo, ses partisans et les personnes qui lui appartiennent, lesquels se sont tous enfuis, soient rendus et remis au gouvernement; mais M. l'envoyé a signifié dans une de ses notes antérieurement présentées, à laquelle il n'a pas encore eu de réponse, que la cour de Russie, par un effet de générosité, a pris ces transfuges sous sa protection; or, parmi les puissances, les traités et les stipulations qui touchent l'un ou l'autre gouvernement sont une chose, et la générosité personnelle en est une autre. Personne n'ignore qu'un gouvernement ne peut pas, pour exercer ce qu'il lui plaît appeler *acte de générosité*, violer les stipulations d'un traité qu'il a conclu

avec un autre gouvernement. Le meilleur acte de générosité entre puissances contractantes est de remplir les traités, et l'exactitude à les faire observer est la gloire la plus pure qu'elles puissent acquérir.

« L'extradition des transfuges est considérée par la Sublime Porte comme un point essentiel pour le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité, qui est le but de tous ses efforts. Les troubles qui agitent l'esprit de la victorieuse nation musulmane sont uniquement causés par la fuite, le séjour et la non-extradition de semblables individus. Les mêmes motifs accroissent la juste méfiance que la Sublime Porte nourrit contre la nation grecque. Au contraire, lorsque ces transfuges lui auront été rendus et consignés en vertu des traités, cet exemple salutaire instruira et guidera les nouveaux princes qu'elle nommera et installera aussitôt qu'elle sera rassurée à cet égard. Mais tant que les transfuges resteront dans la position actuelle, et tant que la méfiance continuera à être la même, la Sublime Porte sera obligée de différer la nomination et l'installation des princes, en faisant gouverner les principautés par des caïmacans qu'elle a déjà nommés, et de faire protéger les habitans et le peuple par les officiers qu'elle y a établis. Si la cour de Russie, aimant mieux calmer la méfiance et l'inquiétude d'une grande nation que

continuer une espèce de protection à cinq ou dix individus réfugiés, constate en les livrant à la Sublime Porte, aux yeux de l'Europe entière, son zèle et son exactitude à remplir les traités, sa gloire acquerra un nouveau lustre parmi les puissances observatrices fidèles des conventions, et elle prouvera ainsi la sincérité des sentimens de paix et d'amitié qu'elle professe. La Sublime Porte, parfaitement rassurée alors sur la conduite future des *vayvodes*, procédera immédiatement à leur nomination et à leur installation. Finalement, si en présence de l'univers on mettait dans la balance de la justice et de la droiture, d'un côté, les justes demandes et les griefs légitimes de la Sublime Porte, tant au sujet des transfuges que relativement à la ligne de conduite tenue depuis quelque temps par M. l'envoyé, et de l'autre, les plaintes mal fondées que ce ministre a mises en avant, il est clair qu'on ne trouverait rien à reprocher à la Sublime Porte, et que tout le tort retomberait sur l'envoyé. C'est donc pour représenter cette fois-ci encore le véritable état des choses à M. l'envoyé, notre ami, que la présente note lui est remise. »

(Page 359.) *Note officielle de la Porte ottomane à S. Exc. lord Strangford, ambassadeur d'Angleterre, en date du* 2 *décembre* 1821.

« Communication ayant été faite à tous les ministres de la Sublime Porte, ainsi qu'à chacun des membres du conseil, du contenu des deux pièces renfermant les instructions que le très distingué ambassadeur extraordinaire de la cour d'Angleterre près la Porte ottomane, lord Strangford, notre ami, a données à son drogman; lesquelles pièces, présentées précédemment et en dernier lieu à la Sublime Porte, ont confirmé tout-à-fait les communications faites par le très distingué ambassadeur d'Autriche, notre ami, dans la conférence qui vient d'avoir lieu avec lui, où l'on a agité les points qui sont actuellement en discussion entre la Sublime Porte et la cour de Russie, et qui sont relatifs à quelques autres représentations; et le résultat de cette conférence ayant aussi été communiqué auxdits ministres et membres du conseil, le tout est parvenu à leur connaissance.

« Il est superflu de dire qu'il est aussi peu nécessaire de donner des preuves de la bonne opinion que la Sublime Porte a eue de tout temps de la cour d'Angleterre, sa plus grande et sa plus affectionnée amie, de sa confiance en elle et de l'amitié réelle et non équivoque qui subsiste réci-

proquement entre les deux illustres cours, qu'il l'est de déclarer que la Porte a également en vue, d'accord avec les puissances amies, la continuation de la tranquillité générale; qu'elle n'a d'autre but que celui-là; qu'elle ne voudra jamais commettre l'action détestable de violer les traités et de commencer la première la guerre; et que son attention et ses soins scrupuleux à remplir exactement, et à la lettre, les traités conclus envers la cour de Russie, sont constamment prouvés.

« Cependant, tandis qu'il est nécessaire qu'en revanche la Russie, de son côté, observe d'abord, avant l'exécution d'aucun autre article, celui de l'extradition des transfuges (premier point de discussion, mais qui n'est sujet à aucune interprétation, et qui, vu l'état de rébellion, ne doit absolument éprouver aucun retard), elle a signifié que dans les circonstances actuelles elle ne peut pas, quel qu'en soit le motif, rendre les transfuges que la Sublime Porte lui demande en vertu des traités, et parce qu'elle considère cette extradition comme essentielle au rétablissement de la tranquillité. Quant à la nation grecque, qui forme des projets imaginaires de se créer une patrie, et de se rendre indépendante, elle a commencé par se révolter d'abord dans les deux principautés, puis dans quelques autres endroits de l'empire ottoman. Comme jusqu'à ce moment-ci elle lève l'étendard

de la révolte, et fait la guerre dans différentes provinces, la Sublime Porte, dans le seul but de maintenir le bon ordre dans ses États, et de rétablir la tranquillité publique, procède à la punition des rebelles suivant l'impulsion de la nécessité, et d'après ce qu'exigent les droits de la souveraineté et l'intérêt de ses affaires intérieures. Dans cet état de choses, il y aurait beaucoup d'inconvéniens de retirer les troupes ottomanes de la Valachie et de la Moldavie, à nommer et à y envoyer des princes, car ces provinces seraient alors l'asile et le refuge des rebelles et des brigands.

« Quoi qu'il en soit, il paraît qu'en mettant ces prétentions en avant, le but de la Russie est de s'acquérir du relief en Europe, en faisant faire ce qu'elle veut; mais le fait est que pour la Sublime Porte le point en question est sujet (et cela est clair comme le jour) à toutes sortes d'inconvéniens, soit sous les rapports civils et nationaux, soit sous ceux de la loi et de la religion. C'est peut-être une chose qui, comme on l'a déjà vu par les communications que la Sublime Porte a faites par le passé et en dernier lieu, peut conduire à troubler de nouveau cette même tranquillité qu'on désire rétablir, et à porter atteinte à son autorité et à ses droits.

« La Sublime Porte s'empresse donc de déclarer sincèrement à ses amis qui veulent la tranquillité

générale, et qui reconnaissent pour juste la raison évidente qu'elle a pour différer son consentement à ce point, du moins dans ce moment-ci, que puisqu'on annonce que la Russie ne peut pas rendre actuellement les transfuges, quel qu'en soit le motif, tout ce que la Porte peut faire, et cela uniquement dans la vue de conserver la paix avec la Russie, et par égard pour les représentations bienveillantes que la cour d'Angleterre vient de faire à ce sujet, c'est d'ajourner sa juste prétention sur les transfuges.

« Mais quant au point d'évacuer les deux principautés et d'y envoyer de nouveau des princes; comme les Grecs se sont soulevés en annonçant qu'ils voulaient délivrer la Grèce; qu'ils se sont soulevés en divers endroits, et qu'ils sont encore aujourd'hui en état de révolte; enfin, comme la première rébellion a éclaté au milieu de la Valachie et de la Moldavie, il est impossible pour le moment, c'est-à-dire tant que la révolte des Grecs n'est point apaisée, soit par la punition, soit par la soumission des rebelles, et par leur recours à la clémence, et tant que la Sublime Porte ne sera pas convaincue qu'il n'y a plus rien à appréhender de leur part, de nommer princes deux individus d'entre eux, et de leur confier l'administration de deux riches et fertiles provinces faisant partie des États héréditaires de Sa Hautesse.

« Personne ne doit révoquer en doute que la cour de Russie, en persistant dans sa demande sur un point tel que celui-ci, point tout-à-fait incompatible avec les réglemens intérieurs de la Sublime Porte (ce qui est clair comme le jour), ne fasse une chose contraire au droit des gens et des gouvernemens.

« On peut donc modifier cette affaire en dernier ressort et de cette manière, savoir : que jusqu'à ce que la rébellion cesse, la Sublime Porte fasse garder les deux provinces par les officiers qu'elle y a établis, seulement avec le nombre de troupes suffisant pour protéger le pays contre les brigands, sans que les rajas soient molestés et vexés le moins du monde; qu'elle remette aux Grecs les affaires qui concernent les principautés, ainsi que cela se pratique aujourd'hui, par les caïmacans qui sont aussi grecs; et que quant à présent l'évacuation des provinces et la nomination des princes soient différées.

« Quant à l'affaire des églises, qui est un des points en discussion, aussitôt que la révolte sera apaisée on consentira, autant que la loi le permet, à la réparation et à la reconstruction de celles qui existaient autrefois, de quelque manière qu'elles aient été endommagées.

« Pour ce qui regarde le libre exercice de la religion chrétienne comme par le passé, la Sublime

Porte n'a en aucun temps rien dit contre cet exercice.

« Les punitions que la Porte inflige aujourd'hui se bornent aux seuls individus qui en rébellion ouverte refusent l'amnistie, et il est connu que l'on continue à protéger ceux qui n'ont point levé l'étendard de la révolte. Dès le moment que la rébellion aura cessé, les punitions cesseront aussi. On met encore, comme on l'a toujours fait, le plus grand soin à distinguer l'innocent du coupable, au point que, bien que l'on sache que la conjuration est générale, s'attachant toutefois aux apparences, on ne dit absolument rien à ceux des Grecs qui n'ont point levé l'étendard de la révolte, et ils sont même protégés comme autrefois. Tout cela étant généralement connu, et S. Exc. M. l'ambassadeur convenant de la vérité do tous ces faits, il est surperflu de les répéter ici.

« On aime à croire que de la même manière que tous les amis de la Porte, en écoutant avec un esprit de modération ses justes plaintes sur les points ci-dessus, qu'elle a prouvé être toutes fondées sur la justice, et toutes conformes au droit, à l'équité et à la vérité, avouent sans hésiter qu'elles sont telles, de même la cour de Russie aura aussi, de son côté, égard à ce qui est de droit et de justice.

« Dans cet esprit, la Sublime Porte prie la cour

d'Angleterre, dont la bienveillance envers les deux parties n'est pas douteuse, qu'en mettant en œuvre ce que son amitié sincère et la justice exigent, elle veuille employer ses bons offices à l'effet d'aplanir finalement, de la manière ci-dessus, les différends existant entre la Sublime Porte et la cour de Russie. C'est à cette fin que la présente note a été rédigée et remise à S. Exc. M. l'ambassadeur. »

Nous ne donnons aucune des pièces des négociations de 1822 entre la Russie et la Porte, parce qu'elles offrent, de part et d'autre, la répétition fastidieuse des mêmes griefs et des mêmes argumens que l'on vient de voir dans celles de 1821. On y voit que la Porte, sans contester à la Russie le droit d'intercéder en faveur des rajas grecs et de les protéger en temps ordinaire, lui refusait celui de favoriser sourdement leur insurrection; et quant à l'évacuation des deux provinces, qu'elle était décidée à l'exécuter pourvu que la Russie elle-même évacuât les frontières d'Asie, et que les limites des deux empires fussent de ce côté rétablies sur l'ancien pied, conformément aux stipulations du traité de Bucharest, enfin pourvu que l'extradition des transfuges, autre condition du même traité, fût exécutée : tel est le sens et la substance des réponses faites aux notes des ministres des deux puissances médiatrices, M. de Strangford,

M. de Lutzow, internonce autrichien, et à M. de Strogonoff lui-même.

La Porte parle en 1822, comme avant et depuis, de l'abus que ses adversaires ont fait de sa patience et de sa longanimité; et si elle n'était pas l'ennemie des Grecs, on serait forcé consciencieusement de trouver ses plaintes fort justes.

(Page 378.) *Note du secrétaire d'état de S. M. l'empereur de toutes les Russies, comte de Nesselrode, à lord Strangford, ambassadeur de la Grande-Bretagne, datée de Saint-Pétersbourg le 7 (19) mai* 1823.

« Milord, la lettre que votre excellence m'a fait présenter sous la date du 28 février, ainsi que la note y jointe du reis-effendi, me sont parvenues il y a peu de jours. Je me suis empressé de les mettre sous les yeux de l'empereur. S. M. I. me charge, milord, de vous assurer qu'elle sait apprécier ce premier résultat de vos efforts : vous connaissez ses sentimens; vous savez que la paix sera toujours l'objet de ses vœux les plus chers. La démarche actuelle du reis-effendi a un caractère amical, et prouve que la Porte désire se rapprocher de la Russie. Cette démarche, considérée sous ce point de vue, ne peut qu'être satisfaisante pour S. M. I.; sous d'autres rapports elle ne paraît pas

moins importante. Pour la première fois, le langage du ministère ottoman annonce l'intention d'une réconciliation; les sentimens de l'empereur sont appréciés; la promesse est faite de remplir les traités existans; une des formalités est observée.

« Si donc on rapproche la lettre du reis-effendi des documens antérieurs émanés du cabinet de Constantinople; si l'on se rapporte aux procès-verbaux des conférences qui eurent lieu avant votre départ pour Vienne, on reconnaît, milord, que la politique du divan s'est améliorée : on aperçoit les progrès que vous avez su faire, la confiance que vous avez inspirée; et l'empereur voit avec satisfaction dans les événemens présens, le gage de vos succès ultérieurs.

« Cette ombre d'amélioration, l'empereur l'a saisie; Votre Excellence s'en convaincra par la réponse ci-incluse que je transmets au ministère ottoman d'après l'ordre de l'empereur. Permettez-moi, milord, de vous exposer le véritable but de cette réponse et d'en développer les motifs.

« Vous ne vous êtes pas sûrement dissimulé tout ce que nous laisserait à désirer la lettre du reis-effendi : vous êtes trop juste et trop éclairé pour ne pas le sentir. Des trois conditions qu'a mises l'empereur au rétablissement de ses relations diplomatiques avec la Porte, et qui sont exprimées aussi dans les procès-verbaux des conférences de

Vérone relativement aux affaires de l'Orient, une seule a été remplie; et même ce point, le seul qui ait été observé, n'était qu'une question de pure formalité.

« La communication faite par le reis-effendi prouve, il est vrai, que les Turcs sont devenus accessibles aux conseils de la raison et d'une saine politique, mais il ne faut pas oublier que les Turcs, en stipulant « qu'à l'avenir les hospodars des deux « principautés seront choisis parmi les nobles de « la Moldavie et de la Valachie », ont introduit un changement dans la manière d'administrer ces provinces.

« Cependant la Russie, en vertu des traités, ne peut demeurer étrangère à aucune des mesures concernant l'organisation administrative de la Valachie et de la Moldavie. Pour qu'un changement de cette nature soit légal, il faut en faire part à la Russie, et obtenir d'elle qu'elle le confirme formellement. La communication dont il est question ici n'est donc pas un sacrifice de la part du divan. Son propre intérêt l'a porté à se ménager les moyens de pouvoir obtenir un consentement qui lui était devenu nécessaire, et l'empereur ne ferait qu'user d'un droit incontestable, si avant de se prononcer sur ce changement, il prenait des mesures pour s'assurer jusqu'à quel point cette innovation est avantageuse au pays où elle a été intro-

duite. Mais comme S. M. veut écarter tout sujet de discussion, elle apprécie la position difficile où la Porte s'est trouvée relativement au choix des hospodars. En conséquence, l'empereur est prêt à admettre le nouveau principe d'après lequel leur nomination a eu lieu. Il vous a même autorisé à en informer le gouvernement turc, si vous trouviez dans la suite de vos négociations une prévenance qui justifiât cette preuve de condescendance.

« Je ne m'étendrai pas ici sur le système de la Porte, qui persiste à vouloir rattacher aux questions actuelles un objet traité antérieurement. Jamais la Russie ne pourra reconnaître que ce rapport existe. Votre Excellence en est certainement convaincue, et le succès de vos démarches pour que la Porte changeât de langage, nous fait espérer que vous réussirez également à faire exclure de ses communications ultérieures cette prétention, ainsi qu'à la persuader qu'elle commet une faute essentielle en confondant de cette manière des objets de discussion tout-à-fait distincts de leur nature. Mais si des exceptions aussi manifestes n'étaient pas propres à nous encourager à rétablir immédiatement nos relations diplomatiques avec la Porte, d'autres faits incomparablement plus importans encore devaient nécessairement faire ajourner les résolutions que l'empereur avait pres-

que déjà prises, et l'empêcher de suivre prématurément l'impulsion de ses désirs.

« Au moment même où je reçus la lettre de Votre Excellence, au moment même où la Porte donnait à Sa Majesté Impériale l'assurance de l'évacuation complète des principautés de Moldavie et de Valachie, et de son respect pour les conventions par lesquelles les prérogatives de ces provinces ont été fixées et consacrées, un commandant turc exerçait au milieu de la ville de Bucharest une action aussi inquiétante pour les malheureux habitans de ces deux principautés, que contraire aux stipulations les plus solennelles et aux promesses les plus récentes. Un boyard qui venait de rentrer dans sa patrie fut subitement enlevé et emmené, sur un ordre du pacha de Silistrie, à l'insu de l'hospodar, sans enquête préliminaire, sans jugement, contre les lois du pays; et on ne connaît pas encore le sort ultérieur de cet infortuné. Nous n'avons jamais connu M. Vellara (c'est le nom du boyard), nous ne pouvons pas non plus dire comme l'Autriche, que nous l'avons expressément engagé à rentrer en Valachie et que nous lui avons garanti sa sûreté. Mais Votre Excellence connaît trop bien la manière de penser de Sa Majesté Impériale pour pouvoir douter de l'impression que la mesure prise contre Vellara a dû produire sur ce monarque.

« Si ce boyard est innocent, comme on est obligé

de le supposer jusqu'à ce que le contraire soit prouvé, la conduite du pacha turc forme aux yeux de l'empereur la violation la plus manifeste de tous les priviléges dont les principautés jouissent; s'il est coupable, son enlèvement n'en est pas moins une violation des conventions qui assurent aux Moldaves et aux Valaques le droit d'être jugés par leurs propres tribunaux. En outre, Vellara aurait dû participer au bienfait de l'amnistie générale proclamée par le gouvernement turc, ou bien il ne sera jamais possible d'accorder foi aux promesses de ce gouvernement; il ne sera jamais permis d'inviter ses sujets à lui donner des preuves de confiance et de fidélité.

« Vous devez déjà, milord, avoir connaissance du point de vue sous lequel la cour d'Autriche a considéré ce déplorable acte de violence, ainsi que de la demande d'une juste satisfaction que l'internonce eut ordre de faire à la Porte. Il n'appartient pas à la Russie, dans l'état actuel de ses discussions avec le divan, de faire les mêmes demandes; mais je laisse au jugement de Votre Excellence de décider si, tant que le ministère ottoman n'aura pas pris à l'égard de Vellara les mesures indiquées par le prince de Metternich dans sa dépêche au baron Ottenfels, sous la date du 20 avril, le retour de nos agens dans les principautés peut avoir lieu. Est-ce qu'un agent russe

pourrait tolérer de semblables violences ou seulement en être spectateur ?

« Je passe à une autre circonstance qui devait vivement frapper l'empereur. Peu de jours après avoir reçu votre lettre, on m'a envoyé d'Odessa le nouveau firman concernant la marine commerciale turque, et contenant des dispositions auxquelles les bâtimens et les négocians des nations européennes devront se conformer dans tous les ports du Levant. Pour vous donner une juste idée, milord, des conséquences dont ce décret menace le commerce de la mer Noire, je vais vous communiquer les observations suivantes qu'on a faites en marge de ce firman, et qui démontrent de la manière la plus évidente que ce décret va plonger le commerce en question dans une inaction complète.

« Le firman n'accorde au fond le privilége de ce commerce qu'au pavillon turc, et aujourd'hui il n'y a plus de marine commerciale turque : il prive les bâtimens européens de la faculté d'échanger entre eux leurs cargaisons dans les ports du Levant ; il soumet leur chargement à des difficultés jusqu'ici inconnues ; enfin, il entrave le passage du Bosphore pour les vaisseaux espagnols, portugais, napolitains, danois et sardes.

« Veuillez maintenant, milord, avoir la bonté de considérer que les bâtimens sous pavillon russe eux-mêmes sont tous les jours exposés à être

visités et retenus, et vous conviendrez sans doute que la Russie ne saurait consentir à des mesures semblables. L'empereur fait depuis deux ans les plus grands sacrifices au bien général; mais il ne peut continuer à voir que pour prix de sa longanimité, des innovations éternisent les souffrances de son commerce, et fassent un tort aussi sensible au bien-être de ses peuples.

« Voilà les motifs qui, à Vienne et à Vérone, nous engagèrent à des explications si claires sur le point des relations commerciales. Une assimilation comme autrefois, ou la liberté de passage pour les bâtimens de commerce de toutes les puissances européennes, sont les seules mesures que l'expérience nous permet de proposer; elles forment une alternative dont nous ne pouvons nous désister.

Il est encore deux autres points que nous ne pouvons regarder avec indifférence. Quoique la Porte nous assure qu'elle a depuis long-temps ordonné à ses troupes de se retirer des deux principautés, c'est pourtant un fait que l'évacuation de ces deux principautés n'est pas complète, et que les pachas de Giurgewo, de Silistrie et d'Ibraïl commandent encore à Jassy et à Bucharest. Vous savez mieux que personne, milord, qu'aucun événement extraordinaire, aucun besoin pressant ne rend nécessaire le séjour prolongé des troupes

turques dans la Valachie ni dans la Moldavie; que ce séjour doit nécessairement amener des exactions et des désordres; qu'il est contraire aux conventions existantes, et que la prépondérance ne saurait être douteuse entre des hospodars placés seulement à la tête de l'administration civile, et des pachas commandant la force militaire. Je m'abstiens de toute remarque ultérieure sur un semblable état de choses; V. E. le connaît, et vous sentirez combien il importe de le faire cesser.

« Enfin, milord, le protocole de Vérone, qui explique les conditions auxquelles l'empereur de Russie subordonne le rétablissement de ses relations diplomatiques avec le gouvernement ottoman, détermine aussi une alternative à l'égard des affaires de la Grèce.

« Nous respectons les motifs qui vous ont engagé à ne pas faire connaître au divan cette partie des demandes de S. M. I.; néanmoins elle ne paraît pas moins essentielle aux yeux de l'empereur.

« L'humanité elle-même nous dicte nos demandes; les traités nous y autorisent puisqu'ils reconnaissent à S. M. I. un droit de protection en faveur de la religion grecque dans toute l'étendue de l'empire ottoman.

« Les dernières instructions que V. E. a reçues du cabinet de S. M. B. ne nous laissent aucun doute sur les moyens qui sont à votre disposition,

milord, pour atteindre l'objet de nos vœux. Voilà pourquoi une explication claire avec la Porte sur ce point nous paraîtrait plus naturelle, et nous la considérons dès l'origine comme une condition préliminaire indispensable à toute réconciliation complète.

« Je n'ai mentionné ni dans ma lettre au reis-effendi, ni dans celle que j'ai eu l'honneur de vous adresser, la note par laquelle le ministère ottoman communique aux puissances alliées, d'après leurs représentations, le contenu de la lettre officielle qu'il m'avait envoyée. On reconnaîtra indubitablement la modération ordinaire de l'empereur dans le silence qu'il garde vis-à-vis du divan à l'égard de cette note, quelque peu satisfaisant qu'en soit le contenu et quelque peu admissibles que doivent paraître les prétentions qu'elle annonce. Mais un acte de cette importance devait nécessairement influer sur les décisions de S. M., et venant coïncider avec les faits cités plus haut, il devait déterminer la marche que la Russie aura à suivre envers la Porte.

« Plus l'empereur désire la paix, plus il doit éviter toute mesure qui pourrait la mettre en péril. Il lui aurait sans doute été agréable de se rendre à l'avis de Votre Excellence, et d'envoyer un chargé d'affaires à Constantinople; mais Sa Majesté devait avant tout considérer la situation dans la-

quelle cet agent se serait trouvé lors de son arrivée dans la capitale de la Turquie. S'il eût gardé le silence sur toutes les circonstances mentionnées plus haut, sur tout ce qui regarde les principautés de Moldavie et de Valachie, sur les intérêts du commerce, sur les affaires de la Grèce, sur la prétention du ministère ottoman d'établir une liaison entre les discussions actuelles et une négociation antérieure, il se serait donné l'air de sacrifier les droits et les intérêts de la Russie. Eût-il au contraire protesté contre l'enlèvement de Vellara, contre l'inutile présence des troupes ottomanes dans les principautés et contre le firman relatif à la navigation commerciale; eût-il mis en avant la question grecque; eût-il repoussé avec énergie le principe de la liaison dont on vient de parler, et que la Porte paraît décidée à maintenir, il aurait couru le risque d'amener en peu de jours une rupture décidée.

« Les résolutions prises par S. M. I. préviennent, autant qu'il est en elle, l'un et l'autre danger. Elles sont d'une nature conciliante, puisqu'elles rendent justice à ce que la démarche de la Porte peut offrir de satisfaisant. Elles sont conformes aux vœux connus des alliés, puisqu'elles préviennent la possibilité d'un choc. Elles offrent à V. Exc. des moyens puissans de négocier, puisqu'elles vous mettent à même d'exposer encore aux Turcs

combien les sentimens de l'empereur sont pacifiques, et de leur notifier qu'ils peuvent obtenir l'assentiment de la Russie aux changemens faits à son insu dans le gouvernement intérieur des principautés; puisque enfin vous pouvez donner aux Turcs l'assurance qu'ils verront les rapports diplomatiques entre les deux empires heureusement rétablis aussitôt qu'ils auront confirmé leurs déclarations par le témoignage des faits, lorsqu'ils auront rempli avec sincérité les traités existans, et rapporté les mesures qui en sont une violation manifeste.

« L'empereur se plaît à croire que les observations contenues dans la lettre présente vous mettront en état d'opérer cet heureux résultat : il est digne de vous; il intéresse l'Europe, et vous aurez la gloire d'avoir rendu un service signalé à toutes les puissances amies de la paix.

« J'ai l'honneur, etc., etc.

« NESSELRODE. »

Copie d'un office du secrétaire d'état de S. M. l'empereur de toutes les Russies, comte de Nesselrode, au reis-effendi de la Sublime Porte. (Page 378.)

« Saint-Pétersbourg, 6 (18) mai.

« J'ai reçu la lettre que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'écrire par l'intermédiaire du lord Strangford, et je me suis empressé de la mettre sous les yeux de l'empereur.

« S. M. I. m'a ordonné d'y faire la réponse suivante :

« Elle se félicite sincèrement d'y voir énoncer l'intime conviction que le maintien et la continuation de la paix entre les deux empires ont toujours formé le véritable objet de ses vœux.

« La Porte ottomane a dû en acquérir la preuve depuis long-temps. L'empereur a réclamé des droits que des traités lui assurent ; il a signalé avec franchise les dangers auxquels la violation de ces traités exposait l'empire ottoman ; mais jamais des vues hostiles ne l'ont animé, et lorsque, même au milieu d'une déplorable complication, ses avertissemens et ses conseils étaient méconnus, il n'a fait adresser au divan, par son ministère et ses alliés, que des représentations et des propositions qui attestaient une véritable sollicitude pour les intérêts même de la Porte. C'est donc avec raison que l'ambassadeur de S. M. le roi de la Grande-Bretagne a assuré le gouvernement turc des dispositions toujours amicales de l'empereur et de la modération qu'il fait présider à sa politique.

« Les sentimens de S. M. I. ne changent pas ; elle a appris avec satisfaction, par la lettre de V. Exc., que la Porte ottomane tenait à l'exécution des traités ; que fidèle à l'usage, et respectant les droits de la Russie, elle lui notifiait la nomination des nouveaux hospodars dans les deux principau-

tés ; qu'elle avait donné aux troupes turques l'ordre d'évacuer complétement les provinces, et qu'elle les ferait jouir des prérogatives que les traités leur accordent.

« Ce premier pas de la Porte vers l'ajustement définitif des différends qui se sont élevés entre les deux puissances, ne pouvait qu'être agréable à S. M. I. Il lui permet de croire que les autres points qui sont à régler, le seront incessamment d'une manière conforme aux intérêts de son empire et aux droits que lui garantissent les traités. Les progrès successifs de lord Strangford dans la négociation qui lui est confiée, joints au témoignage des faits et à la scrupuleuse exécution des ordres donnés par la Porte pour l'entière évacuation de la Valachie et de la Moldavie, offriront ainsi à l'empereur la possibilité de renouer ses anciennes relations avec le gouvernement turc. Ce n'est qu'alors que le rétablissement d'une légation russe à Constantinople pourra avoir lieu. Cette légation russe serait chargée à cette époque de vouer tous ses soins à la négociation générale qui avait été ouverte avant les événemens de l'année 1821, et de la poursuivre sur la même base et d'après le même mode : car cette négociation n'ayant aucun rapport avec les différends actuels, ne pourra être reprise que quand ceux-ci seront entièrement aplanis ; mais c'est ce dernier résultat qu'il s'agit avant tout d'amener. Les

véritables intérêts de la Porte ottomane le demandent ; et pour prouver jusqu'à quel point il entre dans les vues de l'empereur, S. M. I. m'a autorisé à ne pas consigner dans la présente lettre les observations que devaient motiver plusieurs passages de l'office de S. Exc., et plus d'une mesure adoptée en dernier lieu par le gouvernement turc.

« Lord Strangford doit faire connaître au divan la pensée de l'empereur à ce sujet.

« Mon auguste maître se flatte qu'un procédé semblable de sa part, et le but des nouvelles communications de l'ambassadeur d'Angleterre, seront appréciés par la Porte.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« Le comte de Nesselrode. »

(Page 394.) *Extrait d'un Mémoire du cabinet de Pétersbourg sur la pacification de la Grèce, expédié dans le courant de l'année* 1824.

« L'empereur, à la suite des efforts pour étouffer dans le midi de l'Europe les semences de désordre qui y avaient fait de si dangereux progrès, croit le moment venu de s'occuper des moyens de pacifier le Levant.

« Il devient nécessaire de mettre un terme aux troubles qui agitent la Grèce ; ils amènent un résultat funeste pour le commerce de la Russie dans le Levant en paralysant l'industrie d'une grande

partie des provinces de l'empire russe : l'empereur a fait à l'amour de la paix et au désir de consolider les nœuds qui l'attachent à ses alliés d'immenses sacrifices. Grâce à l'habileté de lord Strangford, la Porte a consenti à satisfaire aux justes demandes de la Russie. Dès-lors l'empereur a fait partir le conseiller d'état Mintziaky pour Constantinople. S'il n'a point envoyé d'ambassadeur, comme il l'avait annoncé à Czernowitz, c'est que les plus fortes considérations s'y sont opposées. Les Turcs ne manqueraient pas de regarder la présence d'un ambassadeur comme une victoire décisive sur les Grecs; et cependant si la lutte continuait, qu'arriverait-il? En cas de succès de la part des Grecs, l'ambassadeur russe ne manquerait pas d'être l'objet de tous les soupçons du divan; on lui supposerait des intelligences avec les révoltés; sa position deviendrait la même que celle du baron Strogonoff à l'époque de l'entreprise criminelle des princes Ypsilanti : les protestations de cet ambassadeur ne furent point écoutées, et il fut obligé de quitter Constantinople. En cas de triomphe des Turcs, comment cet ambassadeur russe pourrait-il rester spectateur des horreurs et des cruautés auxquelles un peuple barbare ne manquerait pas de se livrer? sa présence donnerait lieu de calomnier les sentimens de l'empereur, de lui supposer l'intention de replacer les Grecs sous un pouvoir

anarchique et barbare, et de ranger sur la même ligne les mahométans et les chrétiens.

« D'un autre côté, il est essentiel que les puissances qui sont parvenues à comprimer les révolutionnaires dans les deux péninsules, évitent de voir la cause des Grecs se renforcer par l'affluence de tous les révolutionnaires des contrées où l'ordre a été rétabli.

« Ce ne sera que par une prompte coopération des alliés qu'il sera possible de prévenir une plus longue suite de calamités, et d'arrêter l'effusion du sang qui a déjà coulé pendant trois campagnes.

« Suivant toutes les probabilités, la quatrième n'amenera pas des résultats plus décisifs.

« La Porte, toujours pleine de l'orgueil de ses anciennes victoires, veut arriver à une souveraineté absolue; les Grecs, aguerris par trois années de résistance et de succès, visent à une indépendance absolue. La solution du problème doit se trouver entre ces deux extrêmes.

« Le cabinet de Russie propose les moyens de pacification suivans, comme un juste milieu entre des prétentions exagérées et opposées, qui paraissent assurer aux Grecs des garanties devenues nécessaires, aux Turcs des avantages utiles et réels au lieu d'une souveraineté sujette à être méconnue et attaquée.

« On pense donc, d'après des exemples qui ap-

partiennent à la Turquie elle-même que l'on pourrait établir trois principautés en terre-ferme.

« La première, composée de la Thessalie, de la Béotie et de l'Attique ou la Grèce orientale;

« La seconde, de l'ancien littoral vénitien, abstraction faite de ce qui appartient à l'Autriche, de l'Épire, de l'Acarnanie ou de la Grèce occidentale;

« La troisième, de la Morée, à laquelle on pourrait joindre l'île de Candie, ou la Grèce méridionale.

« Les îles seraient soumises au régime municipal et gouvernées à peu près comme elles l'ont été jusqu'à présent.

« En 1465, les Turcs ayant conquis la Valachie y établirent des princes soumis à la suzeraineté du divan, avec le privilége de ne point recevoir les troupes ottomanes.

« En 1536, Soliman Ier accorda les mêmes priviléges à la Moldavie après l'avoir vaincue. Postérieurement, ces priviléges ont été modifiés, étendus et placés sous la garantie de la Russie.

« En 1774, Mustapha III a voulu établir une principauté en Morée; malheureusement il mourut dans la même année, et le projet fut abandonné.

« On objectera peut-être que la Porte s'est toujours montrée extrêmement contraire à toute intervention étrangère dans le cours des nouvelles

négociations. Cependant les annales des époques antérieures fournissent aussi des exemples d'une intervention étrangère admise par le divan. En 1774, à la paix de Kaïnardji, en 1779 et en 1802, l'intervention de la Russie et de la Prusse a été admise.

« La Russie pense que les Grecs ne peuvent raisonnablement porter plus loin leurs espérances. Ils jouiraient d'une liberté et d'une franchise absolue de commerce et auraient leur propre pavillon.

« Le patriarche grec, qui continuerait de résider à Constantinople, y serait en quelque sorte le représentant de la nation.

« Les Turcs conserveraient garnison dans quelques forteresses, avec un rayon au-delà duquel ils ne pourraient l'étendre.

« Il n'y aurait d'ailleurs ni pacha ni gouverneur, mais chacune des principautés paierait un tribut proportionné à son étendue et à sa richesse.

« Les réglemens relatifs à l'organisation intérieure deviendraient l'objet d'une seconde négociation entre les puissances.

« La Porte de son côté aurait un véritable avantage à négocier. Une quatrième campagne n'aura vraisemblablement pas plus de succès pour elle que les précédentes, et l'arrangement proposé lui assurerait la paix et la tranquillité, et des revenus

réguliers provenant des tributs des diverses principautés.

« Jusqu'à présent les pachas rebelles troublaient à chaque instant son repos, et gardaient pour eux-mêmes les trésors qu'ils arrachaient au peuple; ces révoltes ou soulèvemens des pachas ambitieux et avides cesseraient.

« Mahomet II a accordé aux îles d'être simples tributaires. Ce mode aurait d'ailleurs pour les alliés l'avantage de leur permettre de garantir l'affranchissement de la Grèce sans dévier des principes qui font la base de leur politique, et sans avoir l'apparence de vouloir favoriser des projets d'une indépendance absolue.

« La Russie propose donc,

« 1°. D'approuver les avis énoncés dans ce mémoire;

« 2°. De convenir que des instructions analogues seront adressées aux ambassadeurs et ministres alliés à Constantinople;

« 3°. De laisser à ces ministres toute la latitude nécessaire;

« 4°. De convenir que l'on pourrait communiquer successivement toutes les parties du plan de pacification proposé par l'alliance;

« 5°. D'informer les ministres qu'ils rempliront le désir des alliés en faisant adopter par la Porte le principe d'une intervention;

« 6°. Il faudrait représenter à la Porte que la création de trois principautés diminuerait l'intensité des forces de la Grèce, et que, comme la Porte aurait la nomination des hospodars, princes ou autres, elle s'attacherait par là les familles les plus importantes parmi les Grecs. »

(Page 401.) *Convention conclue entre la Russie et les États-Unis pour la limitation de leurs possessions sur la côte nord-ouest de l'Amérique, et signée à Pétersbourg le 17 avril 1824.*

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

Le président des États-Unis d'Amérique et S. M. l'empereur de toutes les Russies, voulant cimenter les liens d'amitié qui les unissent, et assurer entre eux le maintien invariable d'un parfait accord, moyennant la présente convention, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir, le président des États-Unis d'Amérique, le sieur Henri Middelton, citoyen desdits États, et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. I.; et S. M. l'empereur de toutes les Russies, les âmés et féaux, les sieurs comte Charles-Robert de Nesselrode, conseiller privé actuel, membre du conseil d'État, secrétaire d'État dirigeant le ministère des affaires étrangères, chambellan actuel, chevalier de l'ordre de Saint-Alexandre Newsky, grand'croix de l'ordre de Saint-

Wladimir de première classe, chevalier de celui de l'Aigle-Blanc de Pologne, grand'croix de l'ordre de Saint-Étienne de Hongrie, chevalier des ordres du Saint-Esprit et de Saint-Michel, et grand'croix de celui de la Légion-d'Honneur de France, etc.; et Pierre de Poletica, conseiller d'État actuel, chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de première classe, et grand'croix de l'ordre de Saint-Wladimir de seconde.

« Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, lesquels ont été trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les stipulations suivantes :

« *Art.* 1er. Il est convenu que dans aucune partie du grand Océan appelé communément Océan Pacifique ou mer du Sud, les citoyens ou sujets des hautes puissances contractantes ne seront ni troublés ni gênés, soit dans la navigation, soit dans la faculté d'aborder aux côtes sur des points qui ne seraient pas déjà occupés, afin d'y faire le commerce avec les indigènes, sauf toutefois les restrictions et conditions déterminées par les articles qui suivent.

« *Art.* 2. Dans la vue d'empêcher que les droits de navigation et de pêche exercés sur le grand Océan par les citoyens et sujets des hautes puissances contractantes ne deviennent le prétexte d'un commerce illicite, il est convenu que les ci-

toyens des États-Unis n'aborderont à aucun point où il se trouve un établissement russe, sans la permission du gouverneur ou commandant, et que réciproquement les sujets russes ne pourront aborder sans permission à aucun des établissemens des États-Unis sur la côte nord-ouest.

« *Art.* 3. Il est convenu en outre que dorénavant il ne pourra être formé par les citoyens des États-Unis, ou sous l'autorité desdits États, aucun établissement sur la côte nord-ouest d'Amérique, ni dans aucune des îles adjacentes, au nord du cinquante-quatrième degré et quarante minutes de latitude septentrionale, et que de même il ne pourra en être formé aucun par des sujets russes ou sous l'autorité de la Russie au sud de la même parallèle.

« *Art.* 4. Il est néanmoins entendu que pendant un terme de dix ans à compter de la signature de la présente convention, les vaisseaux des deux puissances, ou qui appartiendraient à leurs citoyens ou sujets respectifs, pourront réciproquement fréquenter, sans entrave quelconque, les mers intérieures, les golfes, havres et criques sur la côte mentionnée dans l'article précédent, afin d'y faire la pêche et le commerce avec les naturels du pays.

« *Art.* 5. Sont toutefois exceptées de ce même commerce accordé par l'article précédent, toutes les liqueurs spiritueuses, les armes à feu, armes

blanches, poudre et munitions de guerre de toute espèce, que les deux puissances s'engagent réciproquement à ne pas vendre, ni laisser vendre aux indigènes par leurs citoyens et sujets respectifs, ni par aucun individu qui se trouverait sous leur autorité. Il est également stipulé que cette restriction ne pourra jamais servir de prétexte ni être alléguée dans aucun cas pour autoriser, soit la visite ou la détention des vaisseaux, soit la saisie de leur marchandise, soit enfin des mesures quelconques de contrainte envers les armateurs ou les équipages qui feraient ce commerce; les hautes puissances contractantes s'étant réciproquement réservé de statuer sur les peines à encourir, et d'infliger les amendes encourues en cas de contravention à cet article par leurs citoyens ou sujets respectifs.

« *Art.* 6. Lorsque cette convention aura été dûment ratifiée par le président des États-Unis, et du consentement du sénat d'une part, et de l'autre, par S. M. l'empereur de toutes les Russies, les ratifications en seront échangées à Washington, dans le délai de dix mois de la date ci-dessous, ou plus tôt si faire se peut. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont fait apposer le sceau de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, le 17-5 avril de l'an de grâce 1824.

« *Signés*, le comte Charles de Nesselrode, Pierre de Poletica, Henri Middelton. »

.·. Les ratifications ont été échangées en janvier 1825, aux termes de la convention.

(*Page* 426.) Taganrock est sur la mer d'Azow; c'est le débouché naturel et commode des provinces russes qui l'avoisinent.

Après Odessa, Taganrock est de toutes les villes de la Nouvelle-Russie, celle qui mérite le plus d'attention. Les mines de Sibérie et la culture des grains lui fournissent une source inépuisable de richesses.

Pierre-le-Grand, résolu de donner par la mer d'Azow un débouché naturel aux provinces méridionales de son État, fit construire à Taganrock un port capable de contenir deux cents petits navires. Il le protégea d'un fortin, et couvrit l'un et l'autre par une forteresse régulière. De plus, il établit une ligne de défense appuyée de deux redoutes. Les soins empressés de ce souverain le déterminèrent à peupler Azow et Taganrock de colons pris dans les provinces de l'intérieur. Il donna un gouvernement à ce nouvel établissement, et porta son attention sur les moyens de rendre le commerce facile à ses sujets et sur les agrémens à procurer aux marchands qui viendraient s'y établir. Dans cette dernière vue il fit tracer des jardins et planter des vignes. Des canaux pour joindre le Don à l'Oka et le Volga au Don, furent creusés.

La malheureuse campagne du Pruth de 1711 anéantit tous les projets de Pierre-le-Grand sur la mer d'Azow. La forteresse de ce nom, son territoire et toutes les redoutes élevées sur la rive gauche furent rendues aux Turcs : on convint de démolir Taganrock. Pierre-le-Grand écrivit à l'amiral Apraxin : « *Ne perdez pas de vue en démolissant, que cet établissement peut nous être encore un jour bon à quelque chose.* » Effectivement la plus grande partie des fortifications, ainsi que la ligne de défense des mines à la mer, restèrent dans le même état où on les voit encore de nos jours.

Plusieurs guerres se sont succédé entre les Russes et les Turcs. Bien des fois Azow a changé de maîtres; mais en 1774, le traité de Kaïnardji assura à la Russie la possession d'Azow, de Taganrock et de leur territoire.

Alexandre, en 1802, éleva Taganrock au rang des premiers ports commerçans de la côte méridionale, en lui donnant un gouvernement particulier, à l'administration duquel ont été réunies, en 1807, les villes commerçantes de Nachitchevan, Rostow et Mariopol, avec leurs banlieues et les cordons de la douane, le long des côtes de la mer. C'est depuis cette époque qu'il a été formé un comité des édifices publics, que l'état de la douane, du bureau de santé et de la police a été agrandi;

qu'on a établi une chambre d'escompte, et que tous les moyens propres à favoriser le commerce ont été pris.

Taganrock est situé sur la partie la plus élevée d'une pointe de la côte septentrionale de la mer d'Azow. Le climat est sain, l'air rafraîchi par les vents de la mer y est pur, il n'offre d'exception avec le reste de la Nouvelle-Russie que parce que les pluies y sont plus abondantes en automne, et les brouillards plus habituels. Les rues sont proprement tenues, des puits ont été creusés dans toutes les parties de la ville, un jardin public planté de diverses espèces d'arbres sert de rendez-vous pendant la belle saison.

On compte parmi les habitans de Taganrock des Russes, des Tartares, des Grecs et quelques étrangers allemands ou français; leur nombre s'élève à huit mille environ. La population est doublée pendant la saison des arrivages; les spéculateurs s'y rendent de toutes parts, avec les ouvriers nécessaires; on y voit alors des Italiens, des Ragusais, des Hydriotes; les marchands de l'intérieur de la Russie s'y rendent aussi. Indépendamment des secours que le commerce fournit à Taganrock, cette ville a des ressources particulières: telles sont la culture des jardins, les fournitures de chariots pour le déchargement des navires, des alléges (ou bâteaux plats) pour prendre les mar-

chandises à bord et en transporter d'autres quand on charge les bâtimens.

„La position de Taganrock est très favorable au commerce, parce qu'elle est le débouché de plusieurs provinces russes; les blés et les fers composent les principaux articles de ce commerce. La destination des blés est pour les mêmes échelles que ceux d'Odessa.

Parmi les fers, celui qui est en barres de un à deux pouds la pièce fait l'objet principal du commerce : il passe en Natolie, à Constantinople, dans l'Archipel, à Smyrne, et de cette dernière échelle, dans tout le Levant.

Le caviar, le beurre fondu, les cuirs de Russie, les suifs, les chandelles, les fourrures, les toiles, les cuirs crus, la laine noire, ajoutent au commerce d'exportation; les pêcheries des embouchures du Don, celles de la mer augmentent beaucoup les spéculations des marchands de Taganrock. Les marchandises qu'on y importe sont les vins, les huiles, les fruits secs, les sirops, l'encens, etc., etc.

On voit par ce qui précède que cette ville est susceptible d'augmenter son commerce. On a très mal vu quand on a dit qu'Odessa faisait tort au commerce de Taganrock et réciproquement; leur situation donne à chacune de ces villes des avantages très distincts, elles sont à des distances

(soixante à soixante-cinq lieues) assez considérables l'une de l'autre pour ne pas craindre la rivalité. Si jamais elle existait, elle contribuerait à l'avantage de la Nouvelle-Russie, car plus il y a d'émulation dans le commerce, plus on acquiert d'expérience pour faire fleurir le pays qui l'alimente.

Mais loin de redouter cette rivalité pour Odessa, tout porte à croire que Taganrock doit décliner par les dangers de la mer d'Azow, par les difficultés de faire quarantaine dans cette ville, par les frais énormes pour l'embarquement et le débarquement des marchandises, puisque les vaisseaux ne peuvent approcher du port de plusieurs werstes. Si le commerce de Taganrock peut augmenter, ce sera par le cabotage qui convient parfaitement à sa position ; mais il déclinera nécessairement à mesure qu'Odessa prendra plus de consistance, c'est-à-dire qu'avec le temps la proportion qui existe aujourd'hui entre Odessa et Taganrock deviendra tout autre : Odessa sera au premier rang des villes de commerce, et il est à craindre que Taganrock ne reste en seconde ligne.

FIN DES NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES
DU SECOND VOLUME.

ERRATA.

TOME PREMIER.

Page 57, ligne 18, et prépara; *lisez*, se prépara.
Id., 22, le 4 juin tout le plan de l'indemnité; *lisez*, dès le 4 juin, avant le départ de M. de Markoff, tout le plan de l'indemnité avait été mis sous les yeux de cet ambassadeur.
63, 21, Par les deux ukases du 20 septembre; *ajoutez*, dont nous venons de parler.
92, 21, à la fin de 1803; *lisez*, au commencement de 1804.
183, 11, pour être garantis; *lisez*, pour les garantir.
232, 1, les provinces; *lisez*, ses provinces.
242, 5, baron de Thummal; *lisez*, baron de Thummel.
279, 17, appartenait à l'État; *lisez*, appartenant à l'État.
281, 9, et plus d'un tiers; *lisez*, et le reste.

TOME SECOND.

Page 9, ligne 4, par l'absorption de la Pologne; *lisez*, par l'absorption des deux tiers de la Pologne.
13, 6, réclama la protection; *lisez*, recourut à la protection.
16, 5, les traces de sa mauvaise humeur; *lisez*, de la mauvaise humeur de celui-ci.
23, 13, de Zamosé; *lisez*, de Zamosc.
Id. 17, *supposez un point après ces mots*, l'année suivante.
27, 4, mais il fut tout autrement; *lisez*, mais il en fut.
Id. 12, ce fut pourtant; *lisez*, c'est pourtant.
43, 8, à une époque où Napoléon croyait n'être plus dans le cas de ménager l'Autriche; *lisez*, où Napoléon n'avait plus de ménagemens à garder avec l'Autriche.
52, 26, le général Rttcheff; *lisez*, Rittcheff.
53, 21, à Brzest; *lisez*, à Brzesc.
138, 17, la capitale de ce royaume; *lisez*, la capitale de la Saxe.
174, 33, en tête de cet ouvrage; *lisez*, à la fin de cet ouvrage.
233, 5, que les Khans; *lisez*, que les Khannats.
241, 1, *supprimez le point après le mot* population.
Id. 25, ce n'est pas tout; *lisez*, en effet.
413, 20, pour lui donner; *lisez*, pour leur donner.
418, 20, s'il les avait eus; *lisez*, s'il les avait eues.

Sous presse.

Tableau résumé de la Géographie et de la Statistique de l'Empire russe, par Alph. Rabbe; 2 vol. in-18.; chez Dupont et Roret, rue Vivienne, n° 16, et Ponthieu, au Palais-Royal.

Cet ouvrage contient la substance des renseignemens les plus exacts et les plus curieux fournis sur les diverses contrées de l'Empire russe, et sur ses populations si nombreuses et si variées, par les voyageurs modernes les plus célèbres, d'Angleterre, de France, d'Allemagne et de Russie. C'est en quelque sorte le complément indispensable de tous les ouvrages qui ont été publiés depuis quelques années pour faire connaître la politique et les progrès de la puissance russe.

Avec cartes et plans.

